



R E V U E
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
D U M A I N E

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

TOME SOIXANTE-NEUVIÈME
ANNÉE 1911. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, 11, GRANDE-RUE,
AU MANS

MAMERS	LE MANS
IMPRIMERIE FLEURY	A. DE SAINT-DENIS
28, Place de la République.	Libraire, Place Saint-Nicolas.

1911

100-100
M201-100
100

DE 611

M 221 R5

v. 62

REVUE

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU MAINE

TOME LXIX. — PREMIÈRE LIVRAISON

ANNÉE 1911. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS

LE MANS

IMPRIMERIE FLEURY

A. DE SAINT-DENIS

28, Place de la République.

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1911

SOMMAIRE
DE LA
PREMIÈRE LIVRAISON DE 1911

- 1^{re} LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ. Page 5
- 2^e UN MÉDECIN PÉDAGOGUE AU XVIII^e SIÈCLE : JEAN VERDIER,
par le docteur DELAUNAY. Page 32
- 3^e CONTILLY SEIGNEURIAL, par l'abbé VAVASSEUR. Page 60
- 4^e HÉROS OBSCURS, par M. ALEXANDRE BEZARD. Page 89
- 5^e CHRONIQUE : Admission de nouveaux membres. — Mgr de
Durfort, évêque de Langres. — M. Pascal Vérité et
son œuvre architecturale. — Service anniversaire de
M. A. Singher. — M. R. Luzu, archiviste-paléographe.
— Acquisition par M. Dolbeau d'une ancienne tour de
l'enceinte de Sablé. — Le nouveau Musée-bibliothèque
du Mans. — *Esquisse d'une histoire de France*, par
M. E. Cavaignac. — *La famille de Voltaire*, par M. J.
Pallu du Bellay. — Note de bibliographie. Page 95
-


LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE





Membres du Bureau

MM. ROBERT TRIGER, C \clubsuit , PRÉSIDENT.
Marquis de BEAUCHESNE, VICE-PRÉSIDENT.
Dom B. HEURTEBIZE, SECRÉTAIRE HONORAIRE.
ÉDOUARD DE LORIÈRE, }
PAUL BRINDEAU, \odot , } SECRÉTAIRES.
ALBERT MAUTOUCHET, TRÉSORIER.
ABBÉ PATARD, }
XAVIER GASNOS, } BIBLIOTHÉCAIRES-ARCHIVISTES.

Membres d'Honneur


MM. le général de BOISDEFFRE, ancien chef d'État-major de l'armée, ancien ambassadeur extraordinaire en Russie, grand officier de la Légion d'honneur, au château de Boisdeffre, par Oisseau-le-Petit (Sarthe), et 5, quai Voltaire, à Paris, 7^e A.
De LASTEYRIE (le comte Robert), \ast , \odot , membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, ancien député, rue du Pré-aux-Clercs, 10 bis, à Paris, 7^e A., et château du Saillant, par Allasac (Corrèze).


MM. HÉRON DE VILLEFOSSE, O , membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, conservateur au Musée du Louvre, président de la section d'archéologie du Comité des travaux historiques, rue Washington, 16, Paris, 8^e A.

LE VAYER (Paul), ,  I, , , conservateur honoraire de la Bibliothèque de la ville de Paris, inspecteur des Travaux historiques, à La Porte d'Orne, à Ballon (Sarthe).


De LA TRÉMOILLE (le duc), membre de l'Institut, avenue Gabriel, 4, Paris, 8^e A.


Membres Honoraires

MM. ALLARD (Paul), C , ancien magistrat, directeur de la *Revue des Questions historiques*, à Senneville, par Fécamp (Seine-Inférieure).

BÉTHUNE (le baron Joseph), , vice-président de la Gilde de Saint-Thomas et de Saint-Luc, conseiller provincial de la Flandre occidentale, conservateur du Musée archéologique, chalet de Rouxhové, à Courtrai (Belgique).

BILSON (John), vice-président de l'Institut royal archéologique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, architecte, à Hessle, Yorkshire (Angleterre).

DUBOIS (Marcel), , ancien élève de l'École Normale supérieure et de l'École d'Athènes, docteur ès-lettres, professeur à la Sorbonne, 76, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris, 6^e A.

GENTIL (Ambroise),  I, professeur de l'Université en retraite, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, rue de Flore, 86, au Mans.

MM. De GHELLINCK-VAERNEWYCK (le vicomte), ✚, ancien président de l'Académie royale d'archéologie de Belgique, château d'Elseghem, par Peteghem, et rue de l'Industrie, 15, à Bruxelles (Belgique).

De GRANDMAISON (Louis), ☉ I, archiviste-paléographe, président honoraire de la Société archéologique de Touraine, ancienne rue de l'Archevêché, 13, à Tours.

KNIGHT, bibliophile et collectionneur, High Street, à Ventnor, Ile de Wight (Angleterre).

De LA CROIX (le R. P. Camille), ✚, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, à Poitiers.


LECESNE (Henri), président de la Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), ☉ I, archiviste-paléographe, membre du Comité des Travaux historiques, directeur de la Société française d'archéologie, rue de Phalsbourg, 13, Paris, 17^e A., et à Vieux-Moulin (Oise).

PERCY GODDARD STONE, membre de l'Institut royal des architectes anglais, secrétaire particulier de la Société des Antiquaires de Londres pour le Hampshire et l'Ile de Wight, Merston cottage, Ile de Wight (Angleterre).


POTTIER (le chanoine), ☉ I, président de la Société d'archéologie de Tarn-et-Garonne, inspecteur de la Société française d'archéologie, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, à Montauban (Tarn-et-Garonne).


TRAVERS (Émile), C ✚, ✚, archiviste paléographe, directeur-adjoint de la Société française d'archéologie, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie, rue des Chanoines, 18, à Caen (Calvados).

MM. SEPET (Marius), , archiviste paléographe, conservateur à la Bibliothèque Nationale, rue Vaneau, 23, Paris, 7^e A.


Membres Fondateurs (1)


De BEAUCHESNE (le marquis), licencié ès-lettres, correspondant de l'Académie Royale d'archéologie de Belgique, membre titulaire de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, maire de Souvigné-sur-Sarthe, au château de la Roche-Talbot, par Sablé (Sarthe), au château de Lassay (Mayenne), et 8, avenue Marceau, Paris, 8^e A.

Des CARS (le duc), , ancien conseiller général de la Sarthe, au château de Sourches, par Bernay (Sarthe), et 80, rue de Lille, Paris, 7^e A.

FLEURY (Gabriel), , correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, inspecteur de la Société française d'archéologie, lauréat de l'Institut, imprimeur à Mamers.

De LA ROCHEFOUCAULD, duc de DOUDEAUVILLE (comte), maire de Bonnétable, rue de Varenne, 47, Paris, 7^e A. et château de Bonnétable (Sarthe).

Le COMTE (Ernest), , ancien conseiller général de la Sarthe, au château de Montigny, par La Fresnaye (Sarthe), et 124, rue de Provence, à Paris, 8^e A.

TRIGER (Robert), C , docteur en droit, ancien conseiller d'arrondissement, inspecteur général de la Société française d'archéologie, correspondant du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, de l'Académie Royale d'archéologie de Belgique et de la Société des Antiquaires de France, aux Talvasières, et rue de l'Ancien Évêché, 5, au Mans.

(1) Sont membres fondateurs tous les membres qui veulent bien seconder généreusement les efforts de la Société par le versement, en plus de leur abonnement à la *Revue*, d'une souscription annuelle de 50 francs.

Membres Titulaires

- S. G. M^{sr} de BONFILS, évêque du Mans.
- S. G. M^{sr} DUBOIS, archevêque de Bourges (Cher).
- S. G. M^{sr} MÉLISSON, évêque de Blois (Loir-et-Cher).
- S. G. M^{sr} de DURFORT, évêque de Langres (Haute-Marne).
- M^{mes} D'ACHON, au château de la Roche-de-Gennes, par Gennes (Maine-et-Loire).
- D'AILLIÈRES (Fernand), au château d'Aillières, par Mamers (Sarthe), et rue Bayard, 16, Paris, 8^e A.
- MM. D'ANGÉLY-SÉRILLAC (le comte), ancien conseiller général, maire de Doucelles, au château de Sérillac, par Beaumont-le-Vicomte (Sarthe).
- ANGOT (l'abbé), à Sainte-Gemme-le-Robert (Mayenne).
- AUBURTIN (Albert), président du Tribunal, place Girard, 8, au Mans.
- AVENEAU DE LA GRANCIÈRE (Paul), au château de Beaulieu, en Vignan (Morbihan), et rue Pasteur, à Vannes.
- BARBIER (Joseph), ancien procureur de la République, avocat, square de Luynes, 1, Paris, 7^e A.
- De BASTARD D'ESTANG (le comte), ✠, maire d'Avoise, ancien sous-préfet, ancien président de la Société, au château de Dobert, par Avoise (Sarthe), et 21, rue Saint-Dominique, à Paris, 7^e A.
- De BEAUMONT (le comte Charles), ♀, au château de Chatigny, par Fondettes (Indre-et-Loire).
- BÉLIN (l'abbé), missionnaire diocésain, à La Chapelle-du-Chêne, par Sablé (Sarthe).
- BELLEVILLE (Charles), ✠, chef d'escadron d'artillerie territoriale, château de Méhoncourt, par Le Mans.

MM. BERTRAND DE BROUSSILLON (le comte Arthur),
❧, ✚, archiviste-paléographe, ancien conseiller de
préfecture de la Sarthe, président de la Société des
Archives du Maine, rue de Tascher, 15, au Mans,
et à Pont-sur-Yonne (Yonne).

BIENAIMÉ (Amédée), rue Marchande, 15, au Mans.

De LA BOUILLERIE (le baron), ancien vice-président
de la Société, château de la Bouillerie, par Crosnières
(Sarthe), et 80, rue de l'Université, Paris, 7^e A.

BOULAY DE LA MEURTHE (le comte), ancien
président de la Société d'Histoire contemporaine,
rue de l'Université, 23, à Paris, 7^e A.

BRANCHU (Georges), rue Saint-Charles, 11, au Mans.

BRIÈRE (l'abbé), curé de Voivres, par Louplande
(Sarthe).

BRINDEAU (Paul), ❧, ancien archiviste, rue Victor
Hugo, 54, au Mans.

CALENDINI (l'abbé), président de la Société d'Histoire,
Lettres et Sciences de La Flèche, directeur des
Annales fléchoises, curé de Saint-Mars-d'Outillé
(Sarthe).

CALENDINI (l'abbé), curé de Chassillé, par Épineu-
le-Chevreuil (Sarthe).

CANDÉ (le docteur), ancien médecin de la marine, lau-
réat des Sociétés de Géographie, au Lude (Sarthe).

M^{me} CARTERET, rue Crossardière, à Laval.

MM. De CASTILLA (Charles), au château d'Amigné, par
Changé (Sarthe), et à Saint-Pol-sur-Ternoise
(Pas-de-Calais).

CELIER (Alexandre), ✚, avocat, ancien secrétaire de
la Société, place Saint-François-Xavier, 1, à Paris,
7^e A., et aux Mortrais, par Coulans (Sarthe).

De CHAMILLART DE LA SUZE (le marquis), au
château du Plessis de Vaiges, par Noyen (Sarthe).

MM. CHANSON (l'abbé Léon), vicaire général honoraire, doyen du Chapitre, 17, rue de Ballon, au Mans.

CHARDON (Charles), à Marolles-les-Braults, et 57, rue de Flore, au Mans.

De CHARENCEY (le vicomte), ancien conseiller général, maire de Nauvay, par Moncé-en-Saosnois (Sarthe), et 6, avenue Marceau, Paris, 8^e A.

CHAROY (Maurice), notaire, rue Gougeard, 15, au Mans.

De CLÉRIC (le général, comte), C ✱, avenue de Paris, 77, au Mans.

CLOUET (le baron), château du Grand-Logis, à Mayenne (Mayenne).

COTTEREAU (Marcel), sculpteur, rue du Clos-Margot, 3, au Mans.

CORBIN (l'abbé), professeur au collège Sainte-Croix, rue Sainte-Hélène, 9, au Mans.

CORMAILLE (Victor), à Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).

M^{me} De COURCIVAL (la marquise), rue de Bellechasse, 46, Paris, 7^e A., et château de Courcival, par Bonnétable (Sarthe).

M. De COURDOUX (André), ancien conseiller municipal, rue Champgarreau, 10, au Mans, et au château de la Bretonnière, par Domfront-en-Champagne (Sarthe).

M^{me} De COURTILLOLES, au château de Courtilloles (Sarthe), par Alençon.

MM. DEGOULET (Paul), rue Berthelot, 22, au Mans.






DELAUNAY (le docteur), ancien interne des hôpitaux de Paris, rue de la Préfecture, 14, au Mans.

DENIS (l'abbé), curé de Saint-Pierre-de-Chevillé, par Château-du-Loir.

DESCLÉS, rue des Champs, 21, au Mans.

M^{sr} DESHAYES, prélat de la Maison de Sa Sainteté, vicaire général honoraire, sous-supérieur de l'Ecole de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.

- MM. DESVIGNES (l'abbé), curé-doyen de La Suze (Sarthe).
DEVAUX (l'abbé), curé de Pirmil, par Noyen (Sarthe).
DUGUÉ (Albert), ancien conseiller général, rue du
Bourg-d'Anguy, 24 bis, au Mans.
DUTREIL, ancien officier, député de la Mayenne,
rue de Marignan, 27, à Paris, 8^e A.
DUVAL (Ambroise), propriétaire-expert, à Sillé-le-
Guillaume (Sarthe).
D'ELVA (le comte Olivier), au château de Coulans
(Sarthe).
ERARD (Denis), ancien sous-officier au 33^e Mobiles,
rue des Maillets, 36, au Mans.
EYNAUD (Pierre), au château de Coudreuse, à Chan-
tenay (Sarthe).
De FARCY (Paul), vice-président de la Commission
historique de la Mayenne, rue de l'Emulation, 5,
à Alençon (Orne).
FOUCHÉ (Ernest), ingénieur des Arts et Manufactures,
maire de Saint-Saturnin, ancien député et conseiller
général de la Sarthe, avenue de Paris, 31, au
Mans.
FRANÇOIS (Jules), architecte diplômé, rue de la
Mariette, 4, au Mans.
FROGER (le chanoine), aumônier des Marianites,
rue Jeanne d'Arc, 17, au Mans.
De FROMONT de BOUAILLES (André), rue Chanzy,
74, au Mans.
GALPIN (Gaston), député et conseiller général de la
Sarthe, au château de Fontaine, par Fresnay (Sarthe),
et 61, rue la Boétie, Paris, 8^e A.
GARNIER (Louis), architecte des monuments histo-
riques, rue de Nantes, 35, à Laval.
GASNOS (Xavier), docteur en droit, rue de l'Herberie,
1, au Mans.


- MM. GASSELIN (Robert), O , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, château de Courtangis, par Lamnay (Sarthe), et rue de Paris, 13, au Mans.
De GASTINES (le comte Charles), maire de Chaufour, château de la Denisière, par Coulans (Sarthe).
GAUDINEAU (Léon), maire de La Flèche, rue des Capucins, 4, La Flèche (Sarthe).
GIRARD (l'abbé), professeur d'histoire à l'École Supérieure de théologie, avenue de Paris, 158, au Mans.
GIRAUD (Pierre), avenue de Paris, 70, au Mans.
GOUVRIION (Émile), rue Volney, 21, à Mayenne (Mayenne).
M^{re} GRAFFIN, , , professeur à l'Institut catholique de Paris, rue d'Assas, 47, Paris, 6^e A.
MM. De GRANDVAL (Georges), maire de Trangé, au château de la Groirie, et rue du Cirque, 2, au Mans.
GROSSE-DUPERON,  I, juge de paix, vice-président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, à Mayenne.
GUERRIER (Louis), architecte, ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue Berthelot, 20, au Mans.
GUERRIER (M.), ancien professeur au collège Saint-Louis, rue du Père-Mersenne, 10, au Mans, (et M^{me} GUERRIER, née FOUQUÉ).
GUILLOREAU (le R. P. dom), bénédictin de Solesmes, Quarr'Abbey, Ryde, Ile de Wight (Angleterre).
HALLOPEAU (Louis-Alfred), docteur ès-sciences, 4, Cité de Varenne (51, rue de Varenne), Paris, 7^e A., et château de la Poissonnière, par Couture (Loir-et-Cher).
HÉRY (Paul), , ancien président du Conseil des Prud'hommes, membre de la Commission du Musée, rue Saint-Vincent, 35, au Mans.

MM. HEURTEBIZE (le R.-P. dom Benjamin), bénédictin de Solesmes, Quarr'Abbey, Ryde, Ile de Wight (Angleterre).

De JUIGNÉ (le marquis), député, conseiller général, au château de Juigné (Sarthe).


De LA BARRE de NANTEUIL (le vicomte), château de Moire, par Fresnay (Sarthe), et rue de l'Asile, à Alençon (Orne).

M^{me} De LA BARRE de NANTEUIL (la baronne), château de la Chevalerie-Hautéclair, par Alençon (Orne).

MM. LABICHE (colonel), O , colonel d'artillerie en retraite, président de la Société des officiers en retraite, rue des Fontaines, 80, au Mans.

De LA PESCHARDIÈRE (André), rue Champgarreau, 14, au Mans.

De LA TOUANNE (le vicomte), directeur général de la Compagnie d'Assurance mutuelle immobilière, rue Gougeard, au Mans.

LAURAIN (Ernest), , archiviste de la Mayenne, rue du Lycée, 7, à Laval (Mayenne).

M^{me} LEBLANC (Edmond), à Mayenne (Mayenne).

MM. LE COINTRE (Georges), rue Jullien, Alençon (Orne), et au château de l'Isle, par Alençon.

L'ELEU (André), avocat, docteur en droit, président de l'Association républicaine, rue Berthelot, 31, au Mans.

LEMERCIER (l'abbé), curé de Noyen (Sarthe).

LERET D'AUBIGNY (le baron), ancien député et conseiller général de la Sarthe, château de Rive-sarthe, par Malicorne (Sarthe).

LERET D'AUBIGNY (le baron), château de Boisdoublot, par Torcé (Sarthe).

LEROUX (l'abbé), docteur en droit, au château de Saint-Georges, Le Mans.

MM. LE SASSIER-BOISAUNÉ (le commandant), ✱, au château de la Roche, par Brûlon (Sarthe).

De LINIÈRE (Raoul), ancien officier, capitaine au 28^e régiment territorial, secrétaire de la Société d'Histoire, Lettres et Sciences de La Flèche, château du Maurier, par Foulletourte (Sarthe), et rue de Tascher, 23, au Mans.

De LORIÈRE (Édouard), ancien capitaine de cavalerie, maire d'Asnières, au château de Moulin-Vieux, par Avoise, et rue Saint-André, 10, au Mans.

LOUDIÈRE (l'abbé), ancien élève de l'École St-Aubin, vicaire à Notre-Dame de la Couture, rue de la Scierie, 3, au Mans.

LOUVEL (Albert), quai Louis Blanc, 138, au Mans.

LUZU (Roger), archiviste-paléographe, rue de Commaille, 8, à Paris, 7^e A.

M^{me} MAIGNAN (Albert), rue La Bruyère, 1, Paris, 9^e A., et à Saint-Prix (Seine-et-Oise).

MM. De MAISONNEUVE (le marquis Ed.), ancien inspecteur des Forêts, rue de Lorraine, 40, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise) et au château de la Jaille, à Chahaignes (Sarthe).


MALLET (Dominique), ancien élève de l'École normale supérieure, ancien officier au 33^e Mobiles, ancien rédacteur en chef de *la Sarthe*, villa Poirier, 9, Paris, 15^e A., et à Ribarbeau, à Beaufay (Sarthe).



MAUTOUCHET (Albert), 9, rue de la Motte, au Mans.


MENJOT D'ELBENNE (le vicomte), ☉, ✚, ✚, secrétaire d'ambassade, ancien sous-chef du bureau historique aux Affaires Étrangères, vice-président de la Société des Archives du Maine, ancien conseiller d'arrondissement, au château de Couléon, par Tuffé (Sarthe).


- MM.** De **MONHOUDOU** (le vicomte), chef d'escadron de cavalerie territoriale, conseiller d'arrondissement, château de Monhoudou, par Marolles-les-Braults (Sarthe).
- MONNOYER** (Charles), imprimeur, 12, place des Jacobins, au Mans.
- De **MONTESON** (le marquis René), ancien capitaine de cavalerie, ancien conseiller général de la Sarthe, rue Pierre-Belon, 11, au Mans, et au château de Maquillé, par Louplande (Sarthe).
- De **MONTESON** (le vicomte Charles), ✱, chef de bataillon en retraite, rue Sainte-Croix, 8, au Mans, et au château de Montauban, par Le Mans.
- MORANCÉ** (le chanoine), Ⓚ, ✚, ✚, ✚, ancien aumônier du 4^e Corps d'armée, curé de Saint-Louis du Prytanée, à La Flèche (Sarthe).
- MORANCÉ** (Joseph), Ⓚ I, président de la Société d'Horticulture, conservateur du Musée archéologique, rue des Fontaines, 32, au Mans.
- MOREAU** (Émile), ✱, Ⓚ, président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, rue du Lieutenant, 8, à Laval.
- MOULLÉ** (Amédée), à Saint-Rémy-de-Sillé, par Sillé-le-Guillaume (Sarthe).
- De **NICOLAY** (le comte), ✱, ancien conseiller général, au château de Montfort-le-Rotrou (Sarthe).
- NIVERT** (Henri), notaire, place de l'Éperon, 24, au Mans.
- De **NOAILLES** (le vicomte), ancien capitaine au 8^e bataillon de chasseurs à pied, chef de bataillon au 26^e régiment territorial d'infanterie, au château de Saint-Aubin-de-Locquenay, par Fresnay-s-Sarthe (Sarthe), et 43, rue de l'Université, Paris, 7^e A.
- NOUTON** (le colonel), Ⓚ ✱, colonel d'artillerie en retraite, rue de l'Étoile, 19, au Mans.

- MM. NUTT (David), 57, Long Acre, Londres, *Maison Hachette*, boulevard Saint-Germain, Paris, 5^e A.
- PATARD (l'abbé), curé de Villaines-sous-Malicorne, (Sarthe).
- POIX (le docteur), rue Chanzy, 36, au Mans.
- PRALON (l'abbé), chanoine titulaire, archiprêtre de la Cathédrale, rue Saint-Vincent, 21, au Mans.
- PURNOT (Paul), juge au tribunal civil, rue Sainte-Marie, 5, au Mans.
- REBUT (Didier), **Q** I, ancien professeur agrégé de l'Université, rue des Châlets, 15, au Mans.
- REICHERT (Charles), **C** **✱**, intendant militaire du cadre de réserve, président de la Société de géographie, avenue de Paris, 54, au Mans.
- RICORDEAU (Auguste), architecte, place du Château, 18, au Mans.
- ROMET (Adrien), rue du Mail, 1, au Mans.
- ROMET (Paul), négociant, conseiller général de l'Orne, rue du Pont-Neuf, 24, Alençon, et château de Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne).
- ROMMÉ (Édouard), villa Jeanne d'Arc, à Sougé-le-Ganelon (Sarthe).
- ROQUET (Henri), à Laigné, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe).
- De ROUGÉ (le vicomte Jacques), lauréat de l'Institut, ancien auditeur au Conseil d'État, au château de Bois-Dauphin, par Précigné (Sarthe), et rue de l'Université, 35, à Paris, 7^e A.
- De SAINT-DENIS (Albert), libraire-éditeur, rue Saint-Jacques, 1, au Mans.
- De SAINT-LAURENT (le baron), **✱**, lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, rue Édouard-Charlon, 13, à Versailles, et château de la Bouverie, à Saint-Mars-la-Bruyère (Sarthe).


MM. SAVARE (Joseph), O , lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, boulevard François I^{er}, 25, au Havre (Seine-Inférieure), et au château de la Ménarderie, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).


SÉGUIN (Léon), O ,  I, directeur de la Compagnie du gaz, rue Franklin, 2, au Mans.

SENART (Émile), , membre de l'Institut, conseiller général de la Sarthe, au château de la Pelice, par La Ferté-Bernard (Sarthe), et rue François I^{er}, 18, à Paris, 8^e A.


SINGHER (Gustave), , directeur des Assurances Mutuelles mobilières, président de la Société de Tir, rue Chanzy, 37, au Mans.



De SOUANCÉ (le comte), château de Mondoucet, par Souancé (Eure-et-Loir), et rue Saint-Blaise, 72, à Alençon (Orne).

SURMONT (Armand), C , avocat, ancien conseiller municipal, rue Robert-Garnier, 15, au Mans.


De TALHOUET (le marquis), C , ancien conseiller général, maire du Lude, au château du Lude (Sarthe), et 2, avenue Bosquet, à Paris, 7^e A.

THIBAUDIN (Alexis), docteur en droit, juge au tribunal du Mans, boulevard Négrier, 18, au Mans.

TOUCHARD (Léon), O , rue Nicolo, 67, Paris, 16^e A., (et M^{me} Léon TOUCHARD, née DOBREMER).

TOURNOUER (Henri), , , président de la Société historique et archéologique de l'Orne, conseiller général, château de Saint-Hilaire, par Nocé, (Orne), et 5, boulevard Raspail, à Paris, 7^e A.

TRENTESAUX (Paul), ancien vice-président du tribunal, avenue de Paris, 8, au Mans.



URSEAU (le chanoine),  I, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, rue du parvis Saint-Maurice, 4, Angers.

MM. De VAUBLANC (Adrien), rue du Mail, 2, au Mans et au château des Trocheries, par Saint-Jean-de-la-Motte (Sarthe).

VAVASSEUR (l'abbé Joseph), curé de Crannes-en-Champagne, par Vallon (Sarthe).

De VERCLY (Xavier), ancien inspecteur des Forêts, place Girard, 5, au Mans.

VERDIER (Paul), ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue Mozart, 9, à Paris, XVI^e A., et au château de la Coussaye, par Bressuire (Deux-Sèvres).

De VERDIÈRE (le général de division, baron), G. O  , place de la République, 33, au Mans.

VÉRITÉ (Pierre), architecte, rue des Bas-Fossés, 15, au Mans.

De VÉZINS (le marquis), conseiller d'arrondissement, au château de Malicorne (Sarthe).

De VIENNAY (le comte), au château de Saint-Christophe, par Ségrie (Sarthe).

VINCENT (le docteur), ancien président de la Société de Médecine, rue Sainte-Croix, 45, au Mans.

YZEUX (Octave), rue d'Hauteville, 8, au Mans, et au château de la Blanchardière, à Sargé, près Le Mans.

BIBLIOTHÈQUE de la ville du Mans.

CERCLE DE L'UNION, place de l'Étoile, au Mans.

Membres Associés






MM. ALMA (l'abbé), curé-doyen de Mayet (Sarthe).

ASHER, Unter der Linden, à Berlin.

AUBURTIN (Georges), ingénieur civil, place Girard, 8, au Mans.

AVICE (Gustave), chef de bataillon au 28^e régiment territorial, rue Scribe, 13, à Paris, 9^e A., et au château de la Forêtrie, à Allonnes, près Le Mans.

- M^{me} BACHELIER (René), rue Sainte-Croix, 2, au Mans.
- MM. De BEAUREPOS (le comte), ✠, au château de Cerisay, à Assé-le-Boisne, par Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).
- BELLANGER (l'abbé), curé de Saint-Antoine-de-Rochefort, à La Ferté-Bernard (Sarthe).
- BERTHELOT (Eugène), architecte, 7, rue Andrieux, à Paris, 8^e A.
- BESNARD (l'abbé), curé-doyen de Beaumont-sur-Sarthe.
- BEZARD (Lucien), ancien professeur à l'Université de Budapest, rue Clos Olry, 18, à Nancy (Meurthe-et-Moselle).
- BLANC (Maurice), entrepreneur, juge au tribunal de Commerce, Quai de l'Amiral-Lalande, 30, au Mans.
- M^{me} BLANCHARD (Jacques), rue de Courcelles, 45, Paris, 8^e A.
- MM. BLÉTRY (René), au château de la Freslonnière, (Sarthe), à Souigné-sous-Ballon, et rue Chanzy, 13, au Mans.
- BLOUÈRE (Raphaël), docteur en droit, ancien magistrat, à Ecommoy (Sarthe).
- BONY (Henri), ☉, professeur d'histoire au Lycée, boulevard Négrier, 72, au Mans.
- BORDEAUX (Albert), maire de Rouessé-Fontaine, château de Brestels, par Bourg-le-Roi, (Sarthe).
- M^{me} BOUCHET, château de la Boisardière, à Bazouges (Sarthe).
- MM. BOUDET (l'abbé), curé de Pontlieue, au Mans.
- BOUVERET (Joseph), ☉, rue Dumas, 11, au Mans.
- BOUVIER (l'abbé), rue de Tascher, 12, au Mans.
- M^{me} De BREUIL (la comtesse), au château de Peschescul, par Parcé (Sarthe).
- M. BRIANCHON (Henri), négociant, vice-président de la 111^e section des Vétérans, à Fresnay (Sarthe).

- MM. CAMBUZAT (le commandant), , chef d'escadron d'artillerie en retraite, au château des Epichelières, par Louplande (Sarthe).
- CARTEREAU (Emile), agent-voyer cantonal à Montfort-le-Rotrou (Sarthe).
- CHARDON (Charles), avocat à la Cour d'Appel de Paris, capitaine au 25^e régiment territorial, rue de Villersexel, 6, Paris, 7^e A., et à Fresnay-sur-Sarthe.
- De CHASTEIGNER (le comte), maire de Rouillon, au château de Rouillon, par Le Mans.
- De CHAUVIGNY (René), , 32, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, à Paris, 7^e A., et au château de la Massuère, par Bessé (Sarthe).
- CHAUVIN (Henri), , , ingénieur des Arts et Manufactures, président de la Chambre de Commerce, à Poncé (Sarthe).
- M^{me} CORNU (Henri), à Joué-en-Charnie (Sarthe), et rue Montauban, 4, au Mans.
- MM. CROSNIER (Joseph), rue Desportes, 1, au Mans.
- De CUMONT (le comte), conseiller général, au château de l'Hôpital, par Crissé (Sarthe).
- DAVID (Félix), place Girard, 6, au Mans.
- DAVID (l'abbé), curé de Vallon-sur-Gée (Sarthe).
- DEROME (le capitaine), , adjudant-major au 115^e régiment d'Infanterie, à Mamers (Sarthe).
- DESCARS (Amédée), rue Pierre-Belon, 8, au Mans.
- DESCHAMPS LA RIVIÈRE (Robert), avocat, rue Pierre Belon, 47, au Mans, et à Dollon (Sarthe).
- DIDION (l'abbé), curé-doyen de Fresnay (Sarthe).
- DULAU, 3, Soho Square, à Londres, chez M. Le Soudier, 174 - 176, boulevard Saint - Germain, Paris, 6^e A.
- DUMAINE (l'abbé), vicaire général honoraire, vice-président de la Société historique de l'Orne, à Sées (Orne).

MM. DUPLAY (Georges), ingénieur, rue de Beauregard, 1, à Laval (Mayenne).

DURAND (Georges), secrétaire général de l'Automobile-Club de la Sarthe et de l'Ouest, rue de Fleurus, 1, au Mans.

De L'ESTOILE (le baron), ✱, officier supérieur en retraite, château de Corbohay, à Conflans (Sarthe), et rue Dubignon, 25, au Mans.

De FOLLIN (le vicomte), château de l'Épine, au Mans.

M^{me} FOUCHARD (Marcel), place de la Préfecture, 12, au Mans.

MM. FOUCHARD (Emile), notaire honoraire, rue Chanzy, 25, au Mans.

FRAIN DE LA GAULAIRIE (Édouard), conservateur adjoint de la bibliothèque de Vitré (Ille-et-Vilaine).

De FRESNAY (le marquis), château de Montcorbeau, par Ambrières (Mayenne).

De GASTINES (le vicomte Emmanuel), maire d'Ardenay, par Le Breil (Sarthe).

GAULIER (Robert), sculpteur, rue de Flore, 112, au Mans.

De GAYFFIER, 5, rue Bruyère, au Mans

GOUGAUD (le docteur), ancien médecin de la Marine, avenue de Paris, 36, au Mans.

GOUIN (l'abbé), vicaire-général honoraire, chanoine titulaire, place du Château, 23, au Mans.

GOUPIL (Albert), licencié ès-lettres, libraire-imprimeur, quai Jehan Fouquet, 2, à Laval.

GRAFFIN (Roger), au château de Belval, par Nouart (Ardennes).

Des GRAVIERS (Albert), notaire honoraire, rue Champgarreau, 7, au Mans, et rue du Four, 46, à Paris.

GREVEL, King-Street, 33, Covent garden, Londres (Angleterre).

MM. GRIFFATON, (Julien), rue Béclard, 14, à Angers (Maine-et-Loire).

GUILLOTIN (V.), négociant, rue de Prémartine, 57, au Mans.

HAMEL (le docteur), ancien interne des hôpitaux de Paris, rue Robert-Garnier, 8, au Mans.

HARDOUIN DU PARC (André), rue Robert-Garnier, 21, au Mans, et au château de Chemouteau, par Mau-prevoir, (Vienne).

De LA HAUGRENIÈRE, au château de Marigné, par Bazouges (Sarthe).

HÉBERT (Georges), avoué, rue de Paris, 21, au Mans.

HUPIER (Charles), ancien maire d'Ancinnes (Sarthe).

JANVIER (Anatole), industriel, au Val-de-l'Huisne, à Pontlieue, au Mans.

JAUNEAU (Maurice), rue Saint-Bertrand, 1, au Mans.

JOUIN (le docteur), *, cité Trévise, 11 bis, Paris, 9^e A., et aux Tilleuls, à Bourg-le-Roi (Sarthe).

JOUSSELIN de SAINT-HILAIRE (Maurice), ingénieur des Constructions civiles, rue de Rennes, 148, à Paris, 6^e A., et rue de Bretagne, à Alençon.

LACROIX (l'abbé), curé de Coulaines, près Le Mans.

LACROIX (Auguste), rue de Turbigo, 16, à Paris.


LAINÉ (Marcel), ancien notaire, avenue Thiers, 63, au Mans.

LA MACHE (Charles), avocat, docteur en droit, maire du Tronchet, au château du Tronchet, par Beaumont - sur - Sarthe, et rue Vanneau, à Paris, 7^e A.

LAMOUREUX (l'abbé), curé d'Elival-lès-Le Mans, par Louplande (Sarthe).

De LANDEVOISIN (le baron Armand), château des Places, à Daon (Mayenne).

De LA SELLE (le comte Paul), au château de la Barbée, par Bazouges (Sarthe).

- MM. LE BRETON (Paul), sénateur de la Mayenne, à Saint-Mélaine, près Laval (Mayenne).
- LE BRUN (Marcel), boulevard Lamartine, 45, au Mans.
- LEFEBVRE (l'abbé), chanoine titulaire, vicaire général, place du Château, 4 bis, au Mans.
- M^{sr} LEGENDRE, Prélat de la Maison de S. S., chanoine honoraire du Mans, professeur d'archéologie biblique et d'hébreu, doyen de la Faculté de théologie, rue Rabelais, 3, à Angers.
- MM. LEGOUÉ (l'abbé) curé de Maresché, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).
- LEGUY (René), expert, rue d'Hauteville, 18, au Mans.
- LE MORE (le comte), au château de la Fougeraie, à Saint-Paterne (Indre-et-Loire).
- LENOBLE (Albert), avenue Rapp, 12, Paris, 7^e A.
- LE PARC (le chanoine), ancien archiprêtre de Bonnétable, boulevard Négrier, 24, au Mans.
- LE RÉVÉREND (l'abbé), curé de Saint-Christophe-du-Jambet, par Ségrie (Sarthe).
- LEROUX (Joseph), architecte diplômé, rue Berthelot, 25, au Mans.
- LUSSON (le colonel), O , colonel d'artillerie en retraite, avenue de Paris, 29, au Mans.
- MAIRE (Émile), négociant, membre de la Chambre de Commerce, rue des Minimes, 4, au Mans.
- MÉLISSON (Émile), expert, rue du Mail, 3, au Mans.
- MIGNON (l'abbé), chanoine honoraire, curé de la Couture, rue Berthelot, 14, au Mans.
- M^{me} De MONTALEMBERT (la comtesse), au château du Coudray, par Meslay (Mayenne), et 122, rue de Grenelle, à Paris, 7^e A.
- M. De MONTÉCLERC (le marquis), au château de Montéclerc, par Évron (Mayenne).

MM. OLIVIER (l'abbé), ancien curé-doyen de Fresnay-sur-Sarthe, aumônier de Notre-Dame du Rancher, à Téloché (Sarthe).

ORY (Joseph), rue du Gué-de-Maulny, 20, au Mans.

PAIGNARD (Léopold), ancien conseiller général, maire de Savigné-l'Évêque (Sarthe).

PALLU DU BELLAY (Joseph), ancien officier, 2, rue du Pont-Neuf, à Poitiers (Vienne).

PARKER (J.), 27, Broad Street, Oxford, (Angleterre).

PARKER (Marc), C \clubsuit , O \clubsuit , \clubsuit , publiciste, rue Coëtlogon, 7, Paris, 6^e A.

PASSE (Maurice), à Évron (Mayenne), et rue Rosa-Bonheur, 2, à Paris.

PAVIE (René), avocat, rue Saint-Bertrand, 17, au Mans.

PICHEREAU (Louis), rue Colbert, 9, à Versailles.

POIRIER-BÉALU, juge au tribunal de commerce, à Mayenne.

POTTIER (l'abbé), membre de la Société française d'archéologie, aumônier de Béthanie-Fontenailles, par Écommoy (Sarthe).

QUERUAU-LAMERIE (E.), rue des Arènes, 6 *bis*, à Angers.

RAGUENET de SAINT-ALBIN (Olivier), au château des Arcis, par Meslay (Mayenne), et rue Étienne Dolet, 3, à Orléans (Loiret).

De RASILLY (le vicomte Raoul), château de la Porte, à Daon (Mayenne).

RENAULT (Georges), conservateur du Musée de Vendôme, Les Capucins, à Vendôme (Loir-et-Cher).

RICHARD (Jules-Marie), \mathbf{Q} , ancien archiviste du Pas-de-Calais, place du Gast, à Laval.

Du RIVAU, château de Brusson, à Soullitré, par le Breil (Sarthe), et rue de Tascher, 17, au Mans.

ROBVEILLE (l'abbé), rue du Château, 3, au Mans.

MM. De ROMANET (le vicomte Olivier), rue S^{te}-Croix, 7, au Mans, et au château des Guillels, par Mortagne (Orne).

ROULLEAU (René), conservateur honoraire des Forêts, rue Champgarreau, 20, au Mans.

ROYER (Lionel), peintre, C \clubsuit , rue Chézy, 24, Neuilly-sur-Seine.

M^{mes} De SAINT-RÉMY, rue de Tascher, 25, au Mans.

De Sainte-Preuve de la Sicotière (la baronne), château de Boisbulant, par Alençon (Orne).

MM. SALMON, architecte, rue Sieyès, 21, au Mans.

De Sarrauton (Joseph), ancien conseiller d'arrondissement, Grande-Rue, 29, à Bonnétable (Sarthe).

De Sars (le vicomte Albert), conseiller d'arrondissement, château de Bellebranche, par les Agets-Saint-Brice (Mayenne), et 31, avenue de Saxe, Paris, 7^e A.

SAUVÉ (l'abbé Henri), chanoine honoraire, maître des cérémonies de l'église cathédrale, 26, rue du Lycée, à Laval.

De Semallé (le comte), au château de Frébourg, près Mamers, et 16 bis, avenue Bosquet, Paris, 7^e A.

STECHELT (G. E.), 76, rue de Rennes, à Paris, 6^e A.

SURMONT (Georges), \clubsuit , ancien capitaine du génie, aux Hattonnières, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe), et 7, rue d'Assas, à Paris, 6^e A.

TABOUELT, à La Palisse (Allier).

M^{me} THORÉ (Henri), rue des Plantes, 38, et aux Cerisiers, route de Bonnétable, au Mans.

MM. THORÉ (Stéphane), ingénieur des chemins de fer de l'État, impasse Le Roi, 6, à Nantes (Loire-Inférieure).

THORIN (Alphonse), rue Dubignon, 34, au Mans, et château de la Manouillère, à Pruillé-le-Chétif, par Le Mans.

TISON (Henri), licencié en droit, à Savigné-l'Évêque.

TOUBLET (l'abbé), curé d'Auvers-le-Hamon (Sarthe).

- MM. TRICONNET (Paul), à Coulongé, par Le Lude (Sarthe).
TUAL (Henri), au château de la Futaye, par Le Mans
et rue de la Tour, 72, Paris, 16^e A.
UZUREAU (l'abbé), directeur de l'*Anjou historique*,
103, faubourg Saint-Michel, Angers.
De VAISSIÈRE (Emmanuel), ✱, ancien sous-préfet,
au château de Vassé, par Sillé-le-Guillaume (Sarthe),
et 50, rue de l'Université, Paris, 7^e A.
VALLÉE (Eugène), place Balard, 3, Paris, 15^e A.
De VANNOISE (le vicomte), château de Saint-Mars-
la-Bruyère (Sarthe).
VAVASSEUR (l'abbé Émile), curé-doyen de Pont-
vallain (Sarthe).
VÉTILLART (Henri), O ✱, inspecteur général des
Ponts-et-Chaussées, rue Brémontier, 14, à Paris,
17^e A., et 11, rue Montauban, au Mans.
M^{me} VÉTILLART (Joseph), Château-Lavallière (Indre-et-
Loire).
MM. VICAIRE (Georges), directeur du *Bulletin des Biblio-
philes*, 51, rue Scheffer, à Paris, 16^e A.
VIELLE (Ludovic), à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe).
VOISIN, au bourg des Aulneaux, par La Fresnaye-
sur-Chédouet (Sarthe).
ABBAYE BÉNÉDICTINE DE CLERVAUX, Grand
Duché de Luxembourg.
ARCHIVES NATIONALES, rue des Francs-Bourgeois,
à Paris.
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SARTHE,
au Mans.
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ORNE, à
Alençon.
BIBLIOTHÈQUE de la ville d'Alençon.
— — d'Angers.
— — de Laval.
— — de Mayenne.

BIBLIOTHÈQUE de l'Institution Notre-Dame, à La
Flèche (Sarthe).

— du Prytanée militaire, à La Flèche
(Sarthe).

Sociétés et Revues correspondantes

ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES,
Paris.

BIBLIOTHÈQUE DE LA SORBONNE, *Paris.*

ALENÇON, *Société historique et archéologique de l'Orne.*

AMIENS, *Société des Antiquaires de Picardie.*

ANGERS, *Société d'Agriculture, Sciences et Arts.*

— *Revue de l'Anjou*, 83, rue Saint-Laud.

— *L'Anjou historique.*

ANGOULÊME, *Société archéologique et historique de la
Charente.*

ARRAS, *Académie d'Arras.*

— *Commission des Monuments historiques du Pas-de-
Calais.*

AURILLAC, *Revue de la Haute Auvergne.*

AUTUN, *Société Éduenne des Lettres, Sciences et Arts.*

AUXERRE, *Société des Sciences historiques et naturelles de
l'Yonne.*

AVRANCHES, *Société d'Archéologie.*

BAR-LE-DUC, *Société des Lettres et Sciences de Bar-le-Duc.*

BAYEUX, *Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres.*

BEAUVAIS, *Société académique d'Archéologie, Sciences et
Arts de l'Oise.*

BELFORT, *Société d'Émulation.*

BESANÇON, *Société d'Émulation du Doubs.*

BLOIS, *Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher.*

BORDEAUX, *Société archéologique de la Gironde.*

— *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

BOURGES, *Société des Antiquaires du Centre.*

— *Société historique du Cher.*

BREST, *Société académique de Brest.*

BRIVES, *Société archéologique de la Corrèze.*

CAEN, *Académie de Caen.*

— *Société des Antiquaires de Normandie.*

CAEN, *Société française d'Archéologie et Bulletin monumental.*

CAHORS, *Société des Études littéraires du Lot.*

CAMBRAI, *Société d'Émulation de Cambrai.*

CHALON-SUR-SAOSNE, *Société d'histoire et d'archéologie.*

CHAMBÉRY, *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie.*

— *Société Savoisienne d'histoire et d'archéologie.*

CHARTRES, *Société archéologique d'Eure-et-Loir.*

CHATEAUDUN, *Société Dunoise.*

CHATEAU-THIERRY, *Société Historique et Archéologique.*

CHERBOURG, *Société académique de Cherbourg.*

CLERMONT-FERRAND, *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

— *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne.*

COMPIÈGNE, *Société historique de Compiègne.*

CONSTANTINE, *Société archéologique de Constantine.*

COUTANCES, *Société académique du Cotentin.*

DIJON, *Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres.*

DRAGUIGNAN, *Société d'Études archéologiques.*

FONTAINEBLEAU, *Société historique du Gâtinais.*

GRANVILLE, *Société d'Études historiques et économiques.*

GRENOBLE, *Académie Delphinale.*

LA FLÈCHE, *Société d'Histoire, Lettres, Sciences et Arts.*

LA ROCHELLE, *Académie de La Rochelle.*

LA ROCHE-SUR-YON, *Société d'Émulation de la Vendée.*

LAVAL, *Commission historique et archéologique de la Mayenne.*

LE HAVRE, *Société havraise d'Études diverses.*

LE MANS, *Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe.*

LIMOGES, *Société archéologique et historique du Limousin.*

LONS-LE-SAULNIER, *Société d'Émulation du Jura.*

LYON, *Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.*

— *Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts.*

LILLE, *Commission historique du département du Nord.*

MACON, *Académie de Mâcon.*

MARSEILLE, *Académie des Sciences, Lettres et Arts de Marseille.*

MEAUX, *Société d'Archéologie de Seine-et-Marne.*

MELUN, *Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts de Seine-et-Marne.*

MENDE, *Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts de la Lozère.*

MONTAUBAN, *Société archéologique de Tarn-et-Garonne.*

MONTBRISON, *La Diana, Société historique et archéologique du Forez.*

MONTPELLIER, *Société pour l'Étude des Langues Romanes.*

MORTAGNE, *Documents sur la province du Perche.*

MOULINS, *Société d'Émulation de l'Allier.*

NANCY, *Société d'Archéologie lorraine.*

— *Académie de Stanislas.*

NANTES, *Société archéologique de Nantes.*

— *Société des Bibliophiles bretons.*

— *Revue de Bretagne et de Vendée.*

NIMES, *Académie du Gard.*

NIORT, *Société historique et scientifique des Deux-Sèvres.*

NOYON, *Comité historique et archéologique.*

ORLÉANS, *Société archéologique et historique de l'Orléanais.*

PARIS, *La Correspondance historique et archéologique, 28, rue Serpente.*

— *Revue des Questions historiques, 53, rue de Babylone.*

— *Revue historique, 108, boulevard Saint-Germain.*

— *Société des Antiquaires de France.*

PARIS, *Société Bibliographique*, 5, rue Saint-Simon.

— *Société de l'Histoire du Protestantisme français*, 16, place Vendôme.

PÉRIGUEUX, *Société historique et archéologique du Périgord*.

POITIERS, *Société des Antiquaires de l'Ouest*.

QUIMPER, *Société archéologique du Finistère*.

RAMBOUILLET, *Société archéologique*.

RENNES, *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*.

ROMANS, *Bulletin d'Histoire ecclésiastique*.

SAINT-BRIEUC, *Société d'Émulation des Côtes-du-Nord*.

SAINT-OMER, *Société des Antiquaires de la Morinie*.

SAINT-QUENTIN, *Société académique de Saint-Quentin*.

SAINTES, *Société des Archives de la Saintonge et de l'Aunis*.

SENLIS, *Comité archéologique de Senlis*.

SENS, *Société archéologique de Sens*.

SOISSONS, *Société archéologique et scientifique*.

TOULON, *Société académique du Var*.

TOULOUSE, *Académie.... de Toulouse*.

— *Société archéologique du Midi de la France*.

— *Université de Toulouse*.

TOURS, *Société archéologique de Touraine*.

TROYES, *Société académique de l'Aube*.

VANNES, *Société polymatique du Morbihan*.

VENDÔME, *Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois*.

BRUXELLES, *Société royale d'Archéologie*, 11, rue Ravestein.

— *Société des Bollandistes*, 14, rue des Ursulines.

LUXEMBOURG, *Institut royal, grand ducal*.

STOCKHOLM, *Académie royale d'Archéologie*.

WASHINGTON, *Institut Smithsonian*.

UN MÉDECIN PÉDAGOGUE

AU XVIII^e SIÈCLE

JEAN VERDIER

CHAPITRE PREMIER

TROIS INCARNATIONS DE M^e JEAN VERDIER :
MÉDECIN, AVOCAT, JOURNALISTE (1)

Naissance de Jean Verdier. Son éducation. — Ses études médicales. — Il s'établit à Mamers. Premiers succès. — Ses ouvrages de jurisprudence médicale. — Mariage de Verdier (1763). — Il se fixe à Paris. — Verdier avocat en Parlement. — Verdier journaliste.

Le 27 avril 1735, M^e Mellet, vicaire de la paroisse Notre-Dame-des-Marais, baptisait à La Ferté-Bernard un enfant dont Marie-Thérèse Paulus, femme du chirurgien Jean Ver-

(1) Consulter sur la biographie et la bibliographie de Jean Verdier, N.-F.-J. Eloy, *Dictionnaire hist. de la médecine ancienne et moderne*, t. IV, Mous 1778, p. 503, art. *Verdier*. — Rabbe, Vieilh de Boisjolin, Sainte-Preuve : *Biographie universelle et portative des contemporains*, de 1788 à nos jours, Paris, 1836, 5 vol. in-8, t. IV, p. 169-171. — J.-M. Quérard, *La France littéraire*, t. X, Paris, 1839, p. 102 et suiv. — Desportes, *Bibliographie du Maine*, Le Mans, 1844.

Verdier a maintes fois intercalé, dans ses œuvres, la liste de ses



dier, était accouchée le jour même. Le nouveau-né reçut le nom de Jean ; il avait pour parrain son grand-oncle Gabriel Verdier, marchand droguiste à Saint-Antoine-de-Rochefort ; pour marraine, son aïeule, Marie Boisseau, veuve Paulus. A prédire que ce bambin serait plus tard le geôlier du roi de France et le maître de sa personne, un

travaux, malheureusement sans indication de date, la plupart du temps. D'autre part, l'impossibilité de réunir les diverses éditions de ces livres dont plusieurs n'ont été tirés qu'en feuilles ou n'ont été distribués qu'à ses élèves, ou changent de titres au cours des éditions successives, nous empêche d'en dresser une bibliographie complète. Nous donnerons en note, au cours de cette étude, les indications relatives à ceux que nous avons pu consulter personnellement.

On trouvera la copieuse énumération des ouvrages passés, présents et futurs de Verdier, à la fin de son *Calendrier d'éducation* (1788), (pp. 18-21), et dans les volumes suivants :

Tableau analytique de la grammaire générale appliquée aux langues savantes. Dans lequel on en démontre les effets et les usages et la nécessité de la simplifier, et de la réformer par l'observation, l'analyse et la synthèse, par J. Verdier. Paris, l'auteur, et d'Odoucet, Onfroy, Méquignon, Petit, Surosne, XII-96 pp. in-12. Voy. *Ouvrages à publier par Jean Verdier*, p. I-XII de ce recueil. — (Bibl. mun. du Mans, Belles-lettres, n° 603.)

Nouveau tableau de l'Asphyxiatrique, ou la Médecine des asphyxiés, l'Art de ressusciter les Trepassés, de ranimer les Moribonds, ou de prévenir l'asphyxie ou la mort apparente, en maladie comme en santé, par Jean Verdier. Paris, l'auteur, et Delance, impr. 1807, 24-12 pp. in-12. Voy. *Ouvrages de médecine et d'éducation de Jean Verdier*, dans les 12 dernières pages. (Bibl. mun. du Mans, Sciences et Arts, 2830.)

Calendrier des amateurs de la vie et de l'humanité, ou Avis sur l'Asphyxiatrique, la médecine des asphyxiés ou trépassés, Nouvel Art de démontrer : 1° qu'aucun trépassé n'est mort et que le trépas est toujours suivi d'une vie obscure ou mort apparente dite asphyxie ; 2° de rappeler à la vie les trépassés qui ne sont pas frappés de mort ; 3° de caractériser la vie et la mort par un signe général et certain qui garantisse d'être enseveli et enterré vivant ; 4° de préserver de tous les agents d'asphyxie en santé ou en maladie ; 5° de ranimer les moribonds : Art qui doit mettre le complément à la médecine pratique, par Jean Verdier, de la Sarthe. Paris, l'auteur, et Croullebois, Gabon, Petit, Lami, 1816, XII-168 pp. in-12. Voy. pp. I-XII, *Avertissements sur les ouvrages édités et inédits de J. Verdier*. (Bibl. mun. du Mans, Sciences et Arts, 2828.)

tireur d'horoscope se fût certainement attiré, ce soir là, quelque bourrade. Car le digne M. Verdier père n'aimait pas qu'on lui échauffât les oreilles.

En attendant ces hautes destinées, Jean Verdier le fils devait suivre les traditions familiales ; et le désir lui vint, entre les pots d'onguent et les rouleaux d'emplâtre, de soulager aussi l'humanité souffrante. C'est pourquoi il fut mis aux humanités, à l'Oratoire du Mans, et y couronna son cours de 3^e, en 1748, par l'obtention d'un accessit (1).

Il suivit en ses études la règle commune, qui faisait alors plus d'honneur à la mémoire qu'au jugement. « J'avouerai, dit-il plus tard, que je suis sorti du cours d'humanités sans concevoir un seul principe et une seule règle de mes livres de grammaire, quoique je l'eusse terminé par un exercice public sur la rhétorique dans lequel je répondis pendant six heures, j'ose dire très bien, à toutes les questions non communiquées que les spectateurs voulurent bien me faire ; et je n'avais pas encore seize ans. J'eus le bonheur d'entrer ensuite en philosophie [à Paris] sous le célèbre Turquet ». (2)

Jean Verdier avait quinze ans lorsque sa mère mourut à la peine, moins d'un an après la naissance de son onzième rejeton. Au bout de six mois de deuil le chirurgien Verdier ayant sans doute horreur de la solitude, et besoin d'une main ferme pour régir sa marmaille, épousait la veuve d'un marchand, Suzanne Breton, ci-devant femme

(1) Rebut, *Répertoire alphabétique des Lauréats du Collège séminaire de l'Oratoire du Mans, de 1729 à 1791. Bul. de la Soc. d'agric. sciences et arts de la Sarthe*, t. 39, 1903-04, p. 139.

(2) *L'art d'étudier et d'enseigner les langues française et latine séparément ou conjointement, contenant : 1^o L'histoire de ces deux langues ; 2^o Les premiers principes de la grammaire générale du mot, de la phrase et du discours grammatical ; 3^o Les systèmes analytiques de leurs mots ; 4^o Les cours et méthodes de leurs études*, Paris, l'auteur, Méquignon, d'Odoucet, Onfroy, Petit, Pougens, Arth. Bertrand, Colas, an XII-1804, XXII-II-362 p. in-12, page 74. Bibl. nat., Inv. X 9758. — Bibl. de la Soc. d'Agric., Sciences et Arts de la Sarthe, n^o 743.

GÉNÉALOGIE DE LA FAMILLE VERDIER (BRANCHE VERDIER-PAULUS)

N. VERDIER.

DENIS,
 marchand, à Saint-Antoine-de-Rochefort, épouse *Marguerite Boulay*.
 GABRIEL,
 marchand-droguiste, à Saint-Antoine-de-Rochefort.

JEAN,
 maître en chirurgie, à La Ferté-Bernard, né à Saint-Antoine-de-Rochefort, le 8 février 1708,
 † à La Ferté-Bernard, le 16 décembre 1773.

Epouse :

1^{re} Le 26 novembre 1733, à La Ferté-Bernard,
Marie-Thérèse Paulus,
 † à La Ferté-Bernard, le 13 janvier 1751.

2^e Le 7 juillet 1751, à La Ferté-Bernard,
Suzanne Breton, veuve *Dutertre*.

JEAN,
 avocat, docteur en médecine,
 instituteur,
 né à La Ferté-Bernard, le 27
 avril 1735,
 † à Paris le 6 juin 1820.
 Ep. le 18 juin 1763, à Mamez,
Anne-Françoise Hardouin.

GABRIEL-DENIS,
 né le 30 avril 1736,
 MARIÉ-MARGUERITE,
 née le 26 novembre
 1737.

DENIS-LOUIS,
 né le 22 décembre
 1741.
 FRANÇOISE,
 née le 21 mars
 1743.

THOMAS-DENIS,
 dit *Verdier du Clos*,
 maître en chirurgie et
 docteur en médecine,
 à La Ferté-Bernard,
 né le 30 septembre
 1744,
 † le 9 février 1813.

ANNE-ANDRÉE,
 née le 24 avril
 1746.

FLORENT-LOUIS,
 apothicaire, à La
 Ferté-Bernard,
 né le 21 janvier 1749,
 † à La Ferté-Bernard,
 le 6 mai 1820.
 Ep. à Cherré, le 14
 octobre 1777
Marie-Jeanne
Couturier.

PIERRE-RENÉ,
 apothicaire, à La Ferté-
 Bernard,
 né le 29 juin 1750,
 †
 Ep. *Louise - Geneviève*
Beaupère.

ANNE-JEANNE,
 baptisée à Mamez,
 le 16 avril 1764,
 inhumée à Mamez,
 le 20 avril 1764.

JEAN-FRANÇOIS,
 dit *Verdier-Hewitin*,
 né à Paris, le 14 sep-
 tembre 1767,
 † à Paris, le 24 mai
 1823.

LOUISE-
 RENÉE,
 née le 5 avril
 1776.

JEANNE-
 MAGDELAINE,
 née le 13 février
 1778,
 † à La Ferté-
 Bernard, le 8
 juillet 1780.

DENISE-
 ROSALIE,
 née le 20
 février 1779.

PIERRE-LOUIS,
 chirurgien - her-
 niaire, à Paris,
 né le 16 août 1780, tembre 1783,
 † à Paris, le . . .

FLORENT-
 RENÉ,
 né le 22 sep-
 tembre 1783.

Ep. N.....

N...

N...

Dutertre. Je ne sais si elle fut digne du nom de belle-mère ; en tout cas, le jeune Verdier se tint à l'abri de sa fêrule.

Ayant conquis en l'université de Paris le bonnet de maître ès arts, il se mit en 1756 sur les bancs de la Faculté de médecine. Il suivit cette année là, le cours de physiologie de Geoffroy, le cours de botanique de Vasse, et les leçons de pharmacie de Fontaine. En 1757, il apprend la pathologie sous Geoffroy, la chirurgie sous Péaget, la physiologie avec Cosnier, et ces maîtres lui continuent leur enseignement l'année suivante (1). Verdier se dit également élève de Ferrein, pour la médecine, et de Barbeau du Bourg ; il suivit la clinique de l'hôpital de la Charité, et gagna, dans la dissection des cadavres, une fièvre putride dont il eut quelque peine à se remettre. Entre temps, il grossissait son escarcelle d'étudiant du produit de quelques leçons ; il enseignait à des élèves en chirurgie et en médecine, la philosophie, la grammaire et les secrets de la langue de Virgile, selon la méthode de Chompré. Il parvint même, en deux ans, à faire d'un garçon brasseur ambitieux, un cuistre frotté de latin, répétiteur en une maison d'éducation. Il gardait encore trente ans plus tard l'orgueil d'un tel exploit pédagogique (2).

Dès le début de son initiation médicale, Verdier avait donné les marques d'un esprit judicieux. Étant en vacances chez son père, à l'âge de 19 ans, il avait accepté de remplacer pour quelques jours un chirurgien de Marolles-les-Braults.

« Pendant son absence, écrit-il, on me requit pour ouvrir une femme qui dans le dernier mois de sa grossesse venait, dit-on, de se tuer, d'une chute de 10 à 12 pieds de haut. Arrivé auprès d'elle à sept heures du soir, je ne lui

(1) *Codex inscriptionum medicinæ studiosorum*, mss. de la Bibl. de la Faculté de Médecine, fol. 53 et 78.

(2) *L'Art d'étudier et d'enseigner les langues*, p. 74-75.

trouvai d'autre signe de vie que de la chaleur. Heureusement j'avais lu les ouvrages de Winslow et de Bruhier sur l'incertitude des signes de la mort. Pour gagner du temps je prononçai avec assurance qu'elle n'était pas morte et je fis venir de Beaumont un chirurgien renommé pour les accouchements. Il arriva à minuit ; à cinq heures du matin après plus de douze heures d'asphyxie, la connaissance, les douleurs et la force lui revinrent, à neuf heures elle accoucha naturellement et heureusement d'un enfant bien vivant. J'eus ainsi la satisfaction délicieuse de sauver deux êtres à la fois dans une circonstance où les célèbres Peu, Méry, etc., ont avoué avoir ouvert des femmes vivantes » (1).

L'émule du célèbre Peu ne prit pas ses grades à Paris, les études y étaient trop longues et coûteuses, et il dut se contenter de cueillir les lauriers doctoraux dans une Faculté de province. Il revint ensuite passer quelque temps à La Ferté-Bernard, et s'établit à Mamers.

Il y connut les succès professionnels. Nous en avons sa parole pour garant et aussi la preuve plus tangible d'« une panerée de belles pommes de reinette » qui lui fut offerte pour avoir sauvé de l'asphyxie un riche octogénaire par le moyen des expectorants. C'est un témoignage que ne récuseront pas tous ceux qui ont éprouvé la fréquente ingratitude des hommes. Verdier put aussi prédire le décès de son ami Clément, qui mourut pour avoir trop aimé le vin. Et le vendredi, dès cinq heures du matin, il annonça l'événement pour l'aube du dimanche, à six heures. Il en fut ainsi. « Je n'ai vu de prédiction de mort aussi précise que dans Béranger de Carpi, célèbre médecin italien », dit-il modestement.

Verdier goûta encore dans Mamers les joies des triomphes oratoires : « Ayant trouvé la ville sans médecins et sans apothicaires, dit-il, en proie aux charlatanismes les plus absurdes,

(1) Verdier, *Calendrier des amateurs de la vie*, p. 128-129.

les plus imposteurs, les plus empoisonneurs et les plus homicides, j'entrepris de dessiller les yeux de ses habitants par des discours sur la médecine populaire. J'y débutai par un discours que je prononçai de mémoire pendant une heure devant toute la ville et au parloir des dames Visitandines, dans lequel je démontrâis que l'expérience et la raison sont les principes de la médecine. J'y combattis avec les armes de la raison et du ridicule les différentes espèces d'empirisme et de charlatanisme et je puis dire que ce discours qui fit sensation commença à opérer dans cette ville une révolution médicinale » (1).

Verdier s'orientait ainsi peu à peu vers l'étude de la médecine publique. Ayant conçu le projet d'écrire un traité de jurisprudence médicale, il approfondit ses connaissances juridiques et se fit inscrire au barreau.

« Je me fis recevoir avocat au Parlement de Paris et en faisant inscrire ma matricule aux sièges royaux de Mâmers, j'y débitai publiquement un nouveau discours de cinq quarts d'heure dans lequel j'exposai ce que la médecine donne à la jurisprudence et la jurisprudence à la médecine. Cette seconde partie donnait à la médecine légale une branche à laquelle on n'avait pas encore pensé » (2).

Une vaste correspondance, des avis pressants insérés dans la *Gazette de Médecine* de son compatriote Barbeau du Bourg (3) pour solliciter les renseignements et communications des corps de médecine et communautés de chirurgiens, les encouragements des premiers médecins du roi et de la reine, lui permirent de lancer dès 1762 l'un des volumes

(1) *Calendrier des amateurs*, p. 143-144.

(2) *Calendrier des amateurs*, p. 144. — La réception de Verdier est antérieure à 1762. Néanmoins il ne figure pas sur le tableau des avocats en Parlement de Paris, inséré dans l'*Almanach royal*.

(3) *Projet d'un ouvrage entrepris pour le bien commun de la Médecine à la perfection duquel toutes les compagnies de Médecins, Chirurgiens et Apothicaires du Royaume sont invitées de contribuer*, par M. Verdier...., *Gazette de médecine*, nos XV-XXIV, 20 février-24 mars 1762.

(le tome II) de sa *Jurisprudence de la Médecine en France*, bientôt suivi du tome I (1763), adorné d'une pompeuse dédicace à Sénac (1). En même temps paraissait un *Essai sur la jurisprudence de la Médecine en France* (2) qui donnait les préliminaires et comme l'abrégé de l'ouvrage précédent. Verdier annonçait encore six autres volumes, dont deux seulement parurent, et qui traitèrent de la *Jurisprudence particulière de la Chirurgie en France* (1764) (3).

Cet ouvrage avait attiré dès son apparition, l'attention de la Faculté de médecine de Pont-à-Mousson qui mit Verdier, à son insu, sur la liste de ses agrégés honoraires. Le roi Stanislas, auquel on présenta ce travail, conféra à l'auteur un brevet de conseiller médecin attaché à sa personne et le fit recommander à M. de Lassone, premier médecin de la reine (4). C'était la gloire ! Par malheur la mort le priva

(1) *La Jurisprudence de la Médecine en France, ou Traité historique et juridique des Établissements, Règlements, Police, Devoirs, Fonctions, Honneurs, Droits et Privilèges des trois Corps de Médecine ; avec les Devoirs. Fonctions et Autorité des Juges à leur égard*, 2 vol. in-12, t. I, (1763), de 4-6-4-2-36-742 pages in-12. — T. II (1762) de 701-3 pages in-12. Alençon, Malassis jeune, et Paris, Prault père.

(2) *Essai sur la jurisprudence de la médecine en France, ou abrégé historique et juridique des établissements, règlements, police, devoirs, fonctions, récompenses, honneurs, droits et privilèges des trois corps de médecine avec les devoirs, fonctions et autorité des Juges à leur égard*, Alençon, Malassis le jeune, et Paris, Prault père, 1763, 383 pages in-12.

(3) *La jurisprudence particulière de la Chirurgie en France, ou Traité historique et juridique des Établissements, règlements, police, devoirs, fonctions, honneurs, droits et privilèges des Sociétés de chirurgie et de leurs supôts, avec les devoirs, fonctions et autorité des Juges à leur égard*, Paris, d'Houry et Didot jeune, 1764, t. I, v-3-672 pages in-12, t. II, vii-1-700 pages in-12.

(4) Verdier, *Calendrier des amateurs de la vie*, p. 144-145. — Verdier prend, en tête de ses ouvrages, le titre d'agrégé honoraire au Collège des médecins de Nancy ; en réalité, il était « agrégé honoraire » de la Faculté de médecine de Pont-à-Mousson, sur l'état de laquelle il figure à partir de 1764. Cf. *Etrènes de Robe et d'Epée, année bissextile 1764*, Nancy, Charlot fils, petit in-12, 1764. Cette Faculté était associée

bientôt de son royal protecteur, et Verdier s'en tint là ! Il est fort regrettable qu'il n'ait pu poursuivre son dessein et nous donner la jurisprudence particulière de la médecine et de la pharmacie (1). Son œuvre interrompue est

au Collège royal des médecins de Nancy, par arrêté du Conseil d'État du Roi de Pologne du 4 mai 1753 ; elle fut supprimée en 1768 et transférée à Nancy. M. Verdier avait jugé sans doute plus glorieux de faire subir par avance à son titre, la même transformation, que de conserver l'étiquette d'une Université agonisante. Il figure à partir de 1769, sur la liste des « agrégés honoraires » de la Faculté de médecine de l'Université de Nancy, donnée dans la collection de l'*Almanach de Lorraine et Barrois*, et encore en 1789 (*loc. cit.* p. 193).

(1) Il déclare dans son *Calendrier des amateurs de la vie*, p. VIII, qu'il fut détourné de cette entreprise par « l'impossibilité que les parlements mettoient à l'exécution de ces lois médicolégales ».

Verdier essaya plus tard de reprendre son projet. Il fut chargé de rédiger la jurisprudence de la médecine dans la réédition de l'*Encyclopédie* (1787), et essaya en même temps de lancer une souscription pour imprimer sa *Jurisprudence particulière de la Médecine*, celle de la pharmacie et droguerie, et les suppléments des premiers volumes, avec un code de médecine renfermant la table des édits, statuts, déclarations du Roi, coutumes provinciales, décisions et arrêts juridiques notables sur la police de cet art. Les articles de jurisprudence médicale locale qu'il a donnés aux cinq premiers tomes de l'*Encyclopédie* montrent ce qu'il se proposait de faire et renferment des renseignements intéressants. Par malheur, la Révolution survint, qui balaya toute l'organisation dont Verdier avait si laborieusement réuni les lois et coutumes : et il ne resta de son consciencieux travail qu'un énorme amas de documents désormais inutiles et qui ne présentaient plus qu'un intérêt rétrospectif. Ses articles, interrompus dès 1793, ne furent plus admis à la reprise de la publication en 1798 ; la souscription pour le tirage à part de son œuvre devenait sans objet, et l'histoire de la police médicale sous l'ancien régime ne fut jamais réunie en un corps complet. (Voy. à ce sujet le plan que Verdier se proposait de suivre à la suite de l'art. *Aix* du tome I de l'*Encyclopédie*, Médecine).

Verdier eut plus tard un émule en la personne de son compatriote Boucher, chirurgien à La Flèche, qui composa sous la Révolution un *Manuel de jurisprudence médicale*. Démuni d'argent, Boucher fit solliciter l'administration départementale de la Sarthe le 29 frimaire an VII, par l'administration municipale de La Flèche, pour obtenir l'impression de son manuscrit aux frais publics. Le département y reconnut « des vues saines et judicieusement exprimées », une grande utilité pour les juges, administrateurs et officiers de santé, mais ne

une source précieuse d'informations pour les historiens de la médecine, et abonde en renseignements sur l'organisation et la police professionnelles à cette époque tant à Paris qu'en province.

Entre deux chapitres de jurisprudence médicale, Verdier avait trouvé le temps de faire des conquêtes : et le 18 juin 1763, il épousait à Mamers demoiselle Anne - Françoise Hardouin (1). Il dut quitter cette ville peu de temps après, et nous le trouvons fixé la même année à Paris, chez Porquier, marchand vinaigrier, rue du faubourg Saint-Jacques, vis-à-vis de la Visitation. Établissement temporaire : car au mois d'avril 1764, il avait regagné Mamers, pour les couches de sa femme : le 16 avril on y baptisait sa fille Anne-Jeanne, qui née avant terme, vécut à peine sept jours, et fut inhumée le 20 avril (2). C'est probablement au milieu ou à la fin de 1764 qu'il faut rapporter l'installation définitive à Paris, de l'avocat Verdier. Il y partagea son temps entre l'exercice de la médecine et la fréquentation du prétoire.

Par malheur le Parlement était alors en guerre avec le Grand Conseil. Et tandis que le premier médecin du roi faisait enregistrer par ce dernier des édits destinés à imposer une police plus exacte à l'art médical, les parlementaires se faisaient un malin plaisir de juger en sens contraire pour le plus grand bien des charlatans. Verdier ayant soutenu la cause d'un apothicaire juré d'Abbeville, dont les marchands merciers avaient fait saisir le sucre et les drogues, vit la Cour adjuger sans vergogne aux merciers

pouvant mieux faire, faute de fonds, il l'adressa le 11 nivôse an VII, au Ministre de l'Intérieur en le priant de prendre cet ouvrage en considération, et de le soumettre aux gens de l'art ; l'auteur n'en demandait aucun profit, mais seulement quelques exemplaires pour lui, et la divulgation de son nom en tête du volume. (A. S., L/149, fol. 77-78.) L'affaire n'eut probablement pas de suite.

(1) Anne-Françoise Hardouin, alors âgée de 27 ans, était fille de feu Pierre Hardouin, marchand, et de Marie Le Balleur.

(2) État-civil de Mamers. Communication de M. Gabriel Fleury.

picards l'exercice de la pharmacie (1). Pour le coup il renonça au barreau, mais il poursuivit ailleurs les empiriques des éclats de son éloquence. M. Verdier avait inventé une classification sociale (qu'il se piquait de ne pas calquer sur celle des économistes) et il rangeait les charlatans dans la deuxième section (*section dangereuse*) de la troisième classe (*classe inutile*) de l'Humanité (2). On le vit aussi stigmatiser vigoureusement dans le *Journal œconomique*, l'empirique Ailhaud dont la poudre miraculeuse guérissait tous les maux connus et plusieurs autres (3).

En journalisme, Verdier ne s'adonna pas qu'à la satire ; et M. de Choiseul ministre de la guerre ayant chargé Richard de Hautesierk, premier médecin des camps et armées, inspecteur général des hôpitaux militaires, de créer une revue de médecine spéciale, Verdier s'occupa de cette publication. Il fut le collaborateur — et à l'en croire, le seul rédacteur mais anonyme, — de ce *Recueil d'observations* qui fut le premier journal de médecine militaire en France. Le tome premier publié en 1766, fut dédié à Choiseul, le deuxième et dernier, paru en 1772, au marquis de Monteynard, secrétaire d'État (4).

(1) *Calendrier des amateurs de la vie*, p. 145.

(2) Verdier, *Obs. critiques sur le système des œconomistes*, journal œconomique, juin 1772, p. 245-255.

(3) *Observations qui démontrent ce qu'on doit croire des témoignages que rendent les malades, de l'efficacité des remèdes des empyriques et notamment de la poudre d'Ailhaud*, *Journal œconomique*, d'août 1772, p. 428-431.

(4) *Recueil d'observations de médecine des hôpitaux militaires*, fait et rédigé par M. Richard de Hautesierck..... Paris, Imprimerie Royale, 1766-1772, 2 vol. in-4°. — Le nom de Verdier n'y apparaît nulle part ; sa collaboration nous est connue par ce qu'il en dit dans son *Calendrier des amateurs de la vie* ; il s'y déclare le seul éditeur du premier volume, et l'auteur de la préface et du plan des topographies médicales régionales, (*loc. cit.*, p. 111-112).

CHAPITRE II

UNE INSTITUTION DE JEUNES GENS AU XVIII^e SIÈCLE.

LA PENSION VERDIER.

- § I. — Verdier crée avec Tiphaine un établissement d'orthopédie. — Il cherche à entrer dans l'enseignement. — L'organisation scolaire au XVIII^e siècle ; monopole de l'Université, prétentions du Grand Chantre ; situation fautive des instituteurs. — Les idées de M. Verdier sur la pédagogie : *Mens sana in corpore sano*. — Hostilité officielle. — Verdier veut ouvrir, avec Fortier, une maison d'éducation à Argenteuil ; le Recteur le fait affilier à l'Université de Paris. — Ouverture de la pension Verdier à l'Hôtel Bezancourt (1773). — L'Université lui retire l'agrégation. — Verdier sous le joug du Grand Chantre : sa révolte. Procès. Il rentre dans le giron de l'Université. Arrêt de 1779. — *Mémoire à consulter* publié par Verdier.
- § II. — La Pension Verdier transférée à l'Hôtel de Magny (1776). — Son organisation. Personnel administratif et enseignant. Personnel médical. — Les élèves : 1^o *Etudiants pensionnaires*. — 2^o *Enfants arriérés, anormaux ou difformes*. — 3^o Écoliers soumis aux *études classiques*. Prix de la pension. — Plan des études. I. Enseignement des humanités. II. Enseignement littéraire. III. Enseignement philosophique. IV. Enseignement moral et religieux. V. Enseignement artistique. VI. Enseignement physique. — Horaire journalier. — Moyens d'émulation. — L'année scolaire : fêtes, congés et vacances.
- § III. — Conclusion.

En 1772, Verdier, alors établi rue Poissonnière, 2^e barrière Sainte-Anne (1), ouvrait un établissement d'orthopédie, et faisait, dans le *Mercure*, un éloge pompeux des appareils inventés par le chirurgien-herniaire Tiphaine. Verdier venait de gagner, en qualité d'avocat, pour ce bandagiste, un procès engagé devant le Châtelet par un client mécontent, encore que ledit Tiphaine eût redressé avec

(1) En janvier 1773, il est installé rue Saint-Germain-l'Auxerrois, au Café d'Alexandre, en face de la rue de la Sonnerie.

succès le pied de son enfant. Ce succès fut le gage de leur alliance, et ils se mirent à rectifier, de concert, bossus, boiteux et bancals, avec une réussite dont les docteurs Bosquillon, Descemet et Poissonnier se portèrent garants en maints rapports (1).

M. Verdier avait aussi la vocation pédagogique ; dès lors, l'exercice de l'art orthopédique ne suffit pas à satisfaire les aspirations de son âme. Déjà, dans les premiers temps de son arrivée à Paris, il avait cherché à donner quelques cours de belles lettres. Le Recteur de l'Université, auquel il alla rendre ses devoirs, encouragea sa tentative et lui conseilla de prendre des *Lettres de pédagogie*. Verdier accepta, se lia même à cette occasion avec les deux Lebeau ; mais l'accueil fait par d'autres interlocuteurs à son zèle de réformes didactiques le refroidit pour un temps. Renonçant

(1) *Lettre de M. Verdier, docteur en médecine à Paris, etc., sur un nouvel art de guérir les bosses et les autres difformités des os et de leurs articulations. (Mercure de France, novembre 1772, pp. 195-199.) — Seconde lettre de M. Verdier, docteur en médecine à Paris, etc., à M. Verdier, maître ès-arts et en chirurgie, à Meners, sur l'art de figurer et de rectifier les os du corps humain de la manière la plus parfaite, au moyen d'exercices appropriés à la constitution et aux vices de conformation des enfans. (Mercure de France, 2^e vol. de janvier 1773, p. 196-201.)*

Verdier et Tiphaine employaient des ressorts modelés de toutes façons, « comme de vrais muscles artificiels », mais gradués.

« Les ressorts, écrit Verdier, sont ordinairement courbes : leur convexité s'applique sur la bosse, et leurs extrémités, sur les parties voisines ou éloignées, qui offrent des points d'appui commodes et capables de donner la force suffisante au ressort. Les mouvemens de celui qui les porte, augmentent ou diminuent leur courbure, diminuent ou augmentent leur longueur. Par cette action continue ou alternative, la convexité du ressort faisant l'office du ventre ou de la partie contractive du muscle, presse la bosse ; les liens attachés à ses extrémités, faisant l'office du tendon, attirent les extrémités de l'os courbé, et par cette mécanique, son effort se trouve également réparti sur tout l'arc qu'on veut redresser ». — Les instituteurs, dit Verdier, dans sa seconde lettre, peuvent modeler les os des enfans « avec presque la même facilité que le fameux Zumbo figuroit ses pièces anatomiques en cire ».

à la carrière professorale, il se mit pendant neuf ans à la solde d'une compagnie de savants, pour l'entreprise d'un ouvrage sur l'*Histoire physique et morale du genre humain*. Il n'abandonna cependant pas entièrement ses velléités propédeutiques, et s'avisant de l'insuffisance de l'enseignement scientifique dans les maisons d'éducation, il voulut « démontrer au tribunal de l'université de Paris la nécessité de terminer le cours de Philosophie par des démonstrations anatomiques sur des pièces préparées, et [s'offrit] de les faire. M. Coger alors recteur (1) m'encouragea, dit-il, mais M. le syndic me fit éconduire comme un visionnaire. Deux professeurs zélés m'ont chargé de ces démonstrations dans deux collèges de cette université. Il me sembla que je fus écouté avec intérêt des étudiants par le soin que je prenois d'appliquer les démonstrations aux besoins généraux et naturels de l'homme et aux productions des beaux arts. Mais les maîtres, qui n'y assistoient pas, les trouvèrent inutiles et même indécentes quoique je n'y parlasse point des parties de la génération » (2).

Cependant, le grand ouvrage auquel il collaborait fut interrompu par la mort de Macquer, et Verdier se trouva sur le pavé, enrichi seulement d'une bibliothèque et de 18 portefeuilles in-f° bourrés de notes sur l'histoire de la terre et des peuples (3). Il revint alors à son premier dessein, encore qu'il en eût éprouvé la difficulté. Prétendre entrer dans l'enseignement, et en vivre, le cas était épineux au XVIII^e siècle et même encore depuis. Le fait d'apprendre à lire aux petits grimauds d'école est un privilège aux

(1) Coger fut recteur de l'Université, du 11 octobre 1771 au 17 octobre 1773.

(2) Verdier, art. *Anatomie* de l'*Encyclopédie méth.*, t. II, p. 648.

(3) Il forma plus tard le projet d'en tirer une *Histoire physique et morale du genre humain*, et une *Histoire de la Terre*, qui ne furent jamais publiées.

main de l'autorité, difficilement conféré, et frappé de lourdes sujétions.

L'instruction était à peu près organisée par rang de caste (1); aux jeunes gens de la noblesse, s'ouvraient les académies et écoles militaires; aux futurs avocats, médecins ou bénéficiers, les collèges universitaires avec l'antique programme des humanités, et tout l'attirail scolaire. Enfin les enfants du peuple trouvaient les maigres éléments de l'instruction primaire et religieuse chez les maîtres des Petites Écoles, soumis à la juridiction du Grand Chantre de Notre-Dame.

Le Grand Chantre et l'Université, chacun dans sa partie, se prévalaient d'un monopole, et ce monopole était contesté. Dans un mémoire publié en 1779, Verdier dénonçait les compromis, les incessantes tracasseries par quoi l'on tâchait de maintenir des divisions surannées qui appelaient une réforme complète. Il montrait ces trois groupements pédagogiques, calqués sur les divergences sociales, minés, concurrencés, débordés par le nécessaire essor de fondations nouvelles issues de nouveaux besoins. Par les écoles paroissiales de charité, les Écoles des Frères de la Doctrine chrétienne, les Écoles d'enfants de chœur, de Savoyards, par la création des écoles de dessin, par la constitution de la communauté des maîtres écrivains (reconnue par lettres patentes de 1779) une foule d'élèves échappaient désormais à la suprématie du Grand Chantre.

De son côté la Faculté des Arts avait consenti à reconnaître et à s'affilier depuis 1707, des maîtres de pension auxquels elle imposait d'ailleurs son autorisation, son inspection, l'obligation d'envoyer leurs élèves à ses Collèges au-dessus de 9 ans, ne leur laissant que le rôle de répétiteurs

(1) Voy. Alf. Franklin, *La vie privée d'autrefois, arts et métiers, modes, mœurs, usages des Parisiens Écoles et Collèges*, Paris, Plon, 1892, chap. IV.

pour les grands et l'enseignement élémentaire pour les petits. Lourde sujétion pour ces maîtres, disséminés dans les quartiers excentriques, où ils recrutaient leur clientèle, que d'envoyer leurs ouailles en dépit de la fatigue et du temps perdu, aux cours déjà trop peuplés des collèges officiels, groupés sur la montagne Sainte-Genève ! Contrainte malencontreuse que celle du monopole universitaire qui imposait aux enfants de la classe moyenne les vieux et inflexibles programmes scolaires, d'utilité fort contestable à leur future destinée.

Encore cette dépendance n'assurait-elle point ces pédagogues contre la concurrence : en réponse à l'arrêt de 1707, le Grand Chantre avait obtenu du Parlement en 1710 une sentence défendant aux maîtres ès arts d'enseigner à lire et à écrire, et de tenir petites écoles, sauvegardant ainsi ses droits contre la Faculté des Arts ; mais cela ne l'empêchait pas d'empiéter sans vergogne sur les prérogatives de cette dernière par l'établissement de *permissionnaires* et de maîtres d'écoles secondaires, en lutte perpétuelle avec les pensions universitaires et donnant à peu près le même enseignement.

Ainsi les malheureux instituteurs, limités dans leurs droits et leurs programmes, en proie aux incessantes difficultés de frontières mal définies et de prétentions intransigeantes, pris entre ces deux dominations ennemies, l'Université et la Chantrie, ne pouvaient s'affranchir de celle-ci qu'en se soumettant à celle-là. Dans ces deux églises, une situation fautive ; hors de leur giron, point de salut. Et quelques éclectiques qui voulurent payer tribut à l'une et à l'autre éprouvèrent à leur dam, comme nous le verrons plus loin, qu'on ne pouvait servir deux maîtres à la fois.

Telle était la perspective qui s'offrit à M. Verdier lorsqu'il voulut se consacrer à l'instruction publique. Heureux encore si, instruit par les déceptions antérieures, il avait borné ses aspirations à la commune médiocrité, son zèle aux

programmes consacrés par un long usage et par la commode habitude de ses supérieurs hiérarchiques !

Mais il avait prêté aux nouveautés une oreille imprudente. L'*Encyclopédie* dénonçait alors avec fureur les méfaits d'un enseignement retardataire. Les inventeurs pédagogues et les néo-grammairiens pullulaient. Chaque jour voyait éclore des plans inédits et complets d'éducation qui se multipliaient jusqu'à la Révolution. On en exportait ! Diderot travaillait pour la Russie, Condillac pour le prince de Parme (1), et Rousseau donnait *Émile* pour modèle à l'Univers. C'est en cette compromettante société que M. Verdier se fourvoya, sans souci des périls attachés au rôle de réformateur. Tandis que la Sorbonne, asile tardif du Cartésianisme, retentissait encore des anathèmes fulminés contre l'abbé de Prades, Verdier se proclamait sensualiste, disciple de Bacon, de Locke, de Condillac et de Bonnet. Sans doute il s'arrêtait, comme Condillac, à mi-chemin de la doctrine ; il ne la poussait point, en dehors de la psychologie, à ses extrêmes conséquences ; aussi éloigné du matérialisme d'un d'Holbach que du spiritualisme outré de Berkeley et de Malebranche, il affichait une louable orthodoxie et défendait à l'occasion l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme contre les affirmations impies du *Système de la Nature*. Mais, aux yeux de certains, ce zèle n'était point une excuse : et l'on passe plus volontiers la contradiction à ses ennemis qu'à ses amis. En éducation, Verdier annonçait aussi des idées personnelles, rejetait le vieux moule pédagogique, et s'inspirait en matière de discipline intellectuelle de la méthode analytique.

M. Verdier avait longuement élaboré, mûri, perfectionné, un plan propédeutique inédit de concert avec l'abbé Rouzier

(1) Voy. Baguenault de Puchesse, *Condillac, précepteur de l'Infant de Parme (1758-1767)*. *La Revue hebdomadaire*, 13 novembre 1909, p. 164-178.

qui en fit par la suite au Collège de Sarlat une brillante et fructueuse application. Il entendait substituer pour chaque élève au plan uniforme et général, un plan particulier d'éducation. Au harnais classique, étriqué, intangible des programmes officiels — six ans de latinité forcée, deux ans de philosophie, — il opposait des programmes plus malléables, adaptés aux conditions individuelles de vocation, d'aptitude, et de tempérament. La langue maternelle restaurée en sa dignité première, reprenait sa place normale dans les études et servait au latin de naturelle introduction. Pour ce dernier, il en abrégait et facilitait l'étude et la compréhension par des procédés inspirés de Comenius et de Dumarsais et par un judicieux emploi de l'analyse, gagnant ainsi un temps considérable au profit de matières trop oubliées ou négligées jusque-là : histoire, géographie, sciences naturelles, économie, jurisprudence élémentaire, morale, médecine économique, hygiène (1).

Enfin M. Verdier demandait un enseignement spécial pour les anormaux et les infirmes : il faut voir dans ses *Mémoires*

(1) Voy. les sévères critiques formulées par d'Alembert, contre l'enseignement universitaire dans l'art. *Collège*, du tome III de l'*Encyclopédie* (Paris, 1753). — « Pas de français, pas d'histoire, pas de géographie, pas ou presque pas de sciences » dit M. Targe (*loc. cit.*, p. 85, note), au sujet de ces programmes. M. Lantome, plus indulgent, déclare que l'Université du XVIII^e siècle était quand même en progrès sur les méthodes des Jésuites : « On ne sent pas, dit-il, que cette rude discipline de la grammaire et de la langue latine, ait ôté à nos écrivains une seule de leurs qualités, ou qu'elle ait empêché les gens du monde de bien écrire ». (H. Lantome, *Hist. de l'enseignement secondaire en France au XVII^e siècle*, Paris, 1874, in-8, pp. 243-244). — On trouvera une appréciation judicieuse et impartiale de l'enseignement classique du XVIII^e siècle dans l'intéressante étude de C. Pouthas, *La Faculté des Arts de l'Université de Caen au XVIII^e siècle*, (*Mém. de l'Acad. nat. des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen*, 1909, Caen, 1909, in-8, pp. 335-428, et surtout dans l'excellent ouvrage de l'abbé Aug. Sicard, *Les études classiques avant la Révolution*, Paris, Perrin, 1887).

sur la perfectibilité, avec quelle fine observation médico-psychologique il développait ou dirigeait les facultés engourdies ou dévoyées, et comment il savait remplir son rôle d'éveilleur d'âmes. Pour tous les enfants d'ailleurs, il voulait adjoindre à l'enseignement classique, l'éducation physique, trop dédaignée dans les collèges, et qu'on ne donnait guère que dans les Académies et écoles militaires. *Mens sana in corpore sano*, telle était la devise du médecin-pédagogue. A l'entendre, une éducation parfaite devait traiter de pair le développement corporel et l'instruction générale. C'est pourquoi reprenant un mot célèbre de Descartes (1) il blâmait véhémentement les allégations de Rousseau (2) qui manifestait en son *Émile* le dédain le plus profond pour la médecine et les médecins, et la croyance la plus aveugle en l'infailibilité de la Nature, laquelle erre quelquefois. M. Verdier répudiait cette conception chimérique de la Nature, et la déclarait rebelle à toute définition scientifiquement précise (3). Si Jean-Jacques exigeait qu'on laissât d'abord l'en-

(1) « L'esprit, dit Descartes (*Disc. de la Méthode*) dépend tellement du tempérament et de la disposition des organes du corps que s'il y a des moyens de rendre les hommes plus sages et plus spirituels qu'ils ne l'ont été jusqu'à ce jour, je crois que c'est dans la médecine qu'il faut les chercher. »

(2) « Je ne veux point que d'autres gâtent mon ouvrage ; je veux l'élever seul ou ne pas m'en mêler N'appellant jamais de médecin pour moi je n'en appellerai jamais pour mon Emile à moins que sa vie ne soit dans un danger évident, car alors il ne peut pas lui faire pis que de le tuer. » (Rousseau, *Emile*, Amsterdam, 1762, t. I, L. I, p. 67.)

(3) Verdier, *Parallèle de la République de Platon et de l'Emile de M. Rousseau, sur les principes et la nature de la médecine économique et de l'art de l'éducation*, (*Journal économique*, août 1772, p. 340-347. — *Réflexions de M. Verdier sur la lettre d'un médecin de Paris, à M. Le V., sur l'éducation de son fils*, *Ibid.*, 1772, p. 448-450. — *Recueil de mémoires et d'observations sur la perfectibilité de l'homme par les agents physiques et moraux*, par M. Verdier, Recueil I, Paris, chez l'auteur, Butard, Guillyn, Lacombe, 1772, in-12. (Analysé dans le *Journal économique* de mai 1772, p. 214-222). — Recueils II, III, IV, V, VI, (dédiés à M. de Sartines), Paris, chez Moutard. 1774-75, in-12. — Cf. Recueil II, p. VII-VIII. et 9 et sq.

fant développer son corps, et qu'on ne l'instruisit qu'ultérieurement, notre éducateur soutenait que l'un et l'autre peuvent et doivent marcher de concert sous une surveillance éclairée et médicale (1). Et rappelant, dans une série de mémoires, la perpétuelle et réciproque influence du corps sur l'âme, le rôle des révolutions saisonnières et climatiques, de l'hérédité, de l'âge, du sexe, du tempérament, du régime, des divers agents physiques et moraux, il prétendait fournir une base physiologique à la Morale et à l'Éducation.

M. Verdier ne s'attaquait pas seulement aux programmes

(1) « L'âme, dit Verdier, ne réfléchit point, je veux dire qu'elle ne porte jamais aucune action sur quelque partie du cerveau soit pour réveiller une idée, soit pour mettre un muscle en mouvement, si cette partie elle-même ne lui a porté des impressions qui désignent en quelque sorte à l'âme le lieu où elle doit frapper. En vain donc, l'Instituteur entreprendra-t-il de faire réfléchir son élève sur un objet s'il n'a pu les fibres de son cerveau destinées à le lui faire connoître. Les idées directes des sens sont donc un jeu absolument préalable à celui de la réflexion. — Il ne se fait aucune liaison de deux impressions dans l'entendement que par la correspondance des fibres nerveuses établies à leur origine par l'action des sens et de la réflexion. En vain donc l'Instituteur exigera-t-il que son élève lui présente des idées liées si le hasard ou son art n'a fait ces liaisons. » (*Mém. sur la perfectibilité*, Recueil II, p. 109-110.)

« L'entendement d'un homme dont l'âme auroit sommeillé pendant douze ans . . . ne seroit point un vase ; les mêmes moyens qui doivent le remplir, doivent le former insensiblement. Pour creuser son organe massif, il faudroit en venir à l'art qu'on auroit négligé. L'enfant de 12 ans se trouveroit par défaut de mémoire, de réflexion et des mouvemens volontaires dans le cas de l'enfant de 3 à 4. Son impuissance seroit absolument égale ; mais ses fibres plus compactes et plus roides n'obéiroient alors qu'avec une difficulté qui ne permettroit jamais de donner au génie l'activité et l'étendue qu'il peut recevoir par le développement des fibres dans le temps de leur ténuité et de leur mollesse. » (*Ibid.*, p. 119-120.)

La Nature « fait naître tous les enfants sans connaissances et sans pouvoir. Elle a attaché le développement de leurs fonctions corporelles et spirituelles à l'action des agents des fonctions répétée mille fois sous la direction de leurs parents ou de leurs Instituteurs. » (*Ibid.* Rec. V, p. 26.)

de l'Université, mais encore à ses maîtres. Pénétré de l'importance et de la grandeur du rôle social de l'instituteur (1), il réclamait pour une si belle tâche, des hommes nouveaux. « Il faut, disait-il, instruire ceux qui se chargent d'instruire les autres ; il faut purger des préjugés dont on veut purger la Nation, les sources où ils s'engendrent et d'où ils découlent dans l'esprit et le cœur de tous les Citoyens » (2). En vain une décision de 1766 avait tâché de perfectionner le recrutement des professeurs par la voie du concours d'agrégation (3). M. Verdier ne s'en tenait pas pour satisfait : précurseur de l'École normale, il voulait qu'on établît « dans les Universités une Faculté d'Éducation où les maîtres ès arts qui se destineroient à son exercice en étudiassent la théorie au moins pendant trois années sous différens professeurs d'éducation littéraire, physique et morale, où ils en commenceroient la pratique sous les Instituteurs, où ils prendroient des degrés académiques comme dans les autres Facultés » (4).

On devinera sans peine ce que des théories aussi subversives durent accumuler de haines sur la tête de M. Ver-

(1) L'instituteur, dit Verdier, sait métamorphoser les sophismes mêmes du matérialisme en « une démonstration majestueuse de l'immutabilité et de la sagesse du souverain Moteur de la Nature. » Il est cet artiste nécessaire qui, des poisons philosophiques, saura composer les instruments propres à développer les facultés de l'homme....., le Juge entre le Philosophe et le vulgaire. » Les professeurs sont « les Savants qui doivent commander dans la République des Lettres ; les premiers des Artistes qui travaillent les mixtes de la Nature, les mains et les yeux des souverains ; des interprètes nés des volontés de Dieu. » (*Mém. sur la perfectibilité*, Rec. IV, p. 27 et 31.)

(2) *Mém. sur la perfectibilité*, Rec. I, p. 103.

(3) Voyez sur cette réforme et sur l'état du personnel enseignant, M. Targe, *Professeurs et Régents de Collège dans l'Ancienne Université de Paris (XVII^e et XVIII^e siècles)*. Paris, Hachette, 1902, in-8, p. 287 et sq.

(4) *Cours d'éducation*, p. 297.

dier (1). Le grammairien Dumarsais, pourtant honoré de l'approbation du bon Rollin, était mort en 1756 dans la misère, abreuvé d'outrages et de dégoûts, pour avoir tenté de réformer l'enseignement du latin. M. Verdier éprouva le même sort, jusqu'au trépas exclusivement. Il eut beau s'autoriser des opinions de feu M. Vanière, les vues proposées dans ses *Observations sur la perfectibilité de l'homme* (1772) et dans les colonnes du *Journal économique* (2) soulevèrent contre lui tous les hommes respectueux des traditions, et soucieux de la concurrence ; un universitaire indiscret s'oublia jusqu'à dire : « Ce ne sont pas les Régents qui sollicitent contre M. Verdier, ce sont les distributeurs de bouillon » (3). Dès lors, les *Prospectus* de notre instituteur, bien qu'approuvés par deux docteurs de la Faculté de médecine et par le Censeur Royal Lourdé, ne firent qu'exciter les criailleries des marchands de soupe et de latin ; quand il eut élaboré son *Plan d'études*, le Recteur, tout en rendant pleine justice aux intentions de l'auteur, refusa de le signer de peur d'être mis au ban de sa corporation. M. Verdier connut alors que le progrès est chose périlleuse. Il s'était assuré dans cette occurrence, la collaboration de M. Fortier, ancien professeur de

(1) D'Alembert (art. *Collège*, de l'*Encyclopédie*) dénonce vigoureusement l'intransigeance des préjugés qui contraignent, dans l'Université, « les gens d'esprit » à recevoir « la loi des sots ». Quelques-uns seulement « osent s'écarter en quelque chose de la routine ordinaire au risque d'être blâmés par le plus grand nombre » ; il faut qu'enfin une plume indépendante proclame « ce que personne d'entre eux n'ose écrire ».

(2) *Réponse de M. Verdier, conseiller médecin du feu Roi de Pologne, etc., à l'invitation que lui ont faite les éditeurs du Journal économique de concourir avec eux au renouvellement et aux progrès de la morale et de l'art de l'éducation*, (*Journal économique*, juin 1772, p. 242-244. — *Maison d'éducation physique et morale*, *Ibid.*, p. 320-324. — *Cours d'éducation pour servir de suite à celui de M. Vanière*, *Ibid.*, p. 348-358.

(3) *Mém. à consulter*.

physique et de mathématiques, ancien syndic de la Faculté des Arts de Nantes, qui s'était jadis distingué en Bretagne et au Mans en enseignant la philosophie et la science des nombres. Devant l'accueil ménagé par la Sorbonne aux théories de M. Verdier, les deux associés décidèrent d'aménager une maison d'éducation à Argenteuil, à l'abri de la juridiction et des foudres officielles. Le Recteur, pris de remords, les rappela, renoua les négociations et présenta leur requête au tribunal universitaire à fin d'affiliation à la Faculté des Arts. Elle fut accueillie. Verdier s'empressa d'annoncer *urbi et orbi*, dans le *Journal œconomique*, et aussi dans les *Affiches du Mans*, la prochaine ouverture « aux portes de Paris », d'une maison « commode et saine », plus spécialement destinée aux enfants et jeunes gens anormaux ou infirmes, adaptant son enseignement à toutes les nécessités, et honorée, en son principe, de la haute approbation de MM. A. Petit et Barbeau du Bourg, docteurs régents de la Faculté de médecine (1).

Pour désarmer les malveillants, il avait renoncé à la direction nominale de son école dont la souveraineté était officiellement confiée à Fortier. Mais ses ennemis ne s'y méprirent pas, et Verdier apprit un beau jour que tout était rompu : en août 1773, l'Université prétextait qu'une nouvelle limitation à 40 du nombre des instituteurs agrégés à la Faculté des Arts ne laissait plus de place à l'adjonction de la pension Fortier ; argument misérable puisqu'on ne comptait alors en fait qu'une trentaine d'institutions autorisées et qu'on en accepta bien d'autres par la suite (2).

(1) *Annonces, Affiches, avis divers pour la ville du Mans*, 21 décembre 1772.

(2) « Stetere se supplices pro licentia aperiendi hac in Urbe Pædagogii sub nomine et clientela Universitatis MM. Millard et Fortier in Artibus Magistri. De hac supplicatione retulit M. Franciscus Nicolaus Guérin, syndicus, ac dixit etsi nulla lege definitus sit Pædagogorum Academicorum numerus, ipsum tamen intra certos fines esse conti-

Pour comble d'infortune, un des plus ardents cabaleurs, escorté du Recteur, alla demander au lieutenant de police de faire saisir le *prospectus* de M. Verdier. Le magistrat, favorable au Manceau, fit la sourde oreille (1). Alors, on déféra l'opuscule à la Sorbonne comme « contenant les germes du matérialisme et de l'irréligion » (2) ; l'auteur eut la chance d'être absous, et fit hommage à l'archevêque de Paris de l'ouvrage incriminé et de ses *Mémoires sur la perfectibilité*. M. de Beaumont le loua, le remercia, et M. Verdier lui rendit grâces.

M. Fortier n'en était pas moins exclu de la Faculté des Arts. Ainsi renié par l'*Alma mater*, il ne pouvait plus enseigner qu'en acceptant le joug humiliant du Grand Chantre qui « limitait les pouvoirs des maîtres des Petites Écoles à l'enseignement de la lecture, de l'écriture, de la grammaire et du calcul au jet et à la plume ». En dépit de cette avilissante tutelle, dès le mois de septembre 1773, Verdier avait inauguré ses leçons Hôtel Bezancourt (3), quai Saint-Bernard, 2^e porte cochère avant la rue de Seine-Saint-Victor, dans un site enchanteur où « la nature, dit-il, nous apporte sans cesse l'air des belles provinces que la Seine arrose... »

nendum, usu ipso constitutos quos quidem nuperrime Tribunalis Academici indulgentia jam excessit. Igitur e re academica sibi videri ut magistri in artibus hac supplicatione ad aliquod tempus arceantur. Audito Syndico, placuit Magistris in Artibus supplicationem pro licentia aperiendi Pædagogii sub nomine et clientela Universitatis in aliquod tempus interdici. » (*Acta, Commentarii et Conclusiones Almæ Universitatis Parisiensis*, Reg. XLVII^e, f^o 6, r^o 7 août 1773. — Bibl. de l'Univ. de Paris, à la Sorbonne.)

(1) Verdier a dédié à M. de Sartines le 2^e Recueil de ses *Mémoires... sur la perfectibilité de l'homme*.

(2) Verdier, *Mémoire sur les droits...*, p. 27-30.

(3) Affiches du Mans, 27 septembre 1773 et 9 mai 1774. — Cet hôtel, démoli en octobre 1837, devint après la Révolution, la Maison d'arrêt de la Garde nationale, célèbre sous le nom d'Hôtel des Haricots. Voy. le curieux ouvrage d'Alb. de Lasalle, illustré par Edm. Morin, *L'Hôtel des Haricots, Maison d'arrêt de la Garde nationale de Paris*, Paris, E. Dentu, s. d. (1864), petit in-8.

Cet air « chargé des vapeurs pures que fournit cette grande rivière est celui qui convient le mieux à la constitution humide des enfants. C'est le plus propre à entretenir les fibres dans cette souplesse nécessaire à leur accroissement » (1).

Sur ces entrefaites M. Fortier mourut (2). Verdier demeuré seul, fut mandé par le Chantre, qui lui dicta ses exigences : se ravalier au rang des maîtres à férule, ne pas composer de livres, ne publier ni programmes, ni prospectus, s'interdire les exercices publics, se borner à l'enseignement élémentaire comme son prédécesseur et changer le titre de sa *Maison d'éducation* en celui de *Petite École* (3). Verdier envoya au diable le Grand Chantre : il était maître ès arts, il revendiquait, en cette qualité, le droit d'enseigner conformément à ses grades. Il avait fondé une pension : il la maintint. Il fit imprimer pour ses disciples, des programmes d'exercices publics. Mais le Lieutenant de police qui lui en avait donné la permission verbale, dut la révoquer. Les maîtres des Petites Écoles soutenus par le Chantre, firent saisir les rudiments français et latins de M. Verdier, et la Chantrerie le fit condamner à une amende et au renvoi de ses élèves dans les huit jours (4). L'instituteur fit appel au Parlement, et perdit sa cause. Il mobilisa le lieutenant de police, des prélats, des gens de cour, le ministère ; un deuxième arrêt du Parlement obtenu par

(1) *Mém. sur la perfectibilité*, Rec. 2, p. 152.

(2) Fortier était encore associé de Verdier, en 1774.

(3) Voy. *Mémoire à consulter sur les fonctions et les droits respectifs des trois Classes d'Instituteurs établis en France pour les trois Ordres de l'Etat*, pour M. Verdier, Instituteur à Paris. Paris, impr. Demonville, 504 pages in-12, s. d. — Signé : Délibéré à Paris ce 14 octobre 1779, Pellier des Forges. — (Bibl. nat., inv. R 19696.)

(4) La Chantrerie fit saisir et condamner le même jour que Verdier, la belle-sœur de Le Prince de Beaumont, fondatrice dissidente d'un pensionnat de jeunes filles. Verdier avait été examinateur dans cette institution. — Il était également lié avec la fille de l'infortuné grammairien Lebel, que les tracasseries de la Chantrerie empêchèrent d'ouvrir une institution de demoiselles.

protection, lui enjoignit d'apporter, dans le délai d'un mois, l'approbation ou le refus de l'Université. Enfin, Verdier put rentrer par voie de conciliation dans le giron de la Faculté des Arts, moyennant un versement de 4,000 livres, qu'il donna de bon cœur pour échapper aux griffes du Grand Chantre (1).

Il avait bien fallu que l'Université prit parti dans le conflit et protégéât ses maîtres ès arts, instituteurs libres, contre la Chantrierie, d'ailleurs à son corps défendant (1777). Verdier comprit qu'il devait surtout compter sur lui-même et donna vaillamment de sa personne et de sa plume. Il publia un *Mémoire in-4° sur les droits respectifs des juridictions paternelle, civile, ecclésiastique et scolastique*, et un *Mémoire à consulter sur les fonctions et les droits respectifs des trois classes d'Instituteurs*, approuvé par consultation de Pellier des Forges le 14 octobre 1779, démontrant que la suprématie revendiquée sur ces derniers tant par les collèges que par le Grand Chantre ne se pouvait soutenir ni historiquement ni juridiquement (2).

(1) Verdier, *L'Art d'étudier et d'enseigner les langues*, p. 64. — Nous n'avons, sur toute cette affaire, que le témoignage de Verdier ; le registre XLVII^d, des *Conclusions* de l'Université, commençant en mars 1779, est malheureusement perdu.

(2) Ce mémoire se termine par les conclusions suivantes :

« Les besoins, les mœurs et les loix des François ont-ils établi différens plans nationaux d'Education et d'études pour le clergé, la noblesse et le peuple qui ont formé de tout tems trois classes dans la Nation ?

» Les plans d'éducation et d'études adoptés dans les Ecoles du Clergé et dans celles du peuple sont-ils assez complets, assez correspondans au ton actuel de la Nation, et assez parfaits pour obliger juridiquement les parens et les instituteurs de tous les ordres de l'Etat à les suivre ? [Non].

» Les plans d'éducation et d'études proposés par M. Verdier, pour les élèves destinés aux professions scientifiques et aux grands emplois de l'Etat et exécutés dans sa maison sont-ils contraires ou conformes à leurs besoins, aux Loix de la Nature et à la législation française ? » [Oui].

Le Parlement lui donna au moins une partielle satisfaction en confirmant que les instituteurs qui s'affilieraient désormais à la communauté des Petites Écoles perdraient *ipso facto* le bénéfice ou la capacité des lettres de maîtrise (1779) (1).

Dr PAUL DELAUNAY.

(A suivre.)

(1) Ch. Jourdain, *Histoire de l'Université de Paris, au XVII^e et au XVIII^e siècle*, Paris, 1862-66, in-f^o, p. 468. — Dès 1772, l'Université, acquiesçant à une pétition de ses maîtres de pension, avait décidé de ne délivrer de lettres de pédagogie qu'aux instituteurs qui renonceraient à la juridiction du Grand Chantre. Le 7 janvier 1779, elle confirma cette décision en retirant sa tutelle à deux « maîtres amphibies » qui prétendaient payer tribut à la fois au Chantre et à la Faculté des Arts. (Voy. le Reg. XLVII^e des *Conclusions* de l'Université, 1779, f^o 140 v^o, et 141 r^o.)

CONTILLY SEIGNEURIAL

Contilly (1), jusqu'à ce jour, n'est guère connu dans l'histoire féodale que grâce à ses *Buttes de la Nue*, théâtre des luttes acharnées que se livrèrent les seigneurs de Bel-lême et les comtes du Maine, adversaires redoutables, tour à tour et pendant si longtemps vaincus ou triomphants.

Frébourg, qui avoisine ces Buttes, eut encore la bonne fortune d'abriter le chroniqueur qui fit revivre son passé.

Mais ce qui a été écrit concernant l'antique manoir et le vieux camp, était loin de constituer l'ensemble des souvenirs qui se rattachent à une localité couverte autrefois de gentilhommières, dont le seul charme à présent naît de ses profonds vallonnements, de ses horizons à perte de vue, de la fécondité de son sol où, trèfles et sainfoins, sous les feux de l'été, marient agréablement le carmin de leurs fleurs avec l'or des épis et l'émeraude des prairies.

C'est pourquoi, excité par l'attrait de nouvelles découvertes, avons-nous voulu profiter d'un court séjour à Contilly, pour nous engager dans la voie frayée par le vénérable M. de Fromont et l'historien de talent qu'est M. Gabriel Fleury.

Pénible a souvent été notre marche, car, presque partout, le temps, implacable destructeur, avait arraché les

(1) *Contilly*, commune de 307 habitants, du canton et à six kilomètres, au nord, de Mamers.

jalonnements. Là où s'élevaient les fières murailles, le laboureur avait creusé son sillon. La mort, à son tour, jalouse de l'œuvre des siècles, avait couché dans la tombe les derniers témoins ou héros des actions que nous désirions faire revivre. Notre excursion, malgré tout, n'a peut-être pas été sans profit. Et si le récit qui s'ensuit ne démentait point notre conviction, nous serions largement récompensé de nos efforts.

FRÉBOURG

Le château de Frébourg, situé près de la lisière de la forêt domaniale de Perseigne, a pu être, à son origine, une forteresse de certaine importance.

Se faisant l'écho d'une vieille tradition, Pesche rapporte qu'il devrait sa construction à un chef de tribu saxonne, refoulée d'Angers, vers la fin du V^e siècle (1). Il ajoute que, primitivement, il se nommait *Frey-Bourg*, c'est-à-dire *château libre* ; et sans en fournir de preuve, affirme qu'en 1312, on éleva sur les ruines de l'ancien édifice le manoir disparu il y a quelques vingt ans (2), habitation modeste, comprenant « un corps de bâtiment composé d'une cuisine, deux « salles, deux cabinets, dont un à feu, quatre chambres à feu, « une écurie, une remise, une étable et un poulailler, un « pressoir, une cour, un jardin d'une contenance d'environ « deux jours un quart, avec vingt arpents de bois » (3).

Les deux tours dont elle était flanquée avaient été percées

(1) Pareille tradition existe pour le château de Saosnes. Cf. *Recherches sur les fortifications de l'arr. de Mamers*, par M. G. Fleury, p. 53.

(2) Pesche, *Diction.*, à l'art. consacré à Contilly.

(3) D'après une estimation des biens de la commune, dressée vers 1800, le Logis de Frébourg était évalué à 108 livres, et les bois qui en dépendaient pouvaient rapporter 250 livres par an. (Arch. mun.)

de meurtrières, à l'époque des guerres de religion (1). Dans l'une de ces tours était une chapelle dédiée à saint Hubert (2).

I.

ODON DE FRÉBOURG, non signalé par M. de Fromont (3), fait don, en 1195, de deux septiers de blé, de rente annuelle et perpétuelle, à la Maison-Dieu de Mortagne, qui avait été réduite en cendres, dans l'incendie de la ville, et venait d'être reconstruite par Geoffroy, comte du Perche (4).

II.

Le vendredi après la Saint-André, apôtre, de l'an 1321, ROBIN DE FRÉBOURG, seigneur du lieu, conclut avec Jehan, seigneur de la Gastine, un accord aux termes duquel il s'engage à lui remettre 22 livres tournois pour fermage, 5 sols et 5 boisseaux de mouture, « pour raison du service, « lequel Huet Le Gros avoit mis sur sa terre », avec 9 deniers de rente assise sur un pré. De son côté, Jehan promet de lui céder 5 s. 4 d. de rente « d'une voy et marnière ». Il en résulte que « lun ne peult rien demander à laultre de « nulle forfetur, ne de queille peine commise, ne de nulle « iniure de tout le temps passé ».

(1) *Recherches sur les fortifications de l'arr. de Mamers*, p. 77.

(2) Si l'on en croit l'auteur du *Dictionnaire*, on conservait précieusement en cette chapelle une clef dite *Clef de saint Hubert*, dont la simple application suffisait pour guérir de la rage.

(3) M. Paul de Fromont qui nous a gracieusement communiqué son dossier, est l'auteur de la généalogie des de Frébourg, ajoutée au *Cartulaire de Perseigne*. Nous engageons le lecteur à consulter ce travail, où nous aurons souvent l'occasion de puiser, et dont notre étude n'est que le complément.

(4) *Recueil des antiquitez du Perche*, par Bart des Boulais, publié par M. H. Tournouër. — *Documents sur la province du Perche*, 5^e fasc., p. 157.

III.

Le mardi 3 juillet 1373, jour de saint Laurent, ANDRÉ DE FRÉBOURG, fils de Robin, fait bail, moyennant 24 sols par an, à Roulet Le Mariochon, de *Belvaer* (1), du champ de la Planche, joignant « l'Aumosne de Contillé, abouttant « d'ung bout sur le ruissel de l'entonnoier de Broudet et « le champ de la Maladrie. »

Il eut quatre fils de son mariage avec *Perone* :

1^o *Jehan*, qui suit.

2^o *Robert* ; 3^o *Thierry* ; 4^o *Estienne*, tous trois tués devant Poitiers en 1356 et inhumés au couvent des Cordeliers de cette ville (2).

IV.

JEHAN DE FRÉBOURG « estoit en son temps un notable « escuier, grandement hérité de trois à quatre cens livres « de rentes, et entre autres heritaiges estoit seigneur du « lieu de Fresbourg où anciennement souloit avoir très « beau merc de maison merchie en tous cas maison comme « de gentilhomme,tout son temps vesquy noblement, « poursuyt les guerres et finy ses jours » en compagnie de ses frères, au combat de Maupertuis.

Sa femme, nommée *Jehanne*, le rendit père de Laurent-André.

V.

LAURENT-ANDRÉ DE FRÉBOURG, écuyer, reçoit aveu, le 20 juin 1409, de Guillot Le Rebus, pour une maison relevant de sa seigneurie à foi et hommage simple. « Il servyt

(1) *Beauvoir*, com. du cant. de La Fresnaye.

(2) Cf. les *Annales d'Aquitaine*, imprimées à Poitiers, par les frères Boucher.

« le Roy au fait de ses guerres et fut à plusieurs journées
« et entreprinses sur les ennemys du Roy et du Royaume,
« et mesmes fut à la guerre de Flandres, à la journée
« d'Egyencourt, (Azincourt, 1415), à celle de Saint Cloust
« et à celle qui fut à Saint Remy du Plain et a plusieurs
« autres, monté et abillé comme ung gentilhomme pavoit
« et devoit estre. »

M..... des Roches, sa femme, lui donna trois enfants :

1^o *Pierre*, envoyé par Ambroise de Loré à la tête d'une compagnie, pour combattre l'Anglais en Normandie ; tué à la guerre vers 1432.

2^o *Laurent*, qui suit.

3^o *Jehanne*, épouse de Jehan Ligeard, seigneur de la Ligeardière, à Pervenchères. Dans le partage des biens de ses défunts parents, fait le 2 juillet 1464, devant Duchesne, notaire en cour de Sonnois, elle obtint pour tout héritage la métairie de Gouffard (1), quelques terres détachées, deux parties de rente sur les héritiers de feu Raoullin Le Mariochon, une autre rente de 2 s. 6 d. à recevoir de Denis Suhard et celle de 2 s. 6 d. hypothéquée sur les biens de défunt Sainton Plantart.

VI.

LAURENT DE FRÉBOURG, écuyer, contracta alliance avec *Michelle Carel*, fille de Jehan Carel, écuyer, sieur de Lespinay, et de Jacqueline de Courboullain, et sœur de Jehan Carel, écuyer, sieur de Lespinay et de la Turpinière, qui s'engage, le 28 octobre 1461, à lui servir à perpétuité, une rente de 10 l. 10 s. tournois, prélevée en partie sur les lieux de la Turpinière et du Riday, en considération de sa renonciation à l'héritage de leurs défunts parents (2).

(1) Ferme en Saint-Longis.

(2) Cet acte, passé devant Duchesne, est signé de Richart de Saint-Loup, seigneur de Saint-Loup, à Louzes.

Le 4 janvier 1457, le seigneur de Frébourg rend aveu à Guillaume de Barville, pour terres relevant de la Gastine, chargées de 19 sols et deux gallines de redevance féodale.

Une sentence rendue au Mans, le 18 juillet de la même année, lui donne gain de cause, dans un procès à lui intenté par Jehan Roussel, collecteur des tailles de Contilly, qui l'avait inscrit pour 7 s. 6 d. sur ses rôles, en invoquant qu'il possédait « d'ancienneté un très beau fourneau , « que continuellement et de jour en jour il se mesloit et « entremettoit de faire et vendre chaux à tous ceulx qui « besoning en avoient », et qu'il ne pouvait prétendre à la noblesse, dès lors qu'il s'était abstenu de prendre part aux guerres récentes, pour lesquelles tous les gentilshommes manceaux avaient été convoqués.

Le 12 janvier 1458, il rend une déclaration pour son château, à Jehan Perrot, seigneur de Pescoux, à cause de Isabeau Morel, son épouse ; et le 21 février 1486, lui et sa femme abandonnent leurs biens à leur fils aîné, qui se chargeait, en retour, « de les nourrir et alimenter, et leur « bailler et administrer toutes choses nécessaires selon leur « estat, et à la fin de leurs jours, les faire ensevelir et ensépulcrer en lieu saint, et faire leur obit et funérailles, « ainsy qu'au cas appartient ».

De leur union sont nés cinq enfants :

1^o *Robert*, dont nous parlerons au n^o VII.

2^o *Thierry*, prieur de Saint-Éloi, à Mortagne.

3^o *André*, qui, le 20 avril 1494, devant Perrier, notaire en cour de Sonnois, acquiert pour 60 l. tournois, 10 s. de rente, assise sur la propriété de Jean Louenard, de Contilly.

4^o *Pierre*, écuyer. Il embrassa la carrière sacerdotale et rendit aveu à Charles Perrot, châtelain de Pescoux, le 17 juin 1474.

5^o *Jehanne*, qui épousa Patry de Moré, écuyer. Ils parta-

gent leurs biens entre leurs enfants, le 18 mai 1496 (1) ; et le 12 décembre 1503, vendent pour 9 l. tournois, au seigneur des Jonchères, un champ situé en Contilly, proche « l'au-mosne aux moines de Saint-Aubin ».

VII.

ROBERT DE FRÉBOURG, écuyer, se marie par contrat (2) passé devant Bourneuf, le 7 juillet 1477, avec *Guillemine Boucher*, fille aînée de Jehan Boucher, écuyer, seigneur de la Persillière, à Sarcé (3), dont l'apport n'était que de 150 l. Le 13 avril 1480, il transige avec Jacques de Mondoucet, écuyer, fils de Robine de Mondoucet, pour versement d'une somme de 15 s. tournois, montant d'un bail ; et le 2 avril 1491, il fait échange de terrain avec Pierre Thierry, de Contilly. Une sentence du juge du Maine, rendue le 7 février 1498, l'oblige à payer 25 l. à Jehan de Barville, seigneur de la Gastine, pour fermage, pendant un an, des bois et herbages de Chanceaux ; et le 20 novembre suivant, il acquiert de Jehan Boullemer, de La Fresnaye, au prix de 9 l. tournois, le champ situé dans l'angle formé par les chemins des Buttes à Mamers, et de Contilly à Saint-Rémy-du-Plain.

Robert de Frébourg eut trois enfants :

1^o *Antoinette*, l'aînée, mariée en 1507 à Simon Le Forestier, écuyer.

2^o *Anne*, unie en premières noces à Estienne Boysel du Brillard, sieur de Launay, le 16 janvier 1503, date à laquelle elle achète de la veuve Pierre Delange, le champ

(1) Ce partage est signé de noble Jehan Paris.

(2) Ce contrat fut ratifié le 22 septembre 1477, en présence de Jehan de la Jouyère, seigneur de Beaurepaire, curé de Barville, de Martin de Barville, prêtre, écuyer, et de Pierre Boucher, écuyer, seigneur de la Picquerie.

(3) *Sarcé*, com. du cant. de Mayet.

du Maucrosnier, sur le chemin tendant de Frébourg à Saint-Loup ; et en secondes, à noble Phelippes Duchesne, dont elle était veuve au 30 avril 1536.

3^o *Pierre*, dont l'article suit.

VIII.

PIERRE DE FRÉBOURG, écuyer, bachelier ès-lois, contracte alliance, le 22 juillet 1520, devant M^e Paul Pellier, avec *Marguerite de Charron*, fille de Noël de Charron, écuyer, seigneur de la Hayère, et de Alaine de Varsé. Il vivait encore au 20 juin 1534 et fut père de deux garçons et trois filles, qui sont :

1^o *Joseph*, qui fera l'objet de l'art. IX.

2^o *Alexis*, fondateur de la branche de la Houdairie, dont nous parlerons dans un appendice à cette généalogie.

3^o *Renée*, mariée à Pierre du Breil, seigneur d'Orville.

4^o *Marie*, dont nous ignorons la destinée.

5^o *Hélène*, épouse de Julien Poulain, seigneur du Sauçay.

IX.

JOSEPH DE FRÉBOURG, écuyer, seigneur du lieu, licencié ès-lois, se marie, par contrat du 26 juillet 1559, devant Cuinière, avec *Catherine Brisard*, fille de Guillaume Brisard, écuyer, lieutenant général de Sonnois et Peray, qui devait lui transmettre sa charge. En 1567, il achète le fief du Huon, en Contilly, des héritiers de feu messire Jehan Raimbourg, seigneur de ce lieu (1) ; et le 28 juillet de l'année suivante, il prend à ferme, de frère Urbain Belhomme, prieur du prieuré conventuel de Notre-Dame de

(1) *Cartulaire de Perseigne*, en note, p. 214.

Mamers, trois arpents de terre sis à Suré (Orne), moyennant 20 sols par an (1).

Joseph de Frébourg et Catherine Brisard morts avant le 22 novembre 1601, eurent six enfants de leur union :

1^o *Catherine*, tenue sur les fonts du baptême en l'église Notre-Dame, à Mamers, le 5 juillet 1572, par Julien Brisard, Marguerite et Catherine de Frébourg (2).

2^o *Espérance*, baptisée en la même église, le 15 juillet 1573. Son parrain fut Pierre de Grougnault, écuyer ; et lui tinrent lieu de marraines, demoiselles Catherine Virlouvét et Roberde Herson (3).

3^o *Jehan*, dont l'article suit.

4^o *Anne*, épouse de Charles de Vaffray, écuyer, seigneur de Montguillon.

5^o *Rachel*, mariée à Léonard Pinson, écuyer, seigneur de la Meslière.

6^o *Marie*, morte sans alliance, après avoir fait don de 7 l. 10 s. de rente perpétuelle au profit de la Confrairie du Rosaire, en l'église de Contilly.

X.

JEHAN DE FRÉBOURG, écuyer, seigneur de Frébourg et du Huon, baptisé en l'église N.-D. de Mamers le 24 février 1578 (4), épouse, par contrat du 22 novembre 1601, passé en l'étude de Laurent Gaultier, notaire aux Aulneaux, *Marguerite de Barville*, fille des défunts François de Bar-

(1) L'acte passé en l'étude de M^e Pierre Beaulté, garde des sceaux de la châtellenie de La Perrière, porte encore la signature de frère Thomas Humbert, religieux au même couvent.

(2) Etat civil de Mamers.

(3) Etat civil de Mamers.

(4) Il eut comme parrains nobles Jean Davoust et Marin Brisard, sieur de Champflory, et pour marraine d^{lle} Anne Le Feuvre. (Etat civil de Mamers.)

ville, écuyer, seigneur du lieu et de la Gastine et Marthe du Fay (1).

Le 20 janvier 1615, il partage le Grand-Parc, à Pervençères, avec Gallois de Barville, son beau-frère, qui eut pour sa part les deux tiers ; et le 31 juillet suivant, en vertu d'un nouveau partage fait entre eux, des métairies de la Gastine, la Feillardière, l'Aistre-d'Argent et Beauvais, il entre en possession de ce dernier lieu, des terres échangées avec le sieur de Herser, de la pièce des Boivinières, à Contilly, du clos de la Pimorière, etc... Ce domaine se trouva agrandi le 16 février 1623, par l'acquisition de la Cottinerais, que lui céda pour 1900 livres, demoiselle Nicole de Marconville, épouse de Henri de Bailleul, seigneur de Perray, en Moulicent et du Defay (2).

Jehan de Frébourg est encore cité dans un acte du 7 décembre 1631, mais sa femme et lui ne vivaient plus au 22 octobre 1639.

De leur mariage étaient nés :

1^o *Jean*, provincial de l'ordre des Capucins, sous l'appellation de Père Ange de Mamers, mort avant le 22 octobre 1639.

2^o *Denis*, dont nous allons maintenant parler.

XI.

DENIS I^{er} DE FRÉBOURG, écuyer, seigneur de Frébourg, du Huon, du Grand-Parc et autres lieux, signe son contrat

(1) Ont signé au contrat, pour la future : Gallois de Barville, écuyer, seigneur de Barville, la Gastine, les Aulneaux et Chanceaux, son frère aîné ; François de Barville, écuyer, sieur de la Lande et de la Lambonnière, son frère puîné ; Pierre du Fay, écuyer, seigneur de Saint-Denys, bailli du Perche, Galleron du Fay, écuyer, sieur des Aulnays, François de Bercher et Marin Brisard, écuyer, sieur de Chanlarge, ses oncles.

(2) Minutes de M^e Mathurin Odillard, notaire à Mamers, conservées en l'étude de M^e Foulard.

de mariage, le 22 octobre 1639, devant Jean Lavye et Jacques Guérin, notaires en la châtellenie de Bellême, avec *Jacqueline du Hameau*, fille des défunts Jean du Hameau, seigneur de Forbonnais et Baigneux, à Champaissant, de la Hiérosmerie, à Saint-Ouen-de-la-Cour, de Liangé et de la Motte, à Igé, et de l'Hébergière, conseiller du roi, élu en l'élection du Perche, et de Catherine Brisard, dame de l'Irondelle et de Marguerin (1).

Le 4 janvier 1652, il donne à perpétuité 30 l. tournois de rente, pour aider à la fondation de l'association du Rosaire, à Contilly (2). Le 2 décembre 1670, il signe, au profit de Marie de Thibodard, femme de Louis Danyeux, chevalier, une nouvelle reconnaissance d'une rente de 3 l. assise sur la métairie de Buré, à Saint-Ouen-de-la-Cour (3); puis, en 1674, il comparait au ban et arrière-ban de la sénéchaussée du Maine, et se voit imposé pour 80 livres, bien qu'ayant déclaré n'avoir aucun héritage, puisqu'il s'était démis de tous ses biens au profit de son fils aîné, sous réserve d'une pension viagère de 1000 l.

Jacqueline du Hameau qui fut marraine d'une cloche à Champaissant en 1646 (4), lui donna cinq enfants :

1^o *Anne-Geneviève*, mariée par contrat du 18 septembre

(1) Ont signé au contrat, pour le futur : Etienne Lhermitte, écuyer, sieur de Saint-Denis, son cousin du côté maternel ; René Le Ruffré, écuyer, sieur du Maurocher, et Jacques de Grougnault, écuyer, sieur de la Chicaudière, ses cousins en lignée paternelle ; Pierre Le Ruffré, écuyer, sieur du Gué-Lorent, à Suré, etc. ; pour la future : M^e Gilles Brisart, conseiller du roi, lieutenant-général civil et criminel au bailliage du Perche, son oncle ; Jacqueline Brisart, sa tante, veuve de Jean du Val, écuyer, sieur de Thiville, lieutenant au même bailliage ; Marguerite Brisart, aussi sa tante, femme de noble Pierre Michelet, sieur de la Chevalerie, avocat en parlement, mère de Marguerite et Jacqueline Michelet : Jean du Val, écuyer, sieur de la Vaudoirie, avocat, son cousin-germain, et M^e Etienne Foussard, sieur des Barres, conseiller du roi, lieutenant particulier en la vicomté du Perche, son cousin du côté maternel.

(2) Archives paroissiales.

(3) *Saint-Ouen-de-la-Cour*, com. du cant. de Bellême.

(4) Cf. mon étude sur *Champaissant*, pp. 33 et 34.

1661, devant Guillaume Luce et Julien Liger, notaires à Mamers, avec Nicolas du Mesnil, chevalier, seigneur du Moland, paroissien d'Assé-le-Boisne. Après la mort de celui-ci arrivée le 8 avril 1667, des contestations relatives à sa succession ne tardèrent pas à s'élever entre sa veuve, qui s'était retirée à Frébourg, et Jacques du Mesnil, chevalier, seigneur du lieu à Assé, qui voulait la contraindre à rapporter les 300 l. qu'elle avait au jour du décès, « deux « bourses de velours, chascune garnie de cent jettons d'ar-
« geant, une escharpe de taffetas noir, garnie de crespine
« d'argeant, qui faisoient partie des meubles du défunt », avec une somme de 1000 l. confiée à M^e Mathurin Le Conte, tabellion d'Alençon ; alors que de son côté, Anne de Frébourg exigeait la restitution de sa dot montant à 21.000 livres, la fixation de son douaire à 800 liv., « une chambre
« garnie, suivant sa condition, les abits de deuil de damoi-
« selle, un cocher, un laquest, une servante, la pareure
« de drap noir de son carosse, dedans et dehors, couverture
« des chevaux et de l'attelage, avec une chambre de ducil
« et un logement convenable à sa condition. » Comme les parties ne paraissaient vouloir céder, « un long procès
« estoit prêt à mouvoir », mais Jean du Val, sieur de Thiville, président et lieutenant général du Perche à Bellême, Jacques de Frébourg, écuyer, sieur de la Chicaudière, M^e Arnould Pillon, avocat au siège présidial du Mans s'interposèrent, le 16 juillet 1667, et furent assez heureux pour faire consentir le sieur du Mesnil à rembourser la dot avec intérêts, payer le douaire, fournir la chambre de deuil, et Anne-Geneviève, à rapporter 600 l. dans la succession.

Celle-ci convola en secondes noces avec Guy Achard (1),

(1) Guy Achard avait pour frère Alexis, chevalier, seigneur du Parc. Une branche de cette famille s'établit, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, à Chassé. André-François Achard, seigneur de Valencour, fut curé de cette paroisse et y mourut le 21 prairial an VI. (Etat civil de Chassé.)

chevalier, seigneur de Bonvouloir, en Normandie, contre le gré de ses parents, et « après qu'elle se seroit retirée de leur maison. » Ils s'en montrèrent très affectés, et menacèrent même de la déposséder entièrement. A cause cependant de « l'extrême affection qu'ils luy portaient », ils abandonnèrent ce projet ; mais le 26 mai 1669, ils n'en réduisirent pas moins à la somme de 4.000 l., celle de 11.000 l. qu'ils lui avaient promise, en plus de sa dot, lors de son premier mariage.

2^o *Marguerite*, épouse de René de Rieux, écuyer, seigneur de la Roche-de-Rieux, garde du corps du roi, fils de René de Rieux, écuyer, et de Anne Jousset, de Roullée. Elle teste une première fois, devant François Lemère, notaire à Blèves, le 15 août 1683, déclarant qu'après sa mort, ses biens iraient à son mari (1). Mais, pour lui faire expier sans doute ses infidélités (2), elle annule ses précédentes dispositions devant M^e Marin Besnard, notaire à Roullée, le 1^{er} février 1697, ne lui laisse cette fois que ses meubles et donne à Denis, son frère, la métairie de la Foucherie. Deux jours plus tard avait lieu son inhumation en l'église de Roullée (3).

3^o *Jacquine*.

4^o *Denis*, II^e du nom, dont l'article suit.

5^o *Léonore-Marie*, et non pas *Marie-Léonarde*, comme la désigne M. de Fromont, demoiselle de la Lande (4), en Pervençères, née et ondoyée à Frébourg le 21 août 1650 (5). En mars 1698, elle rend aveu à Jacques de Klasten, écuyer, sieur de la Giroudière et de Montécouplard, à Perven-

(1) Les minutes des notaires de Blèves sont conservées en l'étude de La Fresnaye.

(2) Le seigneur de la Roche-de-Rieux, avait légitimé un garçon du nom de René. (Etat civil de Roullée.)

(3) Etat civil de Roullée.

(4) Le bailli de la Lande était à cette époque M^e Jacques Michellet, sieur de Boisauvais, licencié en droit, avocat aux sièges de Bellême.

(5) Etat civil de Contilly.

chères, à cause de Siméonne Le Febvre, son épouse (1), Le 6 août 1706, elle reçoit une déclaration de Jacob de Semallé, sieur de Belair, pour son fief de la Rouche, à Montgaudry.

XII.

DENIS II DE FRÉBOURG, chevalier, seigneur de Frébourg, du Huon, de la Foucherie (2), la Lande et autres lieux, naquit en l'année 1643, et passa ses premières années au service du roi, d'abord aux gardes françaises (1663), puis dans le régiment-général, comme enseigne, sous les ordres de Monsieur le marquis de Dangeau (3). Le vicomte de Turenne lui signe deux passeports, en date des 7 septembre et 12 octobre 1667, et Monsieur de Clinchamps, commandant la noblesse du Maine à l'arrière-ban, lui remet un certificat signé de sa main, au camp de Huningue, le 5 novembre 1674.

En 1689, Denis de Frébourg, convoqué au ban et arrière-ban de la sénéchaussée du Maine, fait constater qu'il est chargé d'enfants et n'a que 500 l. de rente. Le 15 septembre 1697, avec ses sœurs Marguerite et Léonore, demeurant ensemble à Bellême, il reconnaît devoir 100 l. de rente hypothéquée par leur père, le 9 octobre 1642, au profit de Marie Marest, épouse de Jacques de Bautru, en son vivant, conseiller au parlement de Rouen. Le 16 décembre suivant, il est maintenu dans sa noblesse par Hue de Miromesnil, intendant de Touraine, et le 26 juillet 1723, il reçoit la sépulture en l'église de Beauvoir (4).

(1) Ils s'étaient mariés par contrat passé en l'étude de Jacques Tabur, notaire à Blèves, le 1^{er} février 1697.

(2) Le lieu de la Foucherie loué 200 livres, le 23 mai 1702, était chargé d'une rente de 20 sols, pour sieffée d'un banc en l'église de Roullée.

(3) L'ordre donné par le roi, de l'élever à ce grade, est du 9 novembre 1665.

(4) Etat civil de Beauvoir.

De son mariage, conclu par contrat du 5 avril 1672, devant Jehan Sauvage, avec *Jeanne d'Arlanges*, demeurant à la Beuvrière, à Dancé (1), fille des défunts Jean d'Arlanges, écuyer, sieur de Marigny, et Marguerite du Douet, veuve en premières noces de Pierre Brisard, écuyer, sieur du Mesnil-Mouchetière et de Maisoncelles, à Boissy-Maugis (2), il avait eu onze enfants que voici :

1^o *Denis-Paul*, né à Contilly le 28 juillet 1674 (3), lieutenant au régiment de l'Isle-de-France de 1693 à 1695, mort des suites de blessures reçues en combattant.

2^o *Jean*, tenu sur les fonts du baptême à Contilly, le 9 mai 1676, par Jean du Val, président, lieutenant-général civil et criminel au bailliage du Perche, à Bellême, et Charlotte d'Arlanges (4), femme de Charles de Bouttevillain, écuyer, sieur de la Gilberdière, ancien conseiller et avocat du roi à Mamers. Il fut tué, les armes à la main.

3^o *Pierre*, baptisé en la même paroisse, le 5 juillet 1677. Son parrain fut Pierre de Fromont, écuyer, sieur de Mieuxcé, et il eut pour marraine, Charlotte de Fontenay de la Tarannière.

4^o *Jeanne-Marguerite*, née à Frébourg, le 25 juin 1679. Le 1^{er} juillet, Pierre de Farcy, écuyer, conseiller du roi, trésorier-général de France au bureau d'Alençon, et demoiselle Marguerite Michellet lui tinrent lieu de parrain et marraine, à Contilly.

(1) *Dancé*, com. du cant. de Nocé (Orne).

(2) Jeanne d'Arlanges avait épousé Pierre Brisard, par contrat du 3 juillet 1670, devant Bezard-Travers, notaire à Nogent-le-Béthune. Il était l'unique enfant de Jacques Brisard, écuyer, sieur de la Mouchetière, et de Françoise Michellet, qui s'était mariée en premières noces avec Jacques La Vie, seigneur des Vaux, et en avait eu Anne La Vie, épouse de Antoine Descorches.

(3) Il y fut baptisé le 1^{er} août suivant ; eut pour parrain, Paul de Mésange, écuyer, seigneur de Saint-Germain-de-Coulange, et pour marraine, Jacqueline du Hameau.

(4) Madame de Bouttevillain fut inhumée dans l'église de Contilly, le 5 janvier 1722. (Etat civil.)

5^o *Anne*, baptisée sur les mêmes fonts, le 23 mai 1681.

6^o *Joseph-René*, qui continua la branche des seigneurs de Frébourg.

7^o *Marie-Madeleine*, née le 8 juillet et baptisée le 16 octobre 1685, à Contilly. Son parrain fut Pierre Davoust, sieur de Haut-Eclair, procureur du roi à Mamers ; et sa marraine, Marie-Madeleine Beaudoin, épouse de Pierre de Farcy. Elle mourut en tombant d'une fenêtre, à la maison royale de Saint-Cyr.

8^o *Louise-Léonore*, née à Frébourg, le 3 octobre 1687. Elle y fut ondoyée le lendemain, avec permission de l'abbé de Perseigne (1), grand-vicaire de l'Evêque du Mans ; reçut le baptême en l'église de Beauvoir, le 3 janvier 1688, et mourut le 27 mai 1767, sans avoir contracté d'alliance.

9^o *Marie-Françoise*, et 10^o *Marie-Anne*, religieuses à la Visitation de Mamers.

11^o *Marie-Jeanne*, ursuline au couvent de Nogent-le-Rotrou.

XIII.

JOSEPH-RENÉ DE FRÉBOURG, chevalier, né à Contilly le 19 mars 1684, y reçut le baptême le 22 du même mois et fut assisté en cette circonstance de René de Barville et Marguerite du Val, fille du lieutenant-général de Bellême, ses parrain et marraine.

Des ordres de rembarquer sur les navires du roi lui parviennent à Frébourg, signés : de Laugeron (20 janvier 1705), L. de Bourbon (5 mai 1706), et Dalyre (26 mai 1710). Le brevet d'enseigne de vaisseau lui est octroyé le 25 novembre 1712, et en 1717, nous le retrouvons en ses terres, bénéficiant d'un congé de trois mois.

Par contrat du 8 juin 1724, il épousa *Bonne-Renée de*

(1) Un Félix de Frébourg avait été admis comme novice à cette abbaye, en 1658, à l'âge de vingt-quatre ans.

Belriant, fille de Jacques de Belriant, chevalier, seigneur de Villaines-la-Gonais et du Breil, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, ci-devant major de Roses, en Catalogne, et de défunte Marie-Bonne de la Loupe, qui lui apporta en mariage la seigneurie des Mottais, en la paroisse du Coudray, au Perche (1), avec la somme de 7871 l. 15 s. Il en eut huit enfants, tous nés à Frébourg, mourut le 24 octobre 1755 et fut inhumé le lendemain, dans l'église de Contilly.

Ces enfants sont :

1^o *Joseph-Louis*, dont l'article suit.

2^o *Louis-Jacques*, né le 17 avril 1726, enterré dans l'église de Beauvoir, le 22 août suivant.

3^o *Denis-René*, né le 17 avril 1727, baptisé deux jours après, à Beauvoir. Aide-major en 1755, puis capitaine, en 1767, au régiment de Limozin, il reçut la croix de Saint-Louis, en récompense de ses services.

4^o *Bonne-Renée-Gabrielle*, née le 7 juillet 1729 ; baptisée deux jours plus tard à Contilly, où elle eut pour parrain et marraine, René-Gabriel de Mauloré, écuyer, seigneur de Glatigny, président des élus du Maine et Charlotte-Françoise de Bouttevillain ; enterrée en l'église de Beauvoir, le 10 juin 1734.

5^o *Bonne-Jeanne-Marguerite*, baptisée à Contilly le 21 octobre 1730, et qui eut, en qualité de parrain et marraine, M^e Denis de Saint-Meloir, écuyer, curé d'Ancinnes, et Jeanne-Marguerite d'Augereau, épouse de Louis de Barville, chevalier, seigneur de la Cour-de-Saint-Ouen, à Conches.

6^o *Renée-Jeanne*, née le 19 octobre 1732. Jean de Barville, sieur des Bois, fut son parrain et Anne de Saint-Meloir, veuve de René de Belriant, lui servit de marraine. Elle devint l'épouse de Jean-Baptiste-René du Serreau,

(1) *Le Coudray-au-Perche*, com. du cant. d'Authon.

chevalier, seigneur de la Roche-Courcillon, et en eut huit enfants, dont Jean-Baptiste du Serreau, écuyer, seigneur dudit lieu, né à Cheffes (1), le 12 janvier 1768, et qui suivit, comme boursier, les cours de l'Université d'Angers (2).

7^o *Jean-Baptiste-Jacques*, seigneur des Mottais, né le 8 juin 1737, lieutenant au régiment de Languedoc-dragons en 1767, chevalier de Saint-Louis en 1781, marié à Mamers le 17 mars 1789, avec Renée-Madeleine-Jacqueline Thibault, fille de Pierre Thibault, officier chez le roi, et de Renée Bougis.

(1) *Cheffes*, com. du cant. de Tiercé, en Maine-et-Loire.

(2) Le seigneur de la Roche-Courcillon obtint cette faveur pour son fils, du duc de la Trémoille, le 12 novembre 1779, sur présentation de l'arrêt de maintenue de sa famille dans la noblesse, en 1656, où l'on voit qu'en 1592 fut expédiée, par Henri de Bourbon, duc de Montpensier, au sieur Serreau de la Motte du Hurel, commission de lever et commander une compagnie de 50 cheveu-légers, avec une seconde de 50 arquebusiers à cheval. Elle lui fut aussi accordée, en considération : 1^o de ce que, sur la démission dudit Serreau, qualifié écuyer de chef de ces deux compagnies, pour raison d'infirmités occasionnées par les blessures reçues en les commandant, et qui le mettaient hors d'état de continuer le service du roi, M. le duc de Montpensier en accorda la direction à Jean du Serreau, écuyer, sieur du Bois-Fouché, son fils et en même temps son lieutenant, par commission du 12 mai 1594 ; 2^o de ce que le père de du Serreau, qui réclamait encore deux places pour ses enfants, l'une à l'Ecole militaire et l'autre à Saint-Cyr, entra, en 1715, sous-lieutenant au régiment de Turbilly, où ses infirmités ne lui permirent de servir que durant quelques années, et 3^o de ce que « le suppliant n'ayant pu, par la modicité de la fortune de son » père, chargé comme lui d'une nombreuse famille, servir en qualité » d'officier, a été depuis 1730, jusqu'en 1740, soldat au service de la » compagnie des Indes. Son frère est capitaine de milice. Il a épousé » mademoiselle de Frébourg, de famille noble, qui a trois frères au » service, décorés de la croix de Saint-Louis. Deux de leurs enfants » sont à l'Ecole militaire. Les titres de noblesse de M. du Serreau » sont dans la forme la plus authentique. Il a huit enfants et ne jouit » pas de 1000 écus de rente, sans nul espoir d'aucune augmentation » de fortune. Toute la province d'Anjou, qu'il habite, est en état d'en » attester la modicité présente et future. Ce père infortuné procure à » ses enfants, tous heureusement nés bien faits et de jolie figure, le » peu d'éducation que ses facultés peuvent lui permettre. » (Papiers de M. de Fromont.)

M. de Frébourg mourut à Mamers le 1^{er} mai 1790, et sa veuve le rejoignit au tombeau le 15 juillet suivant.

Rosalie-Louise de Frébourg, leur fille, née en la même ville, au mois de mars de l'année 1790, épousa, en 1812, Léonard-François-Charles Thiroux de Saint-Cyr.

8^e *Bonne-Madeleine*, née le 26 juillet 1738. Le 5 mai 1760, elle achète 60 l. de rente, de Mathieu Aguinet, sieur de Beaulieu, marchand à Pervençhères. Elle avait établi sa résidence à Mamers et mourut sans alliance, après le mois d'août de l'année 1767.

XIV.

JOSEPH-LOUIS DE FRÉBOURG, chevalier, seigneur de Frébourg, le Huon, le Grand-Belnois, la Lande, les Aïtres, le Tertre-Loyer et autres lieux, né à Frébourg le 29 mars 1725, baptisé (1) le lendemain à Beauvoir, était capitaine au régiment de Limozin-infanterie en 1754, et reçut la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il se maria, par contrat du 2 juin 1760, devant Hulbert et J.-B. Marzyant, notaires en la sénéchaussée de Rhuis, avec *Perrine-Vincente Pottonnier*, demeurant à Sarzeau (2), fille et unique héritière de feu noble Pierre Pottonnier (3), capitaine d'une compagnie d'infanterie détachée des gardes-côtes et de Anne-Suzanne Touzée (4), dame de Kernodidon. L'apport de la future était de 6000 livres.

(1) Son parrain fut messire Louis de la Loupe, écuyer, sieur des Belles-Noës et du Plessis-Faucherie, chevalier de Saint-Louis, enseigne de vaisseau et lieutenant d'une compagnie franche de la marine.

(2) *Sarzeau*, port sur le golfe du Morbihan, chef-lieu de cant. de l'arr. de Vannes.

(3) Il était fils de Pierre Pottonnier, natif d'Islande, passé au service du roi de France, et de Anne Le Clerc.

(4) A.-S. Touzée s'était mariée en premières noces à Jean-Baptiste de Brenugat, avocat en parlement, dont elle avait eu Marie-Vincente et Renée-Jacquette, à qui le seigneur et la dame de Frébourg accordèrent, le 18 septembre 1787, une pension viagère de 500 livres, en reconnaissance des dons qu'ils en avaient reçus.

Le 28 août 1767, il partage, avec ses frères et sœurs, les biens laissés vacants par la mort de Louise-Eléonore de Frébourg, leur tante, et obtient pour sa part la maison de la défunte, sise à Mamers, rue Saint-Jean, une rente constituée de 60 l., due par Luce de Rocquemont, maître particulier des eaux et forêts de la maîtrise de Perseigne et la terre des Landes, à Pervenchères, alors que les autres héritent de la Foucherie et d'une rente de 100 l. dûe par M. d'Aillières. Nous le retrouvons au 3 février 1772, faisant aveu à Athanase-Alexandre Clément de Blavette, seigneur de Barville, pour la moitié de son lieu de la Cave, situé près de la chapelle de l'Erablay, en Pervenchères, et le 6 septembre de la même année, il est parrain d'une cloche, à Aillières.

Une déclaration rendue par lui, le 17 novembre 1777, à Jean-René de Semallé, seigneur de la Gastine, nous indique qu'il lui devait foi et hommage simple, avec le rachat, 5 s. de service, une paire de « petits gants » de 4 deniers, 5 boisseaux de mouture, 5 s. tournois de taille et le relief au double, quand le cas se présente (1).

Le 16 février 1778, le seigneur de Frébourg et sa femme vendent pour 6000 livres, à Pierre-Louis Bauzo, sieur du Rougouet, ancien lieutenant de frégate, demeurant à Sarzeau, les métairies de Peuvime et de K'Bigot, situées près de cette ville ; puis, le 22 avril suivant, moyennant 8000 l.,

(1) Frébourg relevait de la Gastine pour le fief du Huon, les métairies de la Basse-Cour-de-Frébourg et des Aïtres-aux-Maunoury, les champs nommés le Vivier, la Fosse-Carrée, le Mulon, les Grands-Champs, de la Nue, le Sainfoin, les Vallées, anciennement Hiaumet, la Pommerais, les Entonnoirs ou Launay, les Mâsures, la Corde-des-Saints, les Passerelles ou Coin-au-Lasnier, Rambourg ou Petite-Brûlée, la Fontaine-Aubry, l'Hôtel-Fouquet, Paris, les Bignons et la Barrière-de-Contilly, les prés ou herbages du Clos, du Parc-aux-Vaches, Rachel, le Grand-Pré de la Gastine, le Parc-de-la-Petite-Mare, l'Étang-de-Bretignolles, les Parchets-de-Bretignolles, Torel, Pasurel, de la Persinnière, les Bevinnières, la Botte et enfin les taillis de Frébourg, des Couplonnières et de Bretignolles.

une saline joignant le village de Pencademie, à François-Marie de Montigny, chevalier, seigneur de Kispère, demeurant à Vannes, acquéreur au nom de Renée-Armande-Françoise, sa fille, veuve de Louis-Marie de Sarrant, chevalier, conseiller au parlement de Bretagne, demeurant à Blain (1), en son château de Pont-Piétin. Enfin, le 21 juin 1786, en sa qualité de seigneur du Grand-Belnos, il reçoit des aveux de Pierre Rollet, pour l'Aître-du-Parc, à Pervençères, de Jules de Barville, sieur de Saint-Aubin, pour le champ de l'Enclose, et de Pierre-Ambroise de Bordin, écuyer, seigneur de l'Aistre et la Chausserie, ancien mousquetaire de la seconde compagnie servant à la garde ordinaire du roi, demeurant à Alençon, fils et héritier de Pierre-Charles de Bordin, écuyer, sieur de Laistre, fils et héritier lui-même de Charles de Bordin, écuyer, sieur de Beaubuisson, qui représentait Pierre de Prulay, sieur de Moire, à cause des champs Hubert et de l'Ousche.

Au début de la Révolution, Joseph-Louis de Frébourg, qui s'était fait représenter par M. de Semallé, à l'assemblée de la noblesse du Maine, fut choisi comme notable de Mamers et nommé colonel de la garde nationale de cette ville. Mais ayant décidé de se retirer à Alençon, rue de Bretagne, il démissionna le 10 janvier 1791, et sa démission fut acceptée sept jours après par la municipalité qui lui fit parvenir à cette occasion la lettre dont voici la teneur :

« Monsieur,

« Nous avons reçu votre lettre du 10 de ce mois, par
« laquelle vous nous annoncés que vos infirmités et votre
« âge vous empêchent de continuer plus longtems les fonc-
« tions de votre place de colonel de la garde nationale de
« cette ville et vous forcent à nous en donner votre démis-

(1) *Blain*, chef-lieu de cant. de l'arr. de Saint-Nazaire.

« sion. Le respect et l'estime que vous avés mérités de vos
« concitoyens nous font adhérer à regret à votre projet ;
« nous conserverons à jamais le souvenir et la reconnois-
« sance de votre zèle et de votre patriotisme ; nous sommes
« plus fâchés encore par l'intérêt que vous nous inspirés
« d'apprendre les raisons qui nous mettent dans le cas de
« vous perdre.

« Nous sommes, etc. .- . »

L'accusé de réception de M. de Frébourg est conçu en ces termes :

« Citoyens,

J'ai habité longtemps avec vous, ce souvenir sera toujours cher à mon cœur, ie n'oublierai jamais que votre confiance m'éleva à la dignité de notable, ensuite à celle de colonel de la garde nationale ; i'oze croire d'après les témoignages flatteurs que vous m'en donnâtes par votre missive du 17 janvier 1791, vieux stile, et dont ie joins icy copie, ne voullant jamais perdre de vue l'original, en avoir dignement rempli les fonctions et pouvoir espérer de votre iustice que ie réclame, un certificat qui constate que, pendant que i'ai été au milieu de vous et comme notable et comme colonel, i'ai bien exactement païé mes impositions et mon don patriotique et que ma conduite a toujours été pure, et que jamais, soit par mes propos ou par mes actions, ie n'ai mérité de reproches de mes concitoyens et qu'en les quittant à regret, i'ai été assez heureux pour mériter les leur.

Frébourg. »

Le « ci-devant seigneur » semble avoir passé paisiblement les trois premières années de son séjour à Alençon, car en date du 30 octobre 1794, les membres du conseil

général de cette ville consentent volontiers à lui déclarer par écrit que, durant tout ce temps, « il n'a manifesté que
« les principes d'un citoyen rempli de bonnes mœurs et
« qu'il s'est toujours conduit de manière à ne mériter
« aucuns reproches, qu'au contraire il a donné différentes
« preuves d'un bon citoyen. »

Il eut sept enfants :

1^o *Joseph-Louis-Vincent*, dont l'article suit.

2^o *Joseph-Jacques-Jean*, sieur de Belnos, né à Contilly le 20 juillet 1767. Ayant émigré, il fut admis le 20 décembre 1791, en qualité de garde, avec le rang de sous-lieutenant dans la compagnie de l'Institution Saint-Louis, rassemblée à Coblenz, sous les ordres du comte de Vergenne, fit la campagne de 1792, jusqu'au licenciement de l'armée des Princes, et mourut sans postérité.

3^o *Renée-Bonne*, inhumée dans l'église de Contilly, à l'âge d'environ douze mois, le 3 septembre 1770.

4^o *Joseph-Jean-René-François-Marie*, chevalier de Frébourg, lieutenant au Royal-Comtois, né à Sarzeau, marié par contrat du 2 février 1801, avec Charlotte-Renée de Piffaut des Essards, demeurant ci-devant à Teillé et présentement au Mans, section de la Liberté, née à Saint-Hilaire-la-Gérard (1), le 14 octobre 1760, du mariage de René-Marin-François de Piffaut et de Julienne-Renée-Jacqueline de Semallé (2).

Madame de Frébourg dicta son testament le 20 avril 1817 et mourut six jours après. Son mari demeurait, en juillet 1818, au château de la Beroize, à Sargé, près Le Mans.

(1) Com. du cant. de Séez (Orne).

(2) Julienne de Semallé avait épousé en premières nocces Jean-Anselme, baron de Kaerbout, écuyer, sieur de la Cruche, fils de François-René de Kaerbout, chevalier, seigneur de Teillé, et de Marie-Madeleine-Charlotte du Bois, mort le 2 mars 1794. De cette union étaient nés Anselme-Auguste et Hippolyte, qui fut sous-préfet de l'Empire.

5° N....., prêtre. Il émigra en 1791 et mourut en Allemagne.

6° *Jeanne-Marie-Vincente*, mariée à Contilly, le 6 juin 1791, avec Charles-Gilles de la Briffe-Ponsan, capitaine d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, fils des défunts Charles-Antoine de la Briffe, écuyer, et Marguerite Piquer de Sagarre, de la paroisse d'Armentières, au diocèse de Chartres. La bénédiction nuptiale leur fut donnée par Jean-Charles de la Briffe-Ponsan, prieur commendataire des prieurés de Saint-Christophe-sur-Avre, et de la baronnie d'Armentières, son annexe, de Saint-Etienne-de-Chesnebrun et de Notre-Dame de Beaulieu, son annexe et encore des Saints-Gervais-et-Protais-de-Placé, en présence de François de la Briffe de Beaulieu, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, frère de l'époux.

7° *Marie-Louise-Renée*, née le 4 janvier 1776, unie à M. Morel d'Escures, le 16 décembre 1800.

XV.

JOSEPH - LOUIS - VINCENT DE FRÉBOURG, écuyer, né à Mamers en 1761, était lieutenant au régiment de Navarre-Infanterie, lorsqu'il se maria en sa paroisse natale, le 2 mars 1790, avec *Jeanne-Marie-Henriette de Semallé*. Il émigra en 1791, prit part à la campagne de 1792 à l'armée des Princes et à sa dissolution, se réfugia à Londres. Rentré en France, puis arrêté et traduit, le 26 octobre 1797, devant la commission instituée à l'effet de juger les prévenus d'émigration, il ne dut son salut qu'à l'intervention de M. de Semallé près du général Cathol.

Lors du partage des biens de ses défunts parents, fait le 6 octobre 1801, il reçut en héritage, Frébourg, avec ses dépendances, la moitié de la ferme des Aïtres-aux-Maunoury et le bordage du même nom. Joseph-Jean-René-François de Frébourg obtint les deux tiers des immeubles situés à

Villaines-la-Gonais et la moitié de la ferme de la Fosse, à Aillières. A Marie-Louise-Renée, leur sœur, échurent le Huon, la Lande, à Vidé, l'herbage du Grand-Parc, à Montgaudry, et deux rentes constituées de 60 l. et 130 l.

M. de Frébourg qui fut parrain d'une cloche, à Contilly, en 1817, devint maire de cette commune, conseiller d'arrondissement pour le canton de Mamers, et mourut à Alençon en 1841, laissant un garçon et une fille.

1^o *Joseph-Louis*, magistrat à La Flèche, mort sans postérité.

2^o *Iseulle-Hyacinthe-Henriette*, née en 1791, mariée à Contilly, le 8 mai 1821, avec *Théodore de Fromont de Bouaille*, fils de défunt Henri-Pierre de Fromont, écuyer, seigneur de Bouaille, Mieuxcé, Pacé, Herse et autres lieux, ancien mousquetaire noir de la 2^{me} compagnie de la garde du roi, émigré en 1791, et de Marie-Louise-Charlotte Chesneau de la Drourie.

Théodore de Fromont sorti de Saint-Cyr avec le grade de sous-lieutenant le 6 novembre 1812, fit la campagne d'Allemagne au 13^e régiment d'infanterie légère, et ne rentra en France que le 1^{er} août 1814, après avoir été fait prisonnier à Culm, en Bohême, le 30 août 1813. Le 9 mai 1816 il fut incorporé, comme lieutenant, dans la légion du Puy-de-Dôme, se retira plus tard à Frébourg et y mourut le 14 septembre 1834, laissant cinq enfants :

1^o *Isabelle-Iseulle*, mariée avec Adolphe de Rouvray, comte de Saint-Simon.

2^o *Marie-Virginie*, épouse de Jules de Beffort.

3^o *Paul-Henri*, né à Alençon le 13 février 1828, marié à Blois, le 15 novembre 1853, à Marie-Antoinette-Louise de Guisable de la Cotte de Beaulorent, décédée à Contilly le 6 septembre 1876. Il fut longtemps maire de cette commune, vendit son domaine à M. le comte Robert de Semallé, se retira à Mamers, y mourut en 1908 et fut enseveli près de son épouse.

4^o *Bonne-Henriette*, décédée sans alliance.

5^o *Eugénie*, unie à Victor de Beffort (1).

BRANCHE DES DE FRÉBOURG, SEIGNEURS DE
LA HOUDAIRIE.

ALEXIS DE FRÉBOURG, écuyer, sieur de la Houdairie et des Poifilles, à Roupperroux-le-Coquet, fils de Pierre de Frébourg et de Marguerite de Charron, contracta alliance avec *Rolande de Melun*, qui lui donna deux fils.

1^o *Jacques*, l'ainé, dont nous allons parler au paragraphe premier.

2^o *Charles*, qui suivra au paragraphe deuxième.

PARAGRAPHE I.

I.

JACQUES DE FRÉBOURG, écuyer, seigneur de la Houdairie, n'eut qu'un fils, qui suit, de son union avec *Marie Guérin*, fille de noble François Guérin et Marie de Courboyer.

II.

JEAN DE FRÉBOURG, écuyer, avait épousé *Marie Chesneau*, et ne vivait plus en 1669.

III.

RENÉ DE FRÉBOURG, écuyer, seigneur de la Houdairie et des Poifilles, issu de leur alliance, contracta mariage avec *Louise de Tascher*, fille de Louis de Tascher, écuyer, sei-

(1) Cf. *Généal. de la Maison de Fromont*, par M. Paul de Fromont.

gneur de Boisgonthier et de Marcilly et de Louise de Vauloger. Il en eut :

1^o *Guillaume*.

2^o *Marie*.

3^o *Antoine-Henri*, qui fixa sa résidence à Saint-Germain-de-la-Coudre, au Perche, et acheta, le 18 janvier 1711, de Marguerite Maussion, veuve Macé Guillois, de Louzes, une pièce de terre joignant Frébourg. Il devint père de trois enfants qui, le 21 décembre 1751, se partagèrent les biens de défunt François de Belsers, écuyer, sieur des Bois, leur parent du côté maternel.

Ces enfants étaient :

A. *Françoise*, épouse de Hugues Ségouin, marchand à Marolles-les-Braults.

B. *Perrine-Marie*, demeurant aux Poifilles, avec François-Michel du Portail, écuyer, sieur de Saint-Jouin, son mari.

C. *Jean*, écuyer, seigneur de la Houdairie, du Boulay, du Désert et autres lieux, demeurant à Saint-Germain-de-la-Coudre. En 1733, Marie de Marimbert, son épouse, soutenait un procès contre son frère, François de Marimbert, relativement à la succession de leurs défunts père et mère.

PARAGRAPHE II.

CHARLES DE FRÉBOURG, écuyer, sieur de la Noë-Royère, avocat à Mamers, fit baptiser en cette ville les cinq enfants que lui donna Marguerite Davoust, savoir :

1^o *Marguerite*, née le 9 février 1597, unie à Claude de Mauny, écuyer, seigneur du lieu et de la Rousselière. Le 21 janvier 1629, ils achètent pour 360 l. de Guillaume d'Eu, écuyer, seigneur de Chédouet, et de Madeleine de Pillois, son épouse, la maison seigneuriale de Brainville, au bourg

de La Fresnaye, sur le chemin de l'église à Mamers, comprenant « salle basse, chambre haulte, fournyl, celyer et « estable, cour, clos, jardin, trois journeaux de terre, un « arpent de pré, droit de pêche, coulombier et un banc « dans la nef » (1).

2^o *Jacques*, écuyer, sieur de Chauvigny, du Houx, à Roullée, et de la Turpinière, en Commerveil et Saint-Rémy-des-Monts, né à Mamers (2), le 22 janvier 1599, enterré dans l'église de Commerveil le 18 juin 1674, ayant eu de Marie Quelquejeu, morte le 1^{er} septembre 1661 :

A. *Jacques*, écuyer, sieur de Chauvigny, de la Turpinière et de Lamprois, en Marollette, époux de Marie Michelet, décédé à Mamers le 25 juillet 1693.

B. *Guillaume*, écuyer, seigneur de Cofresne, à Commerveil, marié à Geneviève Sionet, qui le rendit père de *Charles* et de *Marie*, baptisée à Mamers le 23 septembre 1659.

C. *Jean*, écuyer, seigneur de la Fosse, né le 30 mars 1631, époux de Marguerite Guérin.

Alexis de Frébourg, leur fils, également seigneur de la Fosse, devint l'époux de Anne de Vaussé et en eut *François*, seigneur du Vauguérin, mort sans postérité.

D. *Claude*, né à Mamers, le 24 août 1634.

E. *Marie*, née le 19 août 1638, en la même ville. Elle contracta alliance avec Jean Le Maignen, sieur de Lormont, conseiller du roi, lieutenant particulier civil et criminel au bailliage et siège royal de Sonnois, procureur aux eaux et forêts de Perseigne, et en eut trois fils : 1^o Charles, né le 18 juillet 1669 ; 2^o René, mort à 84 ans, le 7 janvier 1692 ; 3^o Jacques,

(1) Etude de M^e Foucault, notaire à La Fresnaye.

(2) Etat civil de Mamers.

bachelier de Sorbonne, clerc tonsuré, le 3 septembre 1688, date à laquelle sa mère lui assigne pour titre sacerdotal, le lieu de la Mare, à Saint-Longis.

3^o *Charles*, né le 24 août de l'an 1600.

4^o *Anne*, née le 30 avril 1602 (1).

5^o *Joseph*, né le 26 octobre 1604.

E. VAVASSEUR.

(*A suivre*).

(1) Son parrain fut noble homme Pierre Hoüys, sieur de Launay.

HÉROS OBSCURS

(1797 - 1801)

De 1818 à 1820, deux libraires parisiens, Ladvocat et Raymond, ont publié par souscription un ouvrage en trois volumes intitulé *Les Fastes de la Gloire ou les Braves recommandés à la Postérité, Monument élevé aux Défenseurs de la Patrie, par une Société d'hommes de Lettres et de Militaires*. Cet ouvrage relate les actions d'éclat de nombreux soldats de la Révolution et du premier Empire, le simple fusilier à côté du maréchal de France. L'emphase du titre et du style ainsi que l'esprit des « demi-solde » dont le livre est tout animé sont bien du temps.

Cette sorte de livre d'or a deux sources : 1^o les Notices écrites par les souscripteurs eux-mêmes, survivants de l'époque héroïque, qui ont ainsi trouvé l'occasion, soit de rappeler l'action d'éclat d'un camarade mort, soit de raconter leurs propres faits d'armes ; 2^o la première partie (1792-1801) des listes établies au Ministère de la guerre dites « Tables du Temple de la Gloire » et comprenant les noms de sous-officiers et de soldats qui devaient être inscrits dans la chapelle des Invalides.

Les Notices se suivent sans aucun ordre ; elles ont été imprimées à la suite l'une de l'autre, au fur et à mesure de leur envoi aux éditeurs. Les époques, les différentes armes, les numéros des régiments s'y trouvent confondus. Les noms de pays y sont souvent estropiés. Les collabora-

teurs militaires ont eu le souci constant de mentionner le grade et le régiment, mais, pressés d'arriver au récit, ils ont négligé, dans la plupart des cas, d'indiquer la date et le lieu de la naissance des héros racontés.

Parmi ces héros ceux originaires du Maine sont peu nombreux. Voici leurs noms, qu'il me paraît bon de ne pas laisser tomber dans l'oubli.

BUINOT, Julien, fusilier à la 75^e demi-brigade de ligne, né dans le département de la Sarthe (1). « Gravit l'un des premiers sur le Monte-Faccio *[sic]* où il désarma douze Autrichiens qui le croyaient leur prisonnier. » (2)

FOUILLEUL, Jacques, fusilier à la 60^e de ligne, né à Ernée (Mayenne). « Les Anglais ayant débarqué à Porto-Ferrajo, » Fouilleul se présenta pour les attaquer et se jeta dans leurs rangs avec une audace qui lui coûta la vie. (3) »

FOUQUET, Pierre, maréchal des logis au 15^e régiment de chasseurs à cheval, né dans le département de la Mayenne (4). « Dans l'affaire qui eut lieu en Piémont, le 27 floréal an VII, » il attaqua les ennemis corps à corps, en tua un grand

(1) Sans autre indication.

(2) Cette affaire du Monte-Faccio est souvent citée dans les *Fastes de la Gloire* comme se rattachant aux opérations de Masséna pendant le siège de Gênes. Buinot est mentionné dans les *Fastes* à la suite de la Notice sur Masséna. Mais pendant le siège de Gênes, en 1800, la 75^e était en Égypte avec ses trois bataillons. Embarquée en 1798, elle ne revint en France qu'en 1801. Si l'auteur de la Notice sur Masséna n'a pas fait erreur sur le numéro du régiment auquel appartenait Buinot il est possible que le fait relatif à celui-ci remonte à la campagne d'Italie de 1796-1797 pendant laquelle la 75^e a fait partie de la division Masséna.

(3) Les Anglais s'emparèrent de l'île d'Elbe en 1796; le général Thurreau la leur reprit en 1800. D'après les *Fastes*, la 60^e de ligne prit part, à Porto-Ferrajo, à plusieurs combats, le 27 fructidor, le 9 messidor an IX (1801) et le 19 vendémiaire an X (1801); elle fut particulièrement éprouvée au combat du 27 fructidor où se distinguèrent et furent tués le sergent Lamarre et les fusiliers Chabart, Veroy et Betise.

Le nom de Fouilleul, ainsi que ceux qui vont suivre sauf celui de Martin de la 22^e de ligne, est inscrit aux *Tables du Temple de la Gloire*.

(4) Sans autre indication.

» nombre et se fit remarquer dans la foule par les généraux
» Victor et Moreau. La mort le priva des récompenses que
» sa belle conduite avait méritées. » (1)

GELU, Pierre, volontaire à la 64^e de ligne, né dans le département de la Mayenne (2). « Il périt le 19 germinal an V,
» auprès de Brescia, en enlevant un drapeau » (3).

GRANGÉ, Joseph, fusilier à la 40^e de ligne, né à Pré-en-Pail (4) (Mayenne). « Ce militaire, d'un courage à toute
» épreuve, pénétra plusieurs fois dans la ligne autrichienne,
» pendant le combat du Mincio, 4 nivôse an IX ; il y porta
» la terreur et la mort, ramena un grand nombre de prisonniers et fut enfin victime de sa valeur. (5) »

LEROY, Jean, grenadier à la 63^e de ligne, né à Soulgé-le-Bruant (6) (Mayenne). « Dans un combat qui eut lieu le
» 11 avril 1799 en avant de Salo, Leroy, qui deux jours auparavant avait été atteint d'un coup de feu et qui souffrait
» cruellement de sa blessure, voulut, quoique malade, marcher au premier rang des braves. A peine l'action s'est-elle engagée qu'il a le bras percé d'une balle. Ses chefs

(1) Si la date du 27 floréal est exacte, le maréchal des logis Fouquet aurait été tué pendant la retraite de Moreau, après la bataille de Cassano du 9 floréal (28 avril 1799). Suivant l'*Historique du 15^e chasseurs à cheval*, qui a recueilli le souvenir de Fouquet, celui-ci aurait succombé à la bataille de Vérone le 26 mars 1799 (6 germinal an VII), d'après une notice rédigée en 1801, à Crémone, par le conseil d'administration du corps.

Pendant la campagne de 1799 le 15^e chasseurs à cheval était attaché à la division Victor.

(2) Les éditeurs des *Fastes* ont imprimé : né à *Lanbico* (Mayenne), peut-être Landivy.

(3) Brescia était en insurrection depuis le 27 ventôse, c'est-à-dire depuis vingt-un jours.

(4) Les éditeurs des *Fastes* ont imprimé *Préampale*.

(5) Il s'agit ici du combat livré à Pozzolo, au passage du Mincio, par le général Dupont, le 25 décembre 1800. Les divisions Watrin et Monier y furent accablées par l'ennemi ; la 6^e légère, la 28^e et la 40^e de ligne furent particulièrement éprouvées. (Thiers, *Consulat et Empire*, t. II, p. 274.)

(6) Les éditeurs des *Fastes* ont imprimé *Saugé*.

» le pressent de se retirer, mais, malgré les instances les
» plus vives, il persiste à rester à son poste et continue à
» faire des prodiges de valeur. Au moment où sa compagnie
» s'avance, il aperçoit six Autrichiens qui s'enfoncent dans
» un village. Aussitôt il court les attaquer, tue le premier
» d'un coup de fusil, abat d'un coup de sabre le poignet du
» second, en ajuste un troisième de son arme déchargée en
» lui criant : « Prisonniers ». Mais tandis qu'il est aux prises
» avec ce dernier, les trois autres font feu sur lui et le ren-
» versent mort à leurs pieds » (1).

LÉVÊQUE, Michel, fusilier à la 76^e de ligne, né à Mayenne.
« Il fut tué le 11 floréal an VI, à l'affaire de Rappervillers (?)
» en Helvétie, en sautant sur une pièce de canon dont il
» voulait s'emparer » (2).

MARTIN, Julien, sergent-major à la 44^e de ligne, né à
Olivet (Mayenne). « Le 13 floréal an VII, il courut sur deux
» pièces ennemies dont il s'empara après avoir mis en fuite
» les canonniers, et les retourna contre les fuyards, sur
» lesquels il fit de fréquentes décharges. Ce fut à la suite
» de cette action que Martin reçut la mort » (3).

(1) Ces faits se passèrent pendant la retraite de Scherer, après la
bataille de Magnano (5 avril 1799). Scherer ne pouvant plus tenir sur
le Mincio se retira jusque sur l'Adda où il arriva le 12 avril.

(2) Partie de Strasbourg, la 76^e demi-brigade, qui avait son dépôt à
Molsheim, entre à Berne le 5 mars 1798, et prend part au combat de
Richterswyl (?), sur les bords du lac de Zurich, le 11 floréal an VI :
(*Un Régiment à travers l'Histoire, le 76^e.*) L'auteur de cet historique,
M. le commandant du Fresnel, n'a pas oublié d'y inscrire le nom du
fusilier Michel Lévêque. Il semble y avoir confusion entre Richterswyl
et Rapperswyl situé sur le lac de Zurich, dont les éditeurs des *Fastes*
ont fait Rappervillers.

(3) En l'an VII, la 44^e de ligne prit part à la campagne d'Helvétie
contre les Autrichiens. (*Historique des corps de troupes de l'Armée
française*, 1900.) Les événements rappelés dans la notice sur Julien
Martin se sont passés dans les Grisons. Le sergent François Lavaux du
103^e de ligne a donné, dans ses mémoires, d'intéressants détails sur
cette campagne des Grisons et particulièrement sur les journées des
12 et 13 floréal an VII (1^{er} et 2 mai 1799). — *Mémoires de François
Lavaux (1793-1814), avec introduction et notes par Darimon.*

MARTIN, Jean, fusilier à la 22^e de ligne, né dans le département de la Sarthe (1). « A Marengo, au moment où son bataillon hésitait à traverser un torrent dont le passage était défendu par la mitraille et la mousqueterie de l'ennemi, Martin fut un de ceux qui se présentèrent pour le sonder et qui parvinrent les premiers sur la rive opposée » (2).

RIOUSSE, Pierre, fusilier à la 17^e de ligne, né à Saint-Pierre-des-Ormes (3) (Sarthe). « Le 14 pluviôse an VII, ce soldat qui s'était audacieusement signalé par de brillants exploits contre les insurgés napolitains, fonça seul sur douze d'entre eux, en tua sept et finit par succomber » (4).

TUFFETIÈRE, Marie, caporal à la 60^e de ligne, né à La Flèche. « Le 14 vendémiaire an VIII, pendant la campagne de Hollande, il aborda le premier l'ennemi et fit des prodiges de bravoure ; mais, emporté par trop d'ardeur, il tomba dans une embuscade où il fut massacré » (5).

Les faits d'armes qui viennent d'être rappelés appartiennent aux guerres de la Révolution et du Consulat. *Les Tables du Temple de la Gloire* ont, d'après les éditeurs des *Fastes*, été continuées tout au moins jusqu'à Iéna (6).

(1) Sans autre indication.

(2) A Marengo, la 22^e de ligne faisait partie de la division Watrin du corps de Lannes ; ce furent elle et la 6^e légère qui, dans le moment le plus critique de la bataille, rejetèrent à la baïonnette les Autrichiens du général Kaim dans le Fontanone. Ce ruisseau profond et vaseux a été qualifié de « torrent » dans la notice relative au fusilier Jean Martin.

(3) Les éditeurs des *Fastes* ont imprimé : Saint-Pierre-des-Armes.

(4) Le 4 pluviôse an VII (23 janvier 1799) le général Championnet donna l'assaut à la ville de Naples tombée au pouvoir des lazzaroni. C'est plutôt à cette date du 4 pluviôse que se rattachent l'exploit et la mort du fusilier Riousse.

(5) La 60^e a fait en effet la campagne de Hollande en 1799 (an VIII). Cette campagne que commanda Brune amena la défaite et la capitulation des Anglo-Russes.

(6) Les tomes XXV et XXVI des *Victoires, conquêtes, revers et guerres civiles des Français* (Paris, 1821), contiennent un index biographique des noms cités au cours de cet ouvrage et qui porte pour titre

Napoléon avait eu la pensée de faire élever au chef-lieu de chaque département une colonne sur laquelle auraient été gravés les noms des soldats, originaires du pays, morts pour la Patrie (1). On peut regretter que ce projet n'ait pas été mis à exécution. Le souvenir donné ici aux héros obscurs du Maine qui ont contribué à illustrer les plus belles pages de l'Histoire militaire de la France, n'y suppléera que trop faiblement (2).

ALEXANDRE BEZARD.

« Tables du Temple de la Gloire ». Malgré ce titre, cet index n'a rien de commun avec les listes officielles connues sous le même nom, il n'ajoute rien à ce qui vient d'être extrait des *Fastes*.

(1) Celui qui voyage en Allemagne peut voir, non sans amertume, sur la place de chaque village le « Monument des Guerriers » (Kriegerdenkmal) sur lequel sont gravés en lettres d'or les noms de tous les soldats de la commune qui sont morts pendant la campagne de 1870-1871.


(2) Je dois remercier M. le colonel du 60^e de ligne, M. le capitaine Bergerand du 75^e, et M. le capitaine Parison du 15^e chasseurs à cheval, qui ont eu l'aimable obligeance de me renseigner sur les Historiques de leurs régiments.

CHRONIQUE

Depuis la publication de la dernière livraison,


M. John BILSON, vice-président de l'Institut royal archéologique de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, architecte à Hessle (Yorkshire), a bien voulu accepter le titre de membre honoraire de la Société historique et archéologique du Maine.


Ont été admis, en outre, comme membres de la Société :

MM. BONY (Henri), , professeur d'histoire au Lycée, boulevard Négrier, 72, au Mans.

CARTEREAU (Emile), agent-voyer cantonal, à Montfort-le-Rotrou (Sarthe).

HAMEL (le docteur), rue Robert-Garnier, 8, au Mans.

REICHERT (Charles), C. , intendant militaire du cadre de réserve, président de la Société de géographie, avenue de Paris, 54, au Mans.

TOUCHARD (Léon), O. , rue Nicolo, 67, à Paris (et M^{me} Léon TOUCHARD, née DOBREMER).

VÉRITÉ (Pierre), architecte, ancien élève de l'École des Beaux-Arts, rue des Fossés-Saint-Pierre, 15, au Mans.

Monseigneur de Durfort, protonotaire apostolique, que nous avons l'honneur, depuis longtemps déjà, de compter

au nombre des membres de la Société, vient d'être nommé par le Souverain Pontife évêque de Langres.

Nous n'avons point qualité pour dévoiler ici tout le bien que le très distingué prélat a fait dans le diocèse du Mans, avec une si charitable générosité et un si infatigable dévouement, pour rendre hommage à son zèle d'apôtre, pour dire combien est justifiée son élévation à l'épiscopat.

Par contre, nous sommes en droit, sans sortir de la sphère de nos études, de rappeler que Monseigneur de Durfort contribua de la manière la plus heureuse à la formation intellectuelle des jeunes filles du Mans par l'institution des *Conférences historiques et littéraires* de la rue de la Juiverie, et qu'il seconda avec un ardent patriotisme, dans tout le département, le mouvement national en l'honneur de Jeanne d'Arc.

La Société historique et archéologique du Maine ne saurait oublier le concours si actif, si précieux, donné à tant d'œuvres sociales ou patriotiques par Monseigneur de Durfort. Elle le prie, aujourd'hui, d'agréer l'hommage de ses respectueuses félicitations et surtout l'expression des regrets profonds que cause son départ du Mans.

Le 2 décembre dernier, comme nous l'avons précédemment annoncé, notre Société a eu le regret de perdre l'un de ses membres les plus appréciés, M. Pascal Vérité, architecte des monuments historiques.

Par son incontestable talent et ses nombreux travaux, M. Pascal Vérité a si efficacement contribué au progrès de l'art architectural dans notre région, que cette revue lui doit un souvenir spécial.

Né au Mans, le 27 avril 1844, Pascal-Joseph Vérité débuta à Paris, en 1865, comme élève de MM. Saint-Père et Trouillet. Il fut admis, en 1866, à l'École des Beaux-Arts,

dans l'atelier de M. Daumet, architecte du Palais de Justice, et y obtint, dès 1869, une médaille d'argent au concours de construction générale.

A l'époque de la guerre de 1870, il s'engagea aux Volontaires de l'Ouest (zouaves pontificaux), et prit part, dans leurs rangs, sous les ordres du général de Charrette, à la célèbre charge de Loigny.

Sa conduite, dans cette sanglante journée, fut particulièrement digne d'éloges. Avec ses camarades de Courdoux et Rimbault, du Mans, il parvint, sous le feu terrible des Allemands, jusqu'aux premières maisons du village, au delà du « bois des Zouaves », et fut l'un des derniers à échanger quelques mots avec l'héroïque commandant de Troussures, déjà atteint d'une balle à la jambe.

Revenu s'établir au Mans comme architecte, en 1872, Pascal Vérité ne tarda pas à conquérir, dans sa ville natale, une situation des plus honorables. Le 4 décembre 1877, il était nommé, par le ministre des Beaux-Arts, inspecteur des travaux de restauration des églises du Pré et de Vivoin, sous la direction de M. Darcy. L'année suivante, il entra à la Commission départementale des Monuments historiques, et le 28 février 1884, à la Société centrale des Architectes français. Nommé plus tard inspecteur des travaux des édifices diocésains (arrêté ministériel du 30 juillet 1885), puis architecte des monuments historiques du département (arrêté du 13 juin 1898), M. Vérité devait conserver, jusqu'à la Séparation, la direction du service des édifices diocésains et jusqu'à sa mort, celle du service départemental des Monuments historiques.

Au nombre de ses principaux travaux d'architecture *civile*, nous citerons, par ordre chronologique : la restauration, sous la direction de M. Landron, du château de Montfort-le-Rotrou ; la construction de l'hospice, de l'école de filles et de la salle d'Asile de Pont-de-Gennes, dont les

plans, admis à l'Exposition universelle de 1878, ont été publiés par le *Recueil d'architecture* ; la construction de l'école des garçons de Connerré, des presbytères de Saint-Denis-d'Orques et de Joué-en-Charnie, de l'école libre de la rue des Mûriers, au Mans, des magasins et ateliers de chaussures de M. Crochard, d'un rendez-vous de chasse à Saint-Nicolas-en-Charnie ; la restauration des châteaux du Puyz et du Rocher (Mayenne) ; la construction de l'imprimerie Bienaimé-Leguicheux et des bureaux de l'Assurance Mutuelle Immobilière au Mans ; les restaurations, transformations ou agrandissements des châteaux de Mazouet, de Sourches, de Saint-Aubin-de-Locquenay, de Bois-Doublet, de la Roche-Talbot, de Pescheseul ; la construction de diverses écoles libres ou communales, etc.

Au nombre de ses principaux travaux d'architecture *religieuse* : la réfection de la flèche de l'église de Montfort, la construction de l'église de Fyé (style roman, plans admis à l'Exposition universelle de 1878), de la nef d'Yvré-l'Evêque, de l'église de Saint-Mars-la-Brière, de la flèche de l'église de Bonnétable, la restauration de l'église de La Chapelle-du-Bois (voûtes et bas-côtés, XVI^e siècle), l'agrandissement du monastère Sainte-Cécile de Solesmes, la construction du noviciat et de la chapelle de N.-D. du Rancher, des églises de Parcé, Sablé, Bessé, Mont-Saint-Jean (chœur, style du XII^e siècle), Montbizot (chœur, XIV^e), des flèches de Saint-Rémy de Sillé et d'Arthezé, de la chapelle des Réparatrices, au Mans, la restauration de l'église de Coulans, la construction de la tour de Sillé-le-Guillaume, de l'église de Ruillé-en-Champagne, de la chapelle du Sacré-Cœur, au Mans, de l'église de Mareil-sur-Loir, la restauration de celle de Saint-Jean-de-la-Motte, la construction de la chapelle du pensionnat N.-D. de la Couture, au Mans, de l'église de Guécélard, du chœur de Pruillé-le-Chétif, de la chapelle du château de Mazouet (style de la Renaissance), du couvent des sœurs de Ruillé-sur-Loir, la

reconstruction de l'église de Précigné, du chœur de Ruaudin, la restauration de l'église de Marolles-les-Braults, et enfin la reconstruction de l'église de Saint-Benoît, au Mans.

M. Vérité a conduit en outre, sous la direction du service des Monuments historiques, la restauration de la nef et la construction de la tour de l'église du Pré, divers travaux aux églises de Vivoin, Saint-Calais, La Ferté-Bernard, et la très remarquable restauration de la nef de la Cathédrale du Mans.

C'est, comme on le voit, à l'architecture *religieuse* que M. Pascal Vérité consacra ses plus chers efforts, c'est elle qui inspira ses œuvres les plus importantes.

Or, il suffit de comparer les dernières de ces œuvres, telles que l'église de Sablé, la chapelle du Sacré-Cœur et l'église de Saint-Benoît du Mans, aux églises construites dans la Sarthe avant 1870, pour constater les progrès considérables accomplis par l'architecture *religieuse* pendant les quarante dernières années. Si ces progrès ne sont pas dus à M. Vérité seul, s'ils sont le résultat d'une sorte de renaissance générale, M. Pascal Vérité eut au moins le mérite de se pénétrer, l'un des premiers, des principes dominants de cette renaissance et de les mettre en pratique dans notre région avec un réel talent. Il appliqua surtout toute son attention à l'étude des profils et des proportions des anciens monuments, et c'est, nous a-t-il dit lui-même maintes fois, cette étude consciencieuse des profils et des proportions qui lui a permis de reconstituer les anciens styles avec une sûreté et une précision que n'avaient pu atteindre la plupart de ses prédécesseurs.

Mais le talent de Pascal Vérité ne fut pas seulement consciencieux, il fut original et varié. Tour à tour, avec un égal bonheur, il sut traiter les styles les plus différents du Moyen-Age ou de la Renaissance, et en combiner les multiples détails sans jamais se recopier. Dans un laps de temps relativement restreint, M. Vérité avait eu à cons-

truire, dans la seule ville du Mans, trois grandes chapelles et une église neuves. Il trouva moyen d'élever quatre édifices absolument distincts, ayant chacun leur originalité et leur mérite : la chapelle du Sacré-Cœur ne ressemble ni à celle des Réparatrices, ni à celle de Notre-Dame. Quant à l'église Saint-Benoit, elle est, on peut le dire, unique en son genre et même, en certains points, d'une irrégularité qui semble fronder les règles reçues.

M. Vérité, il est vrai, a tenu à honneur, dans cette reconstruction de Saint-Benoit, d'affirmer une qualité personnelle, dont on doit lui savoir d'autant plus gré qu'elle est trop rare chez beaucoup d'architectes : un respect scrupuleux des parties anciennes. Tout ce qui pouvait être conservé de la vieille église, il l'a soigneusement conservé, ou pour mieux dire enchassé dans la reconstruction, à tel point que le nouvel édifice reproduit fidèlement le caractère général de l'ancien et les différentes époques de son histoire.

Pour les archéologues, le respect scrupuleux du passé uni à une science profonde de la construction, fait le principal mérite d'un architecte.

Ce n'était que justice de reconnaître ce double mérite à Pascal Vérité et de rappeler en quelques lignes son heureuse influence sur l'architecture religieuse contemporaine dans la Sarthe.

Notre regretté confrère laisse dans son fils, M. Pierre Vérité, un élève formé à bonne école et un successeur qui continuera dignement son œuvre : nous prions M. Pierre Vérité et sa famille de recevoir la nouvelle expression de nos sincères sympathies.

Le lundi 16 janvier, a eu lieu au Mans, à l'église de la Couture, en présence d'une assistance considérable, le service anniversaire de M. Adolphe Singher.

A la suite de la cérémonie religieuse, le très nombreux personnel de la Société d'Assurance Mutuelle Mobilière s'est groupé dans une touchante manifestation de sympathie et d'attachement autour de M. Gustave Singher et de ses fils, et leur a offert un buste en marbre de M. Adolphe Singher, dû au ciseau d'Antonin Carlès.

Nous nous unissons avec empressement à ces hommages rendus à la mémoire du généreux et excellent ami qui restaura avec un goût si exquis la maison dite de la Reine Bérengère et nous donna tant de preuves de bienveillant intérêt. Son souvenir, certes, demeure inoubliable parmi nous, et nous renouvelons une fois de plus à M. et M^{me} Gustave Singher, ainsi qu'à MM. Serge et Louis Singher, l'assurance de l'inaltérable gratitude de la Société.

Notre jeune confrère M. Roger Luzu, ancien élève de l'Ecole des Chartes, vient d'obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe. Il avait pris pour sujet de sa thèse « *La Réforme et la Ligue dans le Maine* », et nous espérons qu'il voudra bien nous faire profiter de ses consciencieuses recherches sur cette époque si mouvementée de notre histoire provinciale. En attendant ses intéressantes communications qui seront une bonne fortune pour cette revue, nous adressons à M. Luzu nos meilleurs compliments.

M. Marcel Dolbeau, de Sablé, dont nous signalions naguère les découvertes préhistoriques, vient de se rendre acquéreur, pour en assurer la conservation, d'une des dernières tours de l'enceinte de la ville et de la maison contiguë où dom Guéranger passa son enfance. Il a, de plus, soigneusement recueilli dans ses collections un vieux canon du XV^e siècle jadis retrouvé aux pieds des remparts et que

la Municipalité a eu la bonne inspiration de lui remettre. Ces efforts dévoués pour la conservation des souvenirs historiques de la ville de Sablé donnent à M. Dolbeau de nouveaux droits à nos cordiales félicitations.

Il y a quelques jours, se terminait, au Mans, l'exposition des projets de Musée-bibliothèque admis au concours du deuxième degré.

Comme on le sait, ce nouveau Musée-bibliothèque du Mans doit être établi dans le bâtiment et le parc de l'ancien évêché concordataire de la rue de Tessé, récemment acheté par la ville, et, en ce qui nous concerne, nous applaudissons sans réserve au jugement de la Commission, qui, le 7 février, a définitivement classé au premier rang le projet de M. Félix Boutron.

Ce projet comporte, autour de la cour d'entrée, trois bâtiments distincts, prudemment isolés et intelligemment aménagés, reliés par une colonnade monumentale, d'un très heureux effet. L'aspect d'ensemble s'annonce grandiose et si le chiffre du devis est imposant (800.000 francs), on peut espérer cette fois que le résultat, rehaussé encore par la beauté de l'emplacement, ne sera pas hors de proportion avec la dépense.

Au reste, on doit reconnaître que la ville du Mans a un besoin vraiment urgent d'un Musée-bibliothèque, qu'elle a tout intérêt, dans la circonstance, à faire bien les choses en profitant de la mauvaise affaire consentie par l'État, et que les terrains de l'ancien hôtel de Tessé, depuis la désaffectation de l'Évêché, ne peuvent recevoir une destination moins contraire aux souvenirs qu'ils évoquent.

Si les études locales rentrent plus spécialement dans le cadre de cette revue, elles ne sauraient lui faire négliger

certaines œuvres d'histoire générale, appelées par la personnalité et le talent de leurs auteurs à faire honneur à notre région.

Telle est, certes, la très remarquable *Esquisse d'une histoire de France*, qu'a bien voulu nous envoyer M. Eugène Cavaignac, docteur ès-lettres, ancien élève de l'Ecole française d'Athènes, fils du très regretté député de la Sarthe.

Pour présenter convenablement ce livre, où l'on a déjà reconnu « la marque d'un talent de premier ordre », il faudrait de longs développements et une autorité à laquelle nous ne prétendons pas. On nous permettra de dire au moins combien nous ont séduit, pour notre part, l'originalité toute nouvelle du plan, la hauteur et l'impartialité des appréciations, l'étonnante vigueur d'esprit et la puissance de travail de l'auteur, surtout le sentiment profondément national qui domine l'ouvrage entier.

Aux différentes époques de l'histoire, M. E. Cavaignac se préoccupe avant tout de l'intérêt français, loue sans réserve ce qui favorise cet intérêt, blâme sans compromission ce qui lui est contraire. Indépendant de toute secte, il n'est jamais dupe des grands mots qui dissimulent trop souvent les ambitions intéressées : il reste toujours exclusivement français et patriote ardent.

A notre sens, on ne peut adresser de plus bel éloge à un historien, et c'est avec une fierté patriotique que nous saluons ce livre si honnête, si réconfortant, signé d'un nom resté particulièrement cher, dans la Sarthe, à tous ceux qui ont le culte de la véritable liberté, de l'honneur et de la Patrie.

L'histoire, à coup sûr, n'en dira jamais autant de Voltaire qui se montra, en trop de circonstances, un fort triste Français. Elle a grand intérêt, cependant, à connaître tout

ce qui touche les origines et la famille d'un personnage dont le rôle fut si bruyant et l'influence si générale.

C'est à mieux préciser ces origines de Voltaire, la généalogie et le milieu social des Arouet, issus d'une famille du Poitou, que s'applique, sous le pseudonyme de Guy Chardonchamp, notre confrère M. J. Pallu du Bellay, dans une élégante brochure publiée dernièrement à Paris, chez Champion.

La pensée de ce travail est d'autant plus opportune que Voltaire — il l'a lui-même écrit — « faisait peu de cas de ses ancêtres », et qu'il a poussé le mépris de sa famille jusqu'à un point parfois odieux.

En démontrant, d'après de nombreux documents inédits, que la position sociale de la famille Arouet a eu sur le génie de Voltaire une influence considérable, qu'elle lui procura ses premiers et plus utiles protecteurs ; en rectifiant sa généalogie jusqu'ici incomplète ou erronée, M. J. Pallu du Bellay ne fait pas seulement une justice méritée de la désinvolture de Voltaire ; il nous donne un chapitre nouveau et très consciencieux d'histoire littéraire, indispensable à connaître désormais pour juger plus exactement « le grand homme ».

Le défaut de place nous oblige à reporter encore à la prochaine livraison les comptes-rendus des ouvrages ou brochures qu'ont bien voulu nous adresser MM. Saillant, Rebut, Hallopeau, l'abbé Legros, etc. : nous les prions d'agréer nos excuses pour ce retard involontaire.

R. T.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAIN

TOME LXIX. — DEUXIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1911. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS

LE MANS

IMPRIMERIE FLEURY

A. DE SAINT-DENIS

28, Place de la République.

Libraire, Place Saint-Nicolas.

1911

SOMMAIRE

DE LA

DEUXIÈME LIVRAISON DE 1911

- 1^o LE DOGME DE L'EUCARISTIE DANS LE MAINE AVANT LE XIV^e SIÈCLE, par M. l'abbé LOUIS CALENDINI. Page 105
- 2^o UN MÉDECIN PÉDAGOGUE AU XVIII^e SIÈCLE : JEAN VERDIER *(suite)*, par le docteur DELAUNAY. Page 131
- 3^o CONTILLY SEIGNEURIAL *(suite)*, par M. l'abbé JOSEPH VAVASSEUR. Page 166
- 4^o L'HÉRÉSIE DANS LE MAINE, par M. ROGER LUZU, archiviste-paléographe. Page 190
- 5^o MÉMOIRE SUR LA CHOUANNERIE DANS L'ARRONDISSEMENT DE CHATEAU-GONTIER, publié par M. J. PALLU DU BELLAY. Page 196
- 6^o LE VITRAIL DE SAINTE MADELEINE, DE L'ANCIENNE ÉGLISE DE SABLÉ, par M. ROBERT TRIGER. Page 217
- 7^o CHRONIQUE : Les premiers classements et la conservation des églises. — Transfert des Archives départementales de la Sarthe à l'ancienne abbaye Saint-Vincent. — Recherche et inventaire des richesses artistiques de la Sarthe. — Projet de loi sur les fouilles archéologiques. — Cérémonie patriotique à Ardenay. — Nomination d'un nouvel architecte départemental des monuments historiques. — Nécrologie, M. de Vaissière. — Le château et les peintures murales des églises de Laval. — Vente du taillis du Temple, à Jublains. — *L'histoire des comtes de Vendôme*, par M. L.-A. Hallopeau. — *La troupe de Scarron à Arçonnay*, par M. l'abbé Legros. — *Voyage en Espagne*, par M. Rebut. — *Cartulaire de Saint-Sulpice de Rennes*, par dom Anger. — *Cartulaire de Saint-Pierre-la-Cour*, par M. le v^{te} d'Elbenne. — Pétitions en faveur des églises. — M. Léonce Celier, lauréat de l'Institut. — Nécrologie, M. E. Desclès. Page 223
-

NOTES HISTORIQUES

SUR

LE DOGME DE L'EUCCHARISTIE

DANS LE MAINE

AVANT LE XIII^e SIÈCLE

I. — AU TEMPS DES ÉVÊQUES MÉROVINGIENS

Le dogme eucharistique introduit dans le Maine par saint Julien (1), enseigné par ses successeurs, n'a pas, jusqu'à la fin du X^e siècle, subi de grandes altérations. Les premiers pasteurs consacrent des églises (2), font de nombreuses ordinations (3), assistent à tous les conciles

(1) D'après les leçons du *Bréviaire manceau* (3 février) saint Julien aurait composé des écrits « de coelestibus mysteriis et de augustissimo altaris sacramento. » Son biographe nous apprend encore qu'étant allé à Rome, notre pieux pontife en rapporta un goût très prononcé pour les cérémonies saintes. Dom Piolin, *Hist. de l'Église du Mans*, t. II, p. 168.

(2) *Consacrer* est peut-être ici un terme impropre. On purifiait très certainement les basiliques qui avaient servi aux usages profanes, et même idolâtriques, mais il est à présumer que le rit de la consécration n'existait pas encore. M^{sr} Duchesne, *Origines du Culte chrétien*, p. 385.

(3) Avec un soin scrupuleux, les biographes de nos premiers évêques, insistent sur ces ordinations.

provinciaux où se traitent des questions liturgiques et surtout disciplinaires (1). Le clergé choisi au sein d'une population barbare est loin d'être exemplaire (2). Les canons conciliaires lui rappellent souvent, comme à Tours, en 461, que « si la continence est commandée aux laïques afin qu'ils puissent vaquer à l'oraison et se faire exaucer de Dieu, elle l'est bien plus aux prêtres et aux lévites qui doivent être toujours prêts à offrir le sacrifice et à baptiser en cas de besoin..... » (3).

A la tête du clergé manceau sont de saints évêques : Principe qui célébrait la sainte messe tous les jours, et qui, sur le déclin de sa vie, se faisait aider par des lévites pour ne point être privé de ce bonheur (4) ; Innocent qui en déposant sur les lèvres d'un tout jeune enfant, Gervais, la sainte Eucharistie prophétisa qu'il serait un martyr du Christ (5) ; Domnole qui « ne célébrait jamais la messe sans

(1) Le premier évêque du Mans que nous voyons assister à un concile est Victeur qui souscrit aux conciles d'Angers (453), de Tours (461), de Vannes (465 ?).

(2) La Gaule était alors infestée d'arianisme. Voir l'intéressante vie de *Saint Hilaire*, par le R. P. Largent, collection *Les Saints*, pp. 18 et sq. et passim.

(3) *Concil. Turon.*, II, A. D. 567. Préambule. *La Province du Maine*, t. IX (1901), p. 195. — A ce concile assista saint Victeur, du Mans. Au concile d'Angers, auquel il assiste aussi, les pères s'occupent beaucoup de cette sainteté des clercs. Sur saint Victeur, voir *La Province du Maine*, t. XIII (1905), pp. 26 sq. Au concile d'Orléans dont sera « Principius episcopus ecclesiae Cenomanensis » cette question se traitera encore. Abbé A. Ledru, *La Cathédrale du Mans*, p. 29 ; dom Piolin. *Hist. de l'Église du Mans*, t. I, p. 138.

(4) *Histoire des évêques du Mans*, par un ancien bénédictin de Saint-Maur (1836), p. 32. Dom Piolin, *op. cit.*, t. I, p. 136. La messe quotidienne ne fut régulièrement en usage qu'au VI^e siècle. Martigny, *Dict. des Antiquités chrétiennes* (édit. 1877), p. 464, v^o messe.

(5) Saint Innocent assiste aux conciles d'Orléans, 533, 542, qui, entre autres prescriptions, posèrent en principe qu'on ne devait pas ordonner des prêtres ni des diacres illettrés. *Summa Conciliorum*, p. 299. — Vie du martyr saint Gervais, dans *Acta sanctorum*, au 6 juillet : *Passio Sancti Gervasii diaconi et martyris in agro Cabillonensi*, t. II, de juillet, pp. 312-4. Bolland. *Bibl. hag. lat.* (1899), 524.

que la ferveur de sa piété ne lui fit verser des larmes (1) ». Le concile d'Orléans auquel assista ce saint évêque (2^e concile, 567) s'exprime ainsi : « Ut corpus Domini in altari non in armario, sed sub crucis titulo componatur. » Certains hérétiques accusaient les catholiques de peu respecter le Corps du Seigneur ; les pères du Concile demandent qu'il ne soit point confondu avec les saintes images et que, suivant un usage qui semblait vouloir se généraliser on renfermât ce Corps sacré dans la colombe d'argent suspendue au-dessus de l'autel (2).

D'autres pieux évêques gouvernent encore notre église : Bertrand dont le testament s'exprime ainsi : « Ils [les esclaves] offriront seulement les oblats en mon nom devant le saint autel et rappelleront le ministère qu'ils ont rempli » (3) ; Hadouin, Beraire. De saints personnages vivent, dans le même temps qui se montrent dévots envers l'Eucharistie. Saint Ernée obtient la guérison de l'un de ses religieux en lui portant la sainte Communion (4). Saint Serenic « oblationes Domino pectore casto mente que devota offerre satagebat » (5).

(1) *Histoire des évêques du Mans*, citée, p. 51. Pour tous nos évêques manceaux de ces époques lointaines, on pourra lire avec fruit les *Actus Pontificum Cenomannis in urbe degentium*, édition Busson-Ledru, 1901, in-8.

(2) *Summa Conciliorum*, p. 317. Abbé Martigny, *op. cit.*, p. 188. Le successeur de Domnole, Badegesil, assiste au concile de Macon, 585, qui insiste sur l'observation du dimanche. *Summa Conciliorum*, p. 343. Sur cet évêque dont les mœurs furent loin d'être exemplaires, voir *La Province du Maine*, t. XIV (1906), p. 337.

(3) Abbé A. Ledru, *op. cit.*, p. 40. Sur ce testament, lire l'intéressante étude de l'abbé A. Ledru, dans *La Province du Maine*, 1906-1907, et surtout, t. XV, p. 227 sq.

(4) Dom Piolin, *op. cit.*, t. I, p. 212. *Acta sanctorum*, 9 août. Dom Rivet, *Hist. littér. de la France*, t. V, p. v. Abbé Angot, *Dictionnaire de la Mayenne*, t. II, p. 123.

(5) *Acta sanctorum*, mai, t. II. Vita sancti Sereneci. — Dom Piolin, *Hist.* citée pp. 361 sq. et *Vie de saint Ceneré*. — Guillois, *Vie des Saints du Maine*.

II. — LE DOGME EUCHARISTIQUE AU TEMPS DES ÉVÊQUES CAROLINGIENS

Après ces pieux personnages l'Eglise du Mans est gouvernée par des évêques qui restent au-dessous de leur tâche. La discipline se relâche, le culte voit ses pompes s'amoindrir, et les clercs persécutés par les séculiers meurent de faim. Toutefois l'erreur et surtout l'erreur contre l'Eucharistie ne pénètre point notre contrée. Les Nestoriens sont loin d'elle encore (1). Il en est de même des erreurs de Scott-Erigène († 877), qui ose attaquer, à la cour même de France où Charles-le-Chauve l'a accueilli, la présence réelle de Jésus au Sacrement (2).

Certains conciles essaient de secouer un peu la torpeur générale (3). Le Vénérable Bède se plaint qu'est abandonnée la sainte Communion (4).

Au Maine, au IX^e siècle, Aldric (837-856) a relevé un moment l'antique sainteté de ses prédécesseurs. Préoccupé des cérémonies saintes, il introduit la liturgie romaine (5).

(1) Abbé J. Corblet, *Histoire dogmatique, liturgique, archéologique de l'Eucharistie*, t. I, p. 126.

(2) Feller, *Biographie universelle*, t. XI, p. 570. — Staudemnaier, *Joh. Scotus Erigena*, Francfort, 1834 ; Bach, *Dogmengesch. des Mittelalt.* Vienne, 1874, pp. 264 sq. Il ne fut condamné qu'au concile de Reims, 1059.

(3) Paris, 824. Labbe *Concilia*, t. VI, col. 1543, Paris, 829, *ibid.* col. 1590 (contre les contempteurs de biens ecclésiastiques). — Lyon, 830, *ibid.* col. 1670, Mayence, Toulouse etc.

(4) Dans son sermon *Sermo in cœna Domini*, saint Éloy nous apprend cependant que les fidèles francs communiaient plusieurs fois la semaine.

(5) L'Eglise du Mans, comme d'autres de ses sœurs, avait conservé bien des usages de la liturgie gallicane qu'elle avait mélangés, peut-être aussi, de rites particuliers. M^{sr} Duchesne, *Origines du culte chrétien*, p. 151. Dom Piolin, *op. cit.*, t. II, p. 120. Saint Aldric sentit naître sa vocation sublime aux pieds des autels. Dom Guéranger, *Institutions liturgiques*, t. I, p. 245.

C'était l'époque où deux prêtres distingués, Amalaire, de Metz, et Florus, de Lyon, discutaient ces questions liturgiques. Leur foi est ardente envers l'Eucharistie. C'était celle aussi de notre église mancelle qui fut quelque peu mêlée à ces débats. A les lire on peut comme voir quelque chose de sa doctrine eucharistique au IX^e siècle (1).

En une réunion synodale, en 840, Aldric s'occupa encore avec ses prêtres des cérémonies de la messe et de tout ce qui peut avoir trait à la célébration du divin mystère (2).

Mais bientôt les Normands arrivent qui pillent et saccaagent tout sur leur passage. L'Evêque Robert (856-882) ne semble pas s'en émouvoir. On le lui fait sentir au concile de Tours, et les paroles dont se servent ses pairs ont justement pour but de montrer qu'un prêtre qui touche au Corps Sacré du Sauveur ne doit point souiller ses mains consacrées par l'usage des créatures (3).

L'évêque manceau Gonthier (890 ?-913) se rend au concile de Nantes (895 ou 896) dont les canons intéressent notre

(1) Sur ces deux personnages, cf. Corblet, *op. cit.*, t. I, p. 114. Sur Amalaire on pourra consulter : *Dictionnaire de théologie catholique*, t. I, col. 934 (art. de dom Morin) et *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, t. I, col. 1324 sq. (art. de E. Debroise). *Patrologie latine*, t. CV, col. 1315 et sq. — Sur Florus, voir *Mémoires de l'Académie de Lyon*, t. XXI (1885), p. 367 sq., et *Patrologie latine*, t. LXI, 1081, t. CXIX, 9-424.

(2) Dom Piolin, *op. cit.*, t. II, p. 263. D'autres conciles s'occupent encore de ces questions, par exemple, celui de Tours, 856. Labbe, *Concilia*, t. VIII, col. 627.

(3) Les Normands saccagent les églises et maltraitent les prêtres. Dareste, *Histoire de France*, t. I, pp. 444 sq. Robert s'y montra indifférent. Le Corvaisier, *Histoire des évêques du Mans*, pp. 306-310. Dom Piolin, *op. cit.*, t. I, p. 427. Les *Actus* le qualifient de « vir magnæ religionis et prudentiæ. » Edition des abbés Busson-Ledru, Société des *Archives historiques du Maine*, t. II (1901), p. 336. — Il assiste à plusieurs conciles : Savonnières, Troyes etc. Le successeur de ce prélat, Lambert, prie, en une lettre, son collègue de Séez, Hildebrand, de ne point admettre à la communion un certain imposteur, sacrilège impénitent qui s'est réfugié dans sa ville épiscopale. *Patrologie latine*, t. CXXXII, col. 467-468.

étude. La doctrine y tient peu de place : nous savons ce qu'elle était. Par contre, nombreux sont les règlements disciplinaires. La femme devra être écartée du service de l'autel ; comme les fidèles ne participent plus à la communion du prêtre, on remplacera ce signe d'union par l'eulogie (1).

Aux portes du diocèse, l'hérésie cependant s'approche, et le concile d'Orléans condamne certains hérétiques qui prétendent que dans la consécration faite par le prêtre il n'y a point de sacrement du corps et du sang du Christ (2).

Par contre, les professions orthodoxes comme celle d'Haimon, évêque d'Halbestadt († 863) sont vibrantes de foi (3). Le Missel gothique, en usage chez nous jusqu'à Charlemagne, nous en est un autre exemple : « Délivrez-nous de tout mal, Seigneur, y est-il dit, à la fin de l'oraison dominicale, nous qui mangeons votre saint corps, lequel a été crucifié pour nous et qui buvons votre sang, lequel a été versé pour nous. » (4)

(1) Labbe, *Concilia*, t. IX, col. 468. Abbé Corblet, *op. cit.*, t. I, p. 233, Martigny, *Dict. des antiquités chrétiennes*, p. 294. Mentionnons aussi l'éloquente protestation de Gontier dénonçant les ravages de l'impie Rotgarius qui lui empêchent d'offrir à Dieu le sacrifice divin. *Actus* (édit. citée), pp. 343 sq. Abbé Ledru, *op. cit.*, pp. 88 sq.

(2) Labbe, *Concilia*, t. IX, col. 839.

(3) *Histoire littéraire de France* (1740), t. V, III-26. Pour la bibliographie : U. Chevalier, *Répertoire (bio-bibliographique) des sources historiques du moyen-âge*, t. I, col. 86.

(4) Corblet, *op. cit.*, t. I, p. 117. M^{rs} Duchesne donne une variante de cette prière où la manducation sacrée n'est nullement mentionnée. *Origines du Culte chrétien*, p. 211. L'évêque Lambert avait introduit le sacramentaire grégorien dans la liturgie. A. Ledru, *op. cit.*, p. 86. M^{rs} Duchesne, *op. cit.*, p. 114.

III. — LE DOGME EUCHARISTIQUE AUX X^e ET XI^e SIÈCLES, AVANT HILDEBERT

Le diocèse du Mans assez sagement gouverné par les évêques Hubert (913-951) (1) et Mainard (951-971) (2) au début du X^e siècle, eut la douleur d'avoir, à la fin de ce siècle, un fornicateur, Sigefroy (971-997) (3), auquel succéda Avesgaud son neveu (997 ? † vers 1036) dont les premières années furent loin d'être exemplaires (4).

Vers le même temps, se répand en Europe une secte religieuse, au fond gnostique qui affiche surtout une rare opposition à l'Eglise. Elle rejette les sacrements et ne conserve de l'Eucharistie que le « pain béni » comme pour la pénitence le « consolamentum ». On appelle ses adeptes les *Cathares*. Chez eux, seuls sont prêtres qui sont « parfaits », c'est-à-dire ont reçu le baptême de l'esprit (5). Cette erreur réunit des adeptes au Mans où un certain Reginald s'en fait le propagateur et « persécute l'Eglise de Dieu » (6). Grâce à l'intervention de Fulbert, évêque de Chartres, le roi Robert pacifia le Maine, en poursuivant, comme c'était son droit, les hérétiques (7).

Mais déjà Bérenger enseignait ses erreurs. Tourangeau de naissance, il résidait à Tours même lorsqu'il fut nommé

(1) *Actus*, p. 348. Abbé A. Ledru, *op. cit.*, p. 92.

(2) *Actus*, p. 350. Abbé A. Ledru, *op. cit.*, p. 95.

(3) *Actus*, p. 352. Abbé A. Ledru, *op. cit.*, p. 91. Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 1 sq.

(4) *Actus*, p. 355. Abbé A. Ledru, *op. cit.*, p. 101. Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 34. Son nom n'est point inscrit au *Répertoire des sources historiques du moyen-âge*, d'Ulysse Chevallier.

(5) Schmidt. *Histoire et doctrine de la secte des Cathares ou Albigeois*. Paris, 1849, 2 vol. *Dictionnaire de théologie catholique*, v^e Cathares.

(6) Lettre de Fulbert, dans *Patrologie latine*, t. CXXI, col. 211. Le nom de Fulbert est mentionné dans le *Nécrologe-obituaire de la Cathédrale du Mans*, p. 81.

(7) Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 111.

archidiacre d'Angers. Ayant eu à s'occuper dans son enseignement au monastère de Saint-Martin, dont il était « écolâtre », du sacrement de l'Eucharistie, il adopta et exposa l'opinion émise autrefois par Scott-Erigène. Il enseigna « que le pain et le vin ne se changeaient point au corps et au sang de Jésus-Christ. » Il attaquait, somme toute, la transsubstantiation sans nier la présence réelle. Selon lui, le Verbe s'unissait au pain et au vin, et par cette union, ceux-ci devenaient le corps et le sang de Jésus-Christ sans changer leur nature ou leur essence physique et sans cesser d'être du pain et du vin (1).

Les hommes de son temps essayèrent vainement de détourner Bérenger de ses erreurs (2). L'un d'eux, le cardinal Humbert, que Bérenger appelle le « Bourguignon », eut à combattre vaillamment pour la vérité. Quelques auteurs le font naître au Maine, à la fin du X^e siècle, bien que vraisemblablement il soit de Bourgogne. Il aurait été, dit-on, une des gloires de l'école de la cathédrale mancenne. Lorsque Bérenger se rendit à Rome, au concile de 1059, pour y reconnaître ses erreurs, Humbert fut chargé par les Pères de l'Assemblée de rédiger la profession de foi qu'il devait souscrire. Bérenger y reconnaissait, entre autres choses, « que le pain et le vin, après la consécration, étaient le vrai corps et le vrai sang de Jésus-Christ. » Le soin qu'avait mis le cardinal à rédiger cette abjuration ne lui valut, de la part de Bérenger, qu'injures et blasphèmes (3).

(1) Pluquet, *Dictionnaire des Hérésies*. Voir la *Bibliographie* de cet hérétique dans le *Répertoire des sources historiques du moyen-âge*, d'U. Chevallier, t. I, col. 537. Dom Paul Renaudin. *Rapport sur l'hérésie anti-eucharistique de Béranger*, dans le *Compte-rendu du Congrès eucharistique international*, tenu à Angers, en 1901 (in-8°), p. 319.

(2) Un de ses condisciples de Chartres, Hugues, évêque de Langres, fut le premier qui entreprit de réfuter ses erreurs. *Patrologie latine* (Migne), t. CXLII, col. 1326 ; un autre condisciple, Adelman, écolâtre de Liège, imita cet exemple. *Patrologie latine*, t. CXLIII, col. 1290.

(3) Cette abjuration est donnée par dom Renaudin, *op. cit.*, p. 331. Bérenger avait été condamné déjà aux conciles de Rome, 1050. *Patro-*

En effet, à peine l'hérésiarque était-il hors du Concile, qu'il enseignait à nouveau ses doctrines. Véritable Protée, il croit et ne croit pas, change d'opinion chaque fois qu'il se voit condamné, sort de l'erreur pour y rentrer le lendemain et mourir enfin en de parfaits sentiments d'orthodoxie (1).

Notre cardinal ne vit pas la fin de l'hérétique : il mourut pendant un voyage en France. Ses écrits contre Bérenger, encore qu'ils soient d'un style acerbe et vif, ont puissamment servi à la cause de Dieu. La violence avec laquelle Bérenger les attaque, les injures qu'il prodigue à leur auteur prouve assez que celui-ci avait frappé juste (2).

Au reste, l'hérésie pénètre peu dans notre diocèse. A Avesgaud, mort à Verdun, au retour d'un voyage en Palestine, entrepris pour l'expiation de ses fautes (3), a succédé son neveu, Gervais de Château-du-Loir qui, au rapport de certains textes, fut un redoutable adversaire de Bérenger (4). Transféré au siège archiépiscopal de Reims, il y meurt, en 1067, dans des sentiments de réelle piété. Sentant ses forces s'affaiblir, il fait assembler son clergé, récite sa profession de foi catholique ; il reçoit ensuite la Sainte Eucharistie en conjurant les assistants de lui être témoins devant Dieu qu'il croyait qu'elle était réellement le corps et le sang de Jésus-Christ (5). Les chroniques nous

logie grecque, t. CXXX, col. 413 ; t. CXLVIII, col. 1454 ; de Verceil, 1050, *Patrologie grecque*, t. CI., col. 413 ; de Paris, 1051, *Patrologie latine*, t. CXLIX, col. 1423 ; de Tours, 1054. Il le fut encore en 1079, à Rome. Dom Renaudin, *op. cit.*, p. 332.

(1) Corblet, *op. cit.*, t. I, p. 130.

(2) Dom Piolin, *Hist. de l'Église du Mans*, t. III, pp. 132 sq. Baronius, *Annales ecclesiastici*, t. XI. Bruck, *Histoire de l'Église*, t. I, pp. 369, 382.

(3) Abbé A. Ledru, *op. cit.*, pp. 110, 116 sq ; *La Province du Maine*, t. II, p. 133 ; *Actus*, p. 359.

(4) Du Boulay, *Historia universitatis Parisiensis*, t. I, p. 124.

(5) Abbé Ledru, *op. cit.*, pp. 119-121. *Actus*, pp. 362-372. Voici le récit du prévôt Odalric, présent à cet adieu touchant : « Quibus accercitis

rapportent qu'une semblable profession de foi, fut à cette époque, maintes fois faite par d'autres personnages illustres, comme un démenti formel de ce qu'enseignait l'écolâtre de Tours (1).

Un manuscrit de la bibliothèque du Mans nous apprend que le célèbre Lanfranc, encore simple abbé du Bec, de passage au Mans, entretenait les jeunes « escholiers » de la cathédrale, de l'hérésie de Bérenger et des remèdes à donner. Nul mieux que lui ne pouvait raviver l'amour de la vérité dans l'âme des jeunes manceaux (2).

Vulgrin, « qui quamvis pauperior et humilior antecessoribus episcopis fuerit, tamen majora opera exercere tentavit » (3), avait succédé à Gervais de Château-du-Loir (1055-1065). Lui aussi, fut un vaillant défenseur de la transsubstantiation. Sans cesse condamnée, l'erreur, comme on l'a vu, relevait fièrement la tête (4). Victor II qui tenait

et præsentibus, credulitatem suam aperuit, et ut vere catholicus confessionem suam fecit; sicque postea communicavit de sacrificio altaris Domini nobis quoque ut ante Deum testes fuisset quod idem vere corpus et sanguinem credidisset injuxit et postulavit. » *Gallia Christiana*, t. IX, col. 70 : Mabillon, *Annales O. S. B.*, lib. LXIII, num. 6 ; *Acta sanctorum O. S. B.*, t. IX, p. 572, num. 26 ; D. Bouquet, t. XI, p. 443 ; D. Marlot, *Historia metrop. Remens.*, t. II, p. 129 ; *Hist. littéraire de France*, t. VII (1746), p. 579 ; dom Colomb, *Mémoires pour servir à l'hist. de S. Vincent du Mans*, p. 34 (ms. de notre cabinet) ; *Patrologie latine*, t. CXLIII, col. 1397. *Recueil des hist. de France* (1767), t. XI, p. cxv ; Hauréau, *Hist. litt. du Maine*, t. V (1872), pp. 222-249. Gervais se distingua encore par son amour pour la beauté des églises et la pompe du culte divin. Bibl. nat., fonds latins, n° 261.

(1) Par exemple, celle de saint Bruno, † avant 1101. *Encyclopédie théologique*, Migne, t. XV, col. 1161.

(2) Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 202. La bio-bibliographie de ce moine est entièrement traitée par M. U. Chevallier, dans son *Répertoire des sources historiques du moyen-âge*, 5^e fascicule, col. 2753-2754.

(3) *Actus*, p. 374 ; abbé Ledru, *op. cit.*, p. 122 ; Lance, *Archit. franç.* (1872), t. II, pp. 336-337. Port, *Dict. biog. de Maine-et-Loire* (1878), t. III, p. 751.

(4) Eusèbe Bruno, évêque d'Angers, le défendit un instant. Dom Renaudin, *op. cit.*, p. 322.

alors le gouvernail de l'Eglise (1), et dont le plus grand désir était de purger la société chrétienne du ver rongeur qui la menaçait tant du côté de l'hérésie, que du côté de la simonie et de l'incontinence des clercs, envoya en France, l'archidiacre Hildebrand, — le futur Grégoire VII —, pour opposer un remède à l'hérésie (2). Parmi les conciles que l'infatigable légat assemblea, de concert avec Hugues, abbé de Cluny (3), afin de consolider le dogme et la discipline, deux se tinrent à Angers et à Tours. L'Evêque du Mans, Vulgrin, y prit une grande part, ainsi que le scholastique de son Eglise Cathédrale qui, par ses éminentes qualités, jeta au milieu de ses confrères du Mans, dont il devait être l'évêque, un plus brillant éclat (4).

En 1060, Vulgrin se rend de nouveau à Angers où, sur les instances du Comte Foulques le Barbu, un Concile a été assemblé. Nous avons vu que l'année précédente, le pape Alexandre II (5), avec une grande charité, avait conjuré Bérenger de renoncer à ses malheureuses erreurs, et que ce dernier, tout d'abord repentant, avait bientôt répondu par de nouvelles insultes (6). Déjà les évêques francs, suivant l'exemple de leur père commun, l'avaient

(1) Victor II, pape 1054, † 1057. *Patrologie latine*, t. CXLIII, 799 ; M^{sr} Duchesne, *Liber Pontificalis*, t. II, p. 277 ; J. Joris, *Victor II, pape et régent de l'empire*, dans *Revue du Monde cathol.* (1862), t. IV, 560-72 ; t. V, 46-61.

(2) Voir sa bio-bibliographie dans le *Répertoire des sources historiques du moyen-âge*, 4^e fascicule, col. 1875-1881.

(3) Hugues I, abbé, de 1049 à 1109, *Patrologie latine*, t. CLIX, col. 210, 845. A. L'Huillier, *Vie de saint Hugues, abbé de Cluny*, Solesmes-Paris (1888), in-8, xvi-648 p.

(4) Bodin, *Recherches historiques sur l'Anjou*, t. I, p. 237 ; *Historia universitatis Parisiensis*, citée, t. I, p. 438. Labbe, *Concilia*, t. IX, col. 1081. Dom Bouquet, t. XI, p. 528-529 ; Hauréau, *op. cit.*

(5) Alexandre II, pape 1061, † 1073. O. Delarc, *Le pontificat d'Alexandre II*, dans *Revue des questions historiques*, t. XLIII (1888), pp. 5-60.

(6) Dom Renaudin, *op. cit.*, p. 332. Bruck, *op. cit.*, t. I, p. 392.

excommunié, à diverses reprises (1). A Angers, les évêques de Nantes, Besançon, Angers et du Mans les imitèrent (2). Plus tard Vulgrin se rend à Bordeaux, où se célèbre un Concile, et ses rares mérites fixent sur lui les regards de la docte assemblée (3).

C'est sous l'épiscopat d'Arnaud, successeur de Vulgrin (1065-1081) (4) que Barthélémy, archevêque de Tours, après bien des luttes, reçut la soumission sincère de Bérenger (5).

Bérenger avait attaqué un dogme. Or, il était en usage, dans l'Eglise, de rendre à un dogme bafoué un plus grand honneur dans les cérémonies du culte. Ainsi en avait-il été du mystère de la Maternité divine. Pour répondre à l'hérétique, l'Eglise fit adorer avec plus de solennité le corps et le sang du Sauveur, sitôt après la Consécration. C'est pour cela que fut inaugurée, notamment au Maine, l'élévation de l'Hostie (6).

Les églises d'Angers et du Mans ne s'en tinrent pas là. « Désirant témoigner, écrit Le Corvaisier, — confirmé en

(1) *Concil. Rothomag.* Hardouin, t. VI, col. 1141-1551.

(2) *Chronicon Andegavense.* Labbe, *Biblioth. manuscript.*, t. I, p. 228. Dom Bouquet, t. XI, pp. 524-529 sq. Port, *Dict. de Maine-et-Loire*, t. I, p. 318.

(3) *Gallia Christiana nova*, t. I, col. 1195.

(4) *Actus*, p. 374 ; abbé Ledru, *op. cit.*, pp. 124 sq. H. Sauvage, *Arnaud, évêque du Mans, et Johel, abbé de la Couture, au Mans*, dans *Mémoires de la Société archéol. d'Avranches*, t. IV (1873), p. 521, tiré à part, 28 p. in-8. *Cartulaire de l'Évêché du Mans*, publié par M. Bertrand de Broussillon (1908), p. 3-4. *Historiens des Gaules*, t. XIV, p. 648.

(5) *Bérenger archidiacre de Tours, étude sur le XI^e siècle*, dans *De Catholiek.* Traduc. franç. (par A. Delvigne) dans *La Vérité historique*, t. III (1859) ; t. IV. Lanfranc, *Lib. de corpore et sanguine Domini advers. Bereng.*, CIV ; dans *Patrol. latine*, t. CL, col. 413 et sq. De Deservillers, *Un évêque au XII^e siècle*, p. 21, dom Renaudin, *op. cit.*, p. 332.

(6) Cardinal Bona, *De la Liturgie*, t. II, pp. 214 sq. *Encyclopédie théologique* (Migne), t. XV, col. 1161. Grandet, *Considérations et pratiques pour honorer Jésus-Christ au Très-Saint Sacrement*, pp. 159 sq. Deservillers, *op. cit.*, p. 21.

cela par d'autres documents du temps — qu'elles étoient toujours demeurées fermes dans la croyance qu'elles avoient de la réalité du corps du Fils de Dieu au Saint Sacrement de l'Eucharistie, elles instituèrent le iour de la Feste-Dieu des processions publiques et solennelles..... donnant par cette vénération extérieure un tesmoignage de leur foy et de leur dévotion » (1).

Au dire de certains auteurs, une semblable cérémonie existait déjà dans les abbayes bénédictines (2). Peut-être, mais elle était confinée dans l'intimité des cloîtres, tandis que nos églises voulurent crier « *super tecta* », selon l'expression évangélique, leur foi en l'Eucharistie et en faire une démonstration publique et solennelle.

IV. — LE DOGME EUCHARISTIQUE ET HILDEBERT

A Vulgrin succéda sur le trône de Saint Julien, le pieux Hoël (1083 - † 1096) dont les Actus font un grand éloge (3), et auquel l'archevêque de Tours écrivait : « Que l'Eglise de Tours serait heureuse si elle avait seulement deux ou trois fils semblables à vous ! » (4) La pierre tombale qui recouvrait ses restes mortels, à Saint-Vincent, mentionnait les nombreux présents dont il avait voulu enrichir l'Eglise (5).

Hildebert lui succède qui fut un grand défenseur de l'Eu-

(1) *Histoire des Evêques du Mans*, p. 369. G.-M. Brossier, *L'archidiacre Bérenger et l'institution de la Fête-Dieu*, dans *Revue des Provinces de l'Ouest*, t. V (1857), pp. 26-91. tiré à part. Nantes, 1858, in-8.

(2) Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 331.

(3) *Actus*, pp. 382-397 ; A. Ledru, *op. cit.*, pp. 128 sq. Deservillers, *op. cit.*, pp. 29 sq. Dom Piolin. *op. cit.*, t. III, p. 334. Delisle, *Rouleau des morts*, p. 144. P. Mauriès, *Etudes biographiques sur le breton Hoel, évêque du Mans*, dans le *Bulletin de la Société académique de Brest* (1877), t. V, p. 209 sq.

(4) *Actus*, p. 384.

(5) *Actus*, p. 397.

charistie. Peut-être fut-il, à Tours, disciple de Bérenger dont il écrivit l'építaphe, mais jamais il ne s'écarta de la bonne voie. Notre but n'étant point ici de retracer la biographie de ce vénérable prélat (1), nous préférons rechercher de suite ce qui, dans sa vie, intéresse plus spécialement le sujet de notre étude.

Le vénérable évêque se disposait à prendre le chemin de Rome : « Agité d'un si grand nombre de tempêtes, écrit-il, j'ai résolu de me rendre aux tombeaux des saints apôtres ; j'espère y trouver un remède puissant aux tribulations nouvelles que j'attends, si le Pontife Romain me vient en aide par ses conseils et son autorité » (2). A ce moment, un jeune homme, de bonne allure, se présente à lui et lui demande de prêcher la pénitence en sa ville épiscopale. Sans plus de détails l'évêque accorde tout et part. Henri, c'était son nom, est accueilli avec joie par le peuple, d'autant que sa voix vibrante mène droit au cœur (3).

Disciple de Pierre de Bruys (4), Henri de Lausanne,

(1) L'abbé U. Chevallier a donné une bonne bio-bibliographie d'Hildebert, dans son *Répertoire des sources historiques du moyen-âge*. Mais je suis très étonné de n'y point rencontrer, en dehors de MM. Deservillers et Dieudonné, aucun de nos auteurs manceaux (Le Corvaisier, Bondonnet, Colomb, Piolin, Ledru). Quelle opinion que l'on professe sur la valeur historique de tels ou de tels ouvrages, il me semble qu'un critique consciencieux doit toujours, cependant, en faire état, et je proteste ici contre cette façon de faire. Ne sont point mentionnés non plus les *Actus* qui, à mon humble avis, doivent être, pour tous nos évêques manceaux d'autrefois, le premier instrument de travail biographique.

(2) *Venerab. Hildebert. opera.*, col. 87 sq. (*Patrol. lat.* CLIX). Lettre aux légats qui l'invitaient au concile. Voir aussi *Hildeberti epist. ad Hugon. abb. Clunic.* VII, lib. III, p. 174. Deservillers, *Un évêque au XII^e siècle* (1863), p. 129.

(3) *Vetera analecta*, t. III, p. 313. Deservillers, *op. cit.*, p. 135. Rohrbacher, *Hist. de l'Église*, t. XV, p. 74. Sur l'accueil fait aux missionnaires, au moyen-âge. Cf. *La Province du Maine*, t. I, pp. 7-8.

(4) Heresiarque, † 1147. Maffre, *Hist. populaire des réformateurs*, t. III (1862). *Pierre et Henri de Bruys*, in-32 de 80 p. Rochas. *Biog. du Dauphiné*, t. I (1856), p. 183.

comme on l'a appelé, bien que son lieu d'origine soit incertain (1), enseigne les doctrines du maître (2). Il prêche tout d'abord la pénitence, et par des discours ménagés et perfides, attire le peuple et le bas clergé. Quand il s'est assuré son auditoire, il critique les clercs dont les mœurs relâchées étaient un bon sujet de raillerie. Mais, quoiqu'en dise M. Hauréau (3), ce n'est pas là son seul but. Bientôt il soulève les questions dogmatiques : l'inutilité du baptême pour les enfants, l'inutilité de la messe. Selon lui, dans la dernière Cène, Jésus-Christ a bien changé le pain en son corps et le vin en son sang, mais ce fut pour la première et la dernière fois, car, il ne légua pas ce même pouvoir à ses apôtres, et ce jour-là il n'institua aucun sacrement (4). De là il suit « que ce n'est pas le corps du Sauveur que l'on offre pendant la messe, mais une chose de néant. » Et l'hérétique ajoute : « Il n'est pas permis d'offrir à Dieu quoi que ce soit » ; les sacrifices, les prières, les aumônes sont inutiles aux fidèles (5).

Si donc, le prêtre ne consacre plus le corps du Sauveur, les Eglises, désormais inutiles, doivent être détruites. Il faut aussi chasser la croix de partout, parce que l'instru-

(1) Atolus. *Elenchus Hæreticorum* ; Moréri, *Dict.*, t. III, p. 154. Ber Lutzembourg, *Catalogus omnium hæretic* ; Hergerænther, *Histoire de l'Église*, t. IV, p. 201 ; cf. U. Chevallier, *Répertoire des sources historiques du moyen-âge*. 4^e fascicule, col. 2084 et 2088.

(2) *Le Catholique*, t. IX, pp. 394 sq.

(3) *Hist. litt. du Maine*, t. VI, pp. 130-131. L'auteur ne voit en lui, et semble, à cause de cela, le disculper, qu'un censeur des mœurs du clergé. Les épîtres de saint Bernard sont là pour nous dissuader de cette opinion.

(4) Hergerænther, *op. cit.*, t. IV, p. 201. Voir l'intéressante lettre CCXLI, de saint Bernard, adressée à Hildefonse, comte de Saint-Gilles. *Œuvres de saint Bernard* (traduct. Ravelet), in-4^e, 1870, t. I, pp. 521-523.

(5) Lettre de Pierre de Cluny à l'archevêque Ebroïn, 238 ; Hergenrænther, *op. cit.*, t. IV, p. 201. *Œuvres de saint Bernard*, citées. *Sa vie*, t. I, p. 204, et Lettre CCXLI, pp. 522-523.

ment de mort de Jésus-Christ ne peut-être qu'un objet d'horreur (1).

Aux doctrines perverses se mêlent les pires scandales dont certains eurent Saint-Vincent pour théâtre. On sait comment, au retour d'Hildebert, l'imposteur fut chassé du diocèse qu'il avait souillé de ses erreurs (2).

Le plus difficile restait à faire : ramener à la vérité le peuple que l'hérésiarque avait trompé. Hildebert y mit tous ses soins et eut la consolation, entre d'autres, de faire rentrer dans le sein de l'Eglise un bon nombre d'égares, dont deux clercs, Pierre et Cyprien (3).

Quelques hérétiques accusaient l'évêque Hildebert de partager leurs erreurs et se servaient de son nom pour propager les dogmes pestilentiels. Justement irrité, le pieux évêque dément, dans une lettre éloquente, les accusations de ses adversaires et se présente comme un ardent défenseur de la vérité (4).

Au reste, le vénérable prélat oppose le meilleur des arguments : il écrit des livres dogmatiques.

Les derniers hérétiques s'étaient joints aux partisans de Berenger, de Roscelin et d'Abélard. Hildebert leur parlant avec foi de l'Eucharistie anéantit leurs erreurs et sa foi

(1) *Œuvres de saint Bernard*, p. 204.

(2) *Lettre de saint Bernard*, CCXLI, p. 522. Cf. dom Piolin, *op. cit.*, t. III, pp. 297 sq. ; Feller, *Biogr. univers*, t. VI, p. 266 ; Hauréau, *Hist. litt. du Maine*, t. VI, pp. 127 sq. : F. Pluquet, *Dict. des Hérésies*, t. I, col. 760-1116 ; abbé Corblet, *op. cit.*, t. I, p. 132 ; Moréri, *Dict.*, t. III, p. 154 ; Rohrbacher, *Hist. de l'Eglise*, t. XV, pp. 73 sq. *La Province du Maine*, t. IV, p. 285 ; Pastoret, dans *Hist. litt. de France*, t. XIII (1814), pp. 91-4 ; Sevestre, *Dict. patrol.* (1854), t. III, pp. 75-6. *Venerabilis Hildeberti opera*, lib. II, epist. XXIV, col. 119. Dom Bouquet, t. XII, p. 547 ; Mabillon, *Vetera analecta*, t. III, p. 310. Abbé Vacandard, *Vie de saint Bernard*, 1897, t. II, pp. 226 sq. *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XLI, p. 188. Les *Actus* nous ont laissé un vivant tableau de cet hérétique et de sa vie, pp. 408-414.

(3) *Venerab. Hildeb. opera*, citées.

(4) *Ibid.*, lib. II, epist. XXIII.

inspire au pieux évêque une page trop éloquente pour que nous la taisions : « La nature humaine, dit-il, que Jésus-Christ venait racheter, était corrompue dans l'âme comme dans le corps. Pour guérir l'un et l'autre, il a livré son corps et son âme ; et c'est pour les représenter que nous mettons sur l'autel du pain et du vin, afin que, par le pain devenu corps et reçu dignement de nous, notre corps participe en quelque manière et à l'immortalité et à l'impasibilité de celui de Jésus-Christ, et que par le vin, changé en sang et reçu de nous, notre âme devienne conforme à celle de Jésus-Christ, dès ce monde comme dans la gloire. Il ne faut pas toutefois s'imaginer qu'en recevant le corps de Jésus-Christ, nous ne recevons que son âme et son corps seulement, quand nous recevons son corps. Nous recevons Jésus-Christ tout entier, vrai Dieu et vrai homme soit en ne recevant que son sang, soit en ne recevant que son corps. Et quoique nous recevons séparément le sang et le corps, nous ne recevons pas pour cela deux fois Jésus-Christ, mais une seule fois. L'usage de recevoir séparément le corps et le sang s'est introduit dans l'Eglise à l'exemple de Jésus-Christ qui, dans la dernière Cène, donna séparément son corps et son sang à ses disciples. L'eau que l'on mêle avec le vin dans le sacrement est pour représenter l'eau qui coula avec le sang du côté de Jésus-Christ. Au reste, nous ne devons pas douter que le pain soit changé au vrai corps du Seigneur par les sacrées paroles de la bénédiction du prêtre, en sorte que la substance du pain ne demeure plus. Jésus-Christ a voulu que la couleur et la saveur du pain demeurassent pour cacher sous cette espèce la vraie substance de son corps, de peur qu'en se présentant à nous sous la qualité humaine, nous n'eussions en horreur de manger de la chair » (1).

(1) Sermo xxxviii. *Patrol. lat.*, t. CLXXI, col. 1153, cf. aussi *sermon* xciii, col. 535-536, 775, 776. « Numquid, dit-il ailleurs, ei capabile est

On a fait remarquer qu'Hildebert se sert déjà du mot *transsubstantiation* pour indiquer le changement de substance du pain et du vin au corps et au sang du Seigneur. Il serait alors le premier auteur ecclésiastique qui ait employé cette expression. Les autres théologiens, comme Pierre de Celle (1) et Etienne d'Autun (2), ne s'en servirent qu'après lui. C'est le mot à la fois mystère et définition adopté par l'Eglise dans son enseignement.

Dans ses lettres, comme dans ses sermons, Hildebert nous marque la dévotion qu'il avait pour l'Eucharistie. Il en conseille souvent la réception, donne même à ce sujet certaines règles de discipline. « C'était pour lui une jouissance intellectuelle » que de parler de l'Eucharistie, a dit de lui son dernier historien, M. Dieudonné (3). Son âme, c'est-à-dire son intelligence était sans cesse dans les hautes sphères de la théologie. « Pour Hildebert, dit le même auteur, le saint sacrifice de la messe était comme une fête de la science qui se renouvelait chaque jour ; pas le plus petit détail qui ne rappelât à l'officiant les passages des Ecritures, qui n'incitât son intelligence à faire des comparaisons, expliquer des figures, opposer des

qualiter substantia panis et vini in substantiam corporis et sanguinis Domini conversa, non tamen conversa sunt pariter, sed manent immutata, sine panis et sine vini substantia tam panis quam vini accidentia ».

(1) Pierre, abbé de Moutier-la-Celle, 1147, † évêque de Chartres, 1183. L. Merlet, *Mém. de la Soc. archéol. hist. de l'Orléanais*, t. XIX (1883), pp. 73 sq.

(2) V. Etienne de Baugé, évêque d'Autun, 1112, † à Cluny, 1139. *Patrolog. lat.*, t. CLXXII, col. 1271. *Hist. litt. de France*, t. XI (1759), pp. 710 sq. Il est bien entendu que le mot seul était nouveau. La doctrine était aussi ancienne que l'Eglise comme en témoignent les écrits de S. Cyrille de Jérusalem, de S. Jean Chrysostome, de S. Ambroise, etc.....

(3) A. Dieudonné, *Hildebert de Lavardin, évêque du Mans, archevêque de Tours*, dans *Revue hist. et archéol. du Maine*, t. XL, XLI, XLII, tirage à part (*Sa vie, ses lettres*). in-8. Paris, 1898, 311 p., t. XLII, p. 253.

antithèses. Voyez par exemple la lettre où est si joliment expliqué le rôle de l'éventail ou flabel..... L'éventail chasse les mouches, comme faisait Abrâham autour de l'holocauste, et notre évêque se sent l'héritier d'Abraham, il officie après lui dans les conditions nouvelles où Dieu a voulu être servi. » (1)

En somme, dans toutes ses œuvres, Hildebert a voulu nous montrer que « disciple de Berenger, il en avait cependant toujours rejeté les erreurs ; celles-ci, du reste, n'avaient eu d'autre influence que d'attirer toutes les forces de son talent et de son intelligence, sur le mystère de l'Eucharistie. » (2)

Dans son premier traité, *Brevis tractatus de sacramento altaris*, Hildebert expose clairement la doctrine de l'Eglise sur la présence réelle, flagellant ainsi les doctrines récentes. Il y confesse que le Christ est bien dans l'Eucharistie « in carne una », que s'il descend en nous, Il n'en demeure pas moins au ciel, qu'il réside sur chaque autel ; sur cet autel où on l'adore, il reste toujours, il y est tout entier, tout aussi bien que sur l'autel voisin, non pas avec un autre corps, mais le même. Et le savant prélat, pour preuve de ce qu'il avance, expose comment ce corps sacré peut être à la fois ici et ailleurs. S'inspirant des paroles de l'Apôtre aux Colossiens (3), il démontre que toute la plénitude de la divinité est dans le Christ dans ce morceau de pain que le prêtre consacre. Le Christ est là présent « juxta speciem suam ». On ne peut le toucher, bien que

(1) *Revue du Maine*, t. XLII, pp. 251-253.

(2) Deservillers, *op. cit.*, p. 22. Voici l'énumération des traités de notre évêque : *Tractatus theologus ; de Sacramento missæ ; liber de expositione missæ ; versus de mysterio missæ ; versus de sacra Eucharistia ; de concordia veteris de novi Sacrificii ; vita sanctæ Radegundis ; liber de Querimonia et conflectu ; moralis ; philosophia ; de honesto et utili. Patrologiæ latinæ cursus*, t. CLXXI, passim.

(3) Coloss. II, 9.

son corps soit là ; nos sens ne le peuvent percevoir. De plus, continue le Docteur, le Christ est « æque sub singulis ut sub universis partibus. » La plus petite parcelle renferme le corps entier du Christ aussi complètement que la plus grande hostie. Diviser l'hostie n'est donc pas briser le corps du Christ, et ceux qui reçoivent plusieurs parcelles reçoivent « ipsum totum atque indivisum ». Comment s'opère la Transsubstantiation ? Hildebert se le demande ensuite ? Est-ce une action humaine et génératrice ? Dieu doit donc transgresser les lois communes de la nature humaine, et la raison humaine, malgré sa prétendue force s'abaissera devant la force de Dieu ! Hildebert répond en affirmant que le changement eucharistique s'opère par la conversion de la substance du pain et du vin en la substance du corps et du sang du Seigneur. Et, chose admirable, les substances ont changé, alors qu'il semblerait le contraire, car les accidents du pain et du vin peuvent demeurer sans sujet. « Fides præsumit quod ratio non capit. » Le docteur termine en montrant le beau rôle rempli ici par la foi qui nous indique le chemin de la grâce et nous fait « acquérir la palme du ciel et la gloire éternelle. » (1)

Son second traité : *Liber de expositione missæ* est une preuve nouvelle de la foi d'Hildebert. Il y ajoute que le corps de Jésus-Christ, consacré par le prêtre est ce même corps qui est né de la Vierge Marie. Dans ce livre encore sont mentionnés plusieurs usages liturgiques aujourd'hui disparus.

Plus développé que le précédent, ce traité est un com-

(1) *Patrol. lat.*, t. CLXXI, col. 1150-1154. Saint Thomas dira plus tard :

Et si sensus deficit,
Ad firmandum cor sincerum,
Sola fides sufficit.

Offic. sanctiss. sacram. ; hymne des vêpres.

mentaire de la Messe. L'auteur indique tout d'abord au prêtre les dispositions qu'il doit apporter ; il lui explique ensuite le symbolisme des vêtements dont il se revêt ; le conduisant à l'autel, il lui commente l'*Introït*, le *Kyrie*, le *Gloria*, lui rappelle qu'il doit prier pour les fidèles dont il a charge. L'Eglise lui demande de lire l'Épître dont elle fait un enseignement et qu'elle accompagne d'un chant d'actions de grâces, le graduel ; elle lui fait annoncer la bonne nouvelle, proclamer sa foi et exciter ses membres à s'offrir au Seigneur. Chaque mouvement du prêtre, chaque objet dont il se sert en cette fonction sacrée, sont minutieusement examinés. Chacune de ses paroles est analysée avec une science et une exégèse remarquables ; celles du canon surtout sont l'objet d'une étude approfondie. Le prélat revient ensuite à l'explication des croix que fait le prêtre sur le calice et sur l'hostie, puis, traite de quelques points de liturgie : la voix basse pour le canon, la voix haute pour le *Pater*, la réception à jeun du corps de Notre-Seigneur, la communion fréquente, etc... (1)

Si Hildebert fut docteur, il fut aussi poète. Dans ses poèmes sur l'Eucharistie (2), on reconnaît la même pureté de doctrine que dans les précédents traités. Il les écrivait, nous dit Mabillon, durant son séjour à Cluny (3), ou, suivant Pierre Paillard, au Mans, quand il était à la tête de l'école de la Cathédrale (4). Ces vers nous disent surtout la piété ardente du saint évêque envers l'adorable sacrement. On comprend dès lors ce que nous rapporte un historien qui prétend qu'Hildebert n'offrait point le Saint

(1) *Patrol. lat.*, t. CLXXI, col. 1159-1176.

(2) *Versus de Mystério Missæ ; versus de Sacra Eucharistia. Patrol. lat.*, t. CLXXI, col. 1177-1212.

(3) *Vetera analecta*, t. III, p. 304.

(4) Dom Piolin, *op. cit.*, t. III, p. 622.

Sacrifice de la messe sans répandre d'abondantes larmes (1).

Transféré au siège métropolitain de Tours, 1125, Hildebert y mourut en 1134 (2).

V. — SUCCESSEURS D'HILDEBERT QUELQUES THÉOLOGIENS DE CE TEMPS

Hildebert ne fut pas seul à mener le « bon combat » au Maine. Geoffroy de Gorron, né vers 1070, et mort en 1146, abbé de Saint-Albans, en Angleterre, écrivit un *Tractatus de sacramento altaris*, en vue de répondre aux attaques de Bérenger (3).

Robert d'Arbrissel, prêcha aussi la pure doctrine dans tout le Maine et mérita qu'on écrive sur sa tombe « Guttura pascebat gramine corda Deo » (4).

Pierre Paillard, dont nous parlions, à l'article précédent, prêtre du diocèse du Mans, écrivit un *Tractatus Petri*

(1) « Cum vero ad altare sacrosancta misteria celebraturus accederet, totus conpongebatur in lacrimis, sicque in spiritu humilitatis et in animo contrito salutarem hostiam divinis conspectibus offerebat. » *Actus*, p. 399. Avant son épiscopat, la conduite d'Hildebert fut toutefois peu édifiante. Yves de Chartres se fait l'écho d'une accusation assez grave. *Patrol. lat.*, t. CLXII, lettre 277.

(2) Abbé A. Ledru, *op. cit.*, p. 141 ; *Actus*, p. 422 ; *Hist. litt. de France*, t. XI, pp. 276. A. Salmon, *Chronique de Touraine*, pp. 133 sq. *Cartulaire de l'Évêché du Mans*, publié par M. Bertrand de Broussillon, 1908, p. 5.

(3) *Bibl. nat.*, nouv. acquisit., ms. Ansart. Abbé A. Angot, *Dict. de la Mayenne*, t. II (1901) p. 312 ; Bradley, *Dict. miniat.* (1888), t. II, p. 17 ; Bulœus, *Histor. universitatis Parisiens.* (1665), t. II, p. 734 ; Hardy, *Descript. catalog.* (1865), t. II, p. 226 ; Hauréau, *Hist. litt. du Maine*, t. V, pp. 170, 259 ; Lebreton, *Biogr. normand.* (1858), t. II, p. 110 ; Oursel, *Nouv. biogr. normande* ; De la Rue, *Bardes* (1834), t. II, p. 52 sq. Tanner, *Bibl. Britt. Hib.* (1748), p. 304.

(4) Voir abbé Angot, *Dict. de la Mayenne*, t. I, pp. 58-59. Et le *Répertoire bio-bibliographique des sources historiques du moyen-âge*, de U. Chevallier, 8^e fascic., col. 3982-3983.

Paillard, Cenomanensis, in Concordiam veteris ac novi sacrificii divini, longtemps conservé à Tours (1).

Les successeurs d'Hildebert conservent sa foi ardente. Gui le Breton ou d'Etampes [1126-1136] qui avait fourni ses preuves d'orthodoxie et de vertus avant son élection (2), apprenait lui-même aux enfants et aux jeunes clercs qui servaient au chœur à chanter les mélodies, à exécuter la psalmodie et même à répondre la messe (3). On le pouvait voir se rendant au milieu de la nuit dans la chapelle du Saint-Sauveur et s'y infliger de rudes pénitences (4).

De Hugues de Saint-Calais (1136-† 1144) les Actes des Evêques du Mans nous vantent la sainteté et la science, mais ne disent rien de sa foi eucharistique (5). Mentionnons toutefois l'étrange apparition d'un fantôme dont les malversations furent arrêtées par deux messes dont l'une fut célébrée en l'honneur du Saint-Esprit et l'autre en l'honneur des défunts (6). Cet évêque voulut aussi que les enfants qui serviraient à l'autel, seraient revêtus de tuniques aux jours de fête (7).

Les *Actus* louent les vertus de Guillaume de Passavent [1145-1187]. Lorsqu'il montait à l'autel, « ut Christi miles et sacerdos probatissimus appareret... ibique Deo Patri super altare Filium offerens, sicut ex suspiriis que ab imo trahebantur, et ex lacrimarum habundantia, per quas sindones quibus in altari corpus Christi erat super-

(1) Hauréau, *Hist. litt. du Maine* (1876), t. IX, pp. 7-8 ; Dorange, *Catalogue des manuscrits de la bibliothèque publique de Tours*, p. 58.

(2) *Actus*, pp. 422-427.

(3) *Actus*, p. 426. Il ne craignait pas de mettre en pratique le proverbe : « qui bene amat, bene castigat ».

(4) *Actus*, p. 429.

(5) *Actus*, pp. 442-454. A. Ledru, *Hugues de Saint-Calais*, dans *La Province du Maine*, t. IV, pp. 161 sq. *Ibid.* *La Cathédrale du Mans*, p. 148. U. Chevallier, *op. cit.*, col. 2212.

(6) *Actus*, pp. 450-451.

(7) *Actus*, pp. 451-453.

positum complute inveniebantur, certius conjici poterat, se ipsum, pro suis et aliorum fidelium peccatis, offerebat hostiam Deo, ut credimus, acceptabilem, in odorem suavitatis » (1).

Quand, parvenu au terme d'une longue vie toute employée au bien, Guillaume sentit les atteintes de sa dernière maladie, au château d'Yvré-l'Evêque, il quitta son lit de douleurs, et descendit à la chapelle pour entendre la messe. Il se tint debout à l'Evangile, communia et ne regagna sa chambre que lorsque le prêtre eut terminé le Saint Sacrifice. On était à la veille de Saint-Julien 1186.

Le lendemain, il se fit déposer à terre sur un lit de cendres et rendit le dernier soupir à l'heure de tierce, à l'heure même où Pierre, abbé de Beaulieu (2), qui récitait les prières de la recommandation de l'âme, prononçait ces paroles : « Euge serve bone et fidelis, intra in gaudium Domini tui (3). »

Une semblable piété se remarquait chez Renault, successeur de Guillaume de Passavent [1187-1190]. Mabillon nous apprend que, lui aussi, inspirait le respect à tous ceux qui le voyaient à l'autel, qu'il y pleurait à chaudes larmes (4).

Les hérésies semblent être terminées. Les controverses eucharistiques qui ont troublé le XI^e siècle et le début

(1) *Actus*, p. 457. Sur cet évêque, cf. *Actus*, pp. 455-471 ; A. Ledru, *La Cathédrale du Mans*, pp. 155 sq. Dom Piolin, *op. cit. Bulletin de la Société archéol. hist. de Saintonge* (1880-5), p. 137. E. Hucher, *Sigillog. du Maine* (1871), pp. 7-11. Daunou, *Hist. litt. de France*, t. XIV (1817), pp. 619-620. Bellée, *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, 1872, t. XIII. Port, *Dict. de Maine-et-Loire*, t. III (1878), p. 58. *Revue de Saintonge*, t. VII (1887), pp. 74-5.

(2) *Gallia Christiana*, t. XIV, p. 513.

(3) *Actus*, pp. 463-464.

(4) *Actus*, p. 472. Mabillon, *Vetera analecta*, t. III, p. 540. A. Ledru, *op. cit.*, p. 169. *Archives du Chapitre*. B-24, f^o 2.

du XII^e ont servi au développement de la vérité chrétienne et au progrès de l'exposition du dogme. La vérité sortit plus belle en effet de cette lutte opiniâtre comme l'acier jeté dans le creuset en sort plus brillant et plus ferme. A la suite d'études approfondies sur l'Ecriture Sainte et la tradition, le dogme catholique fut exposé à toute la force du raisonnement et de la science et fut mis en lumière avec une précision de termes vraiment remarquable. On trouve, en effet, dans les auteurs et les conciles de cette époque, ce langage vigoureux que l'Eglise emploiera plus tard dans le IV^e Concile de Latran, et dans le concile de Trente, pour couper court à toutes les disputes qui s'élèveront encore au sujet de l'Eucharistie. L'attention des théologiens, désormais fixée sur le grand problème de mode selon lequel Notre-Seigneur est présent dans l'Eucharistie, ne s'en détachera plus. Non seulement l'identité du corps de Jésus-Christ au ciel et dans le sacrement a été solidement établie, mais la différence accidentelle qui existe entre les deux états d'un même corps a été nettement exposée, et le changement de substance formellement enseigné.

Voilà donc un immense avantage que la vérité a acquis, en soutenant durant la moitié d'un siècle un combat énergique contre l'erreur, combat qui eut un profond retentissement dans toutes les classes de la société et qui raffermait la foi des fidèles en l'éclairant d'une plus vive lumière (1).

On comprend dès lors, que, soutenus par une foi plus vive, partent vers les lieux saints les soldats de la Croix ; munis du Dieu de l'Eucharistie, ils s'en vont batailler et d'estoc et de taille, se riant du danger comme de l'ennemi

(1) Dom P. Renaudin, *op. cit.*, p. 334. Abbé Anglade, *Controverses sur l'Eucharistie pendant le XI^e siècle*. Paris, 1858, in-8.

et jetant aux cieux leur cri de guerre : Diex el volt ! Notre Maine comme toujours a fourni aux Croisades un contingent glorieux (1) ; les défenseurs de la Croix ont succédé aux défenseurs de l'Eucharistie !

LOUIS CALENDINI.

(1) Abbé A. Legendre, *Le Saint-Sépulcre et les Croisés du Maine*, in-8°, pp. 67 sq. *La Province du Maine*, t. V, pp. 37 et sq.

UN
MÉDECIN PÉDAGOGUE
AU XVIII^e SIÈCLE
—
JEAN VERDIER
—

UNE INSTITUTION DE JEUNES GENS AU XVIII^e SIÈCLE,
LA PENSION VERDIER. *(Suite.)*

§ II

Au mois d'avril 1776, Verdier transféra son pensionnat rue de Seine-Saint-Victor à l'hôtel de Magny. Cet hôtel abandonné depuis sept ou huit ans, jadis occupé par M. de Vauvray, ami du célèbre du Verney, et plus tard au dire de Verdier, par l'institution de l'infortuné Du Marsais, appartenait alors aux héritiers du marquis de Magny (1). Deux ans après il passa à la compagnie des carrosses de place au Châtelet. Verdier payait initialement un loyer annuel de 3,500 l., qui fut porté à 4,000 l. par le nouveau bail consenti pour neuf ans le 30 mars 1782, à valoir le 1^{er} avril 1786.

(1) Cet hôtel était une agglomération de bâtiments assez disparates, acquis pièce par pièce par M. de Vauvray et les Magny. Voy. Lefeuve, *Les anciennes maisons de Paris, Histoire de Paris, rue par rue, maison par maison*, 5^e éd. Paris et Leipzig, t. II, 1875, p. 455-456.

M. Verdier fit graver au-dessus du portail sa devise favorite, ce qui valut à la pension de la part des mariniers, débardeurs et blanchisseuses du faubourg Saint-Victor le sobriquet de *Mens sana*.

Nous allons étudier avec quelques détails le fonctionnement de cet établissement qui réalisait alors comme programmes, comme organisation didactique et matérielle, un grand progrès sur les collèges ordinaires. Nous avons vu quels principes avaient inspiré les réformes de notre éducateur, reste à apprécier la façon dont il les mit en pratique.

Personnel. — Le personnel comprenait (1) :

1^o L'instituteur et l'institutrice : celle-ci, dit le prospectus, « représente les mères à l'égard de leurs enfans, veille sur les gouvernantes chargées des soins continus que demande leur régime physique et moral, et veille singulièrement avec l'instituteur à prévenir les maladies des enfans, et à y remédier par la plus grande exactitude dans le choix et la préparation des alimens. »

2^o Des maîtres internes dont le nombre et la destination varièrent avec les époques et les progrès de l'institution. M. Verdier s'adjoignit dès le début quatre gouverneurs préposés à l'éducation physique, morale, chrétienne et littéraire des élèves. Le *gouverneur d'éducation physique* était un pauvre diable d'étudiant en médecine ou en chirurgie, chargé de l'inspection sanitaire des enfans, de la surveillance du dortoir, des récréations et des exercices gymnastiques, de l'exécution des régimes au réfectoire, des menus soins de l'infirmerie et de la garde des collections. Le préposé à la *morale* pourvoyait à l'enseignement de cette science, à l'application des réglemens, à l'exécution des pénalités, à la surveillance morale, au maintien de la vertu et des

(1) Voy. le *Prospectus* annexé au *Calendrier d'éducation*.

bonnes mœurs. Le *catéchiste* — un ecclésiastique — s'occupait des exercices de piété et de la conduite des enfants à l'église. Le *gouverneur littéraire* avait la haute main sur l'enseignement et les maîtres des classes.

Il était bien recommandé à ces derniers de préparer leurs leçons dans les ouvrages de M. Verdier, « dans ceux de MM. de Port-Royal, de Rollin, Le Batteux, Condillac, le Président de Brosses et autres qui ont été dirigés par l'Analyse ».

Les matières facultatives ou spéciales et les arts d'agrément étaient confiées à des maîtres et répétiteurs externes qui venaient à jour fixe. Au moins pendant quelque temps, Verdier fit venir du dehors le professeur de géographie (1), et un maître écrivain pour les exercices d'écriture.

Tous les samedis M. Verdier convoquait les maîtres pour conférer avec eux des progrès scolaires et des perfectionnements utiles : l'après-midi, en présence des élèves, et après souper en particulier.

Nous ignorons malheureusement le nom des collaborateurs de Verdier ; un seul nous est parvenu, celui de Clavel d'Haurimont, rimailleur incohérent, raté de la médecine et pion sans emploi, qui, tombé du Quercy sur le pavé de la capitale, trouva pour quelque temps un gîte chez notre instituteur. Clavel nous a laissé la poétique narration de son investiture à la pension Verdier.

J'entrai : l'instituteur m'ayant bien accueilli
Trouva qu'à son sujet je n'avais point failli.
Après court entretien sur la littérature,
Les usages, les mœurs, les lois de la Nature,
Il m'adjoignit pour chef à ses autres Mentors.

Après avoir enseigné quelque temps le grec et la physique, le blason et la musique, il quitta Verdier, vécut en

(1) *Mémoire à consulter.*

bohème sous l'Empire, dans son ermitage de Montmartre, et rima jusqu'à sous le règne de Louis-Philippe (1).

Un médecin (le docteur Barbeau du Bourg), un chirurgien, un apothicaire, un oculiste, un orthopédiste et un inoculateur étaient attachés à l'infirmerie (reléguée dans un bâtiment isolé). Des consultants pouvaient être appelés d'occasion au gré des parents. Un dentiste visitait chaque mois la bouche de tous les élèves. Observons à l'honneur de l'institution que le médecin n'était pas souvent dérangé ; Barbeau du Bourg disait le 20 août 1777, avec un louable désintéressement :

« Comme j'applaudis en 1772 au projet de M. Verdier je dois attester aujourd'hui qu'il a parfaitement répondu à mon attente, que ses élèves m'ont paru singulièrement bien instruits et pour me renfermer dans mon objet en qualité de médecin de la maison, que je n'y ai vu que deux malades à suivre depuis quatre ans et que les enfants les plus délicats s'y fortifient à vue d'œil. »

Verdier se chargeait de faire hospitaliser et soigner dans une maison voisine les enfants que leur famille désirait soumettre à l'inoculation variolique. Il s'abstenait de les visiter pour n'apporter dans son collège aucun principe contagieux, mais il s'occupait personnellement de son annexe orthopédique.

Les Élèves. — La pension Verdier n'était pas comparable aux institutions vulgaires. On y recevait des étudiants, des enfants anormaux ou infirmes, ayant besoin de cumuler le

(1) Voy. sur ce fantaisiste personnage *Clavel d'Haurimonts, un ancêtre des poètes montmartrois*, par Virgile Josz. Paris, Daragon, 1901, 82 pages in-8. — Clavel a publié un introuvable *Enkiridion des mélanges philosophiques, moraux, littéraires et politiques du philanthrope vieux Ermite de Philomélie d'Haurimonts, au bas de Montmartre..... Analectes inédits.* — La Bibliothèque Nationale n'en possède que : *Épître et palinodie d'un vieux pêcheur endurci, à Nostradamus de Béranger, avec la magique réponse du grand et divin sorcier, par un ermite.....* Paris, 1833, 48 pages in-8.

soin de leur éducation avec un traitement spécial, enfin des jeunes gens suivant le cours ordinaire des humanités. Elle tenait donc de la maison de famille, de la maison de santé et du collège ou mieux de nos *Externats* actuels, si l'on tient compte de l'envoi des élèves des hautes classes aux cours des établissements universitaires.

1. — La première catégorie fut probablement peu nombreuse. Elle se composait : 1^o De « jeunes gens qui, ayant fait leurs études générales et se donnant particulièrement à celles d'une profession scientifique ont besoin des secours d'un cabinet d'observations et d'expériences et d'une bibliothèque pour étudier : tels que les étudiants en médecine, en droit, en éducation, etc. envoyés par leurs parens, des provinces, des villes, des collèges, etc. 2^o [d']étrangers ou régnicoles qui désirent apprendre la langue et la littérature française ou latine en peu de tems. Ces deux classes de pensionnaires vivent librement dans des chambres particulières. On exige seulement qu'ils soient assez vertueux et honnêtes pour former société avec l'instituteur, pour ne donner que de bonsexemples et pour n'avoir aucun commerce particulier avec les élèves. Les parens des Élèves et les Pensionnaires eux-mêmes choisiront dans le Cours..... les exercices dont les uns et les autres doivent être occupés. Ils peuvent assister à toutes les leçons, démonstrations et exercices qui se font journellement dans la maison. Ils ont l'usage des livres de la bibliothèque, ils peuvent faire leurs observations sur les instrumens, machines, substances et gravures du cabinet d'expériences. Ils peuvent même faire en commun ou en particulier les expériences qu'ils jugent à propos en en payant les frais. »

La maison offrait à ses hôtes des chambres particulières garnies, au prix de 1200 livres, pension comprise. Desgenettes fut un de ces pensionnaires (1).

(1) *Souvenirs de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du*

2. — Les enfants arriérés ou idiots, étaient dotés, au besoin, de répétiteurs ou de valets particuliers. D'autre part les difformes étaient soumis au traitement « par les exercices et les machines appropriées sous les yeux des maîtres de l'art de guérir ». Aux personnes du sexe malades, et relevant de l'orthopédie M. Verdier offrait également « dans une pension voisine », les secours que les bienséances ne permettaient pas de leur donner dans une pension de jeunes gens. Elles y trouvaient « les machines mobiles de M. Tiphaine dont l'Instituteur a donné le principe et dont il doit développer la théorie dans un traité des difformités ».

3. — Ces avortons et ces chétifs furent les premières recrues de M. Verdier ; mais bientôt, avec la vogue, des disciples mieux conformés survinrent, et qui ne réclamaient plus que les soins généraux de l'éducation. Honorée des encouragements de MM. d'Alembert et Diderot, du docteur Barbeau du Bourg et de l'érudit Court de Gébelin, la pension Verdier fut vite prospère et connue jusque dans les provinces (1).

« Une quinzaine au moins de noms portés par les premières familles de France, dit Desgenettes, amenaient journellement chez M. Verdier la cour et la ville » (2). On y vit des Montluc, un Talaru (3), un Damas, un Puységur, un Langeron, un La Roche-Aymon, sur les mêmes bancs

XIX^e, ou *Mémoires de R. D. G.* (des Genettes). Paris, 1835, 2 vol. in-8, t. I, pp. 49 et sq.

(1) Les méthodes d'éducation physique de Verdier sont mentionnées avec éloge dans le *Plan d'éducation nationale tracé à l'occasion des Mémoires présentés à l'Académie de Châlons-sur-Marne, touchant les moyens de perfectionner l'éducation des collèges. Sujet du Prix de l'année 1784*. Paris, Delalain aîné, 1789, in-8, p. 438-445.

(2) Desgenettes, *Souvenirs*, p. 53.

(3) Verdier a dédié à M. le vicomte de Talaru, chevalier des ordres du Roi et premier maître d'hôtel de la Reine, ses *Elémens de grammaire et de logique générale appliqués aux Langues françoise et latine et applicables à toutes les Langues savantes*.

que le jeune Talma et les enfants du naturaliste Faujas de Saint-Fond.

Le prix de la pension ,y compris les études ordinaires en commun, était de 800 livres pour les élèves au-dessous de 12 ans et de 100 pistoles pour ceux qui entraient au-dessus de cet âge, le tout payable d'avance par quartier. On soldait en outre un droit d'entrée fixe d'un louis, et un supplément annuel de 15 livres pour les étrennes du personnel. Les livres classiques étaient aux frais des élèves ; ils devaient en outre se fournir « d'un lit, de linge de table, d'un couvert, d'un gobelet d'argent. Il y a, ajoute le *Guide* de Thiéry, un uniforme pour ceux qui veulent le suivre » (1).

(1) Thiéry, *Guide des amateurs et des étrangers voyageurs à Paris, ou Description raisonnée de cette ville et de tout ce qu'elle contient de remarquable*. Paris, 1787, t. II, p. 154-156. — Voir encore sur l'organisation de la Pension Verdier : *Histoire physique et Histoire littéraire de la Maison d'éducation de MM. Verdier et Fortier* dans les Recueils, II (p. 138), III (p. 174), IV (p. 143), et V (p. 113) de ses *Mémoires.... sur la perfectibilité de l'homme*. — *Cours d'éducation à l'usage des élèves destinés aux premières professions et aux grands emplois de l'État, contenant les Plans généraux d'Education littéraire, physique, morale et chrétienne, de l'Enfance, de l'Adolescence et de la première Jeunesse, le Plan encyclopédique des Etudes et des Règlements généraux d'Education*. Paris, Moutard, Colas, 1777, VIII-396-4 pages in-12. — *Calendrier d'éducation et d'économie faisant partie du Cours d'éducation et d'économie* de M. Verdier, . . . *Calendrier général*. Paris, l'auteur, et Onfroy, 1788, XXIV-190-2-24 pages in-12. Ouvrage important par le *Prospectus* de la Maison d'éducation et du cours d'éducation et d'économie de M. Verdier, qui le termine. — *L'Art d'étudier et d'enseigner les langues française et latine*, par Verdier. Paris, 1804, in-12, cf. ci-dessus.

Le plan d'études de Verdier ne fut pas invariable, et les modifications qu'il lui fit subir ne permettent pas de donner au présent exposé une valeur absolue. Le *Cours d'éducation*, de 1777, le *Mémoire à consulter*, de 1779, le prospectus inséré dans le *Guide*, de Thiéry (1787), celui qui fait suite au *Calendrier d'éducation* de 1788, et le *Discours sur l'éducation nationale*, de 1792, tout en donnant des programmes comparables dans leurs grandes lignes, comportent d'assez grandes divergences de détail. L'enseignement de la géographie, par exemple, est reporté à la division des sciences, subd. de la physique spéciale,

Plan des Études. — Le programme général de Verdier comportait six divisions : 1^o Humanités ; 2^o Littérature (histoire et géographie) ; 3^o Philosophie spéculative ou sciences ; 4^o Philosophie pratique ou éducation économique, morale et religieuse ; 5^o Beaux-Arts ; 6^o Jeux et gymnastique.

I. — *Enseignement des humanités* (1).

Ce cours comprenait communément deux objets : les langues (française et latine) et les belles-lettres (grammaire,

dans le *Mémoire* de 1779, et, partout ailleurs, dans le chapitre des belles-lettres. Nous avons choisi et combiné dans cet exposé les divisions énoncées dans le *Cours* de 1777, le *Guide* de Thiery et le *Calendrier* de 1788, ouvrages de réclame, correspondant par conséquent à l'organisation réelle et à l'apogée de l'institution, de préférence aux spéculations pédagogiques plus théoriques et probablement irréalisées, des autres ouvrages de Verdier.

Il y a lieu de croire, d'après cet exposé, que par dérogation aux dispositions de l'arrêt de 1707, la pension Verdier rentrait dans le cadre des pensions universitaires autorisées à tenir toutes les classes, au moins jusqu'à la rhétorique. (Cf. Alf. Franklin, *loc. cit.*, p. 309, II.)

(1) Voici le détail du programme scolaire donné par Verdier dans son *Cours d'éducation*, de 1777 :

A. ÉLÉMENTS.

1. *Abécédaires.* Classe IX. Prononciation, lecture latine et française, écriture et orthographe.
2. *Élémentaires.* Classe VIII. El. français. Rudiments de la langue française, analyse logique et grammaticale, copies.
Classe VII. El. latins. Rudiments des langues française et latine. Double traduction de dialogues de latin en français et de français en latin.

B. HUMANITÉS.

Classe VI. Grammairiens.

Classe V. Logiciens. Versions et thèmes élémentaires latins. Homonymes français. Principes de logique.

logique des signes, rhétorique poétique et oratoire). Mais le vieux programme soulevait les aigres récriminations de Diderot, et les plaisanteries de M. de Voltaire. L'antique suprématie du latin était contestée. Transportant dans le domaine pédagogique la querelle des anciens et des modernes, une réaction outrée prétendait restreindre, sinon abolir la part du latin, en abrégier l'étude par la suppression de la grammaire, des vers latins, des thèmes, des versions même, au profit de méthodes plus expéditives et d'une pra-

- Classe IV. Humanistes. Idiotismes latins. Thèmes et versions sur les auteurs latins classiques. Explication des Extraits en prose, de Chompré. Etude de l'élégance française et latine. Analyse oratoire, extraits, paraphrases, amplifications et imitations en français et en latin. Introduction à l'étude et à la composition des vers latins et français.
- Classe III. Versificateurs. Analyse poétique et oratoire. *Vers français* et latins. Tropes de Dumarsais. Explication des Extraits en vers de Chompré, et de l'Enéide.
- Classe II. Poètes. Explication d'Horace, de l'Enéide. Principes de poésie : Art poétique d'Horace et de Boileau. Analyse poétique française et latine. Traductions et compositions poétiques en prose et *en vers*.
- Classe I. Rhétoriciens. Explication des Extraits des orateurs et historiens de Chompré, de Tite Live, Horace, Cicéron. Principes d'éloquence en prose et en vers. Traductions et compositions oratoires.

Le *Prospectus* de 1788 abrège le programme en le ramenant à cinq cours principaux qui conservent d'ailleurs à peu près comme subdivisions les classes précédentes : 1^o Abécédaires (9^e). 2^o Elémentaires (8^e et 7^e). 3^o Grammairiens (6^e et 5^e). 4^o Humanistes ou logiciens (4^e et 3^e). 5^o Rhétoriciens (2^e et 1^{re}). Ces cours « marchent ensemble, et chaque cours est divisé en plusieurs classes qui se succèdent. Les enfants ne se ressemblant que plus ou moins par leurs dispositions et leur application, chacun demeure dans une classe le temps nécessaire pour bien posséder les matières qu'on y enseigne et passe dans une supérieure aussitôt qu'il en est instruit ».

tique purement orale qui transformeraient infailliblement en orateurs cicéroniens *cito, tuto et jucunde*, le rebut des grimauds d'école.

M. Verdier ne se refusait point au progrès. Il accepta d'abrégér la durée des humanités, et renonçant à les distribuer en 7 ou 8 classes d'un an, selon l'usage, il finit par répartir ses élèves en cinq ordres seulement, gagnant ainsi de deux à trois ans sur l'organisation courante selon les progrès des enfants. C'étaient : 1^o les abécédaires ; 2^o les élémentaires français ou latins ; 3^o les grammairiens ; 4^o les humanistes ou logiciens ; 5^o les rhétoriciens. Et ce plan se prêtait à toutes les exigences puisqu'on en pouvait, au gré des parents, bannir complètement le latin ou en concilier les diverses parties avec « des plans particuliers en faveur de ceux qui doivent [y] allier les autres branches, de ceux qui sont pressés par le temps, de ceux qui ont déjà fait de mauvaises études ». Ainsi, première satisfaction aux attaques furieuses des encyclopédistes, le latin devenait facultatif. Les novateurs demandaient encore qu'on enseignât le latin comme une langue vivante, par routine ; il fallait en parler, en lire, en traduire, le plus possible, sans s'attarder aux principes ; quelques-uns, comme Pluche, épris d'une excessive indulgence, s'acharnaient à franciser la construction latine dans des traductions interlinéaires (1), et n'en tiraient qu'un jargon absolument étranger à la langue de Virgile. M. Verdier se refusait à suivre, en faveur de ses latinistes, un entraînement qui n'accordait à une facilité téméraire qu'un enseignement superficiel. « On abuse les étudiants, disait-il, lorsqu'on les persuade qu'on peut apprendre [les langues] par le seul usage verbal et

(1) Verdier blâme Dumarsais d'avoir « imaginé ces versions interlinéaires qui rendent les livres élémentaires extrêmement chers et ne peuvent donner qu'une routine ». (*Art d'étudier et d'enseigner les langues*, p. 68.)

par l'explication des auteurs » (1). Il ne consentait à raccourcir leurs classes qu'au prix d'une meilleure et plus stricte méthode, et rejetant cet empirisme qui, selon le mot de Nicole, « oblige d'apprendre cent fois ce qu'il suffit d'apprendre une seule », il maintint l'étude des règles, de la syntaxe, de la construction. Aux rudiments démodés de l'Université, qui se refusait à adopter les manuels de Port-Royal, il substitua des ouvrages élémentaires de sa composition, rédigés en français (2). Il exerçait surtout ses élèves à la méthode analytique, formulée par Condillac et Bonnet, observant d'ailleurs que ces maîtres « n'ont analysé la pensée que par ses objets » et qu'« elle doit l'être pareillement par ses signes, comme les signes doivent l'être par leur sens ». Et il enseignait à décomposer la phrase en propositions, les propositions en mots, les mots en préfixes, suffixes et racines. Il faut bien louer M. Verdier de ces maximes, si logiques et naturelles qu'elles paraissent, en face des outrances de certains réformateurs de l'époque. Il se tenait dans un très sage éclectisme ; il était encore assez traditionnaliste pour maintenir les vers latins qu'on s'accordait alors presque unanimement à proscrire. Après avoir longtemps balancé dans la querelle fameuse entre les partisans de la version et ceux du thème, il avait fini par conserver l'un et l'autre, tout en déplorant le temps perdu à feuilleter le dictionnaire. Mais il accordait ses préférences à la *double traduction* orale et courante, de français en latin et réciproquement, de phrases correspondantes. Il se ralliait ainsi, réserve faite des principes, aux partisans de l'*usage* ; et il imposait à ses grands élèves, aux classes de latin, l'emploi exclusif de cet idiome, je n'ose dire conformément aux habitudes scolastiques, car ce qui était tradition rigoureuse au pays latin n'est plus ici qu'un procédé.

(1) Verdier, *ibid.*, p. xvii.

(2) La grammaire de Lhomond ne parut qu'en 1779.

Verdier s'inspirant des idées de Comenius et de Dumarsais, préconisait en outre l'emploi des *leçons de mots* à l'aide d'un *Nomenclateur* français et latin qui mettant sous les yeux des élèves les échantillons ou les figures des opérations, instruments ou objets des sciences, des lettres et des arts, groupés en systèmes synthétiques, associait dans la mémoire, à une encyclopédique leçon de choses, les expressions françaises et latines correspondantes (1).

En ce qui concerne l'association du français au latin, Verdier s'en rapportait aux dispositions de ses élèves, et leur enseignait l'un et l'autre idiome parallèlement ou successivement. Il savait mettre en lumière leurs principes communs, et publia par la suite un *Art d'étudier et d'enseigner les langues française et latine séparément ou conjointement* qui renferme des vues judicieuses. Verdier entendait conserver à la langue maternelle la place qu'elle mérite ; il en imposait l'étude jusqu'en rhétorique à ceux-là même qui se destinaient aux humanités. « Que l'étude perfectionnée de la langue latine, disait-il, ne nous fasse pas devenir étrangers dans notre propre Patrie. » Il l'enseignait par les mêmes procédés analytiques (2). Il est cependant curieux de le voir conserver, dans l'apprentissage de la lecture aux petits enfants, la vieille tradition de l'alphabet latin, manuscrit ou imprimé, de préférence à l'abécédaire français dont on avait voulu faire un progrès. Ce n'était pas chez lui un reste de superstition scolastique, mais il

(1) *Cours d'éducation*, p. 147-148.

(2) Voy. ses *Rudiments de la phrase françoise*, (exempl. incomplet, sans titre, de date incertaine, Bibl. mun. du Mans, Belles-Lettres, n° 596. — 432 pages in-12).

Cours de rudiments analytiques et synthétiques de la Langue françoise, (exempl. incomplet, sans titre, de date incertaine, Bibl. mun. du Mans, Belles-Lettres, n° 597. — xxiv-360 pages in-12). — Cet ouvrage paraît identique à celui que mentionne Verdier sous le titre de *Rudiments de la petite Grammaire française*, et qui s'applique probablement à une autre édition du même ouvrage.

trouvait plus propre à cette initiation un dialecte où toutes les lettres gardent leur valeur. « On commence chaque leçon par la faire épeller ; ensuite on la fait lire couramment..... en même temps on fait composer chaque leçon sur un petit bureau typographique réduit à 25 casses pour les 25 lettres de l'alphabet. » Ce n'est qu'après une pleine possession de la lecture latine (1) qu'on mettait l'élève à la lecture française.

L'art de la lecture était un de ceux que M. Verdier se flattait d'avoir perfectionnés, par un emploi judicieux du « geste grammatical » et de la *phonascie*. Cette science qu'il prétendait ressusciter, « a pour objet, disait-il, de développer et de régler les talens et les qualités de la voix (sons, mouvements, mesures, cadences, timbre, longueur, étendue), et d'en prévenir et corriger les vices par des exercices appropriés » (2). Ainsi les élèves de M. Verdier connaissaient la puissance du geste et la valeur de la tonique, et leur débit oral correspondait exactement à la quantité des syllabes et au rythme de la ponctuation.

Le latin et le français formaient la base de l'enseignement classique de M. Verdier ; au grec et aux langues vivantes il n'accorde dans son plan que des leçons particulières facultatives bi-hebdomadaires (3), et de bizarres associations. Il n'est si bon esprit qui ne caresse quelque utopie. Verdier offre à ses élèves les plus instruits deux cours annuels et particuliers de langues savantes, l'une ancienne, l'autre

(1) *Mém. sur la perfectibilité*, Recueil IV, p. 148.

(2) Verdier ne consacre pas moins de 80 pages aux règles de la prononciation et de l'intonation, dans son *Cours de Rudimens analytiques et synthétiques de la Langue françoise* (pp. 1-81) et il y codifie (p. 228 et suiv.) la science du geste avec une minutie qu'on n'aura point dépassée : il y a un geste pour l'interrogation, pour l'exclamation, pour la virgule, le point virgule, les deux points, la parenthèse, etc., etc., etc. Les mille et une subtilités de la vieille politesse épistolaire y sont abondamment exposées.

(3) Au prix de 12 l. par mois.

moderne. Dans la première catégorie, à côté du grec qu'on lui passe volontiers, on le voit inscrire, non sans stupeur, des éléments de grammaire comparée, des rudiments de l'hébreu, du phénicien, du celtique et de cette fameuse langue *primitive* dont son ami Court de Gébelin se flattait d'avoir découvert la genèse, les lois et les vocables. Toutes marottes dont Verdier est certainement redevable à l'auteur du *Monde primitif*, dont les théories firent alors si grand bruit (1). Il offrait à meilleur escient, parmi les langues vivantes modernes, l'italienne « si occupée à instruire par les sciences et à plaire par les Arts », l'anglaise « de plus en plus cultivée par les savants de tous les pays » et « si philosophique ». Il est plus dédaigneux de l'espagnol et de l'allemand, qui n'est guère utile qu'aux militaires, observant d'ailleurs que le véritable idiome commun des militaires instruits est le latin : « Les militaires devraient-ils avoir moins de commerce que les autres savans avec ces braves Romains qui doivent être leurs modèles ? Vouloir faire quitter le Latin aux jeunes Gentilshommes pour lui substituer l'Allemand, c'est vouloir replonger la Noblesse dans l'ignorance et la barbarie » (2).

M. Verdier s'appliquait à extérioriser en quelque sorte les bons effets de son enseignement, et les occasions ne manquaient pas ; car M. Verdier soumettait les ambitions de ses élèves, et les élans de leur sensibilité, aux règles strictes de l'art épistolaire et de l'éloquence. Ils devaient écrire à leurs parents le dernier dimanche du mois, et aussi pour leur fête et au nouvel an. Les élèves des classes supérieures à partir de la quatrième étaient plus spécialement chargés des corvées oratoires réglementaires :

Discours à la rentrée, sur les travaux scolaires ; à la

(1) Court de Gébelin, *Monde primitif analysé et comparé avec le monde moderne*, ... N^{lle} éd. Paris, Durand, 1782-88, 9 vol. in-4°.

(2) *Cours d'éducation*, p. 175.

Saint-Martin (rentrée des Parlements), sur l'année juridique ; à l'Avent sur l'année religieuse ; à la Saint-Nicolas, sur les devoirs des enfants ; en janvier, sur l'année civile ; aux Cendres, sur la tempérance et l'abstinence ; à chaque changement de saison, sur les révolutions de la Nature et les travaux des champs ; discours le premier jour du mois ; discours le dernier du mois, en présence des maîtres, et par devant l'élite des élèves composant la Société littéraire, par ceux qu'une noble émulation portait à briguer l'honneur d'être agrégés à cette petite académie. Discours enfin, à la clôture de l'année scolaire pour les exercices solennels (1), et pour les soutenances de thèses devant la Faculté des Arts. La pension Verdier s'honorait de plus de 60 exercices publics et d'une trentaine de thèses défendues en Sorbonne ; et elle citait avec orgueil le cas d'un enfant de 13 ans qui, outre les exercices de la maison, avait soutenu trois thèses, une de mathématiques, une de physique, une de philosophie, — ces deux dernières en latin — dès le mois de mars : cinq mois avant ses émules du Collège dont il suivait les cours (2).

II. — Enseignement littéraire.

Verdier rangeait dans cette catégorie l'histoire (histoire primitive, ancienne, juive, grecque, romaine, histoire de France, médiévale et moderne), et la géographie. Il semble leur avoir fait une part plus grande que les pédagogues contemporains (3). Cet enseignement confié aux maîtres des

(1) En 1783 et 1786, les élèves consacrèrent un exercice public à l'*Art poétique* d'Horace, sur le plan duquel M. Verdier se flattait d'avoir jeté une lumière nouvelle.

(2) *Calendrier d'éducation*. Prospectus, p. 22.

(3) « L'Histoire est en même temps une des plus agréables et des plus utiles connoissances que puisse acquérir un homme du monde. Nous ignorons par quelle bisarrerie singulière on ne l'enseigne dans

humanités était réparti sur les mêmes classes. Aux plus jeunes on distribuait avec l'abrégé de la Géographie de Lenglet, l'*Abrégé chronologique de l'Histoire de France en vers techniques*, composé par M. Fortier, et mis en musique, « sur des airs connus » : en sorte que le rythme des strophes et les assonances de la rime venaient au secours des mémoires défaillantes. Les grands se servaient de l'Histoire universelle de Bossuet, de la Cosmographie de Mornas, et de la Grammaire géographique de Gordon.

III. — Enseignement philosophique.

La tradition universitaire subordonnait l'enseignement scientifique à celui de la philosophie, et le reléguait, avec cette dernière (à l'exception des mathématiques), après les six années d'humanités dans les deux classes terminales : classe de *physique* ou de sciences, classe de *logique* ou de philosophie.

Verdier inscrit également la logique des sciences, les sciences mathématiques et naturelles, au chapitre de la philosophie spéculative. Contraint d'envoyer ses élèves dans un collège officiel pour la philosophie scolastique et la métaphysique, il avait gardé dans son programme toute la partie

aucune de nos écoles. » (Paris de Meyzieu, art. *Ecole militaire* de l'*Encyclopédie*, t. V, 1755). — Mêmes plaintes sous la plume de d'Alembert, de Voltaire, du président Rolland, de Guyton de Morveau. — « L'enseignement historique et géographique, dit C. Pouthas, était donné dans chaque classe par le régent ordinaire ; aussi ne comprenait-il guère que de sèches notions chronologiques et une aride nomenclature. Encore l'histoire sainte et surtout l'histoire ancienne y tenaient-elles plus de place que l'histoire de France, réduite d'ailleurs à l'histoire des rois,..... la légende y régnait en maîtresse et la critique y faisait totalement défaut. » (*Loc. cit.*, p. 407.) — Verdier fait même preuve d'une grande largeur d'esprit en introduisant l'histoire du moyen-âge, alors si décrié et méprisé comme ère d'une gothique barbarie ; son appel à l'histoire primitive (alors inaccessible) est une concession aux rêveries de Court de Gébelin.

scientifique en lui donnant une beaucoup plus large répartition. Tous les élèves devaient y participer, groupés en trois divisions : enfants, adolescents, et adultes. Trois leçons hebdomadaires étaient consacrées aux mathématiques ; trois autres à la mécanique, à la cosmologie astronomique et géologique, et aux sciences naturelles. On pouvait même sacrifier complètement ces dernières aux mathématiques, en faveur des vocations spéciales, qui trouvaient en outre des leçons particulières de fortification, de marine, de génie et d'artillerie au prix de 12 livres par mois.

Pour les sciences naturelles, la division supérieure suivait au dehors les cours des écoles publiques. Verdier envoyait des auditeurs aux leçons de physique de M. Brisson à Navarre, aux démonstrations d'histoire naturelle, de physique, de chimie, d'anatomie, du Jardin du Roi, du Collège de France, ou même de la Faculté de médecine. Ils retrouvaient dans l'institution, avec la répétition de ces matières, des maîtres chargés de corriger leurs dissertations et de leur lire des extraits de Lucrèce, de l'Anti-Lucrèce, de Pline et de Buffon.

On voit quelle part considérable Verdier, docile au vœu de son siècle, donnait à l'enseignement scientifique (1) ;

(1) « Il seroit à souhaiter, dit du Marsais (art. *Education* de l'*Encyclopédie*, t. V, Paris, 1755) que lorsque les jeunes gens sont parvenus à un certain âge, on leur donnât quelques connoissances de l'anatomie et de l'œconomie animale... On devroit aussi faire voir de bonne heure aux jeunes gens les expériences de Physique. » Il faut reconnaître, d'ailleurs, que cette méthode était déjà en usage dans nombre de collèges. Le médecin Patrice Vauguion en témoigne, en ses *Mémoires*, pour le collège de l'Oratoire du Mans : « Le 4 juillet 1718, M. Sonnet, médecin, fit un discours chez les Pères de l'Oratoire pour expliquer la digestion, le cours du chile, la circulation du sang et la respiration. M. Goutard, chirurgien, fit la dissection sur un chien et montra les parties qui servent à ces usages..... Le 10 juillet 1720, M. Champion fils, médecin, prononça chez les Pères de l'Oratoire un discours anatomique ; M. Paton, chirurgien, fit la démonstration des parties ». (P. Delaunay, *Patrice Vauguion et ses Mémoires*, *Rev. hist. et arch. du Maine*, t. LIX, 2^e liv., 1906, p. 149.)

il y apporta les préoccupations réalistes, utilitaires et encyclopédiques dont les spéculateurs en pédagogie étaient alors si enthousiastes. Il avait organisé, au moyen d'un petit musée, ce que nous appellerions aujourd'hui des leçons de choses. Pour parler comme le bon Rollin, cette « physique des enfans, qui ne demande presque que des yeux » leur était inculquée sans effort et par manière de récréation. « Les machines et les outils de la mécanique et des métiers », des gravures et des échantillons leur montraient « les mixtes de la Nature », les « opérations et les productions des Arts », et des instruments d'astronomie, de mathématiques, de physique, de chimie, permettaient de compléter par des expériences l'étude des lois de la matière. M. Verdier faisait largement les choses ; et Madame Roland, promenant au Jardin du Roi ses pas de provinciale redevenue pour un jour Parisienne, s'amusait à suivre les évolutions d'un ballon lancé de la pension Verdier pour l'instruction des élèves.

Des planches et pièces anatomiques initiaient les auditeurs aux mystères de l'économie animale. Enfin Verdier avait planté un jardin botanique, formé un herbier, collectionné des graines potagères, réuni des planches zoologiques et botaniques, et comme il se piquait de connaissances agricoles, il avait ajouté à l'*Almanach du Bon Jardinier* un résumé élémentaire de botanique (1) ; il le distribuait à ses ouailles avec les *Étrennes mignonnes*, les *Étrennes de la Jeunesse* et son *Calendrier d'éducation*, leur enseignant

(1) Cette *Introduction à la connaissance des plantes* figure, au dire de Verdier, en tête de l'*Almanach du bon Jardinier*, pour 1778, et encore dans celui de l'an IX. — Je n'ai pu vérifier le fait, la Bibliothèque Nationale et celle du Muséum d'H. N. ne possédant aucun exemplaire de cet Almanach, rarissime pour cette période. La bibliothèque de la Société nationale d'Horticulture en conserve les années 1785, 1786, 1789, 1793 et 1797 ; M. D. Bois veut bien m'apprendre que l'article de Verdier n'y figure pas.

ainsi les révolutions des saisons, les éléments de l'agronomie et du jardinage et les merveilles de Flore (1).

IV. — *Enseignement moral et religieux.*

M. Verdier était trop soucieux de former l'esprit et le cœur de ses disciples et de corriger en eux « les passions aussi nuisibles à la santé que contraires aux bonnes mœurs » pour ne pas mettre toutes ses complaisances —

(1) Comme tous les personnages de son temps, Verdier avait quelque propension à raisonner de l'agriculture, en vue du bien public. En 1785, à l'occasion de la disette des fourrages, les frères Guerrier proposèrent de nourrir les bestiaux pendant l'hiver, avec des navets turneps. Mais cet aliment ne comportait-il aucun danger pour les bêtes, tant laitières que de boucherie, et pour la qualité des produits ? M. Guerrier de Lormoy en référa à Verdier et au docteur Descemet ; dans une lettre collective du 5 janvier 1786, ils répondirent que ce mode d'alimentation était recommandable ; sans inconvénient pour la viande ou le lait ; que le lait serait même plus succulent avec ce procédé que chez les vaches nourries de fourrages, d'où la nécessité de le prescrire aux valétudinaires, et de le ménager chez les nouveau-nés, un lait trop fort pouvant « trop épaissir le sang et la lymphe ». Les vues conformes de de Lormoy, accueillies par le gouvernement, permirent de distribuer, dans les campagnes, des instructions utiles et des graines de turneps.

D'autre part, Daubenton ayant conseillé de perfectionner les races ovines de France sans recourir aux races étrangères, les frères Guerrier demandèrent à Verdier, le 26 novembre 1784, son opinion sur le meilleur mode de perfectionnement par génération, et sur l'usage de parquer les moutons en hiver dans les climats froids et rudes. Verdier répondit le 26 novembre 1784, de concert avec les docteurs Guilbert et Descemet, que le croisement des brebis françaises avec des béliers d'Angleterre, de Barbarie ou d'Espagne, donnerait des résultats immédiats, dès lors préférables aux résultats nécessairement éloignés de l'éducation des races nationales actuelles. Il déconseilla, comme pernicieux, l'usage de les parquer la nuit en plein air, sous les climats froids. Ses observations furent confirmées par plusieurs manufacturiers de laines.

Les réponses de Verdier sont analysées dans son article *Alimens* de l'*Encyclopédie* (Médecine), t. I, p. 839, et insérées dans le *Mémoire sur l'Agriculture* [par Guerrier de Lormoy], s. l., 1789, 127 pages in-8, pages 51-59 et 106-112.

et aussi ses marottes — dans l'enseignement moral. Et il finit par en faire un nouveau chapitre de son programme sous le titre d'*Education et économie*. Il le subdivisait en quatre branches : littéraire, physique, morale et religieuse. Voici donc la morale nettement dissociée de l'idée religieuse (1). Répudiant l'opinion des « Théologiens chrétiens qui avaient entraîné la Morale et la Religion naturelles dans la Théologie révélée », Verdier se range au parti des « professeurs et écrivains scolastiques [qui] travaillent de plus en plus à dégager toutes les parties de la Philosophie de celles de la Théologie » (2). Il va plus loin : non content de séculariser la morale, il rompt avec la vieille coutume qui l'inféodait à la philosophie scolastique et la rejetait avec elle en fin d'études ; il en généralise l'enseignement à toutes les classes, ou plutôt à ses trois divisions : enfants, adolescents et adultes. « Point d'humanités sans philosophie ; point de philosophie sans humanités. Occupons l'enfance d'une philosophie élémentaire ;..... que.... la pensée soit toujours jointe au signe, la chose à la pensée et le devoir à la chose. Point d'arts de pur agrément, point de sciences spéculatives. Que tout soit pratique et nécessaire ». Il ne s'agit plus d'élever des discoureurs subtils : il faut « former des hommes citoyens » (3).

Ainsi la morale, arrachée du vieux tronc philosophique où elle était entée jusque-là, se transforme en une branche nouvelle, change d'inspiration, d'objectif, de nom même, et tend à se constituer en une science indépendante, étudiée

(1) « Les biens spirituels qui sont la première règle des mœurs, ne sont pas les seuls biens de l'homme. La santé, l'honneur, les richesses mêmes sont, après la piété, des motifs très importants dont les règles se trouvent dans la Médecine, dans le gouvernement et dans l'économie. » (*Cours d'éducation*, p. 291).

(2) *Cours d'éducation*, p. 292. — Voy. abbé Aug. Sicard, *L'Education morale et civique avant et pendant la Révolution, 1700-1808*. Paris, 1884, in-8.

(3) *Mém. sur la perfectibilité*. Recueil IV, p. 5 et 9.

pour elle-même et rabaisée à cet idéal pratique qui trouva plus tard chez le Bonhomme Franklin et chez son ami Barbeu du Bourg d'élégants interprètes (1). L'économie, l'hygiène physique, morale et intellectuelle, le développement et la culture de la belle nature, voilà le moyen et la fin de la Morale. Et Verdier inscrit dans son cadre, avec des éléments de jurisprudence, « des analyses succinctes des mœurs publiques et particulières, et du droit criminel, civil et de police », la politesse, la tenue, les usages du monde, la morale naturelle et pratique, l'hygiène, des « notions générales sur la constitution, le tempérament et le caractère de chaque âge, un tableau de l'homme parfait en chacun, des formules pour s'observer, s'étudier et se connoître, et des maximes du régime physique et moral » (2). Il distribue comme bréviaire à ses pensionnaires les *Étrennes de Santé*, et croit devoir incorporer à un programme si éminemment utilitaire les « connoissances les plus générales de la diète, de la chirurgie et de la pharmacie ». Il bornait d'ailleurs cette dernière aux « soins d'un garde-malade », et la chirurgie à « la théorie de la saignée avec celles des opérations et des pansements de la petite chirurgie, les plus utiles pour conserver une famille en santé, » car il tenait la saignée pour « si urgente et si décisive » en certaines occasions « qu'il serait bien important que tout homme en possédât la théorie » (3).

Ne considérez point ces propositions comme échappées au délire d'un médecin pédagogue ; nous sommes au siècle de la bienfaisance éclairée : rappelez-vous l'anecdote du courrier saigné et sauvé par le roi Louis-Philippe, lequel

(1) Voy. P. Delaunay, *Viéux médecins mayennais*, 2^e série. Laval, 1904, in-8, *Barbeu du Bourg*, p. 59 et suiv.

(2) *Calendrier d'éducation. Prospectus*, p. 5-8.

(3) *Cours d'éducation*, p. 273.

se vantait d'avoir appris la phlébotomie au temps où il était élève de M^{me} de Genlis (1).

La morale selon Verdier comportait d'ailleurs des sanctions temporelles, par quoi le vice était puni et le mérite récompensé ; il avait édicté par exemple, que « si quelqu'un en bat un autre, il recevra la peine du talion ». Mais il ne la fondait pas seulement sur cette crainte qui est le commencement de la sagesse ; et il s'attachait à éveiller en ses disciples le sentiment de la justice, appuyé par des discours en trois points et des raisonnements en bonne forme.

Il avait institué pour résoudre les différends entre élèves, un tribunal scolastique formé des élèves présentés par les maîtres comme des parangons de sagesse : les plaignants exposaient personnellement leur cause ou prenaient pour avocat un élève de la classe de logique ; et les juges traitaient la contestation « sous la forme que prescrit cet art ».

Le maître lui-même prenait occasion d'actes plus sérieux pour enseigner, avec l'horreur du vice, et la grandeur du bien, l'art de l'analyse et celui du syllogisme : « Lorsqu'un élève, disait Verdier, aura fait une belle action ou commis quelque faute extraordinaire, le maître d'éducation morale en fera le rapport devant les élèves assemblés, et il en fera analyser les causes, les signes, les effets, la récompense ou la punition, et il prendra de là « l'occasion de faire une leçon de morale ».

Pour l'enseignement religieux les élèves étaient répartis en trois cours : petit, moyen et grand catéchisme, accru de notions d'histoire sainte et d'hagiographie. Ces instructions étaient plus particulièrement reportées aux jours de fête et de Carême. M. Verdier lui-même se proposait d'éditer à l'usage de ses ouailles l'*Analyse de la foi* de Holden, tra-

(1) Voy. *Souverains médecins. Une pendule de Louis-Philippe*, in *La Chronique médicale* du Dr Cabanès, 15 août 1907, p. 523-526.

duite par l'abbé Yvon, chanoine de Coutances. Il veillait soigneusement au maintien des bons principes, et n'admettait pas qu'une brebis galeuse se mêlât au troupeau. Le jeune Talma, imbu de l'esprit du siècle, nous raconte dans ses mémoires, comment une incartade de ce genre le fit expulser de la pension.

« Au moment de la première communion de ses élèves, M. Verdier appelait chez lui un chapelain pour instruire les enfants. Je ne sais à quelle occasion je me trouvai assister à une des conférences que l'abbé directeur des consciences des néophytes y venait donner. J'écoutai avec calme les singulières théories que ce prêtre jeune encore, donnait à ces jeunes gens. Lorsqu'il fut parti une sorte d'enthousiasme philosophique s'empara de moi. Je montai sur le banc après son départ et là en présence des catéchumènes je réfutai les propositions énoncées par l'ecclésiastique et me lançai dans les plus belles théories philosophiques. D'Holbach, Diderot, d'Alembert étaient laissés bien en arrière par mes paradoxes. L'émotion donnait à ma voix un éclat inaccoutumé ; la faculté de sentir et de s'identifier avec le personnage que je représentais me firent croire que j'étais devenu l'apôtre de la tolérance et de la philosophie. J'étais dans un véritable délire, mais M. Verdier veillait sur ses ouailles, il avait *incognito* assisté à mon discours et au moment de ma péroraison, il entra dans la classe et me prit par la main. Cinq minutes après un fiacre me portait chez mon oncle avec ma malle, une lettre et un sous maître. M. Verdier m'avait banni de son institution » (1).

On voit que la maison n'était pas impunément dirigée, selon les termes du prospectus, « par les Pasteurs de l'Église ».

(1) *Mémoires de J.-F. Talma*, écrits par lui-même et recueillis et mis en ordre sur les papiers de sa famille, par Alex. Dumas. Paris, 1849, t. I, p. 88-91.

V. — *Enseignement artistique.*

On connaît la fameuse consultation pédagogique mise en scène par Voltaire dans le conte de *Jeannot et Colin*. Après une élimination raisonnée de toutes les sciences inutiles ou rébarbatives, il fut décidé que le jeune marquis de la Jeannotière apprendrait à être aimable ; et on le gratifia d'un maître à danser.

Avec un programme moins restreint l'institution Verdier ne pouvait que mettre à aussi haut prix les arts d'agrément ; ils étaient indispensables alors que la vieille société française jetait son plus vif et son dernier éclat, et que M. Verdier lui-même s'honorait d'avoir en cette matière, reculé les bornes de l'art. M. Verdier avait inventé plusieurs instruments nouveaux pour l'étude de la prosodie, « pour le calcul musical et pour la pratique du chant », entr'autres un monocorde chromatique à deux ou quatre cordes, un monocorde chromatique et diatonique à deux ou quatre cordes qu'on vendait chez le luthier Droulot, rue du Temple. Il se proposait en outre d'éditer une méthode de chant en plain-chant et musique, basée sur l'usage du monocorde, et qui permettait de devenir un virtuose seul et sans maître (1).

Cependant, M. Verdier n'avait pas cru devoir réduire son personnel artistique à cet instrument, et des professeurs externes enseignaient les diverses branches des beaux-arts aux trois divisions de ses élèves, en cours communs bi-hebdomadaires, ou en leçons particulières à 20 sols le cachet. Il y avait un maître de dessin (Pelletier élève de C. Van Loo) ; un maître de chant ; et des répétiteurs de musique instrumentale. Les débutants grattaient leur violon

(1) Verdier, *Rudiments anal. et synth. de la Langue française*, pp. 31 et suiv., et p. 356 et suiv.

au prix de 12 l. par mois ; les artistes plus consommés pour 15 l. ; on payait aussi 15 l. pour la flûte et 20 pour le clavecin.

M. Verdier faisait grand cas de la danse, qui se rattachait à son plan général d'éducation physique ; et il recourait, pour la révérence et le menuet, aux bons offices du sieur Bacquoi Guédon, élève du célèbre Matignon. Ci-devant danseur du Théâtre Français, et ex-compositeur de ballets au Collège Royal de Rouen, Bacquoi se recommandait par bon nombre de contredanses de sa composition, et par la promesse d'un ouvrage sur la chorégraphie.

VI. — *Enseignement physique.*

Les préoccupations de l'instituteur s'attachaient aux plus petits détails de l'hygiène scolaire et des fonctions physiologiques de ses élèves.

Par crainte d'intoxication, il avait « banni de [sa] cuisine les vases et instruments de cuivre et même d'étain ». Il consacrait dans son *Cours d'éducation*, deux pages aux devoirs de la cuisinière et garantissait une nourriture saine et abondante, la « plus grande exactitude dans le choix et la préparation des aliments », « combinée de gras et de maigre et appropriée à l'âge, au tempérament et à l'état de chaque élève ».

La boisson était du vin, du cidre ou de la bière, au gré des parents, et M. Verdier se flattait d'utiliser les propriétés toniques du lait de chèvre pour stimuler les apathiques et les indolents.

Les petits étaient habillés, soignés et peignés par des gouvernantes, et tondus par sage précaution. Quant aux grands, ils avaient le privilège du catogan et de la poudre (1), mais les samedis et jours de congé ils devaient soumettre

(1) La maison fournissait la poudre et la pommade.

leur cuir chevelu à l'inspection des gouvernantes « pour voir s'ils ont soin de se peigner » et rendre « compte de l'état de leur tête à la maltresse de la maison ».

Enfin, innovation remarquable dans le régime jusque-là claustral des maisons d'éducation : les convives pouvaient parler au réfectoire ! Cependant le règlement ajoutait sagement qu'ils « doivent écouter l'Instituteur et les maîtres lorsqu'ils rapporteront quelque chose d'utile et d'agréable ».

L'usage du tabac était interdit.

Un maître d'éducation physique gouverneur des récréations s'attachait chaque jour au développement des élèves, répartis en trois compagnies selon leur âge. « Le maintien, la marche, la course, le saut et le jet », étaient les cinq parties de ce programme méthodique. Du 1^{er} mars au 1^{er} novembre, un sergent-major aux gardes françaises venait en outre deux fois par semaine, les jours de congé, activer ces évolutions *manu militari* et commander l'exercice des armes.

Verdier avait ainsi transformé les récréations : ailleurs, c'étaient des bagarres où l'on cognait dur ; à Magny, elles se déroulaient dans l'harmonieux appareil de l'ordre gymnastique, pour le développement progressif et raisonné de l'adolescence, à la grande admiration des promeneurs du Jardin du Roi. Et quand l'inclémence de la saison mettait obstacle à ces évolutions, il s'attachait à exercer l'adresse de la main et l'ingéniosité des combinaisons dans les jeux plus paisibles des échecs, des dames et du trictrac.

Un prévôt montrait l'escrime pour 15 livres par mois et par élève. Il y avait même « un petit arsenal pour les élèves destinés à l'art militaire », et des cours d'équitation.

Deux maîtres nageurs formaient les élèves pour 30 sous par leçon, selon les préceptes de M. Verdier qui se vantait d'y apporter une méthode particulière. Ses principes

l'avaient mis à même, en fort peu de temps, de traverser la Seine au niveau de sa plus grande largeur, devant la Salpêtrière, et pour vulgariser un sport si utile, il crut devoir honorer de ses encouragements le sieur Turquin fondateur d'une école publique de natation. Il lui rédigea ses prospectus et fut « un des nageurs dans l'exercice public par lequel cette école fut ouverte devant M. le Prévôt des Marchands et la municipalité » (1).

Horaire journalier.

L'horaire suivant permettra d'apprécier l'économie du plan d'études de M. Verdier (2) :

Selon la saison	5 ^h 1/2 et 6 ^h .	Lever des grands et des petits.
	6 ^h ou 6 ^h 1/2.	Etude (grands).
	7 ^h 1/2 ou 8 ^h .	Revue générale, déjeuner, récréation.
	8 ^h ou 8 ^h 1/2.	Prière, lecture d'un chapitre du règlement.
	8 ^h 1/2 ou 9 ^h .	Classe.
	10 ^h 1/2.	Récréation gymnastique.
	11 ^h .	Cours, démonstration.
	12 ^h .	Diner, récréation.
	2 ^h .	Etude, classe.
	4 ^h 1/2.	Gôter, récréation.
	5 ^h .	Cours des Beaux-Arts.
	6 ^h 1/2.	Etude.
	7 ^h .	Souper, récréation (petits).
	8 ^h .	Coucher id.
	8 ^h .	Souper, récréation (grands).
	9 ^h 15.	Prière et coucher id.

(1) *Calendrier des amateurs*, p. 54-55.

(2) *Cours d'éducation*, p. 350 et sq.

	MATIN.	SOIR.
LUNDI.	Belles-Lettres, course. Démonstrations (Sciences).	Français ou latin, écriture, orthographe, dessin.
MARDI.	Belles-Lettres, saut. Histoire, géographie.	Français, latin. Leçons particulières d'Allemand, d'Anglais. Lecture, déclamation, musique.
MERCREDI	Belles-Lettres, jeux, leçon d'éducation.	Etude générale et congé, ou étude pénale.
JEUDI.	Comme le Lundi.	Français ou latin, lecture et danse.
VENDREDI.	Comme le Mardi.	Français, latin, langues étrangères, écriture, dessin.
SAMEDI.	Comme le Mercredi.	Lecture, déclamation, musique, récapitulation hebdomadaire, conférence de l'instituteur avec les maîtres et les élèves. — Bain de pieds, mesures de propreté.
DIMANCHE.	Messe, catéchisme, danse.	Vêpres, complies, étude générale ou pénale, congé.

A dix heures du soir le concierge fermait les portes et remettait les clefs à l'instituteur en personne, lequel ne s'en dormait du sommeil du juste qu'après les avoir mises sous son traversin. A 11 heures du soir la cloche sonnait le cou-

vre-feu pour tous les retardataires. Comme il était interdit de lire au lit, la maison Verdier tout entière se livrait aux douceurs du repos, jusqu'à ce que l'Aurore aux doigts de rose chassât Morphée du docte sanctuaire des Muses.

Moyens d'émulation. — Trois fois par an, à Noël, à Pâques, à la Saint-Louis, des examens généraux permettaient de juger des progrès de chaque élève. En outre, l'émulation était entretenue par la distribution de bons points pour les leçons et devoirs ; de croix de sagesse ou d'émulation ; et diverses exemptions.

La paresse ou les fautes disciplinaires étaient réprimées par des pensums, exécutés pendant une étude pénale, sous la surveillance d'un pion. Cette étude était reportée aux heures libres ; mais qu'on se rassure : M. Verdier n'eût pas commis cette faute pédagogique de sevrer de mouvement ceux-là mêmes dont la turbulence a besoin de s'épancher surabondamment ; la privation de la simple récréation, très sensible aux dissipés, était compensée par la constante obligation des exercices physiques journaliers. Les négligents étaient aussi frappés à la bourse, ceux-là seuls qui avaient plus de bons points que de mauvais recevant « le petit pécule réglé par les parents » pour les menus plaisirs.

Dans les cas graves, les arrêts et la prison avaient raison des rebelles, car la règle de la maison était de « ne jamais employer de punition corporelle pour l'étude », et de n'exciter que des sentiments de zèle ou de repentir chez ceux qui avaient résisté ailleurs « aux férules, aux verges, aux coups de poing et aux coups de pied ».

Fêtes et congés. — L'année scolaire commençait le 1^{er} octobre par la messe du Saint-Esprit ; les intervalles de repos ne manquaient pas, et M. Verdier se montrait assez coulant pour les sorties (1). Les élèves avaient congé tous les di-

(1) Talma raconte que son père lui obtint la faveur de découcher quelquefois, sous la responsabilité de son oncle ; et il en profita pour

manches après les vêpres, et en outre le 6 décembre jour de saint Nicolas ; le 25 décembre et les jours suivants jusqu'au jour des Rois (sauf une répétition matinale et une étude vespérale) ; le mardi et le jeudi gras ; et depuis le Jeudi Saint jusqu'après les fêtes de Pâques. En outre en juin le lundi d'après la Saint-Barnabé et le lendemain de la Saint-Jean, où M. Verdier honorait son glorieux et céleste patron.

La fête de l'Instituteur ! Jamais solennité n'avait mieux mis en œuvre les principes de M. Verdier envers ses disciples, son souci de réglementer les affections même de leur cœur et d'en tirer quelque profit pédagogique. « La reconnaissance et l'attachement des élèves pour l'Instituteur, disait le Règlement, veulent qu'ils prennent pour lui les sentimens d'un ami et les conservent toute la vie. » C'est pourquoi la veille de la Saint-Jean, « les élèves [présentaient] une fleur à leur maître. « Un des élèves de chaque classe, ajoutait le programme, lui témoignera les sentimens de ses collègues à son égard par un petit discours qu'ils auront composé en commun. Chacun lui exposera en particulier ses propres sentimens par une phrase ou un petit discours qu'il aura composé lui-même sans le communiquer aux autres. »

Ils firent mieux encore : en 1779, M. Verdier reçut de ses ouailles l'hommage de son effigie, dessinée par Fossier et gravée par Dupin, au milieu de médaillons mythologiques. Hermès rayonnait dans sa gloire, au fronton du cadre, et M. Verdier souriait (1).

aller aux Français affermir sa naissante vocation. Un jour même n'eut-il pas, de Tronchin, par hasard rencontré au parloir, l'aubaine d'un billet de faveur pour la représentation d'*Irène* ? (*Mémoires de J.-F. Talma*, t. I, p. 58 et 74.)

(1) Bibliothèque nationale, cab. des Estampes, portraits, reg. N 2. Il y a deux variétés de ce portrait : dans l'une, la légende « *Présenté par ses élèves en 1779* » est dans le cadre, sur une draperie, à la suite de l'inscription des noms et titres de Verdier. Dans l'autre, cette légende est en dehors et en bas du cadre. — Une mauvaise effigie de Jean Verdier, dessinée par Pelletier et lithographiée par Monnoyer,

De nouveaux congés remplissaient la maison de gaité, en juillet. A la Sainte-Anne, fête de Madame Verdier, les élèves lui témoignaient « leurs sentimens sous la même forme qu'à l'égard de l'Instituteur ».

La Saint-Louis inaugurait les solennités de fin d'année ; on y prononçait l'éloge du Monarque et de la Patrie ; les jours suivans on célébrait les *paranymphes*, où chaque élève recevait, selon ses mérites, le blâme ou la louange, avec une juste appréciation de sa conduite ; enfin avait lieu la distribution solennelle des prix, avec un copieux accompagnement de discours. Et la prose n'y suffisait pas. Car on entendit même en ce jour solennel, à la pension Verdier, les accents des Muses tragiques ; et de la bouche du jeune Talma, alors âgé de neuf ans, les vers de M. Verdier, poète à ses heures, s'envolèrent vers le parterre.

« M. Verdier avait composé une tragédie intitulée : *Tamerlan*. Il était question de représenter cette tragédie à la solennité des prix. Les rôles tout naturellement devaient être distribués aux élèves. Comme j'étais un des plus jeunes je n'avais aucun espoir de faire partie de la distribution et je ne sais pourquoi à cette idée que je ne jouerais pas dans cet ouvrage mon cœur se serrait. D'où venait ce serrement de cœur à moi qui n'avais jamais arrêté mon jeune esprit sur de pareilles pensées ? Aussi ma joie fut grande lorsque j'appris que je faisais partie des élus. J'attendis avec une grande impatience le jour de la distribution non pas des prix mais des rôles. Celui qui m'échut en partage était approprié à ma taille et à l'importance de ma position au théâtre. C'était celui d'un simple confident lequel après une vingtaine de vers semés dans le cours de la pièce avait à raconter la mort de son ami condamné

figure dans la partie iconographique de la *Biographie et bibliographie du Maine...* (Le Mans et Paris, 1828, in-8°) qui fait suite au *Dictionnaire statistique de la Sarthe* de Pesche.

comme Titus par un père inexorable. Le commencement du récit allait passablement et j'avais déjà été encouragé par quelques applaudissements lorsque je me pénétrai si profondément de la situation que me laissant envahir par une douleur réelle ma voix s'altéra. J'éclatai en sanglots et m'évanouis » (1).

Le premier lundi de septembre, la maison Verdier devenait vide et muette pour un mois. Encore M. Verdier regrettait-il que ce temps des vacances fût perdu pour la formation intellectuelle ; et il émettait des idées fort louables sur l'utilité des voyages qui furent si profitables à Télémaque et au jeune Anacharsis (2).

§ III.

Tel fut dans ses grandes lignes le système pédagogique de M. Verdier. On y trouve évidemment la trace de toutes les théories qui prétendaient à cette époque rénover l'art de l'éducation : procédés pédagogiques plus objectifs, influence des doctrines sensualistes, constitution d'une morale indépendante et ramenée à un idéal pratique, restriction du latin au profit du français et de l'instruction scientifique, tendances utilitaires et encyclopédiques, etc.

(1) *Mémoires de J.-F. Talma*, t. I, chap. I, p. 49 et sq.

(2) « Ne pourroit-on donc pas placer ou du moins commencer l'instruction des voyages dans l'adolescence ? Ne pourroit-on pas y consacrer tous les ans une portion de l'année, par exemple, les vacances à visiter le pays et les peuples dont on auroit étudié la langue et les productions pendant l'année ? L'instituteur ou quelque Mentor élevé dans ses principes ne seroient-ils pas plus capables que tout autre de diriger ses élèves dans cette étude ? Ne pourroit-on pas visiter successivement une partie du royaume, de l'Angleterre, de la Hollande, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Suisse, de l'Espagne même ? Il ne seroit pas question de voir tout dans ces voyages, mais de bien voir le plus utile ; et en conduisant ainsi plusieurs élèves, on concilieroit l'économie avec l'émulation. » (*Cours d'éducation*, p. 316.)

Verdier nous apparaît néanmoins comme un novateur assez sage ; sensualiste en fait de discipline intellectuelle, il garde cependant en face du matérialisme philosophique, le respect et le culte des vérités éternelles. S'il apporte aux études latines quelque tempérament, il n'en demeure pas moins un fervent de la culture classique, et pondéré par une longue expérience s'oppose aux simplifications excessives de certains grammairiens. Son programme est sans doute un peu complexe : il ne fait pas difficulté d'accorder que « vouloir amonceler dans un plan d'études les connaissances de toutes les sciences et de tous les arts sur le plan actuel de chacune est une entreprise absurde et folle, capable d'user l'esprit des élèves longtemps avant qu'ils aient pu en parcourir une petite partie ». Mais il déclare que « la vraie encyclopédie doit être le recueil et l'alliage de tous les principes des Sciences et des Arts » sans en « contenir aucune en particulier » ; il entend bien que tout y soit « pratique et nécessaire » (1).

Nous nous garderons d'ailleurs de réclamer pour Verdier la gloire de l'invention au sujet de réformes que tous les éducateurs formulaient depuis si longtemps, et qui furent mises en pratique avec la même hardiesse de vues par les Oratoriens, les Doctrinaires et les Bénédictins de Sorèze (2). Mais il faut du moins reconnaître à Verdier sur les théoriciens, le mérite de la réalisation, et sur ces Ordres indépendants et maîtres de leur initiative, l'avantage d'avoir conquis au prix de luttes ininterrompues contre le monopole et la coutume universitaires, la liberté de son enseignement et de ses programmes. C'était une rude tâche pour un suppôt de la Faculté des Arts que d'introduire dans son institution des progrès dédaignés ou réprouvés par la routine de la plupart des collèges.

(1) *Mém. sur la perfectibilité*. Recueil IV, p. 5-9.

(2) Cf. Aug. Sicard, *Les études classiques avant la Révolution*, liv. II, chap. I, II, III.

Je ne prétends pas non plus lui attribuer la priorité des revendications en faveur de la culture physique. Déjà la plume éloquente de Locke avait proclamé la nécessité de la gymnastique et de l'endurcissement corporel ; mais Verdier sut inaugurer dans ce que nous appellerions l'enseignement secondaire un programme raisonné d'exercices physiques, à l'exemple des académies et écoles militaires. Enfin, et c'est par là qu'il me semble véritablement novateur, il a combattu à la fois les traditions qui comprimaient la nature dans un moule pédagogique uniforme, et les sophismes, alors en vogue, qui prétendaient la laisser en friche. Il a voulu *individualiser* l'éducation ; il a revendiqué l'indispensable rôle du médecin dans cette grande œuvre et formulé la doctrine de l'enseignement médical : inspection médicale des enfants, développement parallèle de la culture physique et de la culture intellectuelle, tandis qu'à la voix de Rousseau tout le monde s'inclinait devant l'infailibilité de la bonne nature. Verdier se montre par là bien moderne, en avance sur son siècle, et j'allais dire sur le nôtre. Au premier congrès d'hygiène scolaire, un inspecteur général de l'enseignement ne répondait-il pas à quelques vœux du docteur Le Gendre : « Le plus simple serait que tous les chefs d'établissement fussent médecins » (1). Cette hypothèse dont le simple énoncé pouvait faire sourire en 1903 un inspecteur général était dès 1773 une réalité à la pension du docteur Verdier. Les Ligues et Congrès d'hygiène scolaire et d'éducation physique (2), les récentes fondations pour anormaux, la loi sur l'inspection sanitaire des écoles, n'ont fait que reprendre de nos jours des réformes proposées et réalisées il y a cent cinquante ans.

(1) *Essai sur l'organisation du service médical et sur le rôle du médecin dans les Etablissements scolaires d'Internat*, par R. Lafontaine, thèse de la Faculté de Médecine de Paris. Paris. 1909, in-8, p. 8.

(2) Cf. le vœu du docteur Weiss au nom de la Ligue d'Education physique, 3^e congrès des Praticiens, 7 avril 1910.

Nul n'est prophète en son pays. Un Fertois, le docteur Chancerel, qui s'est fait l'historien de la gymnastique médicale (1), a omis de mentionner son compatriote Verdier. La vogue — assurément justifiée — qui s'attache actuellement à la gymnastique suédoise dont Ling fut le créateur, a peut-être fait oublier trop facilement l'œuvre de ses précurseurs français : Andry, Levacher, Portal et Verdier. Les Docteurs Philippe et Røederer ont entrepris récemment de restituer à ce dernier la place qu'il mérite parmi les promoteurs de l'éducation physique (2). Qu'on me permette de déplorer également l'obscurité où l'ont laissé les historiens de la pédagogie, et, fort de l'éloge que lui décerna jadis Lanjuinais, de solliciter en sa faveur un rang honorable dans la galerie des éducateurs du XVIII^e siècle (3).

Dr PAUL DELAUNAY.

(A suivre.)

(1) *Historique de la Gymnastique médicale depuis son origine jusqu'à nos jours*, par Gust. Chancerel, thèse de la Faculté de Médecine de Paris. Paris, 1864, 72 pages in-4^e.

(2) Docteur Carle Røederer : *A propos d'éducation physique ; Un devancier : Jean Verdier*. La Clinique, du 23 septembre 1910, p. 601-602. — Docteur Jean Philippe : *Un précurseur : Jean Verdier (1735-182 ?)* *Revue pédagogique*, nouvelle série, t. LVI, n^o 4, 15 avril 1910, p. 327-352.

(3) Voy. Lanjuinais, *Discours préliminaire à l'Histoire naturelle de la parole, ou Grammaire universelle...* par Court de Gébelin. Paris, Plancher, Eymery, Delaunay, 1816, in-8, pp. XLIX-L.

CONTILLY SEIGNEURIAL

LA NOIRAIS

I.

Située à trois cents mètres du bourg, au fond d'une vallée affreusement ravagée par le terrible orage du 7 juin 1904, l'habitation de la Noirais, grâce à sa tourelle percée de larges fenêtres à meneaux, et ornée d'un écusson mutilé à l'époque révolutionnaire, conserve encore un certain cachet d'antiquité.

Son premier possesseur connu est **JEHAN DE GUÉROULT** (1), aliàs Guérous, Guéroux ou Guérout, seigneur en même temps du Boulay, à Contilly, et de Saint-Aubin-des-Grois (2).

Il épousa *Marie de Tournebœuf* et en eut deux fils :

1^o *Jehan*, dont l'article suit.

2^o *Robert*.

II.

JEHAN DE GUÉROULT, seigneur de la Noirais, du Boulay, de Saint-Aubin et de Bellenœe, en Pervenchères, partage

(1) Cf. sur cette famille : S. Allais. *Nobiliaire*, XX, 1467 ; *Carres d'Hozier*, 318.

(2) Paroisse aujourd'hui réunie à celle de Marollette.

avec son frère les biens de leurs défunts parents, le 16 décembre 1483. Il eut aussi deux garçons :

1^o *Pierre*, qui continua la branche des seigneurs de la Noirais.

2^o *Jacques*, sieur de Bellenœ, marié le 22 juin 1525 à Louise de Cochefilet, fille de Mathurin de Cochefilet, seigneur de Bellavilliers (1), dont il eut trois enfants : 1^o *Marie*, épouse en premières noces de René du Mellenger, fils de Pierre du Mellenger et Suzanne du Brosseau, et en secondes noces, de Guillaume de Barville, seigneur de la Gastine. — 2^o *Jean*, sieur de Bellenœ, qui fut uni à demoiselle Anne Tahureau, fille de Jacques Tahureau et de Marie Thiercelin, sœur du poète manceau. — 3^o *Charles*, seigneur de Vidai (2), marié le 14 septembre 1561, à Madeleine de Surmont, fille de Jean de Surmont, sieur des Grouas et de Jacqueline Abot.

III.

PIERRE DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de la Noirais et autres lieux, était marié avec *Jeanne de Barat*, le 25 mars 1535.

De cette union sont nés :

1^o *Charles*, qui suivra.

2^o *Roberte*, épouse de Julien Le Royer, sieur de Villépan-due, à Pizieux.

IV.

CHARLES DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de la Noirais, Saint-Aubin, le Boulay et Bellefontaine, inhumé dans l'église de Contilly le 21 février 1630, contracta alliance avec

(1) Com. du cant. de Pervençères.

(2) Com. du cant. de Pervençères.

Tassine Le Conte, fille de Denis Le Conte, sieur du Gué-Laurent, à Suré, qui lui donna trois enfants :

1^o *Pierre*.

2^o *Catherine*, mariée à noble Jean Le Conte, écuyer, sieur de Fortmesnil et Villépandue. Le 1^{er} février 1609, elle achète pour 67 l. 10 s., de Louis Béguin, les champs Thieulin et de la Groye, situés en La Fresnaye, sur le chemin de Villaines-la-Carelle (1).

3^o *Marie*, unie à Josias de Roullin, sieur de Roifront.

V.

PIERRE DE GUÉROULT, écuyer, épouse en premières nocces, avant février 1590, *Madeleine des Loges*, veuve de François de Saint-Loup, seigneur du lieu, à Louzes, et se remarie, le 25 juin 1630, avec *Marie Damyot*.

Ensépulturé près de son père, le 21 janvier 1633, il eut sept enfants :

1^o *Jules*, l'aîné, écuyer, seigneur de la Noirais et de Saint-Aubin, mentionné dans un acte du 20 août 1639, où l'on voit que le Haut-Bois, en Marollette, relevait de ce dernier fief. Il se marie avec Gabrielle de Laubespine, qui était veuve et sans enfant, le 10 mai 1647.

2^o *Renée*, fille aînée, mariée à Contilly le 25 novembre 1646, avec Gallois de Barville, écuyer, seigneur de la Lambonnière. Le 19 mai 1648, elle est marraine, à Montgaudry, de Pierre, fils de Jean Boisnet, écuyer, sieur de Vilainraine et de Marthe de Tournetot et, le 31 mai 1654, fait effectuer la visite de la Noirais, sa résidence habituelle, où sont nés ses deux enfants : 1^o Julien de Barville, baptisé le 10 mai 1647 ; 2^o Renée de Barville, tenue sur les fonts du baptême,

(1) Tous les actes notariés analysés au cours de cette étude sont extraits des minutes conservées chez les notaires de Mamers, La Fresnaye et Saint-Rémy-du-Plain.

le 2 avril 1653, par Charles de Crosard, écuyer, seigneur de Pigeon, et Jacqueline de Gislain.

3^o *Jacques*, auteur de la branche des seigneurs de Saint-Loup, dont nous parlerons dans un article additionnel.

4^o *Loup*, qui suit sous le n^o VI.

5^o *Renée*, religieuse.

6^o *Pierre*, écuyer, sieur du Boulay, sous-diacre en mai 1630, prêtre le 24 décembre 1631.

7^o *Madeleine*, mariée à Contilly, le 20 septembre 1640, avec Alexandre Le, sieur de la Fourmagère, dont elle était veuve dès le 24 avril 1644.

VI

LOUP DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de la Noirais, le Boulay, Favart, à Contilly, la Fontenelle et la Terrière, en Montgaudry, capitaine en 1644 d'une compagnie de gens de guerre au régiment du Haut-Rhin, entretenue par le roi ès Provinces-Unies de Hollande, contracte alliance avec *Louise de Gislain*.

En considération de la générosité dont il fit preuve, à l'occasion de la réfection de la voûte de l'église de Contilly, le général des habitants de cette paroisse assemblé le 9 août 1655, décide que dans la suite il sera recommandé avec sa famille aux prières des fidèles et lui concède gratuitement ses « deux bancqs posés, l'un dans la nef, « l'un au bout de l'ôtel saint Sébastien, pour la terre et « seigneurie du Boullay, et l'autre, proche le banq de la « Noiraye, pour sa terre de Fabvas ».

Le 5 décembre 1666, Loup de Guérout, agissant au nom de Georges Le Vasseur, écuyer, seigneur de Thoiré, loue le bordage de la Maraizière, à Montgaudry et, baille à ferme son lieu du Boulay pour 500 l. en 1671. La mort le surprit

à la Fontenelle et sa sépulture fut faite en l'église Saint-Rémy de Montgaudry, le 25 janvier 1672.

Le 21 août suivant, sa veuve rend aveu à Colbert, seigneur de Pescoux, pour le Pont-Billet, anciennement nommé la Suzannière, en Contilly. Elle meurt à l'âge de soixante-deux ans, le 2 mars 1694, et fut ensevelie dans le tombeau de son défunt époux.

De leur union sont issus quatre enfants :

1^o *Marie*, baptisée à Contilly le 18 novembre 1643.

2^o *Jacques*, dont nous allons parler à l'article VII.

3^o *Loup*, écuyer, qualifié seigneur de Favart, prêtre au 24 août 1679, curé de Montgaudry (1), le 10 août 1692, inhumé dans l'église de ce lieu le 19 février 1715, à l'âge de soixante-deux ans. Le 6 août 1692, il avait baillé à ferme son lieu de la Droiterie, à Saint-Quentin-de-Blavou (2), moyennant 380 l.

4^o *Jean*, écuyer, seigneur du Boulay, et de Villeneuve, à Beauvoir.

En 1689, il comparait au ban de la sénéchaussée du Maine et offre de servir. Le 20 octobre 1693, il se présente aux plaids de Pescoux, pour exhiber devant Jules-Armand de Colbert, marquis de Blainville, seigneur de Lilledieu, Chanceaux, etc., son contrat d'acquisition de la Gougonnrière, à Saint-Julien-sur-Sarthe (3) ; vend pour 41 l. une maison sise à la Mérolrière, en la même paroisse, le 23 juin 1704, et reçoit la sépulture dans le cimetière de Beauvoir, le 21 août 1735.

Hélène de Fromont qu'il avait épousée, abandonne, le 8

(1) Loup de Guérault succéda, comme curé de Montgaudry, à M^e Denis de Grougnault, écuyer, inhumé dans son église le 12 septembre 1691, à l'âge de 71 ans, après avoir donné à la fabrique « le calice, soleil et ciboire d'argent » pour participer chaque dimanche aux prières des fidèles. Il fut remplacé par M^e Pichon de la Potherie, son vicaire. — Etat civil de Montgaudry.

(2) Com. du cant. de Pervençères.

(3) Com. du cant. de Pervençères.

octobre 1693, au profit de François de Brunet, écuyer, sieur de Rouilly, la somme de 400 l., à elle due par François de Brunet, écuyer, sieur de la Renoudière, de la paroisse d'Echufflé.

De leur union naquirent :

A. *Marie-Jeanne*, mariée à Beauvoir, le 1^{er} décembre 1708, avec Charles de Bordin, écuyer, seigneur de Beaubuisson, paroissien de Pervençhères, fils des défunts Charles de Bordin et Renée de Barville. Le 22 janvier 1724, ils vendent pour 1000 l. à Marie de Guérout, fille mineure de Pierre de Guérout et Marie Le Roy, le lieu de Solgaste, à Saint-Jouin-de-Blavou (1), qu'ils possédaient en héritage de Renée de Barville, leur tante.

B. *Jean-Loup*, baptisé à Contilly le 15 décembre 1686.

C. *Hélène*, morte sans alliance et enterrée près de son père, le 26 décembre 1747.

D. *René*, écuyer, seigneur du Boulay, vicaire à Roullée, en 1714. Le 27 juin 1723, en sa qualité de curé des Aulneaux, où il avait succédé le 29 décembre 1716 à M^e Darté, résignataire en sa faveur, sous réserve d'une pension viagère de 300 l. (2), il fait bail de ses dîmes et de la grange dimeresse à M^e Jacques Ruelle (3), chapelain de la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié, desservie en son église, moyennant 700 l. par an, 200 livres de grosse paille, autant de menues et 100 livres de chanvre broyé. Le 22 août suivant, nous le retrouvons, faisant aveu à Jean-Baptiste-Jacques de Saint-Rémy, seigneur de Pescoux, Montgoubert, la Motte-Foucquet, Magny et autres lieux, à

(1) Com. du cant. de Pervençhères.

(2) *Ins. ecclés.*

(3) Ce chapelain reçut la sépulture en l'église des Aulneaux le 3 février 1729. — Etat civil des Aulneaux.

cause de « sa maison presbitérale, composée de
« deux chambres basses à cheminée, une cave et une
« ofice à un bout, et un degré avec une étude à
« l'autre, la grange dudit lieu au bout de laquelle est
« un pressoir et une étable séparée de ladite maison,
« une écurie séparée des autres bâtiments, cours,
« jardin et verger en un même enclos, contenant un
« arpent ou environ, joignant le cimetière et le
« chemin de l'Epine à la Jubaudière, trois pièces de
« terre et un pré se joignant, nommés les Aumones »,
le tout tenu à simple obéissance.

Le curé des Aulneaux rendit son âme à Dieu le 3 février 1738 et fut enseveli le lendemain au cimetière, par M^e André de Lépinay, curé de Pervençhères. Il était alors âgé de 48 ans.

E. *Pierre*, écuyer, sieur de Villeneuve, possesseur du lieu de la Mottière, à Saint-Julien-sur-Sarthe, en février 1718, époque à laquelle il était au service du roi.

Marie Le Roy, de la paroisse du Cercueil (1), en était veuve le 29 avril 1738, date du mariage, en l'église de Beauvoir, de *Marie-Hélène de Guérout*, leur fille, avec René-Thomas Le Prévost, écuyer, sieur de Launay-Rosserie et de la Blosserie, fils des défunts Guillaume Le Prévost (2), écuyer sieur de Launay, et de Anne de Chabot, né au Chevain, le 27 septembre 1702, enterré à Beauvoir le 27 janvier 1756.

(1) Com. du cant. de Carrouges (Orne).

(2) Guillaume Le Prévost, inhumé dans l'église du Chevain, le 7 septembre 1702, en présence de Henri Le Prévost, écuyer, sieur de la Blosserie, son frère, eut quatre autres enfants de son union avec Anne de Chabot, morte le 11 avril 1733, à l'âge de 79 ans : 1^o Guillaume, écuyer, enterré près de son père, le 4 août 1703 ; 2^o Jacques-René, né le 9 février 1700 ; 3^o Charlotte-Marguerite, née le 20 mars 1701 et 4^o Cosme-Damien, mort quelques heures après sa naissance, le 27 septembre 1702. — Etat civil du Chevain.

Marie-Hélène de Guérout qui lui survécut, en avait eu quatre enfants, tous originaires de cette dernière paroisse : 1^o Madeleine-Catherine, née le 22 janvier 1739, rappelée à Dieu le 6 mars 1740 ; 2^o René-Charles, écuyer, sieur de la Blosserie, né le 5 février 1741, vivant encore au 2 janvier 1791 ; 3^o Joseph - François, né le 2 novembre 1742 et 4^o Charles-Jean, né le 19 avril 1748. Il épousa demoiselle Anne Massot et c'est de cette union que sont nées pareillement à Beauvoir, Louise-Marie, à la date du 2 janvier 1791, et Françoise-Jacqueline, à celle du 17 novembre de la même année (1).

VII.

JACQUES DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de la Noirais, la Terrière, la Fontenelle, baptisé à Contilly le 17 janvier 1651, baille à ferme, le 15 janvier 1692, pour 300 l., la Ligeardièrre, en Pervenchères, avec le bordage de Chiray, à Montgaudry, et le 30 mars suivant, il achète au prix de 481 l., de Julien Demeude, établi curateur en la succession abandonnée de Marie de Semallé, le lieu de la Rue, en cette dernière paroisse, dans l'église de laquelle il fut enterré, le 12 octobre 1694.

Anne-Marie Chrestien, sa veuve, convola en secondes noces, à Montgaudry, le 13 mai 1698, avec Antoine Chabot, fils des défunts Jacques Chabot, écuyer, seigneur de Bois-Girard, à Lignières-la-Carelle, et de Marguerite de Surmont. Elle mourut à l'âge d'environ quarante ans, le 7 juin 1706, et reçut la sépulture aux côtés de son premier époux, dont elle avait eu les huit enfants suivants, tous nés à la Fontenelle :

1^o *Jacques*, qui suit.

(1) Etat civil de Beauvoir.

2^e *Thomas*, écuyer, né le 2 octobre 1688 et tenu trois jours après sur les fonts baptismaux, par M^e Thomas Chrestien, bachelier en théologie de la faculté de Paris, curé de Saint-Sauveur de Bellême, doyen du Bellémois, et Gabrielle de Lespinc, veuve de Jacques de V...., écuyer, seigneur de Lépinay. Il était religieux jacobin en 1720.

3^e *Loup-Joseph*, écuyer, capitaine au régiment de Foye, chevalier de Saint-Louis, né le 19 décembre 1689 (1). Il épousa Marie-Elisabeth Doucet, qui lui donna Françoise-Marie de Guérout, non mariée au 22 août 1741.

4^e *Anne-Marie*, née le 1^{er} août 1690, représentée au baptême le 10 octobre suivant, par Richard de Gislain (2), écuyer, seigneur de la Sardinière, et Marguerite Aubin, femme de Ursin Chrestien, écuyer, seigneur de Vaugelay. Par contrat du 3 septembre 1711, passé devant Maisonnier, notaire à Suré, elle épouse Jean-René de Fontenay, écuyer, seigneur de la Châtellenie, fils de Jean de Fontenay et de Jacqueline-Marguerite du Portail, et en eut : 1^e Françoise-Marie, baptisée à Saint-Hilaire-de-Soisay, le 10 juillet 1712 ; 2^e Jeanne-Renée, née le 18 avril 1714 ; 3^e Jean-François-César, chevalier, seigneur de la Châtellenie, né à La Perrière, le 8 septembre 1718, officier aux chevau-légers de la garde du roi, chevalier de Saint-Louis, marié avec noble Marie-Anne-Thérèse Savare ; 4^e Pierre-Joseph, né en 1721 ; 5^e Louis-René, seigneur de la Brimensière, chevau-léger de la garde du roi, en 1761, qui épousa Michelle-Jeanne de Suard.

5^e *Marguerite-Jacqueline*, née le 15 décembre 1691,

(1) Sa marraine fut Marie-Madeleine Chrestien, sa tante, représentée en cette circonstance par Marie de Grougnault, qui était parente du curé de Montgaudry et fut enterrée dans l'église de cette paroisse, à l'âge d'environ 80 ans, le 6 octobre 1691. — Etat civil de Montgaudry.

(2) Richard de Gislain avait pour enfants Marie et François de Gislain, écuyer, sieur de la Sardinière, capitaine des chasses et maître des eaux et forêts de Bellême, marié à Charlotte de Prulay, dame des Marais.

mariée par contrat du 24 juillet 1718, devant Zacharie Massot, notaire à La Perrière, et religieusement, à Montgaudry, le 30 du mois d'août, avec François-César de Fontenay, écuyer, seigneur de la Guyardière, fils de César de Fontenay et de Madeleine Guérin.

De ce mariage sont issus : 1^o *Jacques*, né à Montgaudry le 4 juin 1719 et baptisé le lendemain, à Contilly ; 2^o *François-César*, écuyer, seigneur de la Guyardière et de la Bellonière, né à La Perrière le 27 juillet 1720, lieutenant de cavalerie en 1752, au régiment Royal-Piémont, chevalier de Saint-Louis en 1764, mort le 21 janvier 1798, à Vendôme, où il avait épousé, le 23 janvier 1759, Marie-Renée de la Fresnaye de Beaurepos ; 3^o *Joseph-François-César*, curé de Saint-Cyr, puis de La Perrière ; 4^o *Marguerite-Jeanne-Perrine* et 5^o *Jacqueline-Marie*.

6^o *Françoise*, née le 3 décembre 1692.

7^o *Jean-Joseph*, né le 25 mars 1694.

8^o *Catherine-Marie*, née après la mort de son père et baptisée le 16 avril 1695.

Du second mariage de la dame de la Fontenelle avec Antoine Chabot sont issus trois autres enfants :

1^o *Louise-Marie Chabot*, née à Montgaudry le 29 avril 1699, mais présentée au baptême, à Contilly, le 10 mai, par Louis de Vallée, chevalier, seigneur du Chevain et Marie-Madeleine Chabot, fille de Jacques Chabot, seigneur du Bois-Girard et de Marguerite Estienne. Elle contracta alliance le 17 novembre 1722, avec François de Saint-Pol, chevalier, seigneur des Grand et Petit-Fay, fils de feu René de Saint-Pol et de Charlotte de Frenois, de la paroisse de Préaux (1), et en eut Ambroise-Emmanuel de Saint-Pol, qui reçut la sépulture au cimetière de Saint-Paul-le-Vicomte (2), le 29 novembre 1785.

(1) *Préaux* ; com. du cant. de Nocé.

(2) L'ancienne paroisse de Saint-Paul-le-Vicomte est maintenant réunie à celle de La Fresnaye.

2^o *Charlotte-Cécile Chabot*, née le 9 décembre 1702.

3^o *Anne-Marie Chabot*, baptisée le 29 mai 1705.

VIII.

JACQUES DE GUÉROULT, chevalier, seigneur de la Terrière et de la Fontenelle, né le 22 avril 1686 (1), se maria en premières noces avec *Catherine-Madeleine Le Maire*, et en deuxièmes, avec *Anne de Brossard*, qui décéda à l'âge de 65 ans, le 2 février 1787, et fut inhumée le lendemain, selon son désir, en l'église de Contilly.

Cinq enfants sont nés du premier mariage :

1^o *Jean-Jacques*, dont nous parlerons au n^o IX.

2^o *Guy*, né le 4 avril 1722 (2).

3^o *Anne-Madeleine-Elisabeth*, née le 23 mai 1723 et unie, à Contilly, le 22 août 1741, à Anne-Nicolas de Boisthierry, écuyer, seigneur de la Pontonnière, à Saint-Pierre-des-Ormes, fils de défunt Charles-Marie de Boisthierry et de Marie de Rupierre. Ils eurent de leur union : 1^o Anne-Marie-Jacqueline, née le 9 mai 1742, morte le 7 octobre 1743 ; 2^o Louise-Catherine, baptisée le 29 mars 1743, décédée à Contilly le 17 février 1744, et enterrée le 18 en cette paroisse ; 3^o Anne-Jean-Joseph, baptisé le 2 avril 1744 ; 4^o Jacques-Emmanuel, écuyer, seigneur de la Pontonnière, né le 14 mai 1745, marié à Marie-Françoise Beduet ; 5^o Marie-Anne-Françoise, baptisée le 17 janvier 1747 ; 6^o Alexandre-François-Louis, né le 23 novembre 1748 et qui ne vécut que quelques jours ; 7^o Louis-Anne, baptisé à Mamers le 7 septembre 1752, enseveli dans l'église de Saint-Pierre-des-Ormes le 19 février 1754 ; 8^o Anne-Marie-

(1) Son parrain fut M^e Jacques Chrestien, greffier au parlement de Paris.

(2) Il fut baptisé le 6 avril à Montgaudry, eut comme marraine, Anne Sadoc, et pour parrain, Guy de Nouet, écuyer, conseiller et secrétaire du roi, maison et couronne de France, ancien avocat à la Cour.

Perrine, demeurant à Saint-Domingue, avec monsieur de la Gènevraye, docteur en médecine, son époux, en 1787 ; 9^e Charles-Marin, enterré près de sa sœur, à Contilly, le 15 mars 1758.

4^e *François-Louis*, né le 2 juillet 1724.

5^e *Jacqueline-Madeleine*, tenue sur les fonts du baptême, à Montgaudry, le 4 avril 1727, par Jacques-Hugues Philippe, écuyer, sieur de Beuville, conseiller du roi, maître des eaux et forêts du Perche et Anne-Marie de Guérout. Elle contracta alliance devant Malé, notaire à Mamers, le 27 avril 1752, avec Pierre-René-François-Anne de Tilly, écuyer, seigneur de Prémarais, de la Guillonnière et du Verger, capitaine au régiment de Navarre, chevalier de Saint-Louis, né à Petiville, au diocèse de Bayeux, le 4 décembre 1730, de Pierre-Armand de Tilly et Renée-Françoise de Guérout de Saint-Loup.

Le 8 mars 1766, le seigneur de Prémarais vendit à Nicolas Bachelier, marchand à Beauvoir, la métairie de Beau-regard, en cette paroisse, qu'il avait acquise peu de temps auparavant, de Julien de Portebize, et qui était chargée d'une rente de 18 l. au profit de la fabrique de Contilly.

Mademoiselle de Guérout lui donna deux fils : 1^e Jacques-René, né et baptisé à Montgaudry le 30 août 1753, décédé à Saint-Aubin-des-Grois et inhumé en cette paroisse, le 28 avril 1754, et 2^e Pierre-Jacques, né à la Fontenelle (1) le 11 octobre 1755 et baptisé le 13, à Contilly. Après avoir suivi les cours du collège royal de La Flèche, il devint page de la reine, puis officier au régiment de Noailles-dragons.

IX.

JEAN-JACQUES DE GUÉROULT, écuyer, dernier seigneur de la Fontenelle, où il vint au monde le 21 janvier 1721, épousa

(1) Dans ses *Recherches sur les Sires de Tilly*, M. E. de Bonnemain place à tort la Fontenelle en Contilly.

Marie-Louise de Nugent. Le 13 janvier 1777, par acte passé en l'étude de M^e Durand, notaire à Mamers, il fonda, en faveur de la fabrique de Contilly, une rente de 10 l. qui ne fut abolie qu'après 1834, et mourut (1) à Montgaudry le 27 novembre 1798, ayant eu cinq enfants, qui sont :

1^o *François-Louis*, marié à Boulogne, avec Thérèse d'Orington, qui le rendit père de Marie-Jeanne-Barbe-Aglaré, née à la Fontenelle le 22 octobre 1791 et tenue le même jour sur les fonts baptismaux de Contilly par Jacques de Guérout, son grand-père, et Barbe-Louise d'Orington, sa grand'mère.

2^o *Jacques-Jean-Louis*, mort, âgé seulement de deux ans, et enterré à Montgaudry, le 28 août 1752.

3^o *Marie-Jeanne*, qui ne vécut aussi que deux ans et reçut la sépulture à Contilly, le 6 avril 1756.

4^o *Marie-Madeleine*, née le 16 juin 1756.

5^o *Charlotte-Louise-Françoise*, née le 25 novembre de l'année suivante.

BRANCHE DES DE GUÉROULT, SEIGNEURS DE SAINT-LOUP.

I.

JEAN DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de Malnoë, à Marollette, et de Saint-Loup, à Louzes, fils de Pierre de Guérout et de Madeleine des Loges, qui hérita de Saint-Loup, par suite du décès de François de Saint-Loup, son premier époux, achète en 1656, de Jacques de Perot, le fief de la Locherie, en Beauvoir, qu'il cède à Mathieu Caillard d'Aillières, sieur de la Jeudière, dès le 2 février 1661 (2). Il

(1) Son acte de décès fut rédigé par M^e Jean-Charles Duval, curé et agent municipal de Montgaudry.

(2) Cf. *Généal. de la maison d'Aillières*, p. 232, en note.

épousa *Marie de Gaubert*, aliàs *de Gobbé* ou encore *de Jobbé* (1), et reçut la sépulture en l'église de Contilly, à l'âge de 80 ans, le 18 septembre 1676.

De cette union sont issus :

1^o *Pierre*, dont l'article suit.

2^o *Jacqueline*, épouse de Guillaume ou Gilles du Mouschet, écuyer, seigneur de Monthimer, à La Perrière, et de la Guillemottière, aux Aulneaux, fils de Louis du Mouschet, dont elle eut : 1^o Jacques, écuyer, sieur de Monthimer ; et 2^o Marie-Marthe, religieuse chez les Filles de Notre-Dame, à Alençon, le 14 février 1688.

3^o *Jean*, écuyer, sieur de Malnoë et de la Houllée, à Pervenchères. Marie Moreau, qui en était veuve au 28 juin 1688, lui avait donné quatre enfants : 1^o Jean, écuyer, sieur de Malnoë ; 2^o Marie ; 3^o Renée ; 4^o Jeanne-Angélique, mariée à Mamers le 28 janvier 1723, avec Pierre de Sancierres, écuyer, sieur des Ardrillers, en la paroisse des Mées.

4^o *Jeanne*, ensépulturée dans l'église de Contilly le 5 juillet 1664, ayant eu de René Abot, écuyer, seigneur de Préaux et de Champs, un fils nommé René, mineur en 1667.

II.

PIERRE DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de Saint-Loup et de la Guillemottière, possesseur des Tesnières, du Hameau, de la Fontaine, du moulin de Saint-Loup et du Tronc-de-Velours, sur le territoire de Louzes, comparait au ban de la sénéchaussée du Maine en 1689 et y déclare qu'étant âgé

(1) Le 14 juin 1665, en vertu d'un accord passé avec François de Saint-Paul, écuyer, et Nicolas de Lannoy, écuyer, sieur des Chastelers, époux de Marguerite de Saint-Paul, demeurant au Noyer-Ménard, en Normandie, héritiers de Robert de Saint-Paul, écuyer, sieur du lieu. Marie de Gaubert, leur co-héritière, entre en possession de 465 l. qui lui étaient jusqu'alors contestées.

de 57 ans et inhabile au service, il se ferait remplacer par Jean, son fils cadet. Il teste, le 15 janvier 1699, devant Nicolas Tabur, notaire à Blèves, est nommé par édit royal d'avril 1704, capitaine de la ville de Mamers, meurt à Louzes le 21 mai 1709 et y est enterré dans l'église.

Il se maria trois fois : 1^o à Teillé, le 1^{er} février 1656,(1) avec *Jeanne du Bosquet*, fille de Jacques du Bosquet, seigneur de Boisclaireau et de Madeleine Le Porc ; 2^o le 9 février 1668, avec *Ambroise Chouet* (2), fille de feu Guillaume, sieur de Mirebeau, et de Françoise Aulbin, qui, par testament du 2 février 1689, devant M^e Marin Besnard, notaire à Louzes, manifesta le désir d'être ensevelie dans l'église de ce lieu, légua à la fabrique de Monceaux une rente à toujoursmais de 75 l., pour avoir droit à six messes basses chaque année, donna à son mari la somme de 1000 l. qu'il devrait employer en œuvres pieuses, à sa discrétion, laissa tous ses biens à Anselme Chevallier, sieur de Saliders ? demeurant à René, son seul héritier, et chargea Jacques Aulbin, son oncle, sieur de la Brulardière, de l'exécution de ses dernières volontés ; 3^o le 30 mars 1698, avec *Simonne Sedilleau*, fille de Mathurin Sedilleau et de Simonne , veuve de Jacques Moulin, sieur de la Tremblais.

De la première de ces alliances, le seigneur de Saint-Loup eut deux fils :

1^o *Jean*.

2^o *Jacques*, continuateur de la branche des de Guécroult de Boisclaireau, dont nous parlerons dans un dernier paragraphe.

(1) Etat civil de Teillé.

(2) Ambroise Chouet avait une sœur nommée Claire, mariée à Robert Chevallier, sieur de la Falaise, qui lui donna Alexis, sieur du même lieu ; puis Marie, unie par contrat du 17 novembre 1679, devant le notaire de Louzes, à Claude Marchand, sieur de la Moisière, fils de Jean, avocat en parlement, et de Jeanne Mallet, paroissien de Saint-Jean de Mortagne et beau-frère de Jacques Mallard, écuyer, sieur de la Rue.

III.

JEAN DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de Saint-Loup, épouse par contrat du 10 avril 1691, signé en l'étude de François Lemère, notaire à Blèves, *Louise de Mésange*, de la paroisse des Ventes-de-Bource (1), fille de Paul, écuyer, sieur de Saint-Germain, demeurant à Coulonges, au château des Vallées, et de feu Louise d'Arlanges. Il apportait en mariage 300 l. seulement, que son père lui donnait, tant en argent qu'en meubles, en avancement d'hoirie. La dot de la future était de 800 l.

Jean de Guérault qui fixa sa résidence aux Ventes-de-Bource, fit bail pour 230 l., le 22 octobre 1724, des bordages de la Fontaine et du Tronc-de-Velours.

Il eut sept enfants (2) :

1^o *Louis-Auguste*, dont nous parlerons au n^o IV.

2^o *Jean*, écuyer, sieur du Boisgervais, aux Ventes-de-Bource, des Tesnières et du Hameau, demeurant à Cuissai (3), en Normandie, en 1730.

3^o *Pierre*, qualifié écuyer, sieur de la Vente.

4^o *René*, écuyer ; 5^o *Madeleine* et 6^o *Jeanne*, dont nous ignorons la destinée.

7^o *Renée-Françoise*, unie par contrat du 8 mai 1724, passé à Varaville (4), devant Lapye, à Pierre-Armand de Tilly, écuyer, sieur de Prémarais, d'abord page de Louis XV, puis capitaine de dragons, né à Petiville le 22 octobre 1696, de Henri, sieur de Prémarais, et de Suzanne de Vallée, demeurant, en 1725, à Vidai, où il possédait la Guilloisière, et un peu plus tard, à Semallé.

(1) *Ventes-de-Bource* (Les), com. du cant. du Mesle-sur-Sarthe, Orne.

(2) De ses rapports illégitimes avec N. Froger, il eut encore une fille nommée Jeanne de Guérault, née à Beauvoir, le 20 janvier 1721, et morte à Louzes, le 25 avril de la même année. — Etat civil de ces deux communes.

(3) *Cuissai*, com. du cant. d'Alençon.

(4) *Varaville*, com. du cant. de Troarn, en Calvados.

De cette union sont issus :

A. *Pierre-René-François-Anne*, qui épousa Jacqueline-Madeleine de Guérout, comme nous l'avons dit déjà.

B. N..., enterrée à Louzes le 23 janvier 1725, âgée de sept jours seulement.

C. N..., sœur jumelle de la précédente, et ensevelie avec elle, le 25 janvier.

D. *Jacques*, chevalier, marquis de Tilly-Prémarais, seigneur de la Tournerie, d'abord chevau-léger de la garde du roi, puis son conseiller et sénéchal d'épée de la sénéchaussée et siège présidial de Beaumont-le-Vicomte, né à Semallé le 20 juillet 1734. Il épousa en premières noces, Anne-Suzanne-Madeleine Le Bourdais de Chassillé (1), morte en la paroisse du Crucifix le 16 août 1761 ; et en deuxièmes noces, par contrat du 14 août 1776, devant Grignon, notaire à Soulligné-sous-Ballon (2), Jeanne-Antoinette-Jacquine Amellon de Saint-Cher, fille de Jacques et de Charlotte des Deniaux. Il en eut Jeanne-Renée-Jacquine et Louis-Stanislas-Xavier, nés à Beaumont-le-Vicomte, les 12 mai 1777 et 10 juin 1778.

E. *René-Louis*, chevalier, seigneur du Mesnil, de la Maunière, à Notre-Dame-des-Champs et de Quincé, brigadier des gardes du corps du roi, chevalier de Saint-Louis, né à Semallé le 22 octobre 1736. Il contracta alliance le 30 janvier 1765, avec Anne-Perrine Champion de Quincé (3), fille de Pierre-René Champion, médecin au Mans, et de Anne-Elisabeth-Catherine Riffault, qui lui donna René-Pierre-Charles-Antoine, né à Neuvillalais le 17 février 1766, tué en Vendée en 1779 ; N...., qui servit à l'armée de

(1) *Inv. des Minutes anc. des notaires du Mans*, VI, 132.

(2) Le mariage religieux fut célébré à Beaufay le 9 octobre 1776.

(3) *Inv. des Minutes anc.*, II, 208.

Condé, de 1791 à 1794, et sous le comte de Frotté, en Normandie, de 1796 à 1799 ; et Anne-Henriette-Françoise, née le 2 juillet 1771. Il défendit les Tuileries le 10 août et mourut en prison, sous la Terreur.

F. et G. *Renée-Françoise* et *Louise*, vivant à l'époque du mariage de René-Louis, leur frère.

IV.

LOUIS-AUGUSTE DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de la Giroudière, possesseur de la Fontaine, Frisleux, la Branche-Torse et autres fermes à Louzes, s'unit en cette paroisse le 11 février 1727, à *Maric-Marguerite de Barville*, fille de feu Joseph et de Marie Fouet, enterrée dans l'église de Louzes le 21 août 1734, par M^e de Bastard, curé de Blèves.

Sont nés de leur mariage (1) :

1^o *Marie-Jeanne*, venue au monde le 6 janvier 1728. César du Hay, écuyer, son époux, en eut Jacques du Hay, mort à Louzes le 15 mai 1774, à l'âge de douze ans.

2^o *Louis-Antoine*, qui suit :

3^o *Renée-Françoise*, née le 25 mars 1733. .

V.

LOUIS-ANTOINE DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de la Giroudière, né à Louzes, le 24 avril 1729, y décéda le 18 avril 1787 et fut enterré « au pied de la croix boissée ».

Le 8 août 1754, il avait vendu le Tronc-de-Velours à François Le Comte, marchand aux Aulneaux, moyennant 2548 l. et le lendemain, avait échangé avec Mathurin Le Gendre, son bordage de la Tesnière, contre un taillis joignant Frisleux.

(1) Le seigneur de la Giroudière imitant le triste exemple offert par son père, eut de Marie Bugleau, un fils appelé Marin, né à Roullée le 23 août 1735.

Françoise de Glapion (1), sa veuve, originaire de Sainte-Scolasse-sur-Sarthe, convola en secondes noces le 2 octobre 1792, bien qu'étant alors âgée de 60 ans, avec Charles-François Thorin, son domestique, qui n'en avait que 27. Elle mourut le 17 mai 1797, à la Grande-Maison, au bourg de Louzes, sa résidence depuis vingt-quatre années.

De son union avec le sieur de la Giroudière était née *Jeanne-Marie-Louise-Françoise de Guérout*, baptisée aux Ventes-de-Bource le 24 avril 1768 et mariée à Louzes, le 11 janvier 1785, avec *François-Auguste de Château-Thierry*, écuyer, seigneur de Beaumanoir, fils des défunts François-Ambroise, ancien mousquetaire, chevalier de Saint-Louis et de Catherine-Renée de la Touche.

Ils eurent : François-Nicolas, né à Louzes, le 24 décembre 1785 et Jeanne-Françoise-Charlotte, née au même lieu le 20 mai 1787.

BRANCHE DES DE GUÉROULT, SEIGNEURS DE BOISCLAIREAU.

I.

Jacques de Guérout, chevalier, seigneur de Boisclaireau, à Teillé, deuxième fils de Pierre et de Jeanne du Bosquet, comparut au ban et arrière-ban de la sénéchaussée du Maine en 1689, et de son mariage contracté le 6 novembre 1684 avec *Marguerite Sevin*, fille de Jean, sieur des Landes, et de feu Marguerite Davoust, eut neuf enfants :

1^o *Marie-Madeleine*, morte à Mamers, le 24 juillet 1733 et inhumée le lendemain, dans le chœur de l'église de Marollette,

(1) La famille de Glapion qui descendait de Varin de Glapion, grand sénéchal de Normandie, en l'an 1200, s'expatria et se fixa aux colonies. Le dernier de ses descendants revenu en France, est mort propriétaire du château de la Vove, dans l'Orne. — *Le Plantis*, par Charles Vétel.

où fut également déposée le 2 avril 1757, la dépouille mortelle de Jacques de Portebize (1), l'ainé, son époux, écuyer, seigneur de Marollette, décédé la veille à l'âge de 62 ans. Leurs six enfants, tous nés à Marollette, sont : N....., enterrée à Beauvoir le 22 août 1727 ; Pierre, chevalier, licencié ès-lois, né le 11 décembre 1724, successeur de son oncle comme curé de Chérancé, reçu chanoine honoraire du Chapitre collégial de Saint-Pierre-de-la-Cour vers 1780 (2), Alexandre-Jean, né le 19 août 1727 ; Jean-Jacques, né le 12 mai 1729, inhumé le 31 du même mois dans l'église de Marollette ; Marie-Madeleine-Jacquine, née le 21 septembre 1730 ; Paul, né le 16 juillet 1733, capitaine de milice en 1753, enseveli dans l'église de Marollette le 18 novembre 1766.

2^o *Marie-Louise-Jacqueline*, épouse de François de Fleuriel, sieur de la Girondière.

3^o *Jeanne*, demeurant à Mamers en 1730, avec François-Nicolas d'Avesgo, écuyer, seigneur d'Appenay, son mari.

4^o *Marguerite*, qui contracta alliance avec Jacques du Mouschet, sieur de Monthimer.

5^o *Jacqueline-Françoise*, mariée à Mamers, le 27 novembre 1727, à Pierre-Alexandre du Mesnil, écuyer, sieur de Villiers.

6^o *Louis*, chapelain de N.-D. de Toutes-Aides, à Saint-Rémy-du-Plain, en 1722, curé de Teillé, de 1730 à 1765 (3).

7^o *François*, écuyer, diacre au collège du Mans, à Paris, en 1715, curé de Chassé, puis de Chérancé, à partir du 23 août 1718 et titulaire de la chapelle de Notre-Dame desservie dans l'église de cette paroisse, admis comme chanoine

(1) Jacques de Portebize se maria en secondes noces avec Marie-Thérèse Duval de Bassières, décédée à Marollette, à l'âge de 70 ans, le 21 février 1753. Son frère, Jacques, le jeune, s'unit à Geneviève Chauvin. — Etat civil de Marollette.

(2) Arch. dép. G 512.

(3) *Semaine du Fidèle*, I, 427, V, 647.

prébendé de Saint-Julien en 1754, mort subitement au Mans le 4 février 1768, à 77 ans et inhumé le lendemain dans la nef de la cathédrale. Son titre sacerdotal de 50 l. lui avait été assigné par son père, le 20 mars 1717, sur la métairie de Champ-Robert à Gesnes.

Sa mère décéda en son presbytère le 18 septembre 1741, à l'âge de 78 ans et reçut la sépulture devant l'autel de la Vierge, en l'église de Chérancé (1).

8° *Ignace-Paul*, dont l'article suit.

9° *Pierre-Jacques*, baptisé à Teillé le 25 mars 1708.

II.

IGNACE-PAUL DE GUÉROULT, écuyer, seigneur de Bois-claireau, né le 19 août 1705, capitaine aide-major au régiment de Tresnel-infanterie (1741), premier capitaine de grenadiers au même régiment, avec le titre de chevalier de Saint-Louis (1751), prit part à la désastreuse guerre de Sept-Ans, en qualité de chef de bataillon au régiment de Brancas-infanterie, commanda un autre bataillon à l'armée du Hanovre, fut fait maréchal de camp, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et nommé gouverneur de l'île d'Oléron, où il mourut, en la paroisse Notre-Dame-du-Château, le 22 janvier 1781.

Il s'était marié à Teillé le 4 mars 1743, avec *Marie-Marguerite Bouttier de Gémarcé*, née au Mans, paroisse Saint-Nicolas, le 31 août 1720, de Guillaume, avocat au présidial de cette ville et de Marie-Renée Bougard, décédée le 5 juin 1787, dans l'hôtel qui devint le presbytère de Saint-Julien.

De cette union naquirent trois enfants :

1° *Marie-Marguerite*, née le 28 janvier 1751.

2° *Marie-Renée-Gervaise*, née au Mans le 23 février 1758, mariée en l'église Saint-Vincent, le 14 mars 1775, avec

(1) *Ins. ecclés. — Mém. de la Manouillère*, I, 6.

Pierre Le Febvre de Graffard, seigneur de Sarceaux, « grand « et bien fait », âgé de 36 ans, lieutenant dans les carabini- niers, originaire de la paroisse Saint-Germain d'Argentan.

3^e *Guillaume-Jean-René*, comte de Boisclaireau, servant dans le régiment du roi, en février 1781. C'est un « très « bon sujet, qui fera sûrement son chemin » dit le chanoine dans ses *Mémoires* (1).

A son retour d'émigration, le comte de Boisclaireau racheta son château, vendu comme bien national, de M. Regnier de la Ronce, notaire à Beaumont. Il fut plus tard nommé député de la Sarthe et mourut à l'âge de 80 ans, le 2 février 1835, sans avoir eu d'enfant, de son mariage avec Adélaïde-Joséphine-Bernardine Bayard, décédée à Teillé, le 27 septembre 1837.

Nous avons tenu à continuer la généalogie des de Guérout (2), à cause des relations qu'ils conservèrent avec la noblesse de Contilly et des environs, mais depuis longtemps ils ne possédaient plus la Noirais qui était passée, dès la fin du XVII^e siècle, aux mains de M^e DENIS GUEVROT, conseiller du roi, président en l'élection du Perche, mort avant février 1702 et qui eut, de *Marie-Anne de Marguerie* (3), de la maison des seigneurs de Fortmesnil et Marollette :

1^o *Louis*, qualifié sieur de la Noirais, marié : 1^o à Nogent-

(1) *Mém. de la Manouillère*, I, 6, 216 ; II, 3, 153.

(2) Il nous a été impossible d'identifier Gabrielle de Guérout, mariée à Contilly le 26 février 1647, avec Mathurin Mallard, écuyer, sieur du Parc et des Maignens, au profit de laquelle Ambroise du Thorel, épouse de Julien Le Simple, signe une reconnaissance de 1500 l., le 15 octobre 1659.

(3) Catherine de Marguerie, sa sœur, inhumée dans l'église de Marollette le 4 février 1708, épousa Jacques de Portebize, dont elle eut une fille, née en la dite paroisse le 9 août 1703 et enterrée sous le banc de famille, le 25 février 1706.

Le 22 avril 1687, devant Gervais Le Roux, notaire à Contilly, Julien Oger, marchand en ce lieu, loue une maison sise rue Notre-Dame, à Mamers, pour 25 l. par an, à Catherine de Guyart, veuve de Jacques

le-Bernard, le 12 juin 1700, avec Marguerite du Rousseau, fille de Jean, sieur d'Harbouville et de Gabrielle de la Rivière ; 2^o à Bellême, le 6 mai 1704, avec N..... Petitgars. Il établit sa résidence à Saint-Cosme-de-Vair (1).

2^o *Jean*, seigneur de Blandé, conseiller du roi, président à l'élection de Mortagne, uni à Marguerite-Thérèse Peuvret.

3^o *Marie-Jeanne*, dite demoiselle de la Noirais, mariée (2) par contrat du 17 juin 1715, signé à Mamers, avec *Louis-René de Fontenay*, chevalier, seigneur de Survie, la Bretonnière, Saint-Aubin, Boisserant, fils de René, seigneur de Saint-Hilaire, et de Marie-Madeleine de la Mondière, alors âgé de 22 ans.

Marie-Jeanne Guevrot qui avait la garde de ses enfants mineurs en 1723, reçut avec le 31 janvier 1742, de M^e Siméon du Bois, curé de Contilly, pour les champs du Petit-Sainfoin et des Chesnots, appartenant à la fabrique et relevant de son fief, à charge de 2 s. 2 d. et d'une poule de rente, payable chaque année au jour de la saint Rémy.

Elle eut de M. de Fontenay : 1^o *René-Denis*, écuyer, seigneur de Survie, la Bretonnière et Saint-Aubin, baptisé à Bellême le 26 mai 1716, reçu page du roi en sa grande écurie en 1730, nommé d'abord lieutenant au régiment de Mailly-infanterie, puis lieutenant des Maréchaux de France, à Mortagne, en 1758 ; 2^o *Jacques-René*, chevalier, seigneur de la Bretonnière et des Guillels, tenu sur les fonts du baptême à Contilly, le 1^{er} mars 1722, par Jacques-Jérôme du Signet, sieur du Plessis, et Renée Huchereau de Monhinot, épouse de Jean-Joseph de Fontenay, chevalier, sei-

de Marguerie, peut-être le même que Jacques de Marguerie, marié à Catherine de Verdelay, au 1^{er} décembre 1666.

Jacques-Nicolas de Marguerie, capitaine au régiment de Foix, conclut alliance à Mamers, le 12 mai 1699, avec Gabrielle-Angélique d'Eu, fille de Pierre, seigneur de Chédouet, à La Fresnaye.

(1) Cf. *Monogr. de Saint-Cosme*, pp. 129-130, et *La terre des Landes*, par M. de la Jonquière, p. 12.

(2) Le mariage fut célébré en l'église Saint-Sauveur de Bellême, le 6 août 1715.

gneur du Tronchet ; 3^o *Marie-Jacques-Louis-Hilarion*, reçu garde de la marine en 1757, réfugié en Hollande, pendant les troubles révolutionnaires ; 4^o *Louise-Marie-Jeanne*, mariée en 1752 à Jacques du Mouschet, seigneur de Monthimer ; 5^o *Jean-François*, né en 1719 ; 6^o *Jérôme*, âgé d'un an en 1723 ; 7^o et 8^o deux filles reçues à la maison de Saint-Cyr en 1751 et 1755.

Il est probable que ces enfants vendirent la Noirais et le Boulay, à la mort de leur mère.

Quoi qu'il en soit, ces terres appartenaient en 1759 à *Anne de Ballon-Berry*, dame de Ponthouin, veuve de *Jean Lemoine*, sieur des Sablonnières, en son vivant conseiller du roi, son procureur au grenier à sel de Mamers et officier de Madame la Dauphine. Elle reçut des aveux des curés de Contilly, en 1788 et le 28 mai 1789 (1).

Le sieur et la dame des Sablonnières eurent comme enfants : 1^o *Charlotte-Marie-Anne*, femme en premières noces de Jacques-Etienne Balavoine de Vaux, chevalier, président-trésorier-général des finances de France et grand voyer en Normandie, au bureau des finances, chambre des domaines et voyrie de la généralité d'Alençon, père de Jean-Baptiste, baptisé à Mamers le 7 février 1771, et en secondes noces, de Guillaume-Joseph Pellisson de Gennes, seigneur du Boulay, bailli du Sonnois et futur député du Tiers-Etat (2) ; 2^o *Barbe-Antoinette*, baptisée en la même ville, le 8 septembre 1749, ne vivant plus en 1766, et 3^o *Jean*, sieur des Sablonnières, bourgeois de Mamers en 1766.

JOSEPH VAVASSEUR.

(A suivre).

(1) Arch. dép. G 800.

(2) Pierre Pellisson de Gennes, sieur de la Roulière, président-bailli, lieutenant-général de police, à Mamers, fils de feu Pierre, capitaine-lieutenant de la prévôté de l'Hôtel et grande prévôté de France, épousa à Mamers, le 14 juin 1752, Elisabeth-Françoise de Guérault, veuve de Ambroise Maignée, gentilhomme de la grande fauconnerie du Roi.

L'HÉRÉSIE DANS LE MAINE

A LA FIN DU RÈGNE DE FRANÇOIS I^{er}

Les deux documents qui suivent sont extraits des registres criminels du parlement de Paris (1). Le premier est l'arrêt de condamnation à mort de Jean Bataille « pour raison des parolles dannées et reprouvees et blaphemes par luy dictes et proferees contre l'honneur de Dieu de la tres sacree Vierge Marie, mere de Dieu..... » Le second est l'arrêt qui acquitte Thomas Champenet, également accusé du même crime. Ces deux personnes nous sont inconnues, nous ne savons rien sur la profession qu'elles exerçaient, sur le lieu d'où elles étaient originaires. A la suite du premier arrêt se trouve une ordonnance sur les mesures à prendre pour arrêter la propagation de l'hérésie dans le Maine.

Le parlement intervient ici comme juge et comme législateur. Depuis 1540 (2), il était compétent en premier et dernier ressort pour juger le crime d'hérésie. Seuls les clercs ayant ordres sacrés, relevaient de la juridiction ecclésiastique ; si toutefois même dans ce dernier cas, le crime avait été commis avec « scandale public », les deux juridictions

(1) Archives nationales, X 2 a 98. Ce registre, comme la plupart de ceux de la première moitié du XVI^e siècle, n'est pas folioté.

(2) Ordonnance de Fontainebleau : 1 juin 1540 (Isambert : *Anc. lois fr.*.... t. XII, p. 676.)

devaient intervenir, l'une pour le « délit commun », l'autre pour le « cas privilégié ». Depuis longtemps aussi il rendait des ordonnances concurremment avec le roi de France ; jusqu'en 1562 surtout il fit preuve de beaucoup d'hostilité à l'égard des hérétiques, et souvent accentua les mesures rigoureuses édictées par les rois de France.

A la fin du règne de François I^{er} l'hérésie avait fait de très rapides progrès dans notre province. Il importait absolument de prendre des mesures énergiques. Le parlement gardien fidèle de la foi, s'attaque surtout aux livres qui étaient le principal moyen de propagande et aux conversations et propos « erroneux et scandaleux ». Renouvelant les défenses déjà édictées par le roi et la faculté de théologie, il ordonne d'apporter au greffe de la sénéchaussée « tous les livres qu'ils ont en françois de la Sainte esriture ou concernans la doctrine chrestienne ». Puis pour couper court aux débats sur les questions religieuses, il prescrit à l'évêque de faire des prédications dans tout le diocèse, afin de « garder..... tousjours la Sainte foy catholique ». Il édicte des peines très sévères contre ceux qui contreviendront à ses ordres.

Aucune de ces mesures énergiques ne donna, semble-t-il, de grands résultats. Comme par le passé les hérétiques continuèrent à accroître leur nombre et négligèrent les prohibitions de François I^{er} et de ses successeurs. Sur la fin de sa vie d'ailleurs François I^{er} était plus porté vers la tolérance à l'égard des « mal sentans de la foy ». Il était réservé à Henri II de reprendre la persécution religieuse avec beaucoup de violence et d'attacher son nom à la création de la chambre ardente qui « en envoya au feu autant qu'il en tomboit entre ses mains ».

ROGER LUZU.

1546, 15 octobre.

Veu par la chambre ordonnee par le roy au temps des vaccacions, le proces criminel faict par le senechal du Mayne, ou son lieutenant a l'encontre de Jehan Bataille, prisonnier en la consiergerie du palais, pour raison des parolles dannees et reprouvees et blaphemes par luy dictes et proferees contre l'honneur de Dieu, de la tres sacree Vierge Marie, mere de Dieu, ainsi que le tout est plus a plain contenu ou dict proces contre luy faict; les conclusions sur ce prinses par le procureur general du roy; et tout consideré.

Il sera dict que la dicte chambre, pour raison des dicts cas, a condenné et condenné le dict prisonnier a estre mené des prisons de la ville du Mans en ung tombereau jusques au lieu ou l'on a acoustumé faire executions publiques de mort et illec en lieu plus commode et convenable estre dressee et plantee une potence, a l'entour de laquelle sera faict ung grant feu, auquel, apres avoir esté preallablement estranglé le plus secretement que faire ce pourra, sera son corps gecté, ars, brulé et converty en cendres avec son proces; et a déclaré et declaire tous et chacuns ses biens acquis et confisque au Roy, et oultre la dicte chambre, deuement advertie que en la dicte ville du Mans et lieux circonvoysins de jour en jour ceste malheureuse et danna-ble secte lutherienne et autres semblables heretiques pul- lullent grandement et qu'il y en a grant nombre qui occul- tement et latemment en sont entachez et infectez, a ordonné et ordonne que tant en la dicte ville du Mans que autres villes de ce ressort, esquelles y a siege royal ressortissans sans moyen à la court de parlement, sera publié à son de trompe et cry public par provision et ce jusques à ce que par le roy ou la dicte court, icelle seant, autrement y sera pourveu, qu'elle a défendu et défend à tous les subjectz du dict seigneur demourans

dedans le dict ressort de dire et soustenir publicquement ou occultement aucuns propos erronez ou scandaleux et blaphemes, contre l'honneur de Dieu, du Saint Sacrement de l'autel, de la tres sacree Vierge, mere de Dieu, et des saints et saintes de paradis et autres Sacremens, commandemens et doctrines de nostre mere sainte eglise catholique, et ce sur peine d'estre bruslez et autrement griesvement puny selon que la qualité des dicts crimes le requiert, sans aucune esperance de mitigation de peine cy apres ; et au surplus pour la plus grande suspicion que l'on peult avoir tant par le dict proces que par plusieurs autres experiences qui ont esté congneues en la dicte court de parlement qu'il y a plusieurs lutheriens et hereticques en la dicte ville du Mans et lieux circonvoysins, et en bien grant nombre, et que aux évesques par les saints concilles est enjoinct de faire la diligence d'enquerir ou faire enquerir contre tous ceulx qui sont suspectz d'heresie, ou qu'ilz sont trouvez, dissidens de la commune manière de vivre des vray chrestiens catholicques, et que des saints concilles le roy très chrestien est conservateur et sa court de parlement, la dicte chambre a, par provision et jusques à ce que par le roy en sa dicte court autrement en sera ordonné, enjoinct et enjoinct à l'evesque du Mans d'executer ou faire executer le contenu es dicts saints concilles tant en la dicte ville du Mans que autres lieux de son diocese, en faisant diligemment et secretement informer par bons et suffisans personnages contre tous ceulz qui sont entachez de ceste malheureuse et pernicieuse secte et heresie et proceder à l'encontre de ceulx qui sont subjectz à sa congnoissance et cohertion, comme sont les personnages ecclesiasticques qui sont en ordres sacrees, et ce jusques a degradation s'il y eschee et le cas le requiert, et quant aux personnes layes et clerics non ayans ordres sacrees dont la congnoissance en appartient aux juges laiz par l'edict du Roy, d'en advertir les juges du dict sire d'en envoyer les charges

et informations ou le double d'icelles qui auront esté faictes par ses juges et officiers, pour icelles informations veues par les dicts juges laiz y estre proceddé le plus diligemment qu'il sera possible et ainsi qu'il appartiendra par raison ; et au demourant à la dicte chambre enjoinct a tous les demourans en la dicte ville du Mans et dedans le diocese d'icelle de apporter ou faire apporter dedans huictaine apres la publication de ce present arrest tous les livres qu'ilz ont en françoys de la sainte escripture ou concernans la doctrine chrestienne, au greffe de la seneschaucée du Mans, qui seront mis par inventaire par le greffier de la dicte seneschaucée et ce sur peine de confiscation de corps et de biens, pour ilec estre gardez et mis à part afin d'en estre par la dicte chambre ou la dicte court icelle seant, ordonné ce qu'il appartiendra par raison ; et enjoinct aux seneschal et lieutenans general et particulier du dict Mans, de informer diligemment de ceulx qui n'auront obéy à la dicte ordonnance et aux advocat et procureur du Roy au dict siege d'en faire la sollicitation et poursuite et faire envoyer les informations féalblement closes et sceellees au greffe de la dicte court pour, icelles veues, en estre procedé et ordonné contre les desobeissans, ainsi qu'il appartiendra par raison ; et outre exhorte par provision comme dessus au dict evesque du Mans, pour obvier a ce que la dicte pestifere secte ne puisse proceder plus avant, comectre aulcuns bons et notables personnages docteurs, theologiens, scavens experimentez en predications et instructions du peuple, pour soigneusement tant es eglises cathedrales que parroichialles du dict lieu du Mans, que en toutes les autres eglises parroichialles du dict diocese, prescher et admonester les habitans et demourans en tout le dict diocese tenir, garder, observer et reverer tousjours la sainte foy catholicque, obvier, repugner et contredire aux malheureux hérétiques luthériens et autres qui la veullent impugner et iceulx reveler a justice pour en faire la punition et metre peine par bonnes et saintes re-

monstrances et admonitions, reduire ceulx qui en seront entachez à la lumiere de la sainte foy catholicque et a laisser les tenebres de la malheureuse secte lutherienne et autres heresies, qui on esté ensemancees cy devant en la dicte ville du Mans et autres villes du dict diocese, contre l'honneur du benoist Sauveur, foy et doctrine de l'eglise catholicque et pour faire mectre ce present arrest à execution selon sa forme et teneur, icelle chambre a renvoyé et renvoye le dict prisonnier en l'estat qu'il est par devant le dict senechal du Mayne ou son dict lieutenant.

P. LIZET.

MARTINEAU.

1546, 26 juillet.

Veu par la court le proces faict par le seneschal du Maine ou son lieutenant a l'encontre de Thomas Champenet, prisonnier es prisons du Mans, pour raison des propos scandaleux et erronez dictz et proferez contre l'honneur de Dieu et de nostre mere sainte eglise a luy imposez; les interrogatoires recollemens et confrontations de tesmoins à luy faictz par les commissaires a ce commis; l'enquete faicte par les faicts de reproches par luy proposez à l'encontre des tesmoins à luy confrontez; les conclusions du procureur général du Roi, et tout considéré,

La dicte cour a ordonné et ordonne le dict Champenet estre elargy et mis hors des dictes prisons et l'elargist par tout quousque en faisant les submissions accoustumez.

MINARD.

HURAUULT.

MÉMOIRE HISTORIQUE
SUR
LA GUERRE DES CHOUANS
DANS
LE DISTRICT DE CHATEAU-GONTIER

Il y a quelques années, le soin de trier plusieurs caisses de papiers, provenant de diverses familles originaires de Château-Gontier, me fut confié. Les déménagements successifs avaient bouleversé les pièces que j'examinais au point qu'il me fut presque toujours impossible d'en déterminer le classement original. Parmi les baux, les contrats et les titres de propriété, je rencontrai un cahier de 0,32 de hauteur sur 0,20 de largeur, composé de seize feuillets de solide papier bleuâtre, couverts d'une écriture fine et nette de la fin du XVIII^e siècle. Cette écriture, très reconnaissable, je ne l'avais pas retrouvée dans les pièces que je venais d'examiner. Jeté en vrac, le cahier ne semblait apparenté à aucune des rares liasses dont les liens avaient résisté aux heurts des voyages. Il ne portait aucune indication permettant de retrouver son auteur, ni son premier propriétaire.

Ces pages, pourtant, contemporaines des événements qu'elles relatent, n'ont pu être écrites que par un bourgeois de Château-Gontier, et il n'est pas douteux, d'après ses appréciations, que ce bourgeois fut un partisan ardent de

la Révolution, peut-être même un membre de quelque administration publique.

L'annotation critique du mémoire eut exigé de longues recherches qu'il m'était impossible d'entreprendre et une connaissance du milieu local que je ne possède pas. Tel quel, il a semblé au Bureau de la Société que le document avait son intérêt et méritait d'être publié, sous les réserves que comportent les opinions parfois très accentuées de l'auteur.

Je suis heureux, au moins, de répondre au désir du Bureau, avec l'espoir que cette relation inédite, tout en demandant à être contrôlée et discutée, pourra apporter quelques détails nouveaux à l'histoire de la Chouannerie du Maine (1).

J. PALLU DU BELLAY.

(1) En outre de la Série révolutionnaire (L) des Archives de la Mayenne qui fournirait, sans aucun doute, de nombreux éléments de contrôle, nous indiquerons sommairement, parmi les derniers ouvrages d'histoire locale à consulter pour la critique de ce Mémoire : L'abbé Angot, *Dictionnaire historique de la Mayenne*, 4 vol. in-8 ; V. Duchemin et Robert Triger, *Les premiers troubles de la Révolution dans la Mayenne*, ext. de la *Revue hist. du Maine*, 1888 ; A. Joubert, *Notice historique sur Daon*, 1879, in-8 (notes nombreuses sur Coqueureau et ses bandes) ; Bernard de la Frégeolière, *Mémoires*, 1881 ; Tercier, *Mémoires*, 1891. (4^e partie, annotée par M. R. Triger) ; l'abbé Angot, *Mémoires épistolaires sur la Révolution à Laval*, 1896 ; J. Morvan, *Les Chouans de la Mayenne*, 1900 ; l'abbé Uzureau, *La guerre des Chouans en 1795*, dans la *Province du Maine*, 1907 ; *La Chouannerie dans le Craonnais*, ext. des *Mém. de la Société d'Agriculture d'Angers*, 1907 ; Robert Triger, *Sainte Suzanne* (la Chouannerie dans le canton) 1907 ; l'abbé Froger, *La guerre de la Chouannerie de janvier à juin 1795*, ext. de la *Revue des questions historiques*, 1910, etc.

MÉMOIRE SUR LES ÉVÉNEMENTS QUI PRÉPARÈRENT LA
FUNESTE GUERRE DES CHOUANS DANS LE DISTRICT DE
CHATEAU-GONTIER ET QUI FURENT A PEU PRÈS LES MÊMES
DANS TOUT LE DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE.

Décret du 24 février 1793 pour la levée des 300.000 hommes. — En conséquence du décret du 24 février 1793 pour la levée des 300.000 hommes, les administrateurs du district de Château-Gontier fixèrent le 9 mars même année, pour la levée de leur contingent. La malveillance, outrée de voir que tout se préparait à l'obéissance au décret, s'agita voyant que la République naissante allait devenir formidable par ses armes. Les domestiques des ci-devant nobles et privilégiés, qui étaient atteints et compris dans ce recrutement, sortirent dans les campagnes, firent souffler la discorde et la désobéissance à la levée, de sorte que deux jours avant l'opération, des patriotes des communes rurales avertirent les autorités constituées de prendre des précautions contre les cabales qui se formaient, étant persuadés que le tirage ne se ferait pas sans trouble.

En effet, le 9 mars au matin, les habitants de Château-Gontier furent très étonnés de voir leurs murs cernés par des groupes immenses de paysans armés de bâtons ; ce jour n'étant pas jour de marché, l'administration municipale sortit en costume, demanda à ces groupes de paysans ce qu'ils voulaient ; ils répondirent qu'ils ne voulaient pas qu'on tirât à Château-Gontier ce jour-là, et qu'on devait attendre Laval, qui tirait deux jours après ; et que tous les jeunes gens des paroisses voisines étaient assemblés pour empêcher qu'on ne tirât.

Attroupement séditieux des campagnes. — Les administrateurs leur exposèrent qu'ils devaient se retirer paisiblement dans leurs communes respectives et obéir à la loi, comme les habitants de Château-Gontier se disposaient à le faire, en ce jour ; alors les invectives commencèrent de la

part des attroupés, des menaces survinrent et même un officier municipal reçut un coup de bâton. Les administrateurs se retirèrent à la maison commune, la générale battit, et à l'instant tous les citoyens de la garde nationale se rendirent sur la place d'armes. La loi martiale qui alors était en vigueur fut proclamée, et pendant cette proclamation, l'administration ayant sommé le rassemblement qui était à l'embouchure de la route de Laval, et qui était le plus opiniâtre, de se retirer, un des rebelles tira un coup de pistolet, et une amorce fut brûlée sur le Maire. Le révolté qui avait tiré le coup de pistolet le paya de sa vie, et l'administration municipale ne retint qu'avec beaucoup de peine le feu de la garde nationale qui allait devenir roulant. La contenance ferme de nos braves citoyens, la mort d'un des rebelles, deux autres blessés et deux de leurs chefs arrêtés, fit lâcher pied à ce rassemblement qui s'enfuit à toutes jambes.

Chefs des révoltés condamnés à mort. — Le bruit de cette fusillade ayant été entendu sur tous les points fit le même effet. On a dit depuis que le but de ce rassemblement était, outre l'empêchement du recrutement, d'enlever trois pièces de canon que la commune possédait alors, et de se porter deux jours après sur la commune de Laval, où le recrutement devait avoir lieu. Une commission créée par la loi du 19 du même mois, condamna les deux chefs arrêtés à mort. L'un s'appelait Gary, garde-chasse en la commune de Quelaines, et l'autre Mâchefer, tisserand au bourg d'Azé.

L'administration et la garde nationale étant rentrées, les officiers municipaux avertirent les jeunes gens que le tirage allait se faire à l'instant. La plupart qui s'était armée contre les rebelles, déposa ses armes et se rendit à la grande salle de la municipalité. Tous se trouvèrent, excepté les domestiques qui étaient allés dans les campagnes souffler la discorde : ils y vagabondèrent quelque temps et passèrent

ensuite à la Vendée qui commençait à prendre de la consistance.

Les administrateurs de Château-Gontier, après s'être vus assiégés le matin dans leurs murs, eurent la satisfaction de voir leurs jeunes concitoyens obéir sans murmure au décret du 24 février et opérer leur tirage sans aucun trouble.

Le contingent conduit à destination. — Depuis cette époque les campagnes restèrent agitées et longtemps le drapeau rouge flotta aux fenêtres de la municipalité ; on fut obligé d'envoyer dans les campagnes des détachements pour dissiper les rassemblements qui s'y faisaient continuellement. L'administration du district, à force de soins et de prudence, parvint cependant à rassembler le contingent de la plupart des communes tout d'hommes achetés ou ayant regret de quitter leurs foyers, ayant surtout été fanatisés par des prêtres qui autorisaient publiquement la désobéissance et anathématisaient ouvertement quiconque prenait le parti de la République. Enfin, après bien des peines, le district fit partir sous la conduite du citoyen René Lau-maillé, agent militaire, nommé à cet effet vers le 15 mai, cent cinquante hommes, tous équipés et armés, qui furent conduits aux Ponts-de-Cé, à l'armée du général Menou qui en donna son reçu. Aussitôt la plupart de ces hommes entendit la voix de ses prêtres qui étaient passés à la Vendée et désertèrent leurs drapeaux pour les suivre.

Au mois de juin les brigands de la Vendée s'étant rendus maîtres de Saumur, la déroute de l'armée républicaine fut telle qu'Angers même fut évacué. Une partie de cette armée vint jusqu'à Château-Gontier, et les brigands profitèrent de cette fuite pour entrer à Angers. Pendant leur séjour dans cette grande commune, ceux de notre district qui faisaient partie de l'armée des rebelles y appelèrent leurs connaissances dont grand nombre se réunit à eux, et ceux qui s'en revinrent dans leurs foyers y rapportèrent les principes sanguinaires que les prêtres rebelles ne cessèrent

de prêcher dans toutes les églises d'Angers, de sorte que le retour de ceux-ci fut bien plus funeste à notre pays que la désertion des autres.

Levée en masse des citoyens pour aller à la Vendée. — D'après un arrêté des représentants du peuple Richard et Choudieu, qui ordonnaient une levée en masse de tous les citoyens du district de Château-Gontier, 800 hommes de cette commune se rendirent le 13 septembre de la même année sur la prée de Sainte-Gemmes aux Ponts-de-Cé. Toutes les communes rurales, armées de ce qu'elles purent trouver de plus deffensif, en firent autant. Toute la partie droite du département de Maine-et-Loire était aussi levée, ainsi qu'une partie de celui de la Sarthe.

Déroute de la masse près Beaulieu. — Cette masse, après avoir remporté le 17 une victoire sur les hauteurs en avant de Beaulieu, fut, le 19, complètement battue, et la déroute fut telle qu'une quantité prodigieuse de cette malheureuse levée étouffa en perdant haleine à la course ; la débâcle de la cavalerie et des convois ne fut pas moins funeste et un très grand nombre tomba entre les mains des ennemis, qui, après en avoir massacré une partie, fit souffrir les traitements les plus inouis à ceux qu'ils tenaient dans leurs prisons, dont une grande partie, pour s'y soustraire et aux fusillades journalières qu'ils exerçaient, se réunit à eux, dans le temps surtout où la victoire les favorisait.

Entrée de l'armée Vendéenne à Château-Gontier, le 21 octobre 1793. — Le 19 octobre suivant, l'armée de Mayence ayant battu les brigands sur tous les points de la rive gauche de la Loire, la força à la passer à Varade, et le 21, à 8 heures du soir, toute la nombreuse armée des brigands se présenta aux portes de cette commune ; les habitants qui n'avaient été prévenus que quelques heures avant son arrivée certaine, s'étaient rassemblés au bat de la générale et s'étaient formés en bataille sur la grande route

d'Angers, par où les brigands arrivaient. Notre garde nationale n'avait pour tout secours que la levée du district de Lassay, qui passait pour se rendre à sa destination. A la première rencontre, les brigands au cri de « *Qui vive* » ayant répondu « *Armée Royale* », notre garde nationale fit et entretint un tel feu roullant que les généraux des brigands, les plus expérimentés, dirent après leur entrée qu'ils avaient cru qu'il y avait garnison dans la ville. Enfin nos habitants durent leur salut à la lumière des canons tirés à mitraille et à quelques fusées que les brigands lancèrent et dont la clarté fit connaître le nombre prodigieux de cette armée rebelle, contre laquelle la valeur de notre garde nationale devenait inutile, ayant déjà à regretter 40 de ses frères qui étaient étendus morts sur le champ de bataille et n'étaient pas vengés, quoique le nombre des cadavres brigands fut encore plus grand. La retraite était donc dictée par la prudence, et chacun cherchant son salut dans la fuite, les brigands différèrent d'une demi-heure leur entrée dans la ville, croyant que la retraite des habitants n'était qu'une feinte, vu le feu qui avait été fait et qu'ils rapportaient à la garnison qu'ils jugeaient être dans la ville.

Massacre du républicain Bescher père, juge. — Pendant le séjour de l'armée vendéenne à Château-Gontier, les domestiques qui avaient provoqué la révolte du 9 mars, et tous ceux du pays qui avaient fait partie de cette armée, recrutèrent dans nos murs, et jusqu'au ci-devant accusateur public, nommé Noël, prit, avec son frère et plusieurs jeunes gens qu'il embaucha lui-même, le parti de cette horde meurtrière, qui massacra impitoyablement le vieillard Bescher, juge au tribunal de district. D'autres se portèrent dans les communes rurales de leurs domiciles respectifs, pillèrent la caisse des percepteurs, coupèrent les arbres de la liberté, éloignèrent les esprits de l'obéissance aux lois de la République, en leur promettant sa prompte destruction, et firent de nombreux prosélites.

Déroute de l'armée de Mayence. — Toute l'armée s'étant rendue à Laval, il s'engagea un combat entre elle et l'armée de Mayence qui la poursuivait depuis son passage à Varade ; mais celle-ci ayant été mise en déroute, les brigands rentrèrent de nouveau victorieux à Château-Gontier et cet avantage acheva de leur attacher tous les gens des campagnes voisines et les fortifia dans l'idée qu'ils leur avaient donnée des succès qu'ils se promettaient en marchant sur Paris. Les prêtres rebelles, de leur côté, ne négligeaient rien et s'efforçaient de répandre leur poison ordinaire. Tout le monde sait les moyens de terreur qu'ils ont employés et comment ils ont fait parler le ciel contre tout partisan de la République, et surtout contre les acquéreurs de biens nationaux qui étaient sans retour hors des voies de salut.

Tel était l'état de l'esprit public où cette horde laissa notre district dont elle s'éloigna pour se rendre à Grandville. Mais sans cesse harcelée par l'armée républicaine, elle erra de Grandville à Angers et ensuite au Mans, où ayant eu une défaite complète, leur armée en déroute se débanda. Chacun pour se soustraire à la poursuite républicaine se tapit où il trouva l'espoir de salut et toutes nos campagnes, disposées en faveur de ces soi-disant soldats de Jésus-Christ, les recélérent, les alimentèrent, et au mépris de leurs intérêts et de leur sûreté personnelle, notre pays se trouva, par ces soins perfides, infesté de ces ennemis irréconciliables qui pendant quelque temps restèrent cachés par la crainte d'être pris isolément, étant alors hors d'état d'effectuer aucune entreprise, tant à cause de leur division que des blessures dont la plus grande partie était atteinte. Le flux dissentérique, dont cette armée vagabonde était prise, se communiqua dans les endroits où ces malheureux restèrent en nombre, de sorte que tous les environs du Mans et la majeure partie de notre district fut en proie à la maladie et aux dangers de la guerre civile qui ne tarda pas à être organisée.

Énergie des patriotes des campagnes. — Les patriotes des campagnes, qui étaient encore animés du même zèle qu'au commencement de la révolution, activèrent les patrouilles de jour et de nuit, de sorte qu'ils saisirent un grand nombre de ces vagabonds qu'ils amenèrent devant le comité révolutionnaire établi en cette commune.

Comité Révolutionnaire. — Les principes de ce corps, fondés sur l'esprit de loi, lui méritèrent la confiance et l'estime générale ; il surveilla avec la plus constante activité et parvint à prévenir tous actes arbitraires que les circonstances favorisaient, de sorte que pas un de ces rebelles, saisi par les gardes nationales, n'éprouva de leur part aucun mauvais traitement. Aussitôt qu'ils étaient amenés devant le comité, il était légalement procédé à leur interrogatoire et à l'enquête sur les charges, et, quand le prévenu était frappé par la loi, il était de suite envoyé avec les pièces de sa procédure devant l'une des commissions établies par les représentants du peuple à Angers et à Laval.

Le courage soutenu des patriotes dans l'arrestation de ces malfaiteurs mit la rage au cœur de tous les partisans des fugitifs de la Vendée ; ils méditèrent donc leur perte, et pendant que les rebelles restaient cachés dans des souterrains, dans le centre des barges de foin et de paille, les patriotes s'épuisaient en vaines courses et toutes leurs recherches devinrent infructueuses.

Conduite des prêtres réfractaires. — Grand nombre de prêtres, comptant sur le fanatisme de nos campagnes, s'y fixèrent et n'eurent pas de peine à trouver dans les grosses maisons, les fermes et chez le simple laboureur, un asile certain et un secret inviolable ; plus ils étaient en faveur, plus ils mettaient à profit ce funeste ascendant pour préparer de longue main, au nom du ciel, l'insurrection et les massacres qui ne tardèrent pas à éclater. Les nommés Fayau et Jaunay, prêtres, le premier natif de cette commune, et l'autre des environs, soutenus du trop fameux scélé-

rat Coquereau et d'un nommé Logerais dit Pimousse, nés à Daon, tous ayant été des premiers fondateurs de la guerre de la Vendée, furent aussi les premiers à lever l'étendard de la révolte, et fondèrent dans les foyers de leurs familles la guerre civile qu'ils nommèrent la guerre des Chouans, dont les horreurs révolteront la nature dans les siècles à venir. C'est de cette guerre, fléau de mon pays, dont j'entreprends de vous tracer succinctement l'histoire ; le seul espoir de voir ma narration s'utiliser en faveur de l'humanité soutient ma plume.

Origine de la guerre des Chouans. — Des menées sourdes ayant pendant quelque temps préparé la première explosion de cette funeste guerre, je tâcherai de rappeler les différentes époques des principales circonstances que je croirai les plus essentielles à noter.

Dès le commencement du printemps de l'an deux, les Vendéens, qui s'étaient soustraits aux recherches, se rapprochèrent entre eux et s'unirent aux prosélites que leurs prêtres leur avaient faits. Les femmes, qu'on fait si facilement mouvoir quand on leur parle au nom du ciel, furent d'abord les vedettes et ordonnances des rebelles, qu'elles alimentaient facilement sous les apparences du transport des repas à leurs laboureurs. Par ce moyen, tous les vagabonds, d'abord isolés, se réunirent par petits pelotons et ensuite par bandes d'une certaine force qui ne craignirent plus de se montrer à découvert. Nous avions alors dans nos murs une partie des Chasseurs de Rosenthal, dont le civisme et la bonne tenue en imposa aux fondateurs de la horde de Chouans. Ils nous furent ôtés pour se porter aux rives droites de la Loire.

Coquereau, premier chef de la Chouannerie. — Bientôt après leur départ, Coquereau, Pimousse et Mothais, soutenus par les fanatiques des communes où ils étaient restés cachés, exécutèrent des incursions nocturnes pour désarmer les patriotes.

Premier assassinat à Quelaines. — Déjà, dans la commune de Quelaines, un nommé Massainguiral, patriote prononcé, chassant pour une fête fraternelle qui devait avoir lieu dans cette commune, fut assassiné. Les auteurs de ce meurtre restèrent inconnus, mais les désarmements nombreux, opérés dans ce même temps dans la même commune et autres voisines, ne laissèrent pas douter d'où devait partir cet homicide.

Ces premiers essais, restés impunis, enhardirent les scélérats qui furent tellement secondés par les gens de la campagne, qu'ils dominaient déjà, que toutes les mesures du comité révolutionnaire furent sans effet. Toutes les autorités constituées se mirent aussi en mesure, et les patriotes se réunirent dans les bourgs pour former ensemble une certaine masse capable de soutenir le choc des Chouans. Ce fut alors qu'on demanda des secours au gouvernement qui était prévenu sur la situation du pays.

Trahison du bataillon de la Montagne. — Au mois de floréal une compagnie du premier bataillon de la Montagne, commandé par un nommé Levilain et ensuite par un nommé Parfait, arriva dans nos murs. Cette troupe était presque toute composée de Rouennais, dont l'esprit était bien moins que Républicain, puisque, par la désertion et autres trahisons, ils fortifièrent évidemment les Chouans. On les distribua en cantonnemens avec des citoyens de notre commune auxquels on joignit des citoyens de Laval, venus en détachemens à notre secours. Ce fut alors que les Chouans osèrent se montrer en jour, en rassemblemens qui d'abord ne furent formés que de Vendéens sortis de leurs caches et armés dans leurs incursions nocturnes.

Départ de la réquisition. Désertion des Réquisitionnaires. — La Réquisition de notre district partit au mois de prairial et fut conduite à Rennes. La plupart désertèrent et revinrent clandestinement dans leurs foyers. Des ordres furent donnés pour en faire la recherche, et cela fut pour eux un prétexte.

de se réunir aux Chouans, qui n'étaient encore connus que sous le nom de bande de Coquereau. Elle était déjà très nombreuse quand il arriva dans nos murs une compagnie de canonniers de la Section de la Fraternité de Paris.

Ce fut à cette époque où la bande de Coquereau, composée des hommes les plus atroces échappés de la Vendée, commença les horribles scènes dont la postérité ne pourra croire les récits. Ces hommes, aussi lâches qu'ils étaient cruels, n'avaient encore osé se mesurer avec aucune de nos patrouilles ; ils se bornaient à s'embusquer et à tirer ainsi sur des ordonnances ou des vedettes, ou sur les postes qu'ils croyaient intimider.

Premier massacre à Daon, le 10 messidor. — Le 10 messidor, sur les 5 heures du matin, les habitants du bourg de Daon, livrés à eux-mêmes depuis que leur cantonnement avait été levé et suivi par les patriotes les plus aisés, furent assaillis par l'infâme bande de Coquereau, leur concitoyen. Sept pères de famille furent massacrés entre les bras de leurs épouses et aux cris de leurs enfants. Un nommé Gutter, maréchal, ayant le bras cassé en deux endroits et la tête toute en lambeaux, ainsi qu'un garçon laboureur ayant le crâne ouvert dans différents endroits, frappé de 13 coups de sabre, de deux coups de bayonnette, et un coude tout enlevé, furent laissés pour morts et ont survécu à leurs blessures. Ces meurtres, exécutés par un nommé Mothais par les ordres de Coquereau, semblaient être un hommage que l'infâme Coquereau rendait au lieu de sa naissance. Le bataillon de la Montagne nous quitta, et un grand nombre de ses soldats resta pour grossir la bande de Coquereau. Ce fut à cette époque qu'elle partagea la dénomination de Chouans avec une autre bande qui exerçait ses ravages entre Laval et Rennes.

Arrivée du 3^e bataillon de la Nièvre. — Alors le 3^e bataillon de la Nièvre fut envoyé à notre secours. Il était commandé par un républicain nommé Gouy et composé

d'un grand nombre de jeunes gens instruits, et tout ce corps était dévoué à la chose publique. Les Chouans furent effrayés et n'osèrent se mesurer avec cette troupe bien intentionnée. Cependant, tous les patriotes ayant été forcés, pour se soustraire aux massacres partiels qui étaient organisés contre eux, de se réfugier dans la ville, les Chouans ne furent plus surveillés dans les campagnes ; leurs allées et venues et toutes leurs opérations furent masquées par les gens de la campagne ; plus encore par crainte que par malveillance.

Massacre à Chemazé. — Ainsi la scène horrible du bourg de Daon fut répétée dans beaucoup d'autres communes. Celle de Chemazé eut son bourg teint du sang de douze de ses patriotes qui furent fusillés au pied de l'arbre de la liberté ; un seul, tombé sur les morts tout couvert de sang et laissé comme mort, survécut à ce carnage.

Massacre à Houssay et à Saint-Sulpice. — A Houssay, un nommé Maillard fut tiré de son lit d'à côté de son épouse et eut la tête coupée d'un coup de hache, par un nommé Pique-en-Bois. A Saint-Sulpice, un nommé Sait-Jean, ex-cocher de la Rongère, accablé d'infirmités, fut fusillé par les ordres d'un nommé Marcadet, dit Serein, capitaine des Chouans de ladite commune, qui devait à ce vieillard la plus grande reconnaissance, puisque c'était lui qui l'avait élevé et maintenu dans la maison de la Rongère, d'où il fut chassé plusieurs fois.

Trait d'héroïsme de Tourteau à Boëre. — Le 7 vendémiaire an 3, les Chouans se portèrent sur la commune de Bouère ; ils investirent pendant la nuit la maison d'un nommé Tourteau, âgé de soixante et quelques années, patriote prononcé. Lorsque sa maison fut foncée, le nommé Mothais, qui avait figuré à Daon, lui porta un coup de fusil et la balle lui traversa un bras. Au même instant, Tourteau se saisit de son fusil à deux coups, et lorsque son assassin s'armait de la pelle qui était dans la cheminée, il lui lâcha

un de ses coups et l'étendit mort dans le foyer, et de suite, ajustant un des compagnons de ce brigand, il le renverse roide mort sur le seuil de la porte, et n'ayant d'autre espoir que dans une fuite très incertaine, il s'élance par dessus le dernier cadavre, traverse une double haie de brigands qui entourait sa maison, et a le bonheur de n'être pas atteint des coups de fusils qui sont dirigés sur lui. Au lieu de continuer sa fuite au loin, il se tapit dans un fossé voisin et ses assassins furieux, trompés, le poursuivent et le perdent à la trace. Tourteau les ayant vu l'outre-passer, certain de son salut, se traîne, baigné dans son sang, chez un patriote de ses voisins qui le cache sous des halliers et le lendemain l'amena à l'hospice de cette commune où il mourut le 12 brumaire des suites de ses blessures, en formant les vœux les plus ardents pour le succès de la République.

Disette organisée par les Chouans. — Dès ce temps, les approvisionnements tant civils que militaires, les fourrages et bois de chauffage ne pouvaient parvenir à la commune qu'à la faveur des détachemens, de sorte que la garnison étant peu nombreuse, la garde nationale était presque entièrement sous les armes. Les Chouans qui n'avaient encore osé se mesurer qu'une seule fois, au bois de Créon, en la commune de Daon, où ils furent défaits par nos concitoyens, combinés avec un détachement des habitants de Laval, trouvèrent qu'il était de leur intérêt de tenir notre ville cernée par leurs bandes disposées sur tous les points. Par ce moyen ils interceptèrent tous les arrivages et les citoyens se virent frustrés de toutes espèces de récoltes de leurs propriétés. Château-Gontier se trouva donc en peu de temps dans un dénuement complet de tous objets de première nécessité. La peine de mort fut même prononcée, d'après l'avis des prêtres qui étaient chefs de tous les conseils, contre tous gens de la campagne qui, sans une permission spéciale, se seraient ingérés de rien faire conduire et entrer dans la ville, et pour plus grande assurance il fut par les

Chouans procédé au récollement de toutes les charrettes et autres voitures de transport, qui furent démontées et mises hors d'état de roulage.

Radeaux établis par les Chouans. — Pour entretenir leurs communications d'une rive à l'autre de la Mayenne, ils se servaient des écluses, et quand ils en furent empêchés par les postes de gardes nationales qu'on y avait établis, ils faisaient passer leurs vedettes sur des radeaux établis à la hâte avec des barrières recouvertes de planches, n'ayant plus la ressource des bateaux qu'on avait fait amener de toutes les deux rives dans nos ports. Ce fut dans ce temps que nos braves soldats de la Nièvre nous furent enlevés, après avoir mis en déroute le nombreux corps de Chouans qui s'était rassemblé à Houssay pour expolier un convoi de fourrage, sur le transport duquel ils avaient été prévenus d'avance. Cette troupe, qui emportait nos regrets et notre reconnaissance, fut remplacée par un bataillon de Saint-Onge et le sixième du Calvados. Cette troupe fit beaucoup de contre-marches dans notre arrondissement et les progrès des Chouans parurent pendant quelque temps se modérer.

Nomenclature des grades militaires des bandes de Chouans. — Ce fut alors qu'on commença à connaître leur nombre et qu'on apprit les noms de leurs chefs. Coquereau commandait tous les environs de Daon et avait pour chef divisionnaire un nommé M. Jacques, qui a été tué depuis, sans qu'on ait su au juste qui il était. Cependant, on eut lieu de croire que c'était un ci-devant noble qui n'était pas de notre pays ; il était secondé par un dit M. Pierre, aussi inconnu, et tous deux furent tués dans le même canton par des détachemens du Calvados. Dans cette même division, commandait aussi un nommé Gaullier, dit Grand-Pierre, qui existe encore au pays ; il est le fils d'un estimable notaire de Moranne qui est mort de chagrin de la conduite de ce fils infâme. Dès les commencements de la Révolution, le

frère de ce turbulent, qui est aussi lâche que cruel, tua d'un coup de fusil un prêtre de sa commune qui se rendait à une des premières assemblées, mais on ne s'est pas aperçu que ce meurtrier ait pris parti avec les Chouans.

Du côté de Ménil et Chemazé, commandait un nommé Jarry, dit Frédéric, déserteur de la Réquisition. A Quelaines, un nommé Jambe d'Argent, divisionnaire pour ce côté là ; il a été dirigé par un prêtre échappé de la Vendée ; il fut remplacé, ayant été tué, par un nommé Beziers dit Moustache, meunier, qui existe encore aujourd'hui. A Saint-Sulpice, c'était un nommé Marcadé dit Serain ; à Loigné, un nommé Saudereau dit Carabine ; à Laigné et Marigné, le nommé Frippier. De l'autre côté de la rivière, Mercier, natif de Château-Gontier, commandait à Fromentières sous le nom de Frédéric, il a été tué en bataille ; le nommé Menant, dit Franc-Cœur, condamné depuis la pacification à 10 ans de fers pour vol de chevaux, commandait à Ruillé. Gennes et Saint-Aignan, étaient dirigés par un nommé Jarret, ex-noble, et Manon dit l'intrépide. Grand-Pierre dont il a déjà été parlé commandait la division de Bouère avec un nommé Mauquereau. Enfin le canton de Saint-Denis était commandé par un nommé Renard, dit la Géroflée.

Poste Republicain du moulin de la Vallette forcé et massacré. — Jusqu'à ce moment toutes les opérations militaires s'étaient bornées à placer quelques cantonnemens de gardes nationales qui furent relevés par des militaires pour garder les écluses de la rivière. Partie d'un de ces postes fut égorgée à l'écluse de la Vallette, ayant été surprise. Des détachemens protégeaient les arrivages des subsistances et des fourrages qu'on allait chercher sur les différentes communes. Mais les Chouans, toujours bien instruits, parvinrent à enlever deux de ces convois qui venaient de Ruillé en notre commune. Enhardis par ces succès, ils attaquèrent sur la route de Daon à Château-Neuf un détachement de volontaires ; la République perdit de ses dé-

fenseurs, mais les Chouans, voyant tomber grand nombre des leurs, prirent la fuite, et dans ce temps, lorsqu'ils prenaient la déroute, ils étaient tellement maîtres du pays qu'un instant après on ne pouvait plus en rencontrer un seul. Cependant, un détachement du Calvados en surprit une partie dans un bois situé entre Daon et Marigné; ils y avaient fait différentes loges et ils nommaient ce repaire, leur camp; ils prirent la fuite à l'aspect des républicains et laissèrent plusieurs de leurs camarades mordant la poussière et leur prétendu camp à la discrétion du vainqueur.

Arrivée du général Humbert. — Notre chef militaire était alors le général Humbert, il publia une proclamation philanthropique qui n'eut aucun effet. Les Chouans étaient accompagnés et renforcés d'un grand nombre de prêtres dont le but était la révolte, les massacres et le fanatisme. Ce brave général résida peu de temps dans ce pays. Nous eûmes lieu de croire que la valeur de ses armes aurait produit plus d'effet que la sagesse de ses conseils.

Le général Vachot; abattis des haies. — Le général Vachot lui succéda. Il semblait avoir un commandement fort étendu; il ne resta que quelques jours dans nos murs; il parcourut les campagnes, distribua des cantonnemens, ordonna l'exécution d'un arrêté des représentans en mission, qui prescrivait l'abattis des haies à 50 toises le long des grandes routes.

Cette mesure éprouva des difficultés, il fallut employer la contrainte et la force à l'égard des uns, et ceux qui s'y prêtèrent avec docilité s'attirèrent l'animadversion des Chouans, qui leur firent éprouver des mauvais traitemens de tous genres; quelques-uns furent même assassinés dans leurs maisons, d'autres en furent quittes pour être tondus. . .

Massacre de 13 patriotes à Bierné. — Plusieurs patriotes de la commune de Bierné, réfugiés en cette commune, crurent pouvoir profiter d'un moment de calme pour

aller chez eux vaquer à leurs affaires, mais les Chouans, ayant à leur tête un prêtre qui s'était fixé à la terre de la Barre de Bierné, entrèrent spontanément dans le bourg au coup de midi, forcèrent les maisons de ces malheureux patriotes qu'ils entraînent dans leur chambre de conseil, et là ils furent condamnés à mort. Treize furent incontinent fusillés au pied de l'arbre de la liberté et un autre fut tué dans un jardin, sur deux Chouans qu'il avait terrassés et qu'il étranglait. Ce courageux républicain était menuisier et se nommait Corbin ; un seul fut dans le cas d'acheter sa vie pour une somme de 8000 francs qu'il paya sans déplacer. Ce prêtre forcené ne se borna pas à présider le conseil de sang, il concourut à l'exécution de ses jugemens infâmes. Ce forcené en a tellement imposé aux habitans que depuis l'amnistie il est constamment resté à Bierné où il n'a cessé d'exercer clandestinement son ministère dont l'esprit de révolte est le principal but.

Conduite du citoyen Pinson, procureur de la commune de Châtelain. — Si, d'un côté, les Chouans ont été le fléau de l'humanité, de l'autre, plusieurs patriotes ont fait remarquer des traits de courage et de sagacité qui étonneront nos neveux. Un nommé Pinson, cultivateur, procureur de la commune de Châtelain depuis trois ans, plein d'ardeur pour ses fonctions, ne se détermina à abandonner son poste qu'à la dernière extrémité ; il était âgé d'environ 66 ans et habitait une maison isolée dans la campagne. Il soutint trois sièges avant de quitter sa femme et ses petits fils il avait bien prévu les dangers qui le menaçaient et il avait tellement disposé sa porte, qu'il avait doublée d'épaisseur, qu'elle ne pouvait s'ouvrir que de la largeur de dix pouces, étant fixée par une forte solive plantée en terre et fixée au plancher. Il avait, en outre, placé de distance en distance trois chaînes de fer, de manière qu'on ne pouvait entrer qu'en se ployant.

Les assaillans s'étant présentés, il se tint derrière sa

porte, armé d'une hache bien affilée, bien décidé à abattre la tête du premier qui se présenterait, et pendant ce temps son fils était au grenier, où il tirait par différents trous qui avaient été pratiqués à dessein, au toit. Mais les Chouans, irrités de cette contenance, furent obligés de fuir à l'approche des soldats du cantonnement de Bierné, qui s'étaient rendus au bruit d'une corne dont le fils de Pinson donnait de son grenier. Cependant il y avait environ une demie lieue de distance, le danger était pressant, car les Chouans n'ayant osé foncer la porte, avaient amoncelé de la paille à laquelle ils avaient mis le feu et, quand le secours arriva, la porte était déjà trouée dans deux endroits.

Pour prévenir un nouvel incendie, Pinson, dès le lendemain, s'occupa à raser tout le purlour de sa maison ; il exhaussa les murs de manière à ce que la charpente ne put être atteinte du feu extérieur ; il monta dans son grenier plusieurs tonneaux qu'il remplit d'eau ; il porta la prévoyance jusqu'à porter de gros cailloux en face et à une certaine distance de sa porte, à dessein d'atteindre les assaillans qui se porteraient vers la porte, en dirigeant du grenier les coups de fusil sur ces pierres qui feraient rejaillir les balles sur eux.

Cette heureuse prévoyance eut son effet, car les Chouans essayèrent en vain, une seconde fois, d'incendier la maison. Les obstacles redoublant leur rage, ils se concertèrent, et huit jours après ce second assaut ils revinrent de nuit, munis de différents outils propres à démolir ; ils se mirent en besogne directement à l'endroit où portait la poutre, Pinson s'en étant aperçu, étaya cette poutre avec tout ce qu'il put trouver dans sa maison ; ensuite il se porta en face de la démolition pour faire feu dès qu'il y avait trou au mur et son fils, armé de sa hache, comptait faire payer cher sa vie. Pendant ce temps, la femme était au grenier et usait de son mieux de la corne salutaire pour appeler le cantonne-

ment de Bierné, qui encore cette fois arriva assez à temps pour les délivrer.

Ce vertueux citoyen, sentant bien qu'il était désigné pour la mort, prit enfin le parti de se réfugier en cette commune, navré de la douleur qu'il ressentait en abandonnant sa commune, qui restait en proie à toute la cruauté des brigands.

Tel fut l'état de la Chouannerie jusque vers la moitié de l'hiver de l'an III (1795), où un quartier général fut établi en nos murs. Un commissaire des guerres vint y remplir les fonctions de sa place, lesquelles l'avaient été jusqu'alors par la municipalité, qui dirigeait depuis quelque temps une manutention de vivres et fournitures. C'est à cette époque que la guerre contre les Chouans s'organisa d'une manière réglée. Le citoyen Richer fut établi commandant de la place, et ayant à sa disposition des troupes de Saintonge et de Calvados, il avait doublé tous les postes.

Le général Varins. — Le général Varins arriva au commencement de pluviôse (janvier 1795). Après s'être fait rendre compte de l'état du pays, il projeta de faire travailler aux fortifications de cette ville, mais ce projet resta sans effet.

Convoi pris par les Chouans à Loigné. — Pendant son commandement il n'y eut avec les Chouans que des rencontres, et notamment près de la Frezelière, commune de Loigné, où un convoi fut expolié par un grand nombre de Chouans, qui, sans doute, étaient informés que l'escorte était faible et marchait avec peu de précautions. L'attaque se fit par sur les haies qui favorisaient l'embuscade, et les volontaires, surpris et blessés, prirent la déroute. Le convoi resta au pouvoir de l'ennemi, et les malheureux cultivateurs qui n'avaient pas voulu abandonner leurs harnois furent cruellement égorgés. Un nouveau détachement parti sur le bruit du triste événement étant arrivé trop tard, il ne put

sauver de l'incendie que partie des foins du convoi, mais tous les chevaux avaient été emmenés par les Chouans.

Plusieurs citoyens pris et fusillés à Longuefuye. — Dans les premiers jours de germinal (mars 1795), un détachement composé de troupes de ligne et de garde territoriale qu'on venait de former, fut aussi attaqué par sur les haies, en la commune de Longuefuye, par un nombre considérable de Chouans. Plusieurs républicains tombèrent entre les mains de l'ennemi et dans la nuit suivante furent mis à mort. De ce nombre étaient plusieurs pères de famille domiciliés de cette commune.

Aubert Du Bayet, attaqué dans la route du Lion. — Ce fut aussi dans ce temps que le général Aubert Du Bayet, venant d'Angers en cette commune, fut attaqué entre le Lion d'Angers et la hauteur de Saint-Martin, par un parti considérable de Chouans ; il ne dut son salut qu'à sa valeur et à l'ardeur d'une petite escorte dévouée à périr pour le défendre. Il sauta de sa voiture, le pistolet à la main, et sa contenance, animant encore le peu de soldats dont il était accompagné, en imposa tellement aux assaillans qu'ils s'enfuirent.

(A suivre).

LE VITRAIL DE SAINTE MADELEINE

DE

L'ANCIENNE ÉGLISE DE SABLÉ

Depuis vingt ans, la question des vitraux de l'ancienne église de Sablé n'a pas encore été définitivement résolue.

En 1895, le magnifique vitrail du *Crucifiement* a bien été remplacé dans la nouvelle église, mais les deux autres vitraux du chœur et la curieuse verrière de *Sainte Madeleine*, qui garnissait une des fenêtres de la vieille nef, sont restés renfermés dans des caisses.

Au mois de septembre dernier, les anciens vitraux de Sablé ayant attiré l'attention du Conseil général de la Sarthe, l'assemblée a cru, d'après les renseignements qui lui ont été donnés, pouvoir considérer les fragments restés dans les caisses comme « des morceaux qui n'avaient pu être utilisés ».

Nous ne discuterons pas ici cette appréciation, car nous serions aux regrets de désobliger qui que ce soit ou de provoquer des récriminations bien contraires à notre pensée.

Toutefois, nous sommes informé que la question sera reprise incessamment, et les craintes qui nous ont empêché jusqu'ici de nous en occuper, malgré le vif intérêt qu'elle nous inspire, semblent n'avoir plus raison d'être.

Nous craignons, en effet, qu'une réclamation au sujet des

anciens vitraux non replacés dans la nouvelle église de Sablé, n'entraînent leur transfert dans quelque musée, et conformément au vœu émis par la plupart des Sociétés savantes, nous ne pouvons admettre, à aucun titre, le déplacement d'objets d'art religieux.

C'est, pour les *six mille* signataires du vœu de 1906, un principe absolu dont nous nous garderons toujours de nous départir (1).

Or, nous sommes assuré aujourd'hui que M. le Maire de Sablé est le premier à comprendre l'intérêt artistique de ces anciens vitraux pour la ville de Sablé et qu'il se propose, le cas échéant, d'en revendiquer hautement la propriété et la conservation en faveur de l'église à laquelle ils appartiennent depuis plus de quatre siècles.

Dans ces conditions, il ne reste plus qu'à éclaircir, d'un commun accord, une affaire qui traîne depuis trop longtemps et à rendre notamment à l'église de Sablé, s'il se peut, la verrière de *Sainte Madeleine*.

En ce qui concerne cette verrière, la plus intéressante, une hypothèse s'impose forcément :

Ses panneaux demeurent quelque peu oubliés dans les caisses signalées au Conseil général, et il importe de les en faire sortir au plus vite.

Aussi, dans l'espoir d'aider à leur reconnaissance, et d'en faire mieux apprécier la valeur, nous n'hésitons plus, pour notre part, à publier la photographie du vitrail tel qu'il existait dans l'ancienne église (2).

Cette reproduction, si imparfaite qu'elle soit comme toutes

(1) Cf. *Rapport à M. le Directeur de la Société française d'archéologie sur les résultats du vœu relatif à la conservation dans leurs emplacements actuels des objets d'art religieux*. (Vœu adopté par 74 Sociétés savantes et appuyé de 6,100 signatures de membres des dites Sociétés.) 1906 in-8.

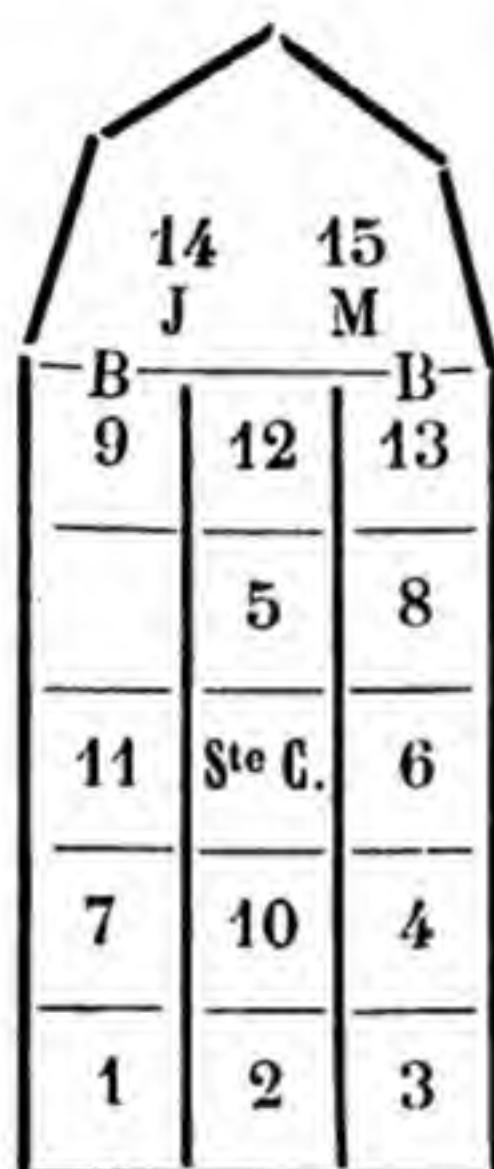
(2) Réduction d'un cliché de M. Guittet, aujourd'hui photographie Cambouinet, place du Pont-Yssoir, au Mans.



ANCIENNE ÉGLISE DE SABLÉ, VITRAIL DE SAINTE MADELEINE

les reproductions de vitraux, peut être d'autant plus utile maintenant que la verrière de *Sainte Madeleine* n'a pas été comprise par le duc de Chaulnes dans son beau travail sur *les Vitraux de l'ancienne église de Sablé* (1). Il l'a laissée en dehors, pour ce motif qu'elle était d'une époque antérieure aux vitraux du chœur, qu'il étudiait plus spécialement.

La verrière de *Sainte Madeleine* appartient à la seconde moitié du XV^e siècle et elle est un peu plus ancienne que le *Crucifiement*, attribué par le duc de Chaulnes à l'année 1495.



Elle était divisée en trois lancettes, comprenant chacune cinq panneaux ; deux dernières scènes occupaient les mouchettes de la partie supérieure du remplage, un seul panneau avait été brisé et remplacé par du verre blanc.

Les légendes, en caractères gothiques, inscrites au bas des panneaux, permettent de déterminer très nettement l'ensemble du sujet : à part le panneau central de la lancette du

(1) *Revue historique et archéologique du Maine*, tome VI, (1879), page 269, avec planches en couleurs.

milieu, qui représente *Sainte Catherine*, c'est une représentation fidèle et pour ainsi dire littérale de la *Légende de Sainte Madeleine*, d'après la *Légende Dorée*.

M. l'abbé Tournesac nous a conservé les relevés des légendes (1) : nous les reproduisons ci-dessous dans l'ordre chronologique, avec renvois aux panneaux correspondants, qui sont mélangés dans le vitrail sans souci de cet ordre.

1° « *Comme..... pécheresse avecques les compaignons du pays* ». Madeleine est représentée dans cette scène avant sa conversion, vêtue en grande dame du XV^e siècle, parée d'un collier d'or et d'un manteau long que porte une servante, entourée de jeunes hommes en costumes de seigneurs de la même époque.

2° « *Comme Magdelaine de ses lèvres baisa Jésus.* » Repas chez Simon le lépreux, Madeleine baigne de parfums les pieds du Christ.

3° Apparition de N. S. à Marie-Madeleine après la résurrection. Le Christ, debout, tient à la main une croix avec un fanon « de gueules à la croix d'argent ». Madeleine est agenouillée devant lui ; près d'elle, un vase avec son nom MAGDALENA. Comme fond de tableau, un jardin.

4° « *Comme Magdaleine o sa compaignie fut mise sur la mer sans gouvernail par les princes et presbres de la loy.* » Un ange protège son embarquement.

5° « *Comme.... à Marceille.... davant... peuple du pays.* » Premières prédications de Madeleine ou baptême du roi ?

6° « *Comme le roy et la reine prirent congié de Magdaleine : elle les signa du S (signe de la croix) pour aller en Jérusalem.* »

7° « *Comme la reyne morte d'enfant, par la tourmente fut, o son enfant vif, mise sur un roc en la mer.* »

8° « *Comme le Roy arriva à Rome et que saint Pierre le reçut en lui donnant sa bénédicion.* »

(1) Notes de la collection Brière : Rapport aux Archives municipales, 187.

9° « Comme Saint Pierre mena [le roi] en Jérusalem et luy [montra] les saints Lieux et mistère de la Passion. »

10° « Comme le Roy revint au rocher où avait lessé la Reyne morte, où il la retrouva o le enfant vif et louant Dieu. »

11° Comme le Roy et la Reyne o leur enfant arrivèrent à Marceille et Magdaleine les reeeut à joye. »

12° « Comme Magdaleine fut xxxcii ans au rocher faire pénitence vii fois de jor, élevée des anges, nourrie spirituellement. »

13° « Ung hermite » Visite d'un solitaire du voisinage à Marie-Madeleine dans son désert.

14° « Comme Magdaleine fut aportée des anges à St Maximin du rocher où elle faisait pénitence et comme il la amnistia. »

15° « Comme Magdaleine trespasa à St Maximin et comme il vit les anges emporter son âme en paradis. »

J. et M. « Jhesus-Maria. »

Blason de droite (B), au-dessus du panneau 13 : « Écartelé, au 1^{er} d'or à l'aigle éployé de sable, bordé d'azur ; au 2^e d'argent chargé de 3 feuilles de chêne de sinople, posées en pal, 2 et 1 ; au 3^e d'argent au lion rampant de gueules, armé, lampassé et couronné d'or ; au 4^e d'or à la croix ancrée de sable. »

L'auteur d'un article inséré dans le journal *l'Avenir*, du 12 août 1894, ajoutait :

« Cette verrière dite de *Marie-Madeleine* est, au dire des appréciateurs, la plus précieuse de toutes, non seulement à cause du soigné de l'exécution, mais aussi du sens hagiographique. Elle est considérée comme antérieure aux autres de quelques années : on peut cependant y lire dans un détail d'ornementation, le millésime de 1521... (1). Une restaura-

(1) Détail et date très vraisemblablement ajoutés lors d'une restauration postérieure.

tion intelligente lui rendrait sans difficultés son état primitif. »

De son côté, notre regretté et très compétent confrère, M. l'abbé Robert Charles, écrivait en 1880 : « La verrière de la nef, qui offre une suite de scènes empruntées à la naïve légende de sainte Magdeleine, appartient au temps de Louis XI, d'après les costumes : la peinture et le dessin, d'une exécution aussi savante que soignée, en font *une œuvre hors ligne* » (1).

Tant qu'elle n'aura pas été reconstituée, nous devons nous contenter de ces quelques souvenirs, mais ils suffisent pour garantir la valeur artistique du vitrail de *Sainte Madeleine*, de l'ancienne église de Sablé, pour faire désirer vivement qu'il soit remplacé dans la nouvelle église.

Une difficulté sans doute se présente : la fenêtre neuve, disponible, est à quatre lancettes au lieu de trois. Peu importe. Il n'y aurait pas à hésiter, au besoin, à modifier les dispositions du remplage. Le travail ne serait pas considérable, et nous voulons croire qu'au moment même où il se préoccupe de la recherche des richesses artistiques du département, le Conseil général tiendrait à honneur de se montrer logique en aidant la municipalité de Sablé, par une subvention bien justifiée, à conserver une œuvre d'art qu'elle serait fière de montrer dans sa nouvelle église.

Ce serait, en tout cas, un heureux et opportun témoignage de la sincérité de l'intérêt que le Conseil, dans sa séance du 27 septembre, a déclaré prendre à la conservation des richesses artistiques de la Sarthe.

ROBERT TRIGER.

(1) *Guide illustré du touriste au Mans et dans la Sarthe.*

CHRONIQUE

Par arrêtés du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date des 19 janvier et 11 février 1911, les églises de Notre-Dame de Mamers, de Saint-Rémy-du-Plain, de Sillé-le-Guillaume, de Nogent-le-Bernard (à l'exception du clocher) et la chapelle accolée au chœur de l'église de Saint-Ulphace ont été classées au nombre des monuments historiques.

C'est avec une vive satisfaction que nous enregistrons ces premiers classements, depuis si longtemps attendus et compris dans les listes dressées par notre Société. Plusieurs autres demandes avaient été instamment appuyées par des délibérations de Conseils municipaux. Nous voulons espérer, que, par égard au moins pour les municipalités, l'administration ne tardera pas davantage à leur donner suite.

Il est grand temps de parer au grave danger signalé en ce moment par M. Maurice Barrès, et d'assurer l'application même de la législation actuelle qui, en maintenant expressément l'affectation des églises au culte, comporte l'engagement implicite de les conserver.

Dans la Sarthe, une modeste église de village, datant en partie du XVI^e siècle, celle de Semur, a dû déjà être fermée pour défaut d'entretien.

La Société historique et archéologique du Maine, comme toutes les autres sociétés archéologiques, appelle de tous ses vœux une solution rationnelle et équitable de cette importante question des églises de France. Il est impossible de les abandonner aux caprices de municipalités parfois

d'un esprit bien étroit. Il y va de l'honneur artistique du pays. L'abandon systématique des églises par les pouvoirs publics ne serait pas seulement un démenti à de solennels engagements : il marquerait un retour honteux aux époques de vandalisme et de grossière ignorance.

Un décret du Président de la République, rendu le 14 janvier 1911, sur le rapport du Ministre de l'Intérieur, en conformité de la délibération du Conseil général de la Sarthe du 27 septembre 1910, des décisions du Ministre des Finances en date des 6 septembre et 25 octobre 1910 et du procès-verbal d'enquête du 3 décembre 1910, a déclaré d'utilité publique l'installation du service des Archives départementales de la Sarthe dans l'ex-Grand Séminaire diocésain du Mans.

Nous souhaitons très sincèrement, ainsi que nous l'écrivions précédemment, au service des Archives départementales de la Sarthe une installation convenable et enfin en rapport avec son intérêt.

Nous eussions donc désiré pouvoir applaudir aux efforts tentés pour son amélioration. Dans la circonstance nous devons nous garder de toute appréciation, la déclaration ci-dessus ayant aussitôt soulevé une protestation publique et heurtant les sentiments d'un grand nombre d'entre nous.

Puisse au moins le transfert *de toutes les archives historiques* dans l'ancien Séminaire Saint-Vincent assurer momentanément le respect et la conservation des belles salles de l'antique abbaye, construite pour une toute autre destination.

En exécution d'une décision prise le 27 septembre dernier par le Conseil général, M. le Préfet de la Sarthe vient d'adresser à MM. les Maires et Instituteurs une circulaire

les invitant à rechercher et à signaler, en vue d'en assurer la conservation et d'en dresser un inventaire général, toutes les richesses artistiques et archéologiques du département.

L'auteur de cette circulaire veut bien citer incidemment la Société historique et archéologique du Maine comme une *association libre* s'efforçant de faire connaître et apprécier ces richesses. Nous tenons à l'en remercier et à affirmer de nouveau, à cette occasion, l'entière bonne volonté de notre Société en ce qui concerne la conservation des monuments et objets d'art.

Toutefois, pour éviter les interprétations inexactes et préciser les conditions dans lesquelles nous pouvons apporter notre concours, on nous permettra de poser dès maintenant en principes : 1^o qu'à notre sens, un inventaire des richesses artistiques ne doit entraîner aucun déplacement des objets d'art, sans le consentement exprès des détenteurs actuels ; 2^o qu'en conséquence, nous tiendrons à honneur, comme nous l'avons toujours fait, de ne signaler aucun objet d'art, sans un accord préalable avec le propriétaire ou le détenteur. Autant nous nous efforcerons toujours de faire comprendre aux intéressés la valeur des monuments ou objets d'art et l'obligation de les conserver comme de précieux fragments du patrimoine artistique de la France, autant nous demeurerons soucieux de respecter les droits acquis et les affectations traditionnelles.

Ce respect de la propriété privée et des droits acquis, que les intérêts archéologiques et artistiques, si légitimes qu'ils soient, ne doivent jamais faire méconnaître, vient précisément de déterminer le Bureau de notre Société à joindre sa protestation à celles de la Société préhistorique de France et d'un très grand nombre de Sociétés savantes contre le nouveau projet de loi sur les fouilles archéologiques.

Aux termes de ce projet de loi, en effet, aucun proprié-

taire français ne pourrait plus effectuer, même sur son terrain ou dans l'intérieur de sa propriété, la moindre fouille, sans une autorisation administrative et la surveillance d'un délégué de l'administration.

Or, si tous sont d'accord pour interdire désormais aux *étrangers*, sur le territoire national, des fouilles qui sont souvent de véritables spéculations ayant pour résultat de faire profiter l'*étranger* des découvertes effectuées, aucun archéologue français, jaloux de son indépendance de citoyen et de ses droits de propriété, ne saurait accepter une mesure draconienne qui le placerait sous une tutelle administrative des plus étroites.

Le Bureau de la Société a donc décidé, dans sa dernière séance, de s'associer aux considérants qui lui ont été présentés par le conseil d'administration de la Société préhistorique, et une expédition de la délibération, votée à l'unanimité, a été transmise à cette Société qui a pris l'initiative des protestations.

Le dimanche 8 janvier dernier, une cérémonie patriotique, dont cette *Revue* a le devoir de conserver le souvenir, a eu lieu à Ardenay, aux environs du Mans, à l'occasion du 40^e anniversaire du combat livré dans cette commune en janvier 1871. Une plaque, offerte par le *Souvenir français*, a été solennellement érigée dans l'église à la mémoire des officiers et des soldats français tués dans ce combat, et de patriotiques hommages leur ont été rendus, en présence de toute la population, par le maire, notre confrère le vicomte de Gastines, et par le curé, M. l'abbé Fertray. Tous nos compliments aux habitants d'Ardenay pour cette touchante manifestation qui a complété celle du 28 octobre à Changé et rappelé très opportunément le souvenir de modestes héros tels que le commandant Corcelet et le zouave Frédéric Mitton.

Un arrêté ministériel du 8 février 1911 a nommé notre jeune confrère, M. Pierre Vérité, architecte ordinaire des monuments historiques de la Sarthe, en remplacement de son regretté père, M. Pascal Vérité. Cette nomination, justifiée par tant de considérations, a été accueillie très favorablement dans notre Société. Nous nous empressons pour notre part d'en féliciter, en même temps que l'administration, M. Laffilée, architecte en chef des monuments historiques de la Sarthe, et M. Pierre Vérité.

Par contre, notre Société vient d'avoir le vif regret de perdre encore l'un de ses plus anciens membres, M. Emmanuel de Vaissière, décédé au château de Vassé, le 15 février 1911, dans sa 88^e année.

Ancien sous-préfet, chevalier de la Légion d'honneur, M. de Vaissière était un érudit et un lettré très distingué, auteur d'un remarquable volume de poésies latines. Il était, en outre, un très aimable et très bienveillant confrère dont nous avons eu occasion d'apprécier maintes fois les hautes qualités de l'esprit et du cœur. Sa mort nous cause personnellement et laissera parmi nous de profonds et bien sincères regrets.

L'ancien château de Laval, si longtemps déshonoré par sa transformation en prison, est enfin entièrement « nettoyé » grâce aux efforts de nos confrères de la Mayenne. Dans ces derniers mois il a même été l'objet d'une exploration méthodique qui a permis de retrouver bon nombre de détails de construction jusqu'alors inconnus, entre autres d'énormes substructions voûtées, de douze mètres de hauteur, et un curieux escalier conduisant du Val de Mayenne à la cour intérieure. Notre érudit ami, M. E. Moreau, vient

de résumer ces récentes découvertes et de donner, avec sa compétence ordinaire, une nouvelle description de l'édifice tout entier dans un intéressant article publié par le journal *La Mayenne*, du 22 décembre. De tout cœur, nous nous associons au vœu qu'il émet en terminant « que l'ancien château de Laval, si rare par son antiquité et si précieux par sa conservation, soit peu à peu restauré et reçoive une destination digne de la ville qui a l'heureuse fortune de le posséder ».

Au sujet de cette ville de Laval, dont l'histoire nous touche directement à tant de titres, nous signalerons encore aujourd'hui l'excellent travail de M. L. Lécureux, ancien élève de l'École des Chartes, *Les anciennes peintures des églises de Laval*, paru simultanément dans la *Revue de l'Art chrétien* et le *Bulletin historique de la Mayenne*. Accompagné de nombreuses reproductions en noir, et d'une fort jolie planche en couleurs, ce travail, d'une importance exceptionnelle, nous apporte tout un ensemble de documents et d'aperçus du plus haut intérêt pour l'histoire de la peinture murale dans le Maine, du XII^e au XV^e siècle.

Le taillis du *Temple*, à Jublains, est en ce moment en vente. D'après les notes qu'on a bien voulu nous communiquer sur les premières explorations de ce terrain, il est présumable que de nouvelles fouilles pourraient y amener encore des découvertes intéressantes. Nous souhaitons vivement que la Commission archéologique et le département de la Mayenne, déjà propriétaire du *castrum*, ne laissent pas échapper une occasion favorable pour l'étude plus complète d'un des édifices importants de Jublains.

Notre confrère, M. L.-A. Hallopeau, docteur ès-sciences, vient de publier à part son *Essai sur l'histoire des comtes et des ducs de Vendôme de la Maison de Bourbon*, primitivement paru dans les *Annales fléchoises*. Accompagné de charmants dessins de M^{me} Hallopeau et de plans des anciennes fortifications de Vendôme, ce travail très consciencieux côtoie de fort près notre histoire locale, si intimement liée à celle du Vendômois. Nous nous empressons de le signaler à l'attention de nos confrères, en priant M. Hallopeau d'agréer nos félicitations et nos remerciements pour son envoi très apprécié.

Dans sa récente brochure *la Troupe comique de Scarron à Arçonnay et aux fourches patibulaires d'Alençon* (extrait du *Bulletin de la Société de l'Orne*), M. l'abbé Legros, curé d'Arçonnay nous apporte, avec des détails inédits, le piquant récit de la chute lamentable de Ragotin à Arçonnay et de son amusante mésaventure aux fourches patibulaires d'Alençon ; il le complète par une curieuse étude sur ces fourches patibulaires et les nombreux pendus qui, en s'y balançant, conquièrent leur petite place dans l'histoire. Malgré ces pendus, l'épisode, bien présenté, n'a certes rien de macabre et sera lu avec intérêt par beaucoup d'autres que les habitants d'Arçonnay. Nous espérons que M. l'abbé Legros ne s'en tiendra pas à cet heureux début qui lui donne droit déjà aux plus sympathiques encouragements.

Les notes et souvenirs d'un voyage en Espagne en 1907, communiqués par M. Rebut au *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, ne rentrent pas par leur sujet dans le cadre ordinaire de cette *Revue* ; nous ne pouvons donc nous y arrêter longuement, mais nous

tenons à remercier notre excellent confrère d'avoir bien voulu offrir à la bibliothèque de la Société son intéressant récit. Les épisodes humoristiques s'y mélangent agréablement aux observations judicieuses et instructives pour nous faire bien connaître cette séduisante terre d'Espagne que « la couleur locale » embellit encore de si pittoresques attraits.

Un bénédictin, membre de la Société des Antiquaires de l'Ouest, dom Anger, vient de publier à l'imprimerie E. Prost, à Rennes, le *Cartulaire de l'abbaye Saint-Sulpice-la-Forêt, au diocèse de Rennes* (2 fort volumes de 900 pages, prix de faveur 20 francs, chez l'auteur, rue Jouvenet, 10, Paris). Fondée au X^e siècle et rattachée en 1112 à l'ordre de Saint-Benoît par le moine Raoul de la Fustaye, disciple de Robert d'Arbrissel, cette abbaye de femmes, l'une des plus importantes de la région, avait de nombreuses possessions dans les diocèses voisins. En ce qui concerne le Maine, le prieuré de femmes de la Fontaine-Saint-Martin en dépendait, et la cure même de la paroisse était à la présentation de l'abbesse ; l'abbaye de Saint-Sulpice possédait, en outre, en Courcœufs et Savigné-l'Évêque, le prieuré de Sainte-Madeleine-de la Belle-Saule, auquel était jointe la chapelle de l'Hermitage. Dom Anger a recueilli dans cet ouvrage près de huit cents noms de religieuses avec des références généalogiques d'un réel intérêt. Nous recommandons particulièrement aux érudits du Maine cette belle publication que veut bien nous signaler notre confrère et ami M. R. de Linière.

Grâce à M. le vicomte d'Elbenne, le Maine n'a d'ailleurs rien à envier aux autres provinces en fait de publication de cartulaires.

M. d'Elbenne vient en effet de donner en deux beaux volumes in-8° (Mamers, imprimerie Fleury, 1910), avec la collaboration de M. l'abbé Denis, l'édition définitive du *Cartulaire de Saint-Pierre-la-Cour* auquel il appliquait depuis plusieurs années son érudition toujours si sûre et si profonde.

Depuis l'origine du régime féodal jusqu'à la Révolution, le Chapitre collégial de Saint-Pierre-la-Cour au Mans a été l'une des principales institutions de la ville et du diocèse. A bien des points de vue, la protection et la générosité des comtes du Maine, ses fondateurs, en firent le puissant rival du Chapitre cathédral.

Nul autre que M. d'Elbenne n'était mieux en mesure de reconstituer l'histoire complète d'une telle institution, avec ses rouages multiples et ses nombreuses possessions, d'en recueillir les moindres souvenirs et d'en faire revivre les représentants, souvent célèbres dans nos annales.

Édité par lui, le *Cartulaire de Saint-Pierre-la-Cour* prend place désormais au premier rang des meilleures sources de l'histoire du Maine.

A défaut de développements plus détaillés, cette appréciation, très sincère de notre part, prouvera au moins à M. le vicomte d'Elbenne tout le prix que nous attachons à son aimable envoi, toute la valeur que nous attribuons à son œuvre de haute érudition qui concilie si bien les droits de la critique historique avec la justice due à tous.

Au moment de terminer cette chronique, nous apprenons quelques dernières nouvelles dont nous tenons à informer nos lecteurs.

Conformément à l'heureuse impulsion donnée par M. Maurice Barrès, une pétition en faveur des églises se signe en ce moment au Mans, par les soins d'un groupe d'artistes

à la tête duquel il est juste de citer M. Echivard, peintre verrier : dès maintenant elle recueille, en dehors même du public religieux, de très nombreuses signatures.

La Société archéologique de l'Orne et celle de Pontoise (présidée par M. Louis Passy, *membre de l'Institut*), font également signer cette pétition par tous leurs membres, et le Comité des Amis des Monuments de France adresse dans le même but une chaleureuse circulaire à ses nombreux correspondants.

M. Léonce Celier, archiviste aux Archives Nationales, vient d'obtenir un prix de l'Académie des Inscriptions pour ses savantes études sur *les Origines de la Daterie apostolique* et son *Catalogue des Actes des Evêques du Mans*, publié dans cette *Revue*. Nos meilleurs compliments à notre si distingué collaborateur.

Notre confrère, M. Émile Desclès est mort au Mans, le 25 mars, à l'âge de 63 ans. Il était entouré de l'estime générale et la plupart des notabilités du monde judiciaire, industriel et commercial se sont fait un devoir d'assister à sa sépulture. Nous nous associons bien sincèrement aux regrets que laisse M. E. Desclès, et nous prions sa famille d'agréer nos plus sympathiques condoléances.

R. T.

REVUE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

TOME LXIX. — TROISIÈME LIVRAISON

ANNÉE 1911. — PREMIER SEMESTRE



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

MAMERS
IMPRIMERIE FLEURY
28, Place de la République.

LE MANS
A. DE SAINT-DENIS
Libraire, Place Saint-Nicolas.

1911

SOMMAIRE

DE LA

TROISIÈME LIVRAISON DE 1911

- 1^o LA PAROISSE D'AMNÉ DE 1585 A 1590, par M. le chanoine
LOUIS FROGER. Page 233
- 2^o UN MÉDECIN PÉDAGOGUE AU XVIII^e SIÈCLE : JEAN VERDIER
(suite), par le docteur DELAUNAY. Page 243
- 3^o CONTILLY SEIGNEURIAL (suite), par M. l'abbé JOSEPH
VAVASSEUR. Page 279
- 4^o MÉMOIRE SUR LA CHOUANNERIE DANS L'ARRONDISSEMENT
DE CHATEAU-GONTIER (fin), publié par M. J. PALLU
DU BELLAY. Page 303
- 5^o CHRONIQUE : Nécrologie : le comte de Beaurepos et l'abbé
Alma. — Exposition du Mans. — Le château de Laval.
— Dégagement d'une tour de l'enceinte gallo-romaine
du Mans. — Deux « sauvetages archéologiques » au
Mans. — Découverte de sarcophages à Aubigné. —
L'église Saint-Martin de Mayenne, par M. A. Grosse-
Duperon. -- Publications récentes du vicomte de Mon-
tesson. Page 326
- 6^o TABLE DES MATIÈRES DU LXIX^e VOLUME. Page 334
-

LA
PAROISSE D'AMNÉ
DE 1585 A 1590

« Je m'arrête donc ici, quitte à retrouver mon homme et à vous le présenter de nouveau » (1).

Mon homme, c'est le procureur fabricien, et c'est de celui d'Amné (2) que je voudrais dire ici quelques mots. Le mandat qui lui fut confié et qui le constituait représentant de tous les habitants de la paroisse précitée, il en fut d'abord investi pour une durée de trois années, la première, commençant le 5 juin 1585, et la dernière, se terminant à pareil jour en 1588. On le lui renouvela tout aussitôt, pour un laps de temps de trois ans, en sorte que ce fut le même personnage et il se nommait Joachim Gandon, qui, de 1585 à 1591, durant une période fort troublée, eut à conduire de son mieux et au gré de ses mandataires toutes les affaires communales de sa localité.

Je laisserai de côté celles qui se rapportent très directement à l'exercice du culte, telles, les achats de tous les objets dont usent les clercs pour les cérémonies religieuses. Le

(1) Cf. *Revue historique et archéologique du Maine*, t. I.I, p. 223, article intitulé : *La Paroisse de Fyé en 1586*.

(2) Amné, commune et paroisse du canton et du doyenné de Loué (Sarthe).

fabricien achetait ainsi tous les ans, ordinairement avant la fête de saint Jean-Baptiste, la cire neuve laquelle, employée avec les déchets de la vieille, servait à façonner les lourdes torches qui garnissaient l'autel et qui servaient d'une année à l'autre, pour toutes les solennités du cycle liturgique. Il faisait venir d'une localité voisine, souvent de Coulans, le ciergier qui mettait en œuvre la matière première ; il le surveillait dans son travail et lui prêtait souvent son concours. Il allait chercher, ou envoyait quérir chez le doyen de Vallon le chrême béni par l'évêque. Il renouvelait en temps opportun la provision d'encens ; il se procurait la fleur de farine dont on confectionnait les pains d'autel. Mais ce sont là données ordinaires, et il n'y en avait pas un, parmi ses pareils, qui n'eût à vaquer à semblables occupations.

Celles-là, au contraire, lui furent plus spéciales, et peuvent, à cette heure, nous intéresser davantage qui nous le montrent, veillant à la sûreté des paroissiens et s'efforçant, de concert avec eux, à repousser loin de leurs demeures, ces hommes d'armes, méritent-ils ce nom, ces pillards, qui, pour ou contre la Ligue et sous prétexte de soutenir ou de combattre la Réforme, cherchaient à vivre sans rien faire aux dépens du plat pays. On verra combien souvent il fallait se prémunir contre eux et comment, à la fin, on leur rendit coup pour coup.

Le prédécesseur de Joachim Gandon avait dû, dès le 2 mai 1585, envoyer à Conlie et à Cures, deux hommes chargés d'observer où se dirigeaient les bandes, « estant à présent sur les champs » (1). Le 8 et le 9 du même mois, elles se trouvaient à Vallon où l'on expédiait un messenger s'enquérir où elles « vouloient tourner » (2). Le 13 mai,

(1) « Item, compte avoir le second jour de may mil ve quatre vingt et cinq, baillé sept solz six deniers à deux hommes, l'un envoyé à Conlyc, l'autre à Cures, pour aller decouverir la part où estoyent les gendarmes estant à present sur les champs, pour ce, vii s. vi d. »

(2) « Le huitiesme et neuviemesme jour du dit moys et an s'est envoyé

c'est à Saint-Pierre-des-Bois (1), où elles s'étaient arrêtées, qu'on les suit à la piste. Du 28 mai au 1^{er} juin, cinq émissaires dont les dépenses montent à cent sols, vont à la découverte (2). Le 3 juin, deux autres sont envoyés à Parennes (3); le 10, c'est jusqu'à Alençon que l'on va aux renseignements (4).

Sans que l'on sache exactement à quelle date rapporter deux autres informations dont furent chargés deux habitants d'Amné, nous voyons que, pour les indemniser de leur course, on leur versa 50 sols (5).

deux autres hommes à Vallon, pour scavoir quelle part vouloient tourner les gendarmes estant au dit lieu, poyé dix sols, pour ce, x s. »

(1) « Item, le treziesme dud. moys avoir envoyé ung homme à Saint-Pierre-des-Boys avec ung autre homme pour scavoir à semblable quelle part alloient les gendarmes y estant, pour ce, cinq sols. »

(2) « Et, premier, compta iceluy procureur contable conte que les vingt huitiesme, vingt neufiesme, trentiesme et trente et uniesme de may et premier jour de juing ensuivant, tous les jours susdits, le dit contable a envoyé chacuns de Martin Berdin, Estienne Gareau, Macé le Cronier, Jehan Lefebvre et François Vigueron, pour s'enquérir et scavoir quelle part aloient et tournoient les gendarmes estant lors sur les champs, du vouloir et consentement du général de lad. paroisse, tant d'argent baillé que despence faicte pour lesd. jours a debourcé cent solz, pour ce, c s.

» Item, oud. an de compte pour une bouteille de voyre couverte de portée aux gendarmes estant lors à Espineu, poyé pour ladite bouteille la somme de quinze sols, pour ce, xv s. »

(3) « Item, plus le troysiesme jour de juing l'an mil cinq cens quatre et vingts cinq, oud. an de ce compte, led. contable a envoyé Estienne Gareau et Jacques Chevalier jusques à Parennes, pour scavoir sy les gendarmes y estoient, poyé pour leur salaire et despence six solz six deniers, pour ce, vi s. vi d. »

(4) « Item, du consentement que dessus le dixiesme jour dud. moys et an susdit, led. contable a envoyé René Dalibart à Alençon, pour scavoir quelle part tournoient les compagnies de M. de Lavardin, poyé aud. Dalibart, xxv s. »

(5) « Item, en l'an de ce compte par le commandement desd. paroisiens, le contable a baillé à Estienne Gareau, pour ses peines, salaires et vacations d'estre allé aux gendarmes et se enquérir de la part où estoient iceulx led. contable a poié aud. Gareau cinquante sols, pour ce, L s. »

Comme il faut être juste avec tous, nous n'imputerons pas aux hommes d'armes certains dégâts que subirent les fenêtres de la sacristie et que répara un ouvrier de Chemiré-en-Charnie, Robert Sallé (1).

L'année 1586 ne fut pas plus paisible que la précédente. Dès le milieu de mars, on était déjà sur ses gardes. A la fin de mai, on craignait de voir les pillards venir de Brûlon et de Viré où ils étaient de passage (2). En juin ils semblent être venus à Vallon. Le 2 de ce mois, deux hommes étaient dépêchés, l'un à Fresnay, l'autre à Neuvy, pour découvrir où inclinaient les troupes qui erraient autour de Ballon (3). Le 4 juin, un autre messenger allait à Crissé, chargé de s'informer s'il n'y avait pas là quelque « compagnie » (4). Le 11 juin, c'est vers La Posté-des-Nids que les éclaireurs se dirigent, le 14, vers Fresnay. On croyait savoir que le capitaine Patoureau errait de ce côté. Le 18 et le 19, on les envoie à Parennes et au Pont-de-Chervoys ? ; le 21, à Crissé (5).

(1) « Item le jour de la vigille de saint Thomas, en l'an de ce compte le dit contable a fait racoustrez les vitres du revestiére et du poutre à Robert Sallé, vitrier, demeurant à Chemyré-en-Charnye, auquel led. contable a payé dix sols, pour ce, X s. »

(2) « Item led. contable par le commandement desd. paroissiens a, les trentiesme et trente unguiesme jours de may de ce compte, envoyé deux hommes à Brullon et à Viré où il y avoit des troupes de gendarmes et deux autres qui sont allez, l'un à Loué et l'autre à Auvers, tant pour leur salaire que despence, il auroit payé cinquante sols tournois, pour ce, L s. »

(3) « Item, en l'an de ce compte, le contable a, du consentement des dits paroissiens, envoyé un homme le second jour de juing jusque auprès de Fresnay pour scavoir où alloient les gendarmes qui estoient vers Ballon et avoir envoyé ung autre homme à Neuivy, payé pour leur salaire et despence, XX s. »

(4) « Item, le quatriesme jour dud. moys et an envoyé par led. contable ung autre homme jusques à Criche s'il y avoit point des compagnies . . . pour ce, V s. »

(5) « Et premier compte led. procureur rendant led. compte que le unziemesme jour de juing oud. an de ce compte fut envoyé par led. contable, ung homme pour scavoir de quelle part tournoient les gen-

Il semble que l'on se soit lassé de vivre dans les transes, et que, toujours sur le qui-vive, les paroissiens aient dès lors songé à se défendre et à rendre coup pour coup. Je ne vois pas d'autre explication à cette dépense dans laquelle s'engagea le procureur pour accommoder des arquebuses et pour mander chez eux le capitaine des Chesnoyes (1). Ceci se passait de la mi-août au 13 septembre de l'an 1587.

Le 5 et le 6 novembre de cette dernière année, on dépêchait les messagers habituels vers Ségrie où ils constataient le séjour de la troupe commandée par le capitaine Patoureau (2). Du 9 au 11, c'est tout à la fois, du côté de Rouez,

darmes qui estoient vers la Posté, payé pour son salaire et depence, dix sols, pour ce, x s.

» Le quatorziesme jour dud. moys et an que dessus, fut envoyé par le dit comptable, ung homme jusques à Fresnay par le commandement de Monsieur de Milon, pour scavoir de quelle part tournoit la compagnie du capitaine Patoureau et aultres compagnies, payé pour son salaire et depence, vingt sols, pour ce, xx s.

» Item, le dix-huit et dix-neufiesme jour dud. moys de juing fut envoyé deux messaigers, l'un, au pont de Chervoys, et l'autre, à Parennes. pour scavoir s'il y avoit des compagnies en derrière, tant pour leur salaire que despençe, poié par led. comptable, xv s.

» Item, le vingt-ungniesme jour dud. moys et an envoyé par led. comptable, ung messenger à Crisé pour scavoir s'il y avoit des gendarmes, payé tant pour son salaire que despençe... vii s. vi d. »

(1) « Item, depuis le seiziesme jour d'aoust ensuivant jousques au treiziesme de septembre oud. an . . . envoyé Jehan Brunet et Estienne Gareau jousques à Saint-Denys-d'Orques, pour porter des harquebuses au capitaine le Chesnoys, pour les avoir racoustrez et pour le salaire du port, payé aux dits Brunet et Gareau la somme de xxvii s. vi d.

» Item, led. comptable a envoyé Jehan Lefebvre jusques à Chantelou porter une lettre pour prier le sieur de Chantelou que le capitaine des Chesnoyes ne vint point aud. Amené, payé pour son salaire et despençe, vii s. vi d.

» Item, pour avoir envoyé led. Lefebvre, Michel Mauchien, Jehan Desprez, Marin et Guillaume les Montaings et Estienne Gareau, en plusieurs endroicts decouvrir la part où il y avoit des gendarmes, payé pour leurs salaires et despençes, cx s. »

(2) « Item, les cinquiesme et sixiesme jours de novembre, an que dessus, envoyé Jehan Lefebvre, Michel Mauchien et Léonard Toullier, pour scavoir quelle part alloient les gendarmes qui estoient à Ségrie, pour les dits jours, lesd. Lefebvre et Dalibart, y allèrent et raportèrent

de Ségrie, de Tennie et de Crissé, que l'on tient à s'éclairer, sans désarmer toutefois, car le comptable enregistre une nouvelle dépense pour les arquebuses (1).

Le 13 novembre, on cherche à savoir ce qui se passe du côté de Chantenay ; le 15, c'est à Crissé que l'on envoie un éclaireur. Le 20, c'est une compagnie dirigée par le capitaine Poumerayes qui attire l'attention (2). Du 26 au 30 du même mois, on dépêche à Tassé, à Brains, à Coulans, à Fay, à La Bazoge, à Souigné-sous-Vallon, des hommes qui ont mission de discerner les mouvements des bandes, commandées par un capitaine nommé Les Gravyers et par le sr de Fargis (3). Le 1^{er} décembre, un éclaireur se remet de nouveau en marche (4).

que se estoient les compagnies du capitaine Patoureau, payé pour leur salaire et despences, xxx s. »

(1) Item, les neuf, dix et unzième jours dud. mois et an susdit (nov. 1587), envoyé led. Lefebvre à Rouez ung jour, l'autre jour envoyé led. Lefebvre et le petit Bernard à Ségrie et à Tenye, et led. Lefebvre et Alexandre Labbé renvoyé à Crisé pour scavoir quelle part alloient les gendarmes, xlii s. vi d.

» Item, oud. an de ce compte baillé à M. de Bordigné deux escuz pour les harquebuses, pour ce, vi l. »

(2) « Le treizième jour de novembre oud. an envoyé Jehan Lefebvre et Joyachim Dalivous, à Chantenay. pour scavoir s'il y avoit des gendarmes, payé pour leurs salaires, xv s.

» Le quinzième jour dud. mois, envoyé ledit Lefebvre à Crisé pour se enquérir et scavoir s'il y avoit des gendarmes, vii s. vi d.

» Item le vingtième desd. mois et an susd. envoyé ledit Jehan Lefebvre, Michel Mauchien, pour aller veoir quelle part tourneroit le capitaine Poumerayes, lequel contable leur a payé pour leur salaire et despence, xv s. »

(3) « Item, le vingt-six, sept, huict, neuf et trentième jours dudit mois susdit, envoyé Alexandre Labbé, à Tassé ou estoit le capitaine les Gravyers, quelle part il tournoit et Marin Nouel envoyé à Brains et à Coullans et à Fay, pour scavoir s'il y avoit des gendarmes, Jehan Lefebvre, à La Bazouge, pour veoir quelle part tournoit les compagnies du sieur de Fargis, plus envoyé lesd. Lefebvre et Noel, à Souigné, pour veoir comme dessus s'il y avoit des gendarmes. payé par led. contable auxd. messagers pour leur salaire et despence, xl s. »

(4) « Item, le premier jour de décembre esd. an de ce compte envoyé led. Jehan Lefebvre pour veoir où tournoient les compagnies dud. sieur de Fargis, vii s. vi d. »

Du 8 au 24 du même mois, il n'y a, pour ainsi dire, pas un jour où l'on n'envoie prendre des nouvelles des gens d'armes ; le 9, à Chantenay et à Tassé ; le 10, à Fay ; le 12 et le 13, à Chantenay ; le 17, à Fay ; du 18 au 20, à Tassé, à Chantenay, à Parcé ; le 23, à Fay ; le 24, à Vallon et à Fercé, en ce dernier lieu, pour savoir s'ils ont franchi la Sarthe (1).

Au mois de janvier 1588, le 14 et le 15, c'est au Grand-Saint-Georges que sont prises les informations (2) ; le 21, c'est simultanément à Vallon, Poillé, Tassé et Chemiré (3) ; du 24 au 26, de nouveau à Vallon, puis à Fay et

(1) Item, le huitiesme jour dud. mois de décembre oud. an, envoyé Michel Mauchien, à Fay, pour scavoir quelles compagnies y estoient, payé pour son salaire, v s.

» Le neufiesme jour (décembre) envoyé Léonard Langloys à Chantenay et à Tassé, pour scavoir comme dessus, payé par led. comptable, v s. vi d.

» Le dixiesme dud. mois, envoyé Pioger aud. Mons^r d'Avenes, à Fay, auquel Pioger led. comptable a payé pour ses salaire et despens, iii s.

» Les douziesme et treziesme jours dud. mois envoyé led. Lefebvre à Chantenay pour les causes susd. poie xv s.

» Le dix septiesme dud. mois et an, envoyé led. Lefebvre à Fay pour decouverir pour les raisons susd., vii s. vi d.

» Les dix-huict, dix-neuf, vingtiesme du mois et an, envoyé led. Lefebvre, à Tassé, à Chantenay, à Parcé, là où Mons^r d'Avenes et Lagroye avoyent baillé aud. Lefebvre, xxxv s. vi d.

» Le vingt-troisiesme dud. mois et an, envoyé led. Jehan Lefebvre et Estienne . . . à Fay, pour scavoir quelle compagnie y estoient, sy estoient bretons, payé pour leur salaire et depence, xii s.

» Led. jour susd. (23 déc. 1587) envoyé André Gareau, Martin Chevalier, Michel Mauchien, qui allèrent à Estival pour trouver mon^sr de Chesnays, pour le prier de parler au capitaine qui avoit une compagnie de Bretons, payé par led. comptable, xv s.

» Le ving-quatriesme jour dud. mois et an, envoyé Jehan Lefebvre et Marin Boutier, à Vallon et à Fercé pour scavoir si les gendarmes passoient l'eau, payé aux susd. xv s. »

(2) « Les quatorziesme et quinziesme jour de janvier mil v^e quatre vingt huit, envoyé Jehan Lefebvre et Marin Nouet, à Fay, et au grand Saint-Georges, pour se enquérir des gendarmes, comme dessus, pour leur salaire et despence, x s. »

(3) « Le vingt et ungiesme dud. mois de janvier, au susdit, envoyé Marin Mautainct, Jehan Desprez, Léonard Langloys et Boutier, scavoir

à Souligné-sous-Vallon (1) ; le 1^{er} février, c'est à Fercé. On apprend que les hommes d'armes filent du côté de Pontvallain et de Château-du-Loir (2).

De ceux-là, on était débarrassé, mais non pas de tous. Le 5 mars, on dépêche à Saint-Symphorien un exprès ayant mission de reconnaître où était la compagnie du capitaine Saint-Denis (3). Deux jours après, il semble que les habitants ont pris, sur la recommandation de M. d'Amné, des soldats à leur solde (4). Au mois d'avril d'abord, on les voit faire porter de la poudre chez leurs voisins (5). Ils en achètent d'abord neuf livres et demye ; puis, à trois reprises différentes, en 1590, onze, dix et six livres. Ce n'était pas assurément pour l'envoyer aux moineaux. Aussi bien M. de Millon, le châtelain des Bordeaux, est parmi eux, et

lesd. Mautainet et Desprez, à Vallon, lesd. Langloys et Boutier, à Poillé, Tacé et Chemyré, led. jour, au soir, lesd. Mautainet et Lefebvre allèrent à Vallon, payé à tous les messaigers, XXX s. »

(1) « Item, les vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-sixiesme desd. mois de janvier, envoyé Jehan Desprez, Marin Mautainet, à Vallon, et led. Lefebvre, à Fay, et le lendemain led. Lefebvre alla à Souligné, baillé à touz lesd. messaigers, XXX s. »

(2) « Item, le huit et neuliesme dud. mois de febvrier oud. an de ce compte, envoyé led. Lefebvre à Fercé et y alla par les deux jours et rapporta que les gendarmes alloient vers Pontvallain et au Chasteau-du-Loir, payé pour son salaire, XX s. »

(3) « Le cinquiesme jour de mars, oud. an mil v^e quatre-vingt-huit, envoyé Jehan Lefebvre à Saint-Symphorien, pour scavoir quelle part estoit la compaignie du capitayne Saint-Denys, ly a payé pour son salaire, pour ce, II s. VI d. »

(4) « Item, le septiesme jour dud. mois de mars, an susdit, par le commandement de Mons^r d'Amné, payé par led. contable aux soldars de Salle, la somme de trente-deux sols six deniers. »

(5) « Les cinq, six, sept, huit et neuliesme jours d'apvril oud. an mil v^e quatre-vingt-huit, envoyé Jacques Chevalier, à la Quinte, Marin Mautainet et Macé Lecronnier, à Conlye et à Neuville-la-Lays, Jehan Lefebvre, à Vallon, le fils de Mercier, à Brains, Jehan Lefebvre et Math. Langloys, à Sargé ? pour y porter de la pouldre, le petit Marin Dubois et le fils de Boullenger, à Conlye ? . . . le unziesme dud. mois, led. Lefebvre porta une lettre à Sillé, à monsieur de la Vosve . . . pour tous les messaigers ci-dessus, III l. XI s. »

M. d'Amné les viendra rejoindre (1). Ils font venir des soldats de Ruillé et de Brains (2). Cela ne les empêche pas de se garder. N'aurait-on pas même fortifié l'église paroissiale, comme on le fit à Ruillé-en-Champagne (3), je n'en serais pas autrement surpris, et, peut-être, faut-il reconnaître dans une réfection de verrières des fenêtres, opérée en 1590, quelques traces des précautions prises pour rendre plus difficile l'effraction de ces ouvertures par les bandes contre lesquelles on luttait (4).

(1) « Item, par le commandement de M^{rs} les abitans, général et paroissiens dud. Amné led. contable a achapté neuf livres et demye de pouldre à canon qui ont cousté neuf livres dix sols, pour ce, IX l. x s.

» Item, le dix-huictiesme jour de mars, en l'an de ce compte (1590) ledit contable compte avoir baillé par le commandement de Mons^r de Millon et de Mons^r d'Amené à Martin Lemerre, la somme de quatre livres, pour ce, IIII l.

» Item, le procureur contable, par le commandement de messieurs et du général et paroissiens a achepté unze livres et demye de pouldre à canon, la somme de troys escuz cinquante solz, pour ce, XI l. x s.

» Item, pour les messaigers qui sont allez quérir lad. pouldre jousques en la ville du Maus, a poyé pour leur paine et despens, x s.

» Item, plus en l'an de ce compte a ledit contable dict avoir oultre achapté par le commandement de Mons^r de Millon, dix livres de pouldre à canon qui a coûté, les dix livres, la somme de quatre escuz dix sols, pour ce, XII l. x s.

» Item, pour la despence et salaire dud. contable, et de René Dalibart, pour deux jours qu'ilz ont esté pour aller querir et faict fere lad. pouldre en la ville de Sablé, a poyé la somme de quarante-sept sols six deniers, pour ce, XLVII s. VI d.

» Item, oud. an led. contable en l'an de ce compte par le commandement de Mess^{rs} et des paroissiens a envoyé querir à par Mathurin Langloys et Jehan Lefebvre, six livres de pouldre à canon qui a cousté sept livres onze sols, pour ce, VII l. XI s. »

(2) « Et premier, compte en mise celuy procureur contable que, au commencement de lad. année, a baillé et poyé tous les messaigers qui ont esté envoyés de touz costez pour s'enquérir quelle part alloient les compagnies qui estoient autour dud. Amené, et pour les soldars qui furent faits venir de Ruillé et de Brains, baillé la somme de quatre escuz ung tiers, tant en despence que en argent, chez Mathurin Mautainct et André Gareau, par le commandement de Mess^{rs} le général et paroissiens, pour ce, XIII l. »

(3) Cf. *La Province du Maine*, t. VI, p. 328.

(4) « Item, en l'an de ce compte, led. contable a faict racoustrez les

Cela, au reste, ne faisait pas perdre de vue d'autres dépenses intéressantes, et j'aime à terminer cette brève étude par la mention d'une allocation qui, sur la demande de MM. de Millon et d'Amné, fut votée en faveur du clerc qui, en 1590, instruisit les enfants de la paroisse (1).

L. FROGER.

vitres de la chappelle des Bordeaux, du revestiaire et de Saint Nycolas, tant pour le voyre, de la payne, depence dud. vitrier que salaire et depence de ceulx qui ly ont aydé, a poyé et baillé la somme de cent dix sols pour ce, cx s. »

Puisque l'occasion nous en est offerte, nous ne négligerons pas d'observer que la tranquillité ne fut point dès lors assurée aux paroissiens, car, dans un autre compte, rendu pour l'année, juin 1601 à juin 1602, nous relevons encore la mention suivante : « Le vingt-cinquiesme jour du mois de may, an que dessus de ce présent compte, le dit procureur a envoyé ung messayger à Boys Cléreau, par le commandement des paroissiens pour porter une lettre à Monsr de Beauregard, parce que on disoict qu'il y avoict des gendarmes vers Balon, ledit procureur a baillé et poyé, tant en depence que argent, la somme de vingt sols. » M. de Beauregard, dont il est ici question, est Georges du Bosquet, résidant à Amné, au manoir seigneurial de Cossé. Cf. A. Ledru, *Châteaux de la Sarthe, Boisclairéau*, in-4°, p. 17.

(1) « Item compte led. procureur pendant ledit compte avoir poyé par une part, cinq escuz à messire Jacques (Guytier?) et ung escu deux tiers par aultre, par le commandement de Monsieur de Millon et de Monsieur d'Améné, pour tenir l'escolle et monstrier aux enfans dud. Améné. pour ce, xx l.

De cette école il est encore question dans un compte de l'année 1601, à propos de la location de l'immeuble où elle était tenue. Nous insérons ici le passage des comptes où il en est fait mention : « Item, pour la paine et vacation dud. procureur d'estre allé à Coullans pour prendre la maison de . . . Lachaume pour y tenir l'école tant pour ce qu'elle a esté . . . et pour la paine dud. procureur a poyé la somme de vingt solz, pour ce, xx s. »

UN
MÉDECIN PÉDAGOGUE
AU XVIII^e SIÈCLE
—
JEAN VERDIER
—

CHAPITRE III

UN GRAND PROCÈS. M. DE BUFFON ET JEAN VERDIER.

- § I. — Éboulements à l'Hôtel de Magny. — Les agrandissements du Jardin du Roi. Buffon achète l'Hôtel de Magny (1787). — Verdier reçoit son congé ; ses protestations ; déménagement forcé. — L'Institution est transférée rue de Charonne. — Verdier assigne Buffon et ses anciens propriétaires devant le Châtelet (1788). — Mort de Buffon. — Évocation de la cause au Conseil d'État (1788).
- § II. — Verdier sollicite M. de Saint-Priest (1789). Renvoi de la plainte au Comité contentieux des départements (1790). — Appel au Comité des finances. — Détresse de Verdier. — Dénonciation des sieurs Verdier, Delaune et de la v^e Picquenard, à l'Assemblée Nationale. — Riposte du fils de Buffon et de Verniquet.
- § III. — Procès de 1792 ; Verdier gagne sa cause. — Appel des défenseurs. — Procès de l'an VII ; arrêt en faveur de Verdier. — Inexécution du jugement. — Moralité.

I.

M. Verdier, instituteur de la jeunesse, enseignant au milieu de ses disciples, leur formait un esprit sain dans un

corps robuste et goûtait les joies paisibles de la Pédagogie. Heureux s'il avait su fixer la Fortune en l'Hôtel de Magny, ou deviner ses prochaines défaveurs à des présages certains, qui devaient frapper l'esprit d'un philosophe, formé aux leçons de la Sagesse antique. L'Hôtel de Magny tremblait sur ses fondements.

Édifié, comme le Jardin du Roi, sur un sol mouvant, miné par d'anciennes carrières, il souffrit dès le mois de décembre 1778 de quelques éboulements dans le parc. Par la suite, des effondrements successifs menaçant, avec les bâtiments de M. Verdier, les domaines de M. de Buffon, nécessitèrent des travaux longs et dispendieux pendant plus d'un an, et l'invasion d'une centaine d'ouvriers. Les élèves furent contraints d'abandonner leur logis pendant trois mois. Verdier qui dut faire, de ce chef, quelques dépenses, et des appropriations ultérieures, adressa de justes doléances à l'architecte du Jardin Royal, M. Verniquet. Verniquet s'en prit à Guillaumot, architecte de la ville, à laquelle incombait l'entretien des Catacombes. Et comme le budget municipal n'avait pas de fonds disponibles, Buffon ne put mettre fin aux démêlés qu'en avançant personnellement l'argent nécessaire à la consolidation du sous-sol (1785).

On avait alors commencé les grands travaux qui, sous l'impulsion du surintendant, transformèrent le Jardin du Roi ; le mur qui séparait la propriété royale de la pension Verdier, étant tombé de vétusté, Verniquet ne voulut le remplacer que par une grille, obstacle fâcheux à l'intimité pédagogique, et barrière insuffisante : des voleurs pénétrèrent dans l'institution, y commirent plusieurs déprédations et dérobèrent de l'argenterie.

La suite des temps réservait à Verdier bien d'autres épreuves, car M. de Buffon songeait à agrandir le Jardin du Roi, et précisément du côté de l'Hôtel Magny.

« L'amphithéâtre ancien, dit Jussieu, situé entre la grande

cour et une rue très passagère étoit trop resserré pour le nombre des élèves qui venoient assister aux divers cours et souvent les leçons étoient interrompues pour le bruit des voitures. On désiroit depuis longtemps qu'il fut plus vaste et placé dans un lieu plus tranquille. D'un autre côté la collection d'histoire naturelle prenoit chaque jour de l'accroissement et paroissoit exiger une addition de locaux ce qui ne pouvoit se faire qu'en déplaçant les gardes du cabinet logés dans l'étage supérieur et en disposant cet étage pour recevoir les collections nouvelles. Buffon pensa que l'hôtel de Magny, mentionné précédemment, pourroit offrir aux gardes des logemens commodes et agréables et que dans le jardin de cette maison il serait facile de construire un vaste amphithéâtre avec ses dépendances, dans lequel les élèves se rendroient par la rue de Seine, sans être obligés de traverser le grand jardin. D'après ces motifs il détermina, en 1787, le gouvernement à en faire l'acquisition » (1).

Pour abrégér les choses, qui traînaient en longueur depuis 1785 (2), Buffon entama les négociations en son nom propre : le 18 juin 1787, il achetait à la Compagnie des Carrosses de place au Châtelet, l'Hôtel de Magny et ses dépendances, par contrat passé devant M^e Boursier, son notaire. Il lui en coûta 60.000 l. (3). Verdier, à cette nouvelle, s'étoit porté acquéreur pour la même somme : trop tard. Le lendemain, le surintendant rétrocédait l'immeuble à S. M., au prix d'achat. Un exploit signifié à Verdier le 21 juin 1787, lui enjoignait de vider les lieux pour le terme de janvier 1788, et de payer la somme de 1575 l., montant du

(1) A.-L. de Jussieu, 6^e *Notice historique sur le Muséum*, in *Annales du Muséum d'Histoire naturelle*. Paris, 1808, t. XI, pp. 27-28.

(2) Buffon à Thouin, Montbard, 9 août 1785. (*Correspondance*, de Buffon, t. II, p. 200.)

(3) Voy. sur cette affaire, et le procès consécutif, Arch. nat., O/1 2126, 5, 8, 9, 10, 11 et ?

terme de loyer échue le 1^{er} avril 1787 (avancée aux vendeurs par Buffon), plus 1.000 l. pour le terme à échoir en juillet (1).

Dès le lendemain 22 juin Verdier courut chez Buffon, qui le reçut fort bien, l'assura de son estime, lui promit une indemnité raisonnable, et le pria de rédiger à cette fin, un état des dépenses par lui faites à l'Hôtel de Magny. On lui laissait six mois pour déménager ; seul le jardin allait être partiellement occupé par les préliminaires des travaux.

Tout à coup Buffon fut pris de hâte ; il voulut activer la construction de l'amphithéâtre projeté de façon que les cours d'anatomie et de chirurgie pussent être ouverts à l'entrée de l'hiver. Et Verdier ayant fait auprès de lui une nouvelle démarche, s'entendit dicter des conditions fort aggravées : l'immédiate disposition du jardin, sous menace d'expulsion *manu militari*, et l'évacuation de la maison dans un mois. En vain, le 13 juillet, notre homme demandait à conserver la jouissance de sa propriété jusqu'aux vacances de septembre : il n'obtenait, pour l'hôtel, qu'une réponse évasive ; pour le jardin qu'un délai jusqu'au 21 juillet, et, comme indemnité, qu'une proposition de 6.000 l. A ses plaintes, l'architecte Verniquet répondait par l'inacceptable indication d'un asile provisoire, une ancienne maison de force abandonnée, perdue dans des ruelles infectes près des voiries, entre la Bièvre et le Marché-aux-Chevaux. Enfin, en vertu d'un arrêt du Conseil d'État du 14 juillet 1787, signifié le même jour à l'instituteur (2), une bande de 40 ouvriers

(1) Ces 1000 l. jadis versées d'avance par Verdier aux carrossiers, comme prix du dernier terme, furent ultérieurement versées à Buffon par les cessionnaires. — Cf. Arch. nat., O/1 2126/8.

(2) Voici le texte de l'arrêt du 14 juillet 1787 : « Le roi étant en son conseil, a ordonné et ordonne qu'il sera procédé incessamment à la construction d'un amphithéâtre pour les Ecoles publiques du Jardin royal des Plantes, veut en conséquence S. M. qu'il soit fait dans le jardin de l'hôtel de Magny, appartenant à S. M. et présentement occupé par le sieur Verdier, maître de pension, une cloture en planches au pourtour de l'emplacement que S. M. a choisi pour ledit

escortés d'exempts de maréchaussée, fit invasion dès le 21 dans le parc de Verdier, mit à bas la grille de clôture, cerna la portion conquise d'une palissade et commença sur le champ les fondations.

Cependant notre pédagogue s'arrachait la perruque et protestait comme un beau diable : deux nouvelles significations réprimèrent les élans de son indignation, renvoyant à des experts toutes ses réclamations d'indemnités, et le sommant de faire abattre dès le lendemain, dimanche 22, le théâtre construit en plein air pour les exercices publics de ses élèves, qui gênait les démolisseurs.

On lui avait bien laissé provisoirement la maison : mais la situation n'était plus tenable : la cloison de planches avait des brèches, et laissait pénétrer les curieux ; le tintamarre des ouvriers troublait les études ; on portait la hache dans le parc. Il fallait déguerpir. Madame Verdier prit les devants avec la majeure partie des élèves et s'installa rue de Cha-

amphithéâtre, afin de séparer cet emplacement du surplus dudit jardin ainsi que les bâtimens dont la jouissance doit rester libre audit s^r Verdier jusqu'à l'expiration du congé qui lui a été signifié le juin dernier et à cet effet, laditte cloture sera posée à la distance de vingt-cinq toises de longueur du principal mur de la Régie des fiacres et à dix-neuf toises de largeur du mur qui est en retour d'équerre avec pareille cloture le long de l'allée qui conduit depuis le labyrinthe jusqu'au dit emplacement afin d'avoir un passage libre pour la conduite des matériaux, le tout suivant le plan annexé au présent arrêt, ordonne au surplus S. M. que ledit s^r Verdier sera dédommagé de la non jouissance de la partie de terrain comprise dans laditte cloture, en proportion de la superficie totale dudit jardin, et ce, d'après l'estimation qui sera faite par des experts nommés par S. M. et par ledit s^r Verdier, lesquels estimeront aussi, s'il y a lieu, toutes autres indemnités réclamées par led. s^r Verdier, conformément aux lois et usages. Enjoint S. M. audit s^r Verdier de céder, sans aucun retard, l'emplacement ci-dessus désigné au moment de la signification qu'il lui sera faite du présent arrêt que S. M. veut et entend être exécuté nonobstant opposition ou autres empêchemens quelconques, pour lesquels ne sera différé et dont si aucunes interviennent, S. M. s'est réservée à soi et à son Conseil la connoissance qu'elle interdit à toutes ses cours et autres juges.

De Lamoignon. »

Arch. nat., O/1 2126/5.

ronne, hôtel Chabanais ; quelques autres demeurèrent à Magny, avec l'instituteur, en prévision d'une thèse affichée pour le 30 juillet ; ils n'y purent tenir, un élève manqua d'être tué, le 26, par la chute d'un marronnier, et dès le 28, tous décampèrent avec livres et bagages, à travers les moëllons, les palissades et les massifs saccagés. *Barbarus has segetes !* Le 14 août, Verdier rendait officiellement la place désertée à l'architecte Verniquet qui le dispensait, en échange, des réparations locatives.

Le cadeau avait quelque importance : Verdier avait eu soin d'emporter toutes les cloisons qu'il avait fait poser à Magny, sans réparer la dégradation consécutive ; et il avait laissé bon nombre de fenêtres sans vitres. Verniquet eut fort à faire pour remettre les choses en bon état : dès le mois de décembre Daubenton s'installait au rez-de-chaussée de la maison Verdier, et l'architecte surveillait l'érection, sur le terrain conquis, d'un laboratoire de chimie, d'un amphithéâtre de dissection, d'une maison pour lui-même, et de logements pour les professeurs.

Verdier, de son côté, tâchait d'évaluer au mieux de ses intérêts, le préjudice à lui causé ; il avait d'abord demandé 15.000 l. mais ses chiffres grossissaient avec son désespoir. Il accusait plus tard une dépense de 20.000 l. pour l'achat et l'installation de ses collections scientifiques, bibliothèques, et instruments de toute sorte ; une avance de plus de 15.000 l. pour l'impression, alors en cours, d'ouvrages pédagogiques. Et devant un événement qui interrompait ou ruinait tant d'entreprises, il exigeait 80,000 l. de dommages et intérêts, soit 40.000 l. d'indemnité de déplacement et 40.000 l. pour les réparations faites à Magny de ses propres deniers, la consolidation des carrières et l'affaire de la grille. A quoi Buffon ripostait par l'énoncé de l'indemnité coutumière d'expropriation (une somme égale au prix du loyer à dater du congé, ou l'équivalent de six mois de jouissance, soit 2.000 l.), auquel cas Verdier, primitivement débiteur

de 2.575 l., aurait encore eu de l'argent à verser et rien à recevoir ! Et comme le surintendant offrait à l'instituteur, pour son dernier mot, la remise des réparations locatives à faire à Magny, et 6.000 l. d'indemnité, il jugeait ses propositions généreuses et sa conscience déchargée.

Tel n'était pas l'avis de M. Verdier ; le 22 mars 1788, il intenta à Buffon et à ses anciens propriétaires une action en dommages et intérêts, pour inexécution de son bail et remboursement des sommes par lui dépensées pour l'amélioration de l'hôtel et l'étayement du sous-sol (1). Les carrossiers se retournèrent contre Buffon par exploit du 12 avril 1788, en garantie des indemnités réclamées ; le surintendant fit défaut, et pour cause ; revenu de Montbard à Paris dans les premiers jours de 1788, pour presser l'achèvement des travaux du Jardin Royal, il avait hâté sa fin par un voyage intempestif ; il mourut le 16 avril.

Le 10 mai 1788, Verdier s'empessa d'assigner son fils au Châtelet comme héritier et solidaire. Un ami généreux essaya de s'interposer et offrit à Verdier, en mai, pour obtenir quelque répit, une somme de 6.000 l. ; MM. de Breteuil ministre, et Lachapelle, premier commis de la maison du Roi, les « lui firent adjuger par une ordonnance du conseil sur le dernier compte de M. de Buffon. M. Verdier voulut bien les accepter à compte ; mais depuis le sieur La Chapelle n'a plus voulu en parler, ni en entendre parler, M^e Verdier n'a rien reçu » (2).

(1) Cf. *Précis | pour M^e Verdier, Maître ès Arts, et Instituteur de la Jeunesse dans l'Université de Paris, Membre de trois autres Universités, Avocat en Parlement, Conseiller médecin du feu Roi de Pologne, etc. | Contre M. Le Clerc, Comte de Buffon, Intendant du Jardin Royal des Plantes, Trésorier de l'Académie des Sciences, Membre de l'Académie française et d'un grand nombre d'autres | Et contre les Administrateurs des Voitures Publiques, anciens propriétaires de l'Hôtel de Magny | Sur l'enlèvement de sa Maison d'Education*. Paris, Lambert, s. d., 16 pages in-4^e, signé Verdier ; M^e Barey de Saint-Marc, procureur. (Arch. nat., O/I 2126/10.)

(2) Factum de Verdier, Delaune et Picquenard. Cf. *infra*.

Le jeune comte de Buffon n'était pas mieux partagé ; au moment de la mort du surintendant son père, le trésor royal était en compte avec lui pour une somme énorme, dont il ne se hâtait pas de s'acquitter : et pour ne parler que des 67,790 l. avancées par Buffon pour l'acquisition de l'Hôtel de Magny et frais afférents, le roi demeurerait encore redevable de 37,790 l. 5 s. à la date du 28 juin 1788.

Créancier de S. M., et débiteur de Verdier, mal payé par l'un, actionné par l'autre, excédé de tant de démêlés, Buffon le fils insistait auprès de Breteuil, pour un prompt règlement de ses intérêts. Aux plaintes de Verdier il fit la sourde oreille, déclarant que l'affaire relevait du Conseil d'État du Roi, aux termes mêmes de l'arrêt du 14 juillet précédent. Sur son appel, le monarque évoqua le procès en son Conseil ; le 6 juin, il déclara Verdier et les propriétaires des Carrosses non recevables en leur demande, sauf à se pourvoir pour leurs réclamations en conformité de l'arrêt du 14 juillet 1787, et par devant experts. Il est vrai que l'expertise était devenue quasi impossible, l'architecte Verniquet ayant jeté à bas pas mal de moëllons et dénaturé les lieux.

II.

L'affaire traina dès lors en longueur. Mal en cour auprès de Breteuil, Verdier se tint coi jusqu'à sa chute. Mais il vit renaître son espoir à l'arrivée au ministère de M. de Saint-Priest ; il prit alors le parti d'invoquer les droits et privilèges de l'Université, qui doubleraient et tripleraient les délais de congé signifié aux locataires instituteurs, pour leur donner le temps de préparer leur réinstallation, ou tout au moins ajournaient leur expulsion au terme de l'année scolaire. Le recteur Dumonchel, avec l'appui du tribunal universitaire, adressa au comte de Saint-Priest, ministre et secrétaire d'état chargé de la maison du roi, des

observations conformes et des remontrances sur le préjudice causé à un maître par une éviction brutale au moment même des soutenances de thèses (1).

De son côté, au mois de septembre 1789, Verdier alla trouver M. de Saint-Priest qui le reçut fort poliment, lui renouvela une promesse d'indemnité pour son expulsion, et lui fit espérer, quant au reste, le renvoi de son action contre ses anciens propriétaires devant le Châtelet. Le ministre lui demanda, en terminant, une requête écrite. Verdier se hâta de rédiger son mémoire : mais, lorsqu'il revint chercher sa réponse, on avait fait la leçon au ministre : car si les ministres passent, les commis restent. M. de Saint-Priest fut de glace et M. de La Chapelle, premier commis, ferma la bouche au plaignant, et le mit ignominieusement à la porte.

Cependant Necker ayant conféré de la chose avec le contrôleur général des finances Lambert, décida le 8 janvier 1790 de faire renvoyer le dossier, par Saint-Priest, au Comité contentieux des départements.

Verdier, désireux de poursuivre son procès devant cette juridiction, fit alors demander à Saint-Priest, le 10 février 1790, communication des actes de vente de l'Hôtel Magny et de l'ordonnance lui attribuant un à-compte de 6.000 l. Il ne reçut pas de réponse, invoqua vainement le Garde des Sceaux et Necker et se heurta de nouveau à l'inertie des bureaux de la maison du roi.

Une nouvelle occasion s'offrit à sa détresse ; le 22 janvier 1790, l'Assemblée Nationale avait institué au sein de son Comité des finances, un comité de liquidation des créances

(1) *Observations de M. le Recteur de l'Université de Paris, présentées à Mgr le Comte de S. Priest, Ministre et Secrétaire d'Etat, sur l'affaire de M. Verdier, M^{re} ès arts et de pension dans l'Université de Paris, contre M. le comte de Buffon, Intendant du Jardin Royal des Plantes, à Paris*, mss., s. d., Arch. nat. O/1 2126/11. — *A Son Excellence M^{re} le Comte de Saint-Priest, Ministre et Secrétaire d'État*, mss. s. d., signé Verdier, *ibid.*

arriérées. Buffon fils y porta le reliquat de compte de son père. Verdier, de son côté, y présenta ses doléances, en mars 1790 (1), réclamant toujours avec ses indemnités, les 6.000 l. annoncées, acceptées, espérées, et qui n'arrivaient pas.

Le malheureux était aux abois. Tant de retards, de sollicitations, de procédures, un déménagement onéreux, le retrait de ses économies sur le Trésor royal pour faire face à des dettes criardes, tout cela avait ruiné Verdier. Pour comble de malheur, son institution périlait. Il avait loué, faute de mieux, par bail du 21 juillet 1787, l'hôtel Chabanais, au comte de Colbert. Mais le loyer était plus coûteux qu'à Magny, et une vingtaine d'élèves ayant abandonné l'institution dans ces pénibles circonstances, le nombre des pensionnaires se trouva réduit à 80. Au début de la Révolution, sans doute en juillet 1789, les émeutiers pillèrent le petit arsenal où les disciples de M. Verdier apprenaient à manier les armes, et il dut leur donner de l'argent pour éviter la mise à sac de sa maison. Gênés par les malheurs des temps, les parents de ses ouailles ajournaient le paiement de la pension ; Verdier évaluait ses créances protestées à plus de cent louis. Enfin, pour comble de malheur, sa demeure fut dévalisée par des voleurs qui infestaient alors le faubourg Saint-Antoine. Vainement, il réclamait à M. de Colbert les réparations nécessaires à la clôture et sûreté de l'immeuble. Pour toute réponse, son propriétaire le fit saisir, en ce même mois de mars 1790, en garantie de son loyer ; aussi l'instituteur se déclarait-il hors d'état de poursuivre son procès au contentieux, et redoublant de sollicitations auprès des membres du Comité des

(1) *Notice sur l'enlèvement de la Maison d'Education de M. Verdier, Instituteur de la jeunesse dans l'Université de Paris, par M. le Comte de Buffon, intendant du jardin royal des Plantes, à Paris, etc., mss. par Verdier, 20 mars 1790, 8 pages in-f°. (Arch. nat., D/vi 45, n° 670.)*

finances, et de l'évêque de Coutances, demandait 6.000 l. de provision (1).

Un nouvel insuccès, sans doute, fit perdre à Verdier toute mesure. Il embrigada un sieur Delaune, une veuve Piquenard, qui se donnaient aussi pour victimes des expropriations du Jardin du Roi (2), et ils adressèrent de concert une copieuse dénonciation à l'Assemblée Nationale contre tous ceux qu'ils accusaient de leur malheur ; contre Buffon

(1) Si le gouvernement ne les lui accorde pas, dit-il dans son mémoire au Comité, pour ces « horribles vexations, » M. V. « va se trouver sans ressources et le public sera privé d'un établissement unique, le plus correspondant aux besoins des citoyens des premières classes, et sur le plan duquel il peut dire que les Écoles militaires ont été fondées. »

« Monsieur, écrivait-il à Le Brun, le 20 mars 1790, je vous envoie le mémoire que vous m'avez demandé. Je vous prie en grâce de vouloir bien me donner les soins que vous avez bien voulu me promettre pour m'obtenir une provision de six mille livres et faire terminer ma malheureuse affaire contre M. le Comte de Buffon. Jamais on n'a pu faire une plus grande injustice au nom du Roi, jamais injustice n'a produit de plus malheureux effets ; jamais homme de lettres honnête et laborieux ne s'est trouvé dans un plus pressant besoin. Si je n'obtiens promptement un secours du gouvernement, ma maison d'éducation, la seule ressource de moi et de ma famille, va être détruite. M. le Comte de Colbert, mon propriétaire actuel, insensible à mes maux, vient de me faire saisir et veut faire vendre mes meubles sans pitié. »

Verdier termine en suppliant son correspondant de le « retirer de l'abîme affreux où [il est] tombé par la destruction des loix des propriétés ». (Arch. nat., D/vi 45, n° 670.)

(2) Depuis 1671, en vue d'agrandissements possibles du Jardin du Roi, il avait été défendu aux religieux de Saint-Victor, propriétaires riverains, de rien construire sur la zone menacée, jusqu'au quai Saint-Bernard. Les religieux tolérèrent néanmoins quelques constructions chez leurs locataires, ou sous-locataires, mais en stipulant qu'elles seraient démolies à fin de bail, ou à eux cédées gratis lors du congé du locataire. Le sieur Delaune, marchand de vin traiteur, sous-locataire des D^{l^{les}} Bouillon, qui avaient elles-mêmes un bail à vie des Religieux Victorins, fut, avec les dites demoiselles et la veuve Piquenard, du nombre des locataires récalcitrants en quête d'indemnités fructueuses, lors de la cession des terrains de Saint-Victor au Jardin du Roi. (Voy. Arch. nat., O/1 2126, 1-11 et O/1 2126 ?) La pétition de Delaune à l'Assemblée Nationale est un écho tardif de ces prétentions.

père, spéculateur éhonté, spoliateur des deniers du roi et de « cinquante pères et mères de famille » ; contre Verniquet, « l'exécuteur de ces usurpations » ; contre Breteuil, qui avait « scellé ces expoliations du nom auguste de Sa Majesté » ; contre La Chapelle, qui s'était « toujours tenu et se [tenait] encore au pied du trône pour repousser de ses mains vigoureuses et dédaigneuses les malheureux qui y vont implorer la justice et l'humanité du roi » (1).

En réponse à ce factum M. Verniquet fit imprimer sous forme d'*Observations* un mémoire adressé à l'Assemblée Nationale et dans lequel se trouvaient exposées d'après les documents officiels, les opérations de Buffon au Jardin du Roi (2). En adressant ce mémoire au Comité chargé de l'examen de la plainte de Verdier, le comte de Buffon l'accompagna de la lettre suivante (3) :

A Montbard, le 20 juillet 1790.

Messieurs,

On vient de m'envoyer un imprimé signé Verdier, Delaulne et veuve Piquenard dans lequel ces particuliers

(1) Au Roi et aux Représentants de la Nation | Dénonciation | Contre M. le baron de Breteuil ex-ministre et contre le sieur la Chapelle, son premier commis au bureau de la maison du Roi.

Contre M. Leclerc, comte de Buffon, ancien Intendant du Jardin royal des Plantes de Paris ; et contre le sieur Verniquet, architecte du même jardin.

Contre M. Leclerc, comte de Buffon fils, seul héritier de M. son père.

Sur l'expoliation des voisins du Jardin royal des Plantes de Paris, et sur les déprédations des deniers du Roi, lors de l'agrandissement de ce Jardin. (Bibl. nat., LK/7, 7472, 8 pages in-8°, factum signé Verdier, Delaune et veuve Picquenard, daté du 24 mai 1790).

(2) A Nosseigneurs les Représentans de la Nation | *Observations en réponse aux réclamations de plusieurs particuliers locataires des Terres qui ont servi à l'agrandissement du Jardin du Roi.* (Mss., Arch. nat., O/1 2126/9, année 1789, et O/1 2126 ?).

(3) *Correspondance inédite de Buffon*, publ. par H. Nadault de Buffon. Paris, Hachette, 1860, in-8°, t. II, appendice, p. 591-592.

attaquent la mémoire de mon père, son administration comme Intendant du Jardin du Roi et moi-même. J'apprends en même temps qu'ils vous sollicitent vivement pour faire le rapport de cette affaire à l'Assemblée Nationale. J'ai donc fait imprimer un mémoire où les faits simplement exposés avec la plus grande vérité démentent absolument les assertions hardies et fausses de ceux qui ont signé le libelle dont il s'agit et ce mémoire est maintenant entre vos mains. Il est faux que je demande au comité de liquidation 600.000 l. comme on l'a avancé, je demande seulement 121.591 l. qui me sont dues du compte rendu à la mort de mon père qui montait à environ 315.000 l. au lieu de 800.000 l. comme l'avance le sieur Verdier. Depuis le 15 avril 1788 je n'ai touché aucun intérêt de ces 315.000 l. et j'en ai payé de considérables pour les sommes que mon père a empruntées afin d'être en état de subvenir aux avances qu'il lui était ordonné de faire pour les travaux du Jardin du Roi. Je puis justifier de ce que j'avance. Mon père aurait pu en cédant au Roi ses terrains, en demander à Sa Majesté le même prix que lui avaient payé les différents particuliers auxquels il en avait vendu ; ce prix s'est élevé jusqu'à 33 l. la toise. Mon père préférant l'agrandissement du Jardin du Roi à son propre intérêt a cédé ces terrains au modique prix de 10 l. la toise, et on lui reproche d'avoir gagné à ce marché ! Il a acheté l'hôtel de Magny 60.000 l., il l'a cédé au Roi au même prix quoique certainement il valût davantage, et n'a point gagné les deux tiers à cette revente comme le dit le sieur Verdier. »

Le jeune comte avait communiqué cette lettre et son mémoire à M^{me} Necker qui lui répondit une épître fort élogieuse pour lui-même et pour la mémoire de son père, en observant que tous les jours aussi, on attaquait M. Necker, son époux, d'une manière non moins injuste. M^e Boursier, notaire de la famille de Buffon et qui avait collaboré à la

réponse de Verniquet, se chargea de poursuivre les démarches « pour appuyer de recommandations auprès des commissaires de l'Assemblée Nationale » le factum de son client. Et il soupirait en accusant la « mauvaise tête » de Verdier : « Voilà le fait de la Révolution ! Plus on dit de mal de l'ancien régime, plus on se flatte d'intéresser en sa faveur ! » (1).

Verdier de son côté, continuait ses efforts et tâchait de convertir à son parti Faujas de Saint-Fond, dont il avait instruit les enfants, et l'envoyait comme ambassadeur auprès de Verniquet pour obtenir une transaction. Il échoua, sans doute. Mais, devant les événements politiques, il sentit renaître ses espérances, et pensa reprendre le cours de ses occupations pédagogiques.

« J'ai lieu, disait-il, d'attendre les moyens de couronner mon entreprise du jugement des nouveaux tribunaux à qui notre constitution enjoint de me venger des Buffon, de la protection que les décrets de l'Assemblée Nationale promettent aux gens de lettres et aux artistes ; et de la faveur des corps administratifs et des amis de l'humanité » (2).

III.

M. Verdier fut exaucé. Nous le retrouvons aux prises avec ses adversaires, devant la justice, le 27 janvier 1792. Les défendeurs firent défaut, l'instituteur, pour la première fois depuis longtemps, eut gain de cause. Le 13 juin 1792, il obtint encore du tribunal du 5^e arrondissement de Paris un jugement en première instance, condamnant solidairement le fils Leclerc Buffon et l'agent du Trésor public à 12.000 l. de dommages et intérêts. Les perdants firent appel, appel qui ne fut d'ailleurs relevé que plusieurs

(1) *Correspondance* de Buffon, par Nadault de Buffon, t. II, p. 534.

(2) *Discours sur l'éducation nationale*.

années après. Verdier eut le temps de se morfondre. En 1793, son ancien élève Desgenettes le trouvait réinstallé depuis l'année précédente à l'hôtel Bezancourt, plaideur impénitent, instituteur réduit à trois pensionnaires, et patriote exaspéré autant que désespéré : « Je ne laisserai rien à mon fils, lui écrivait-il, qu'une imprimerie et des manuscrits pour faire au moins 40 volumes ! » Et il coulait à son départ, dans la poche du visiteur, un exemplaire de son *Calendrier d'éducation et d'économie* (1).

La destinée se plaisait à embrouiller son procès ; trois jours avant le 9 thermidor, le fils de Buffon portait sa tête sur l'échafaud.

Le jeune comte laissa une situation fort obérée ; il avait dû vendre à perte des propriétés importantes, pour faire face aux engagements pris par son père, et dont l'État ne l'avait point encore dédommagé. Verdier, par ses intrigues, n'avait réussi qu'à en entraver la restitution par le Trésor public, sans pouvoir en bénéficier personnellement. Il poursuivit donc la procédure : et un jugement du tribunal civil de Seine-et-Oise du 29 ventôse an VII (19 mars 1799) rejetant l'appel formé contre le jugement du 13 juin 1792, condamna la veuve Buffon, solidaire de son mari, à payer à Verdier une somme de 4,600 fr. à titre de provision, et le Trésor public à garantir la veuve Buffon de cette sentence (2).

Ce fut un nouvel obstacle au remboursement par l'État

(1) *Mémoires* de Desgenettes, t. II, p. 182.

(2) *Les Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution. 1791-1800*, . . . Documents inédits rec. par Casenave, publ. et annotés par Douarche, t. II. Paris, 1907, in-8°, p. 722. — A cette période du procès se rapportent également les deux rarissimes factums suivants, jadis conservés dans la bibliothèque du Pr E.-T. Hamy, qui voulut bien nous les communiquer, et signalés depuis par Denise. (*Bibliographie hist. et iconographique du Jardin des Plantes*, Paris, 1903, in-8°, nos 197 et 198.)

Mémoire pour le citoyen Verdier, médecin, directeur d'une maison d'éducation contre M^{me} veuve Leclerc-Buffon et contre l'Agent du Trésor public. (Paris), imp. de Demonville, s. d., in-4°, 8 pages.

Jugements pour Verdier, médecin, ci-devant locataire de la maison

des sommes dues à la succession du surintendant. Et lorsque la comtesse de Buffon trouva enfin une occasion favorable de faire valoir ses droits, elle se heurta à de nouveaux décrets, libérant le Trésor public vis-à-vis des créanciers non antérieurement reconnus. Elle s'adressa par la suite à l'Empereur, sans plus de succès, et la fortune familiale en demeura irrémédiablement compromise et frustrée. De son côté, Verdier ne dut pas toucher grand chose, car nous le voyons prolonger ses récriminations et ses doléances jusque sous le règne de Louis XVIII : « Après de longues procédures, écrivait-il en 1816, j'ai obtenu quatre jugemens, deux en première instance et provisoires, et deux définitifs, qui ordonnaient mes indemnités, avec intérêts et dépens ; il m'en a coûté plus de 6.000 fr. pour le remboursement d'une partie desquels j'ai obtenu deux exécutoires, mais l'agent du trésor public [le C. Alain] a fait réduire sa part par le ministre des finances à 100 centimes, ou 20 sous ; il l'a gardé, et il ne m'a pas été possible de faire exécuter mes quatre jugemens » (1).

On voit que la fable *L'Huitre et les Plaideurs* ne s'appliquait pas qu'à l'ancien régime, et que M. Verdier eut quelque raison de se plaindre.

Nous ne ratifierons point, sans doute, les griefs de cupidité et de concussion que l'instituteur impute injustement à la mémoire du surintendant ; le grand naturaliste fit preuve du zèle le plus noble pour le progrès de la science et l'extension du Jardin des Plantes ; il y engagea sa fortune personnelle avec un désintéressement que les gouvernements

Magny, et pour les ci-devant propriétaires vendeurs de ladite maison, contre Leclerc-Buffon fils, seul héritier de Leclerc-Buffon, vivant intendant du Jardin des Plantes de Paris, acquéreur de ladite maison ; la veuve de celui-ci, donataire de tous ses biens ; l'agent du Trésor public pour la Nation ; et Røderer, ci-devant procureur-syndic de l'ancien département de Paris intervenant pour prendre le fait et cause de Leclerc-Buffon. (Paris), imp. de Demonville, an VII, in-4°, 8 pages.

(1) Verdier, *Calendrier des amateurs de la vie*, p. 157.

qui se succédèrent, ne récompensèrent que par la spoliation de ses héritiers. Mais M. Verdier victime du même déni de justice de la part du fisc, n'avait pas tout à fait tort d'en faire remonter à Buffon la responsabilité première : son éviction précipitée et ruineuse de l'Hôtel de Magny fut la cause initiale de ses malheurs ; elle en fit le quémandeur obstiné, larmoyant et déçu de quatre régimes. J'avoue que ses prétentions d'indemnité étaient excessives : mais il ne parvint même pas à toucher un liard sur les 6.000 l. de dédommagement certainement inférieures au préjudice causé, qu'on lui fit proposer comme à compte. M. Nadault de Buffon affirme que ces sommes, « furent équitablement arbitrées et aussitôt versées entre ses mains ». Il nous paraît qu'il n'en fut rien ; et que le Trésor public esquiva cette dette, comme tant d'autres. La probité ne nous apparaît point encore, en dépit des révolutions, comme une institution d'État.

CHAPITRE IV.

M. VERDIER RÉVOLUTIONNAIRE.

- § I. — Verdier collabore à l'*Encyclopédie*. — Ses idées de réforme. — *Discours sur l'éducation nationale* (1792).
- § II. — Verdier et la journée du 10 août. — Il est nommé membre du Conseil général de la Commune de Paris.
- § III. — Verdier et la famille royale au Temple. — L'affaire des 500.000 livres. — Verdier nommé rapporteur des comptes du Temple ; ses tribulations.
- § IV. — Mission sanitaire de Verdier à Compiègne (an II) et à Senlis. — Il entre à l'École normale supérieure (an III).

I.

M. Verdier ne se bornait pas à répandre sur ses élèves les trésors de ses connaissances ; et il figure avec Fourcroy, Andry, Doublet, Goulin, de Horne, Hallé, Thouret, parmi les savants qui procédèrent sous la direction de Vicq-

d'Azyr, à la refonte de l'*Encyclopédie*. Dans la première édition déjà ancienne, et qui mêlait tous les sujets sans autre ordre que l'alphabétique, la partie médico-légale avait été confiée à M. de La Fosse, docteur de Montpellier (1). Lorsque le libraire Panckouke redonna au public ce monument d'érudition, il le remania par ordre de matières, et fit appel à Verdier pour la section médicale (2). Tantôt seul, tantôt avec la collaboration de son fils, Verdier y rédigea les articles de jurisprudence médico-pharmaceutique régionale et générale et quelques articles de matière médicale.

Inscrit sur la liste des auteurs en tête des premiers volumes (1787-93), son nom disparaît à la reprise de la publication en 1798 ; sa vie entière n'eût d'ailleurs pas suffi pour voir l'achèvement de cet immense labeur. Le 13^e et dernier volume de la partie médicale ne fut publié qu'en 1830, et le 166^e et dernier tome de l'*Encyclopédie*, dont le prospectus datait de 1781, ne parut qu'au bout d'un demi-siècle, en l'année 1832.

Dans ces pages écrites au déclin de l'ancien régime,

(1) *Encyclopédie méth. ou Dictionnaire raisonné des Sciences, des Arts et des métiers*, 3^e éd. Genève et Neuchâtel, années 1778 et sq.

(2) *Encyclopédie méthodique, Médecine*, par une Société de médecins, mise en ordre et publiée par M. Vicq d'Azyr. Paris, Panckouke, Liège, Plomteux, 1787, in-4^e. — Le nom de Verdier est sur la liste des collaborateurs en tête des six premiers volumes (1787-93) et disparaît du tome VII (1798) : en réalité, il n'a pris part qu'à la rédaction des tomes I, II, III, IV et V (lettres A, B, C) et l'art. *Corps, Communautés, Collèges et Jurandes de médecine* du tome V, est le dernier portant sa signature.

Jean Verdier a écrit les articles : *Alimens, Amboise, Améthyste, Amiens et Amiénois, Amiral et Amirauté, Amour, Amphithéâtre, Amulettes, Anacarde, Angers et Anjou, Artois et Arras, Avignon, Avortement, Botanique, Bourdeaux ou Bordeaux et Bourdelois, Bourges et Berry, Bruxelles, Cadavres, Caen*.

En collaboration avec son fils Verdier-Heurtin, les articles : *Aggrégation aux corps de médecine, Aix, Albi, Albret, Alchimie et Alchimistes, Anatomie (Jurisp. de la méd. et de l'éducation physique), Angélique, Corps, Communautés, Collèges et Jurandes de médecins*.

s'affirment déjà les aspirations du lendemain. M. Verdier, comme tous ceux à qui le Destin n'avait pas souri jusque-là, vit arriver la Révolution avec une faveur dont il ne fit point mystère : « Heureux les François, s'écriait-il en 1790, si leur constitution les habitue enfin à ne reconnoître que les talens et les vertus pour titre de noblesse » (1) ! C'est pourquoi M. Verdier mit son espoir dans l'Assemblée constituante. Il avait réuni les *Privilèges des Universités* en un gros manuscrit qu'il proposa avec un louable désintéressement aux méditations des réformateurs : « Si nos privilèges sont personnels, Messieurs, faisons en le sacrifice avec ces privilégiés généreux qui vont bientôt se signaler par leur dévouement à la Patrie ; mais si ces mêmes privilèges sont les premiers honoraires que les villes, les bourgs, et les communautés puissent offrir pour procurer à leurs enfans, à leurs malades et à leurs pauvres, des instituteurs, des médecins, des jurisconsultes, et des ecclésiastiques plus habiles et plus zélés, recueillons et rassemblons tous ces titres des hommes dévoués par état au bien public, pour les protéger contre ces hommes inhumains, qui ne trouvent rien de précieux que l'argent, et des idées chimériques décorées du clinquant du style. Si vous trouvez le dépôt que nous vous offrons, digne de les recevoir, vous aurez lieu de louer notre zèle et notre exactitude » (2).

M. Verdier attendait plus encore des nouveaux élus : l'affranchissement des instituteurs ; « une *législation* qui.... gratifi[ât] la nation d'une éducation physique », et des lois sévères sur l'hygiène (3).

« Il n'y aura de sûreté, disait-il, dans [le] commerce in-

(1) *Encycl. méd.*, t. II, art. *Angers et Anjou*, p. 737, col. 1.

(2) *Ibid.*, t. I, art. *Aix*, pp. 601-602.

(3) « Quelle science actuellement sur laquelle l'hygiène ne mérite la préférence ? Et cependant notre jurisprudence n'y a point encore songé. » (Verdier, *Encycl. méth. méd.*, t. I, art. *Alimens*.)

téressant [des denrées alimentaires] que lorsque la police le mettra assez à découvert pour qu'éclairés des lumières des physiciens et des médecins elle puisse prévenir la corruption de ces denrées et la reconnaître au besoin. » — « L'on prévient bien des maladies si l'on inspectoit avec des yeux plus éclairés les marchés et les boutiques des regrattiers, grainiers, fruitiers, orangers, etc. » — Surveillance des fraudes sur les boissons, surveillance des laitiers, surveillance des eaux potables, Verdier demande dès 1787 ce qu'une loi récente vient à peine de mettre en vigueur. Ne va-t-il pas dans son zèle philanthropique, jusqu'à demander aux représentants de la Nation de légiférer sur la cuisine ? « Cette législation désirable, dit-il, doit établir sur la nourriture des enfants et des jeunes gens des articles qui donnent lieu aux instituteurs d'en trouver et établir les règles conjointement avec les médecins » (1). Il réclame, au surplus, une subordination légale des cuisiniers d'établissements publics aux médecins, analogue à celle des apothicaires. Et il adjure l'Assemblée Nationale d'assurer la collaboration du corps médical aux lois sur la santé publique et l'alimentation rationnelle.

M. Verdier ne se doutait pas que ses désirs seraient un jour comblés, qu'une assemblée délibérante discuterait et rognerait sur un service de table, et des menus, et que lui, Verdier, serait chargé d'apurer les comptes de la table de Sa Majesté dans la prison du Temple.

En attendant le retour de l'âge d'or, M. Verdier se préoccupait de reprendre le cours de ses leçons et de ses ouvrages interrompu par l'« horrible désastre », déchainé par la cupidité de Buffon. Je m'y sens, écrivait-il, « puissamment invité..... par la conformité de mon plan d'éducation avec ceux de Mirabeau, de M. Talleyrand et de M. Condorcet qui paroissent avoir fixé les vues de l'Assemblée

(1) Verdier, *ibid.*

Nationale ». Pour rendre ce plan fameux plus analogue à la régénération publique, il en remaniait quelque peu l'ordonnance générale (1); la partie hygiénique et gymnastique y prenait une grande importance, car « tout citoyen étant devenu par notre constitution soldat de la Patrie, il devient nécessaire d'en occuper tous ses enfants ». L'éducation religieuse en était exclue, la nouvelle institution laissant désormais aux parents la liberté de s'agréger aux pasteurs des diverses églises. Là dessus, pris d'un regain de fécondité, notre auteur ouvrait une souscription pour publier un plan d'éducation nationale, in-8°, lequel ne parut jamais.

II.

Cet optimisme ne se soutint pas, et bientôt, comme tant d'autres ratés, Verdier chercha dans la politique une compensation à ses déboires. Le 3 août 1792, il fut nommé, dans sa section (Jardin des Plantes), commissaire à la rédaction de l'adresse demandant la déchéance du Roi. Mais dans la nuit du 9 au 10 août, il manqua une bonne occasion d'avancement.

« Dans cette nuit, dit-il, se forma spontanément la fameuse Commune du 10 août par les plus ardents commissaires du comité des sections et par des municipaux nommés dans ce jour, par les sections, au nombre de six par chambre.

(1) DISCOURS SUR L'ÉDUCATION NATIONALE, PHYSIQUE ET MORALE DES DEUX SEXES : CONSIDÉRÉE d'après les besoins de l'homme en nature et en société, comme le moyen de développer et étendre ses facultés, ses connoissances, ses talents et ses vertus ; d'enrichir les familles et l'État ; d'éteindre la pauvreté et la mendicité ; de multiplier les forces vivantes de la Nation par une plus grande population ; et de fonder le bonheur individuel, domestique et national, sur les constitutions de la nature et de l'Empire françois : POUR servir de PROSPECTUS aux ouvrages D'ÉDUCATION et D'ÉCONOMIE de M. JEAN VERDIER, *Instituteur de la Jeunesse, Docteur en Médecine, Médecin-Orthopédiste, Licencié ès-loix, etc.* Paris, chez l'auteur, et Onfroy, libraire, 1792, 16 pages in-8.

J'étois de ce grand comité, comme je l'ai déjà dit, mais je ne fus pas appelé à cette grande expédition, sans doute parce qu'on se défioit de moi, et le matin sur le bruit public de ce qui se passoit, je fus à l'Assemblée générale de ma section, celle des Plantes. On y nomma plusieurs citoyens honnêtes et de marque pour aller se joindre aux nouveaux municipaux, mais qui sans avoir le courage de refuser, n'auroit (*sic*) pas celui de s'y rendre et c'est sans doute cette crainte pusillanime et générale dans toutes les sections qui ont composé cette Commune de tant de gens ineptes pris dans les basses classes. Quelavaine (?) voulut me faire nommer, mais un des meneurs qui prédominoit ce jour-là et que j'avois entendu vouloir démontrer qu'il fallait se défaire du Dauphin détourna l'attention sur d'autres sujets, sans doute parce qu'il me jugeoit incapable de cette mission » (1).

Quelques jours après, Verdier fut plus heureux ; le Conseil de la Commune, surchargé de besogne, demandait un renfort de deux commissaires par section. Les sectionnaires du Jardin des Plantes se réunirent le 4 septembre ; une voix, celle d'un étudiant, admirateur de Verdier, lança dans le tumulte le nom de l'instituteur qui fut élu par acclamation ; un deuxième délégué fut nommé, qui se tint coi ; Verdier alla tout seul au Conseil, et fut admis le soir même. Le secrétaire dont la liste portait deux délégués, n'en voulant rien perdre, imposa à Verdier le nom de son collègue absent et le sien propre. En sorte que Verdier, élu bicéphale, fut administrativement pourvu du nom de Martin Verdier, dont il se contenta.

L'invisible Martin ne fut pas gênant ; et l'on trouvait dans le Conseil compagnie plus importune. Les honnêtes gens paralysés par la peur, et qui haussaient le ton pour se faire

(1) Verdier, *Premier tableau historique*. f^{os} 4 et 5. (Voy. ci-dessous.)

tolérer, y coudoyaient des brutes forcenées, et Verdier eut à pâtir des propos de son collègue, l'ouvrier Marino qui lui promettait de le faire guillotiner en cas d'incivisme. Verdier se tint dès lors sur une prudente réserve.

Il n'en obtint pas moins les honneurs du fauteuil. Le 6 septembre 1792, au lendemain des massacres de l'Abbaye, au moment où les tueries continuaient encore à La Force, Verdier présidait la séance de la Commune : et il fut sans doute au nombre des membres du Conseil qui, « M. le Maire à leur tête, se transportè[rent] à l'hôtel de La Force pour rappeler l'exécution de la loi qui protège les personnes et les propriétés » (1).

On voit que la prose administrative n'était pas dénuée d'ironie. A quelques jours de là, Verdier était délégué en compagnie des citoyens Duval-Destaing, Le Clerc, Marco, Cazette, Bigaut, Simon et Pelletier, « à l'effet de se transporter à toutes les réquisitions dans les maisons de détenus ou prévenus et autres dépôts..... à l'effet de procéder à la levée des scellés..... apposés sur les meubles, effets et papiers des délinquants », en présence des prévenus et de deux commissaires de leur section ; et de dresser procès-verbal des papiers et pièces à conviction, tant à charge qu'à décharge » (2).

III.

M. Verdier avait écrit en 1774 ces paroles mémorables : « Platon a dit que les peuples seroient heureux lorsque les

(1) *Collection des Mémoires relatifs à la Révolution française, Mémoires sur les journées de septembre 1792*. Procès-verbaux de la Commune de Paris, p. 285-287. (Paris, 1823, in-8.)

(2) Arrêté du Conseil général de la Commune, du 18 septembre 1792, Signé Pétion et Talien ; Arch. nat., W/1 b 252. — Signalé in Tuetey, *Répertoire gén. des sources mss. de l'Hist. de Paris pendant la Révolution française*, t. VII. Paris, 1905, n° 1239.

Rois seroient philosophes ou que les philosophes seroient Rois et tout l'Univers a applaudi à cette maxime. Annoncez aux François qu'elle est accomplie : faites leur voir leur couronne sur la tête d'un philosophe, et tout le monde vous entendra : et tout le monde reconnoitra le Prince » (1). Or il advint que le monarque, n'ayant plus d'autre couronne que celle de la philosophie, dont il se montra d'ailleurs assez digne en sa captivité, eut pour geôlier son panégyriste d'autrefois : en qualité de municipal, Verdier dut monter la garde au Temple à son rang, et probablement dès le mois de septembre (2). Il y prit occasion de s'entre-

(1) *Mém. sur la perfectibilité*, Rec. IV, p. 13.

(2) Verdier a laissé de sa mission au Temple, une intéressante relation, dont le texte et les annexes forment trois volumes mss. petit in-f°. (Mss. de la Bibliothèque de la ville de Paris, rue Sévigné, n° 29726, f°). — Le tome I (63 f°, non compris les pièces manuscrites intercalaires) est intitulé *1792. 1^{er} Tableau historique | de la captivité | de la Famille royale | au Temple, | depuis le 10 août 1792*. Il renferme, en outre de cette relation, qui comprend 32 folios écrits de la main de Verdier, divers extraits et arrêtés concernant sa mission au Temple et la captivité de la famille royale ; le rapport autographe de Verdier, au nom de la Commission des comptes du Temple, fait à la Commune le 28 novembre 1792 (f°s 36 et sq.) ; une double suite de ce rapport (f°s 41 et sq.) et divers mémoires de fournisseurs de la bouche royale chargés d'additions, récapitulations et annotations autographes de Verdier.

Le tome II intitulé *Tableau historique | de | La famille royale au Temple | depuis le 10 août 1792* | et en marge : *Copie du Manuscrit de M^e Verdier*, renferme une copie, remaniée sous la Restauration, de la relation précédente, comprenant une série de feuillets doubles, numérotés de 1 à 25 ; ils sont subdivisés en deux sections par l'intercalation d'une copie des rapports de la Commission des comptes et des mémoires des fournisseurs du Temple.

Le tome III intitulé *Notices sur les illustres prisonniers | au Temple et sur plusieurs personnes dont les | noms figurent dans les Mémoires de Monsieur | Verdier* contient 66 pages d'extraits manuscrits de multiples provenances (Anecdotes tirées des mémoires du temps, copies d'arrêtés de la Commune, etc.) suivies d'un projet, non paginé, de préface pour la publication de la Relation de Verdier.

Sous le titre *Trois mois à la Tour du Temple*, G. Maugras a publié quelques extraits du tome II (le moins original) du manuscrit de Ver-

tenir avec le prisonnier, et ne lui cacha pas ses démêlés avec Buffon. L'expression de son mécontentement n'alla point sans impertinence, s'il faut en croire ce que rapporte Talma :

« Monsieur, dit Louis XVI, n'étiez-vous pas maître de pension ? — M. Verdier : oui, positivement. — Hé bien j'ai connu votre établissement, dont on m'a très souvent parlé ; vous aviez chez vous un Talaru fils unique du vicomte, un Damas, un Puységur, un fils du comte Langeron, un La Roche-Aymon, et autres enfants dont les familles étaient à la Cour. — Oui, j'avais tout ce monde-là chez moi, et ma pension était l'une des plus florissantes de Paris, et même la première dans son genre. La tyrannie de Buffon et sa cupidité m'ont tout enlevé et plongé dans la détresse. — Expliquez-moi donc comment. — Rien n'est plus facile. Sous prétexte de grandes améliorations, et d'étendre jusqu'à la rive gauche le Jardin des Plantes, votre intendant a fait passer des marchés coûteux pour vous, lucratifs pour lui et il m'a expulsé de vive force de l'Hôtel de Magny et jeté sur le pavé. — Mais il y avait eu un jugement, on aura suivi les formes voulues ? — Les jugements et les formalités, tout cela était dérisoire du fort au faible avant l'inévitable révolution dont vous êtes la victime. — Je crois, Monsieur, que c'est calomnier la mémoire du comte de Buffon que de l'accuser de dilapidations. J'ai examiné fort attentivement sa gestion et trouvé qu'elle était fort en règle. La satisfaction que j'en ai éprouvée est même l'un des motifs qui m'ont engagé à faire élever de son vivant une statue à ce grand écrivain qui a très bien administré le

dier, dans la *Revue bleue* du 30 avril 1892, t. XLIX, pp. 558-566. — Le *Tableau historique* dans sa première rédaction (celle du tome I) est publié par le M^{is} de Beaucourt, *Captivité et derniers moments de Louis XVI, récits originaux et documents officiels recueillis et publiés par la Société d'Histoire contemporaine*. Paris, 1892, 2 vol. in-8, t. I, pp. 229-252.

mien et le sien, dit-on, ce que je n'ai pu trouver mal. — Le sien, oui, mais le vôtre non : voilà comme on a toujours su vous tromper. — Pas aussi souvent, Monsieur, que vous paraissez le croire, j'ai donné aux affaires une attention sérieuse et quelque jour on me rendra cette justice que l'on me refuse à présent » (1).

L'entretien de la famille royale au Temple souleva quelques difficultés : la loi du 12 août 1792 avait prévu pour la dépense des captifs, une somme de 500.000 l., jusqu'à la réunion de la Convention nationale ; mais cette décision était restée platonique. La Commune à laquelle incombaient provisoirement les frais, n'avait plus d'argent ; elle en réclamait à Roland, qui faisait la sourde oreille. Le 29 septembre 1792, le Conseil général, impatienté, chargea Verdier et le perruquier Profinet de se concerter avec le maire Pétion « pour faire rentrer dans la caisse de la Commune les 500.000 l. pour subvenir à la nourriture du ci-devant roi et à toutes ses dépenses, pour lesquelles il ne se trouve plus de fournisseurs » (2). Pétion, trop occupé, les autorisa à parler en son nom, pourvu qu'on ne le dérangeât pas davantage ; Profinet inquiet de ses perruques, laissa Verdier se débrouiller tout seul, et l'instituteur alla trouver Clavière, ministre des finances, qui le renvoya à Roland, ministre de l'intérieur, lequel répondit évasivement, et exigea préalablement l'état des dépenses faites. D'autre part, notre ambassadeur courait des bureaux de la Chancellerie à ceux de

(1) *Mémoires de J.-F. Talma*, pp. 214-216.

(2) Relation, ms. de Verdier (Bibl. de la Ville de Paris, n° 20726), t. I, f° 1. — Cf. sur cette affaire de Beaucourt, *loc. cit.*, t. II, Appendice, v, p. 370-376, *Les comptes du Temple*. — Et une adresse, non datée, de Verdier à la Convention, reproduite 1° in *Louis XVII*, par A. de Beauchesne. Paris, 1889, 2 vol. in-8, t. II, p. 519. 2° *Mémoires de Cléry, de M. le duc de Montpensier, de Riouffe*, publ. par F. Barrière (t. IX de la *Bibliothèque des mémoires* de F. Barrière). Paris, 1847, in-12, p. 191-193. 3° *Journal de Cléry, suivi des dernières heures de Louis seize*, par M. Edgeworth de Firmont, (coll. des Mém. relatifs à la Révol. franç.). Paris, Baudouin, 1825, pp. 280-288.

la Convention, en quête du fameux décret du 12 août, qui demeura aussi introuvable que les 500.000 l. promises.

En désespoir de cause, Verdier s'adressa aux membres de l'ancien Comité des finances et mit enfin la main sur Guiton de Morveau et sur Cambon. Celui-ci déclara qu'il en faisait son affaire. Le 4 octobre en effet, sur le rapport du Comité de l'ordinaire des finances, la Convention chargea Roland de présenter incessamment le compte des dépenses faites et à faire et laissa la somme demandée à la disposition du ministre de l'intérieur pour paiement des mémoires d'ouvriers et fournisseurs arrêtés par le Conseil général de la Commune.

Après un pareil succès, le Conseil ne put que commettre Verdier et Profinet, auxquels fut adjoint Roché, pour suivre l'exécution. Profinet y mit peu de zèle et s'éclipsa ; Roché se chargea des dépenses du bâtiment, tandis que Verdier s'occupait des provisions, linges et vêtements, tant pour le passé que pour le présent.

C'est à ce titre que Verdier assista, le 7 octobre, à l'insolente visite que Manuel fit au roi captif, et dont on trouve le récit dans la relation de l'instituteur et dans le Journal de Cléry. Le conventionnel ayant voulu retrancher sur le service de la bouche du roi, dont il jugeait l'abondance contraire à la frugalité démocratique, Verdier s'y opposa, objectant qu'un changement de régime pourrait avoir des inconvénients pour la santé des prisonniers, et motiver des imputations calomnieuses. L'argument du geôlier-médecin eut gain de cause.

Son rôle de comptable économe lui donna bien d'autres soucis, et il dut rédiger seul, ou presque, son rapport rétrospectif sur les dépenses du Temple, n'étant entouré, à son dire, que de « gens ineptes et incapables de lui être de quelque secours » (1).

(1) Relation ms. de Verdier, t. III, *in* projet de préface.

Le 8 octobre 1792, Verdier et Roché soumirent au Conseil général le relevé des dépenses faites jusqu'au 30 septembre pour les bâtiments du Temple et autres frais, soit 97.281 l. Verdier s'attacha ensuite à l'élaboration du futur budget de la prison ; les 23 personnes employées dans cette enceinte n'avaient pas encore d'appointements, et manquaient de tout ; il fallait fixer leur traitement. Le 24 octobre seulement (1), Verdier put obtenir en faveur des deux guichetiers un traitement annuel de 6.000 l., le reste demeura en suspens ; le Conseil général avait toujours autre chose à faire, et des motions d'énergumènes remettaient constamment en question les décisions antérieures. Le citoyen Charbonnel ayant demandé la suppression des deux geôliers, une commission alla étudier la question sur les lieux, maintint ces fonctionnaires, leur proposa 3000 l., faillit transiger à 5.000, et finalement rétablit le chiffre de 6.000 l. Verdier ne retrouva un tour de parole que le 2 novembre, mais ce tour dura longtemps : au bout de cinq séances, il avait gain de cause, pour 22 fonctionnaires et autant de traitements (2), lorsqu'un orateur réclama pour tous l'égalité des appointements. Nouvel arrêt : une deuxième commission se rend à la prison pour fixer le nombre et la rémunération des employés du Temple, y retourne encore et ne conclut pas.

Sur ces entrefaites, la Section des Arcis dénonça à la vindicte publique les orgies et les ripailles qui se seraient déroulés au Temple, dans la nuit du 22 au 23 octobre, dans la salle des commissaires. Le Conseil révoque incontinent toutes les Commissions en service, et en nomme de nouvelles. Mais dès le lendemain 8 novembre, les membres incriminés du Conseil du Temple s'empressent de « relever

(1) Le 24, selon Verdier ; le 25, selon le P. V. cité par de Beaucourt.

(2) Relation ms. de Verdier, t. I. « *Suite du rapport de la Commission des comptes au Temple, fait au Conseil général de la Commune.* » En marge : « en novembre, les 2, 3, 4, 5, 6. »

ces traits mensongers quoiqu'ils ne paraissent dignes que du plus profond mépris, et de réduire autant que possible le nombre des convives admis à leur table : tous les commissaires de service, les commissaires en mission spéciale, et les quatre officiers supérieurs de la garde nationale en fonctions. Verdier fit preuve d'une particulière indignation, offrit sa démission, jeta son écharpe sur le bureau, la reprit, et obtint la parole pour le 18 novembre sur le mémoire des fournisseurs de la famille royale, en lingerie et vêtements pour la période du 10 août au 31 octobre (1). Ces mémoires au nombre de 80 et parfois notoirement exagérés, montaient à la somme de 29.515 l. 14 s. 1 d. Le Conseil général en ordonna une partie et décida de soumettre les plus suspects à des experts adjoints aux commissaires.

Verdier n'était pas au bout de ses peines ; il s'entêtait à parler de ses additions, et le président, qui préférerait changer de sujet, le renvoyait impitoyablement à ses « comptes bleus ». Par bonheur, le 26 novembre, l'ordre fut donné à toutes les commissions du Temple de déposer leurs comptes. Notre homme en profita pour présenter le 28 novembre son rapport sur les dépenses faites au Temple pour la bouche du roi et de sa famille ; le total s'élevait à 28.319 l. 12 s. Le Conseil nomma quatre de ses membres pour l'ordonnancer, et envoya la prose de Verdier à la Convention (2).

Sur ces entrefaites, le Conseil général de la Commune

(1) Relation, mss. de Verdier, t. I, f° 43, r°. (*Suite du rapport des Commissaires examinateurs des comptes au Temple, fait au Conseil général de la Commune de Paris, le Dimanche 18 Novembre 1792.*)

(2) *Ibid.*, t. I, f° 36 et sq. *Rapport de la Commission des comptes au Temple sur les dépenses faites à la cuisine et à l'office pour la subsistance de Louis Capet et de sa famille, depuis le 13 Août jusqu'au 31 octobre de l'an 1792. l'an premier de la République françoise, fait au Conseil général de la Commune de Paris, le 28 Novembre, qui en a ordonné l'envoi à la Convention nationale.* — Le total 28319 l. 12 s. est la surcharge d'un chiffre primitif de 28745 l. 6 s. 9 d., inscrit au f° 39, r°, du ms. de Verdier.

fut renouvelé le 2 décembre ; Verdier ne fit pas partie de la nouvelle municipalité ; mais comme il avait à poursuivre ses comptes jusqu'au 30 novembre, il dut prolonger sa mission au Temple pendant quelques jours. Les nouveaux venus le regardèrent de travers et Toulan, de service le 3 décembre, prétendit le chasser de la table du Temple où, jusque-là, les commissaires en mission spéciale avaient fraternisé avec les autres. Cependant, Verdier obtint du Conseil du Temple la faveur de terminer ses opérations ; il n'avait plus qu'à les faire ratifier par le Conseil général, mais il demanda vainement la parole dans les séances des 8 et 9 décembre, il ne recueillit pour prix de son zèle, que les imputations calomnieuses des municipaux Cailleux et Toulan, qui le traitèrent, ainsi que Rocher, de parasite vulgaire, alléché seulement par le diner du Temple. Verdier fit remarquer qu'il y travaillait 10 heures par jour et que le repas, de son temps, ne revenait qu'à 30 sous, alors que ses successeurs plus sybarites, l'avaient porté à 50 sous.

Cette polémique culinaire prit fin lorsque le Conseil général eut nommé quatre commissaires pour recevoir les comptes de Verdier. Notre homme donna toutes les additions, vérifications et explications désirables, remit tous les papiers, le 18 décembre, aux mains de ces délégués, et, déchargé d'un si grand poids, rentra dans son obscurité.

Le dernier écho des travaux de Verdier est intitulé « *État des dépenses faites au Temple depuis le 13 août jusqu'au 30 novembre de l'an 1^{er} de la République française, avec l'aperçu de celles qui pourroient être à faire par la suite* », présenté à la Convention nationale d'après son décret du 4 octobre par Verdier, commissaire nommé par le Conseil général du 10 août pour la vérification des comptes de cette maison (1). Ce mémoire est divisé en cinq parties : traite-

(1) Reproduit in *Bibliothèque des Mémoires* de F. Barrière, t. IX, pp. 201-211. — Cf. *Journal de Cléry* (coll. des Mémoires relatifs à la Révol. franç.), pp. 296-308.

ments des employés du Temple, dépenses de bouche et fournitures courantes pour la famille royale, dépenses du Conseil du Temple, et travaux faits à la prison ; ce dernier chapitre, confié, comme nous l'avons vu, à Roché, n'est qu'ébauché par Verdier. Pour le reste, notre rapporteur est plus précis, et il stigmatise l'abus de certaines fournitures, et la majoration des prix par des commerçants peu scrupuleux.

La nouvelle commission en se basant sur le rapport de Verdier, était enfin parvenue à faire fixer le 26 décembre 1792 les émoluments des employés du Temple, les cuisiniers, le valet de chambre Cléry, le valet Tison et sa femme, etc.

Cependant, dit M. de Beaucourt, « la tâche de Verdier et de son collègue avait été infructueuse ou tout au moins incomplète ; ils n'avaient pu faire opérer le règlement des comptes apurés par leurs soins ; ils n'avaient pu supprimer les abus qui existaient avant eux au Temple, et qui persistèrent après eux » (1). Seul, le successeur de Verdier, le sévère régent des menus du Temple, Cailleux, donna de toute cette comptabilité un règlement définitif, dans un rapport du 2 mars 1793.

IV.

Je ne sais ce que devint Verdier pendant la Terreur ; il échappa sans doute à la prison, car il n'eût pas manqué d'en gémir dans les nombreux récits qu'il fit plus tard de ses malheurs. Toujours est-il qu'en 1794 on le retrouve à Compiègne.

La ville de Compiègne et ses environs étaient alors dépeuplés par une épidémie meurtrière importée par les convois de soldats évacués des frontières de l'Est. On manquait d'officiers de santé et ceux des ambulances — les seuls sur

(1) De Beaucourt, *loc. cit.*, t. II, p. 374.

lesquels on pût compter — ne pouvaient suffire à la besogne. Une députation du Comité philanthropique se rendit auprès de la municipalité le 19 ventôse an II et lui rappela l'arrêté du représentant Laurent, qui ordonnait d'aviser en pareil cas, le ministre de l'Intérieur. Le Comité était d'avis d'écrire tant à Laurent qu'au ministre, « pour en obtenir, dit-il, quelques hommes de l'art qui viennent suppléer aux médecins qui nous manquent, et aider de leurs lumières ceux qui nous restent encore » (1).

Le corps de ville acquiesça à ces propositions, et le maire fit appel au ministère ; quelques jours après, délégué par le gouvernement, Verdier débarquait à Compiègne et se mettait au courant de la situation. Il reconnut qu'il s'agissait d'une fièvre putride et due, assurément, à un virus alkalin, que les médecins la traitaient à tort par la méthode incendiaire de Pringle, et qu'il convenait, au contraire, de lui opposer un régime acide et antiputride, végétal et minéral. Une fois renseigné, notre homme se rendit à la municipalité et lui fit part de ses lumières. On lit dans le procès-verbal :

« L'officier de santé envoyé par le ministre pour le traitement de la maladie épidémique dont cette commune est affligée depuis longtemps, demande à faire son rapport. L'importance de l'objet ne pouvoit qu'intéresser les membres du Conseil ; la manière dont le cⁿ Verdier l'a traité annonce une théorie savante, une expérience consommée, une application stimulée par le désir d'être utile à l'humanité. Il est entré dans les détails les plus circonstanciés et les plus lumineux sur les causes, les symptômes et les effets du fléau qu'il s'agit de combattre, a rendu justice avec une impartialité touchante à toutes les personnes de

(1) Arch. mun. de Compiègne. D/3. *Registre des délibérations et arrêtés du Conseil général de la commune de Compiègne*, 19 ventôse an II, f^{os} 105 v^o et 106 r^o.

l'art qui ont traité ceux qui en étaient atteints, assurant que si cette maladie n'avait pas fait plus de victimes, on le devait aux lumières, au zèle, et aux soins des officiers de santé, soit de la commune, soit des hôpitaux ; il a aussi indiqué des précautions salutaires à prendre pour en arrêter les progrès, et en empêcher le retour quand il sera éloigné, prescrit les remèdes et moyens à employer dans les différentes périodes de cette maladie et un régime pour les convalescens ; le Conseil s'empresse d'offrir à l'auteur un juste tribut d'estime et de gratitude, et exprime sa reconnaissance envers le ministre bienfaisant qui nous a procuré si promptement une ressource aussi précieuse » (1).

Le 10 germinal, l'épidémie était en régression ; il ne restait qu'une quinzaine de malades, dont 7 ou 8, encore en pleine crise, réclamaient une surveillance éclairée. Verdier fit part à la municipalité de cette situation, qui balançait ses justes motifs de retour auprès du ministre ; et le Conseil sentant « combien la présence et les soins du citoyen Verdier sont encore nécessaires », arrête que le préopinant sera instamment prié de prolonger son séjour, et qu'expédition de la présente délibération lui sera délivrée pour justifier son retard (2).

La violence et la prolongation de l'épidémie n'étaient d'ailleurs que trop explicables par l'insalubrité extrême de la ville. Les médecins, officiers de santé et pharmaciens de la commune furent convoqués quelques jours après en présence de Verdier et du Conseil, et se mirent d'accord sur les mesures prophylactiques à promulguer. Le 17 germinal le Conseil général décréta qu'il serait procédé au nettoyage des voies publiques ; que les immondices seraient jetés dans le canal ; il défendit d'entretenir dans la ville des pigeons et lapins ; créa des patrouilles de salubrité, chargées des

(1) *Ibid.*, 1^{er} germinal an II, f^o 110, v^o.

(2) *Ibid.*, 10 germinal, f^o 116, v^o.

mesures de coercition ; fit procéder à la visite des voiries, latrines, fosses et cimetières ; aérer et améliorer les locaux des ambulances (1). On tira de la ville, au dire de Verdier, plus de 600 tombereaux d'ordures, mesures encore insuffisantes ou mal appliquées, puisque le 12 floréal de nouvelles plaintes étaient portées au Conseil sur la malpropreté et l'encombrement des rues.

Le service des subsistances réservait d'autres surprises : on arrêta le 20 germinal un enfant chargé d'un panier de viande avariée, tirée de quelques charognes de chevaux de la garnison, abandonnés au polygone. Le marmot avoua innocemment que ses parents en faisaient des pâtés, qu'ils livraient à la consommation. Une instruction fut ouverte, le père, appréhendé, déclara qu'il destinait cette viande à la pitance de ses chiens, l'enfant, auquel il avait fait la leçon, revint sur ses premières déclarations. Mais le fait, rapporté par Verdier, ne peut être mis en doute, car il est confirmé par la délibération du Conseil de ville de Compiègne (2).

« Après quatre décades, dit Verdier, je m'en revins chargé des certificats honorables des autorités, des témoignages d'estime de mes confrères, et des bénédictions des habitants qui tous me regardaient comme le sauveur de la ville ». Notre homme trouva presque aussitôt une nouvelle occasion de déployer son zèle. Réquisitionné, au sortir de Compiègne pour l'hôpital militaire de Senlis, il y retrouva l'épidémie de fièvre putride, et la combattit victorieusement par sa méthode, alors que, dit-il, les autres médecins depauplaient leurs salles par une thérapeutique trop fidèle au système de Pringle.

« J'en fus moi-même attaqué, dit Verdier, avec un jeune médecin très savant qui seul goûta mes principes. Nous nous appliquâmes le traitement dans la première époque,

(1) *Ibid.*, 17 germinal, f^{os} 120-121.

(2) *Ibid.*, 20 germinal, f^o 122, v^o.

mais je pris la poste pour en continuer le traitement à Paris. J'en guéris sans accident redoutable, mais j'appris que mon infortuné confrère demeuré entre les mains des Pringliens, en était mort putréfié après un délire furieux » (1).

Au moment où les caprices de la destinée semblaient détourner à jamais Verdier des occupations pédagogiques, il y fut ramené de la façon la plus inattendue.

Le 9 brumaire an III, un décret de la Convention nationale créait l'École normale supérieure. Là, « des citoyens déjà instruits dans les sciences utiles », envoyés par les administrations des districts proportionnellement à leur population, viendraient « apprendre sous les professeurs les plus habiles dans tous les genres, l'art d'enseigner ».

Le district de La Ferté-Bernard ayant gardé souvenir du plus illustre de ses enfants, désigna Verdier pour le représenter sur les bancs de la nouvelle institution (2).

« Au sortir de ces écoles, disait le rapporteur Lakanal, les disciples ne devront pas être seulement des hommes instruits, mais des hommes capables d'instruire. »

Tel n'était pas, sans doute, le cas de Verdier, à qui cette honorable désignation procurait moins l'occasion d'apprendre la pédagogie, que la facilité de développer et d'appliquer ses principes. On sait combien la grande ombre de Condillac inspirait encore les fondateurs de l'école ; le plus illustre de ses disciples Ch. Bonnet, eut l'honneur d'une inscription posthume au cadre des professeurs ; Garat consacra son cours à « l'analyse de l'entendement », et des hommes d'élite, Lagrange, Laplace, Monge, Haüy, Dauben-

(1) Verdier, *Calendrier des amateurs*, pp. 136-137.

(2) d'après la *Biographie universelle... des contemporains*, et Pesche, *Dict. topogr., hist. et statist. de la Sarthe*, t. I, p. CCCLXXIII, note. — Les lacunes des procès-verbaux du District, aux Archives de la Sarthe, ne nous ont pas permis de vérifier le fait.

ton, Volney, Bernardin de Saint-Pierre, Sicard et La Harpe donnèrent, en cette troisième année de la République, un enseignement hélas ! éphémère et qui n'eut de lendemain que sous la férule impériale (1).

Dr PAUL DELAUNAY.

(A suivre.)

(1) Voy. l'intéressant travail de M. Paul Dupuy in *Le centenaire de l'Ecole normale 1795-1895*. Paris, Hachette, 1895, gr. in-8°. qui ne donne malheureusement pas la liste des élèves de l'an III. — Les cours avaient lieu au Muséum d'Histoire naturelle, dans l'amphithéâtre commencé en 1787 par Verniquet sur les ruines de la pension Verdier.

CONTILLY SEIGNEURIAL

(Suite)

BEAUREPAIRE

Beaurepaire, aujourd'hui simple ferme, située à quatre kilomètres du bourg, un peu à gauche de la route conduisant à Blèves, appartenait le 22 septembre 1477 à JEHAN DE LA JOUYÈRE, prêtre, que nous voyons signer, à cette date, la ratification par Michelle Carel, du contrat de mariage de Robert de Frébourg, son fils. En sa qualité de titulaire de la chapelle perpétuelle de Saint-Laurent, fondée le 11 avril 1453 par feu noble dame Jehanne de Tucé, en la chapelle curiale de Saint-Bertran de Tucé, il rend aveu le 23 octobre 1492, à Beaudoin de Tucé, seigneur du lieu, Bouères, Courtilloles, etc., pour son habitation de la Pinardière, au bourg de Tucé, avec droits de four, pacage, panage et chauffage en dépendant, le tout chargé de deux messes par semaine et de 2 deniers tournois de cens chaque année (1).

Le 29 juillet 1506, noble homme JEHAN DE LA JOUYÈRE, écuyer, seigneur de Beaurepaire, fils et principal héritier de JEHAN DE LA JOUYÈRE, en son vivant écuyer, seigneur du lieu, exhibe aux assises de la Gastine un contrat passé entre son père et Robert de la Jouyère, touchant la métairie de la Jouyère et le bois nommé Lougnart, avec une transaction signée de Guillaume de la Jouyère et André de

(1) Archives de la Sarthe E 3/78, dossier 1, E 3/86, n° 542.

Varenday. Les 13 août 1511 et 16 juin 1519, il y jure foi et hommage simple pour Beaurepaire.

Le 10 février 1522, JACQUES GUYON rend aveu à la Gastine pour le même endroit, dont il a hérité au décès de MARGUERITE DE LA JOUYÈRE, sa mère, fille de feu Jehan, et y paye le rachat dû à cause du trépas de son beau-père.

CLAUDE DE MORÉ, écuyer, est dit à son tour seigneur de Beaurepaire, au commencement du XVII^e siècle.

Le 14 novembre 1630, FRANÇOIS DE MORÉ, écuyer, son fils et héritier, dont la garde-noble était confiée à Pierre de Guérout, seigneur de la Noirais, à cause de Marguerite Damyot (1), son épouse, fait transport d'une somme de 60 l. sur Toussaint Cloputre, sieur de la Rivière, fermier de Beaurepaire, au profit de M^e Pierre Le Febvre, procureur de la Cour du Parlement de Paris, acceptant par l'entremise de M^e Robert Tellier, avocat, sieur de la Bretonnière.

DANIEL DE MORÉ, qualifié seigneur des Dames, à Pervençères, et de Beaurepaire, eut une fille, RENÉE DE MORÉ, qui contracta alliance avec ANTOINE DE BARVILLE, écuyer, sieur de Barville et des Bois, aux Aulneaux, fils de Gallois, seigneur des mêmes lieux et de Renée de Carion.

Le 20 janvier 1650, Antoine de Barville, devenu seigneur de Beaurepaire, à cause de son mariage, et Gallois de Barville, seigneur de la Gastine et de Chanceaux, héritiers de feu M^e René de Barville, écuyer, curé des Aulneaux (2), arrêtent les comptes tenus par ce dernier, comme tuteur de Guillaume, leur frère, en son vivant, écuyer, paroissien de Contilly, seigneur de la Haie-Boisdé, située en la commune des Aulneaux.

(1) Noble demoiselle Françoise Damyot qui fut marraine, à Contilly, le 29 mai 1645, était peut-être la sœur de la dame de la Noirais.

(2) Le successeur de M^e de Barville, à la cure des Aulneaux, fut M^e Pierre Coutelle, qui prit possession, le 27 août 1649, en présence de M^e Jacques Milsent, clerc, étudiant, de Contilly.

Devenu veuf de Renée de Moré, Antoine de Barville convola en secondes noces avec RENÉE DE SURMONT, et ils firent ensemble de nombreuses acquisitions, au nombre desquelles, celles d'une maison au lieu de la Semondière, cédée pour 15 l. par Ephraïm Macé, sieur des Sablons, praticien aux Aulneaux (15 février 1663) ; du pré Panon, joignant le chemin des Aulneaux au Haut-Chemin, vendu par Guillaume Boisselet, moyennant 45 l. (6 mars 1663) ; de 50 l. hypothéquées sur Jean Dasye (1), écuyer, sieur du Buisson, et François-Marquis Dasye, aussi écuyer, seigneur de l'Etang et de la Ferrière ; de 1000 l. à prendre sur René de la Tousche, sieur de l'Isle, avec 700 l. à percevoir de Louise de Fouart, veuve de François Martel, seigneur de Montpinson, le tout acquis de Guyonne-Marie de la Tousche, qui en avait hérité de feu René de la Tousche, écuyer, sieur du Parc (6 mai 1663) ; enfin, de 550 l. abandonnées par Charles du Val, seigneur de la Ligeardière, et qui pourront être prélevées sur Pierre de

(1) Jean Dasye, né aux Aulneaux, de l'union de Nicolas, écuyer, sieur du Buisson, avec Marguerite de Saint-Loup, épousa en premières noces Catherine Tizon avec laquelle il demeurait à Saint-Julien-sur-Sarthe en 1664 ; et se remaria par contrat du 18 juillet 1677, devant François Lemère, notaire à Blèves, avec Marie Mellenger, fille de Jacques, de Nuillé-le-Vendin, qui lui apportait le lieu de la Rouzière et une maison, au village de la Croix, en cette paroisse, 300 livres en argent « une vache à poil rouge estimée 20 l., 6 brebis à laine estimées 12 livres, 6 draps, etc... » Il résidait à cette époque, à la Bocquinière, en Roullée.

François-Marquis Dasye, son frère, habitant de Pervençères, convola en secondes noces avec M... du Grenier, veuve de Antoine de Saint-Loup, qui lui donna Charles Dasye, écuyer, sieur de la Ferrière, en 1701.

Jeanne Dasye, leur sœur, qui mourut à la Jubaudière, aux Aulneaux, en 1660, avait épousé M^e Michel Rottier, sieur des Patties, apothicaire, dont elle eut Jacques et Antoine Rottier.

Gilles-Joseph Dasye, écuyer, était seigneur de la Ferrière, à Pervençères, en 1676 ; et, en 1689, Françoise Dasye avait pour époux le sieur de la Bédellerie.

Surmont, seigneur du lieu, époux de Françoise Le Coutelier, Jacques-Charles de Bouju, écuyer, sieur de Courgeon, mari de Marguerite Le Coutelier, demeurant à Ceton, en son logis des Chapelles, et Louis de Barville, sieur des Aunais, de la paroisse de Boissy-Maugis (17 mai 1683).

De son dernier mariage, le seigneur de Beaurepaire eut trois enfants :

1^o *Antoine*, dont nous parlerons plus loin.

2^o *René-Gilles*, écuyer, seigneur de Barville, et de la Jubaudière, aux Aulneaux, prévôt de la Charité de Contilly en 1687.

En qualité d'héritier de ses défunts parents, le 3 janvier 1694, il se reconnaît débiteur de 20 l. de rente, au profit de François de Boyville, sieur de Germanié, de la ville d'Alençon, époux de Elisabeth du Val, fille et héritière de Thomas du Val. Le 6 avril 1703, il cite Mathurin Robert, sieur du Boullay, devant les juges de la châtellenie de Pescoux, pour le faire condamner à lui laisser libre jouissance de la Pagerie ou des Grands-Herbages, à Roullée, qu'il avait acquise des héritiers de feu Mathurin Robert, aussi sieur du Boullay ; vend, le 15 novembre suivant, à M^e Charles Hurel, prêtre d'Avennes, la métairie du Champ-Petit, à Saint-Julien-sur-Sarthe, qu'il avait achetée pour 1450 l., le 25 février 1689, de Charles Dasye, écuyer, sieur de la Ferrière et de Françoise Dasye ; puis, en la même année, baille à ferme le lieu de la Coudre, aux Aulneaux, et le 12 juillet 1705 loue le bois de la Forte, à Pervençères, par acte qu'il ne put signer, « attendu la » maladie qui est tombée sur sa main droite ». Il mourut à la Jubaudière, où fut dressé l'inventaire de ses biens le 17 septembre 1705, sans laisser d'enfant de son double mariage avec Renée de Surmont, sa parente du côté maternel, fille de Antoine, écuyer, seigneur de Brustel, et de Guyonne-Marie de la Tousche, et avec Anne de Courtalvel, qui testa

en 1708, donnant à la cure et à la fabrique de Douillet-le-Joly une rente de 110 l., affectée sur sa terre de Corbon (1).

Renée de Surmont avait, elle aussi, dicté son testament, le 5 février 1686, devant M^e Besnard, notaire à Roullée, exprimant le désir de recevoir la sépulture dans la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié, aux Aulneaux, en présence des confrères de la Charité de Contilly ; léguant une rente de 51 l. 10 s. à cette chapelle, pour célébration de deux messes par semaine et d'une messe chantée, au jour anniversaire de son décès, et délaissant à son époux 600 l., à prendre sur la totalité de ses biens, sans déroger au don mutuel qu'ils s'étaient fait.

3^e *Renée*, mariée par contrat du 12 octobre 1683, devant Lemère, notaire à Blèves, avec René de la Tousche, écuyer, seigneur du lieu, fils aîné de René de la Tousche (2), écuyer, sieur de l'Isle et de feu Renée Bordin. Le futur avait un apport de 300 l. de rente, et la future recevait de ses parents un capital de 6000 l.

Le 25 avril 1692, Renée de Barville fait inventorier les meubles laissés par son défunt époux au château du Douet, en Saint-Paul-le-Vicomte et, le 25 juin 1693, par contrat passé à Blèves, en l'étude de Jacques Tabur, convola en secondes noces avec René de Brunet, chevalier, seigneur du Douet, chevalier des ordres militaires du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, tant deçà que delà les Mers, commandeur de Monthoult, fils de défunt Jean, seigneur de Rigours et de Rouilly et de Anne Martel, veuf de Léonore de Guilbert, demeurant à la Commanderie, en Bursard (3).

Elle dépose son testament chez M^e Etienne Chênevière, notaire à La Fresnaye, le 30 juin 1698, et peu de temps

(1) Archives départementales, G 817.

(2) René de la Tousche était remarié à cette date à Madeleine du Val.

(3) *Bursard*, com. du cant. du Mesle-sur-Sarthe.

après rend son âme à Dieu, laissant de sa première union : René de la Tousche, écuyer, sieur de l'Isle et Marie-Anne de la Tousche, âgée de 17 ans, le 16 mai 1707, date à laquelle elle signe son contrat de mariage devant Pierre Davay, tabellion à Blèves, avec François Le Coutelier, écuyer, sieur du Jardin et de Bonnebos, à Roullée, capitaine au régiment de Vivarais, demeurant habituellement au Ménil-Erreux (1), en compagnie de René Le Coutelier, son père, veuf de Catherine de Brunet.

ANTOINE DE BARVILLE, écuyer, seigneur de Beaurepaire et des Bois, prend part le 17 juillet 1667, à l'assemblée des habitants des Aulneaux, convoqués par leur procureur, pour délibérer sur les moyens à prendre « pour avoir un « vicaire, afin de satisfaire plus religieusement aux com- « mandements de l'Eglise, en ce qui regarde l'audition de « la sainte messe, aux festes et dimanches de l'année et « participer au mérite de chaque sacrifice », et s'engage en cette circonstance, à l'exemple de Gallois de Barville, seigneur de la Gastine, à verser 15 l. par an à la fabrique. Il mourut à Contilly le 10 juillet 1703, à l'âge de 57 ans, et fut inhumé le lendemain dans le chœur de l'église Saint-Pierre des Aulneaux, en présence d'un clergé très nombreux et de quatre Confréries de charité.

Marguerite de Barville, sa femme, fille de René, seigneur de Saint-Germain et de Anne de Puisaye, avait consenti, le 16 octobre 1696, avec Pierre de Barville, écuyer, sieur de la Bonneville (2), demeurant à Villaines-la-Carelle, et

(1) *Le Ménil-Erreux*, com. du cant. du Mesle-sur-Sarthe.

(2) Pierre de Barville avait 36 ans, lors de sa comparution, en 1689, au ban et arrière-ban de la sénéchaussée du Maine, où il déclara qu'il était disposé à servir, mais moyennant pension, car la saisie de ses biens faite à Essai, l'avait réduit à la misère. Pour lui venir en aide, M^e Jacques Bommer, curé de Saint-Rémy-du-Plain, donna généreusement le 6 mai 1694, à René-Gaspard, son fils, qu'il avait eu de Hélène de Brossard, une somme de 2400 l., qui devrait d'abord servir à son

Léon de Barville, écuyer, sieur de la Fontaine, ses cohéritiers en la succession de son père, à faire une pension viagère de 24 l., à Marie de Barville, sœur de Saint-Joseph, hospitalière du couvent de Mortagne, et à lui laisser la libre disposition de sa dot, sous condition qu'elle renoncerait à sa part d'héritage. Elle fit bail de Beaurepaire (1), le 1^{er} février 1721, moyennant 230 l., décéda dans sa maison de la Rue-du-Clos le 18 septembre 1724, et reçut la sépulture en l'église de Contilly.

De son union avec Antoine de Barville, elle avait eu huit enfants, nés à Contilly, et qui sont :

1^o *Marguerite*, née en 1675, morte le 22 février 1754, sans avoir contracté alliance.

2^o *Antoine-René-Alexandre-Jacques*, écuyer, seigneur de Beaurepaire, né le 1^{er} novembre 1676, curé de Chassé (2) à la fin de 1703, enseveluré au chœur de l'église de cette paroisse le 9 juillet 1729.

3^o *Denis-René*, baptisé le 30 novembre 1677.

4^o *Pierre*, baptisé le 16 janvier 1679.

5^o *René*, écuyer, seigneur de Beaurepaire, présenté au baptême le 16 février 1682, par le curé de Contilly et demoiselle Louise de Bardouf. Il demeurait à Saint-Germain-de-

éducation et dont il aurait jouissance, après avoir atteint sa majorité.

René-Gaspard de Barville, seigneur des Chapelles, à Villaines-la-Carelle, l'un des 200 cheveu-légers de la garde ordinaire du roi en 1750, capitaine au régiment de Laval et chevalier de Saint-Louis en 1761, épousa Madeleine Le Charbonnier, fille de Nicolas, seigneur de Champray et de Anne du Clos.

Le 3 juillet 1750, il cède à M^e Guillaume-Jacques Le Riche, vicaire d'Avezé, et à Marguerite Le Riche, épouse de François Trouvé, sieur du Pont, demeurant à Saint-Rémy-du-Plain, un jour de terre dans la pièce du Grand-Parc, audit Saint-Rémy, et deux autres jours dans la Grande-Courbe-Plaine du Gué-Chaussée, pour servir à l'amortissement de 12 l. de rente.

(1) La valeur locative de Beaurepaire avait augmenté de 40 l. depuis 1683.

(2) Il succéda en cette charge à M^e Nicolas Chauvière, mort le 10 avril 1703, et fut remplacé par M^e Boucher. *Ins. eccl.*

Corbis, près Alençon, le 26 janvier 1716 et fit bail, à cette date, du bordage des Courts-Seillons, pour un prix annuel de 54 l.

6^o *Jean*, écuyer, sieur des Bois, baptisé le 14 mars 1684, capitaine au régiment d'Entragues en 1703 et à celui de Chartres en 1713 et 1718. Le 4 août 1758, il reçut la sépulture en l'église de Contilly, près de Madeleine Godeau, son épouse, qui y avait été inhumée le 20 mai 1747.

7^o *Guingallois*, dont nous parlerons à l'article suivant.

8^o *Charles*, qui eut comme parrain, le 15 février 1689, Charles de Bouttevillain, sieur de la Gilberdière, avocat à Mamers, et pour marrainé, Marguerite Hennequin, épouse du lieutenant-général de la même ville.

GUINGALLOIS DE BARVILLE, écuyer, seigneur de Beaurepaire, né le 6 décembre 1685, contracta alliance avec *Françoise-Michelle de Buhéré*, dont il eut :

1^o *François*, demeurant avec ses parents à Saint-Germain-de-Corbis, en 1756.

2^o *Marguerite-Madeleine-Françoise-Michelle*, âgée de 25 ans, lorsqu'elle épousa en l'église de Contilly (1), le 20 janvier 1756, *Michel-Jean de Suhard de Grandmont*, de la paroisse du Mage (2), écuyer, âgé de 26 ans, fils de défunt Michel-Jean de Suhard.

Ils eurent trois enfants, nés à la Rue-du-Clos, qui sont :

A. *Michelle-Jeanne-Marguerite*, venue au monde le 7 novembre 1756.

B. *Charles-François-Michel*, tenu le 25 décembre 1757, sur les fonts sacrés, par Charles-Rodolphe de Godefroy, son cousin, et Charlotte de Suhard, sa tante, laquelle demeurait ordinairement avec ses parents ; il ne vécut que jusqu'au 26 mai de l'année suivante.

(1) Le mariage fut célébré par M^r Pierre-Jean Brunet, vicaire de Moutiers, au diocèse de Chartres.

(2) *Le Mage*, com. du cant. de Longni, dép. de l'Orne.

C. *Michel-Jean*, né le 4 décembre 1758, inhumé le 6 près de son frère, au cimetière de Contilly.

En 1802, Beaurepaire appartenait à M. d'Erbigny. Son possesseur actuel est M. le comte de Sennallé.

L'AITRE-DARGENT

L'Aître-Dargent, disparu de nos jours, consistait en « cinq fermes de maison, dont l'une avec four et cheminée, « les autres servant de granges et étables, avec les cours, « jardin, issues, clos, l'herbage de la Cour, les champs de « Laistre-Dargent, du Milieu, des Plesses et le pré des « Parchets. » Il était situé entre les chemins de Mamers à Blèves et de Bretignolles à la Cottineraie, et avoisinait le lieu de Beauregard, autrement des Chaillouts, également détruit.

I.

Son premier possesseur connu est GALLOIS DE BARVILLE, chevalier, seigneur de la Gastine, à Louzes, Chanceaux et les Aulneaux, chevalier de Saint-Michel, lieutenant-colonel du régiment de l'Isle-de-France, fils de Gallois et de Renée de Carion, frère, par conséquent, de Antoine, seigneur de Beaurepaire. Il épousa, en l'église de Hauterive, le 7 janvier 1640, *Léonore Le Paulmier*, fille de Laurent, écuyer, sieur de la Rozière et des Loges et de Claude de Meillet (1).

La dame de la Gastine s'étant rendue à Paris pour un procès, y mourut le 22 août 1660, « en la rue de la Hus- « chette à l'Ange. Elle ne fut que quatre jours malade. Sa « fille aînée estoit avec elle et elle estoit partie pour aller « à Paris, le 12^e jour de mars précédent. Et ledit seigneur

(1) Etat civil de Hauterive, com. du cant. du Mesle-sur-Sarthe.

« de la Gastine, son mary, arriva à Paris le mesme jour de
« son décès, à huit heures du soir, et elle estoit déceddée
« sur les huit heures du matin, et elle estoit aagée de qua-
« rante-un ans et quelques mois. » Elle fut enterrée le
lendemain en l'église Saint-Séverin, « vis à vis la chaise du
prédicateur ».

Gallois de Barville qui lui survécut jusqu'au 7 novembre 1662, en avait eu :

1^o *Marie-Claude*, née à Alençon le 15 janvier 1641, et baptisée le 13 juin aux Aulneaux, par M^e Marquis Le Secq, écuyer, curé de cette paroisse. Elle contracta alliance avec Julien Mallard, écuyer, sieur de la Queustière, conseiller du roi, lieutenant civil et criminel au bailliage d'Essai.

2^o *Anne*, née à la Gastine le 12 août 1642, baptisée à Louzes le 27 mars 1645.

3^o *Françoise*, née à Alençon le 24 novembre 1643.

Anne et Françoise de Barville demeuraient ensemble à Louzes, au lieu de la Tuillerie, le 16 avril 1670, date à laquelle elles baillent à ferme pour 48 l. les Maisons-Neuves, aux Aulneaux ; mais François-Joseph, leur frère, leur ayant vendu l'Aître-Dargent, mouvant de Chanceaux, pour 600 l., le 26 août 1678, elles y allèrent demeurer.

Françoise étant tombée gravement malade, cette circonstance les engagea toutes deux à tester, le 28 novembre 1686 ; puis annulant ce premier acte, elles dictèrent leurs nouvelles intentions le 14 décembre suivant, donnant cette fois tous leurs biens à François-Joseph, en considération de ce que, seul, « par vente de bois et avec les biens dotaux de Anne Rossignol, sa femme, qui ont été entièrement absorbés », il avait acquitté les dettes de leurs défunts parents, ce pourquoi il leur permit de finir leurs jours à l'Aître-Dargent, sans lui en verser le prix d'achat qu'elles n'avaient pu solder jusqu'à ce jour. Il s'engagea même à acquitter en leur nom 150 l. sur lesquelles 39 l. 10 s. étaient dues au curé de Contilly, pour vendition de grain qu'il leur

avait faite, « dans leurs extrêmes nécessités ». Anne de Barville ne sachant écrire, l'acte testamentaire ne porte que la signature de sa sœur.

4^o *N...*, née à la Gastine le 3 septembre 1645, et ondoyée le même jour. Elle ne fut « jamais nommée », mourut le 17 mai 1648 et fut ensevelie le lendemain, dans le chœur de l'église des Aulneaux.

5^o *François - Joseph*, à qui nous consacrons l'article suivant.

6^o *René*, né et baptisé (1) à Louzes les 15 juin et 8 juillet 1648 ; sa dépouille mortelle fut déposée sous le banc familial, au chœur des Aulneaux, le 2 mai 1651.

7^o *César*, né à la Gastine le 29 février 1650, baptisé le 19 mars à Contilly, où il eut comme parrain César de Langey, écuyer, seigneur de Pescoux et Bois-Février et, pour marraine, Tassine de Semallé, femme de M. de Bellair. Il reçut la sépulture au même endroit que son frère René, le 9 février 1654.

8^o *Gallois*, chevalier, seigneur de Chanceaux, né à la Gastine le 29 novembre 1651, présenté sur les fonts baptismaux de Louzes, le 5 décembre, par Gallois de Barville, sieur de la Lambonnière, son cousin, et Renée de Surmont, sa tante. Capitaine au régiment d'Orléans en 1678, il était lieutenant-colonel à celui de l'Isle-de-France en 1705 et chevalier de Saint-Louis.

9^o *Renée*, née à Louzes le 3 mars 1658, morte en 1671.

II.

FRANÇOIS-JOSEPH DE BARVILLE, écuyer, seigneur de la Gastine, de l'Aître-Dargent et autres lieux, né à Louzes le 19 avril 1646, y fut baptisé le 27 novembre de la même année, par M^e Louis de Fontenay, écuyer, prieur de

(1) Il eut comme parrain et marraine Guillaume Le Febvre, sieur de la Butte, président bailli à Mamers, et Claude Le Paulmier, sa tante.

Louye (1), et eut pour parrain et marraine, François Le Paulmier, son oncle, écuyer, seigneur des Loges, et Jacqueline du Hameau, dame de Frébourg.

Le 2 octobre 1677, procédant au partage des biens de ses défunts parents, avec Anne et Françoise, ses sœurs, et Gallois, son frère, à cette époque, « prest à partir pour « aller à Valence, en Dauphiné, trouver sa compagnie qui « y est en garnison, pour de là s'en aller au service du « Roy », il obtient pour sa part, l'Aitre-Dargent, la Tuilerie, s'étendant sur Louzes et Contilly, l'Etang-Saraische, le bois Poitou, l'Etang de la Giroudière, Frisleux, 16 l. de rente sur la Bouteillerie, les Genets, la Feuillardière, la Haye-Boisdé, à Contilly, les Hauts-Champs ou terre de Lunel, les champs Melun, Ricou, Trassard, du Parc-aux-Jousses, la moitié du pré Panon, 13 l. 5 s. de rente sur divers, deux chapons à prélever chaque année sur le bordage de l'Epine, les deux tiers de la Gastine et le moulin de ce lieu, l'Etang-Guimond, le Bois-Feillard, la garenne, l'allée et les fosses du Vieil-Verger, les bois de la Motte et tous les autres se trouvant dans l'enclave de la Gastine, les terrages de Chanceaux et Saint-Loup, la Maison-Neuve et un chemin de bouleaux. Aux puinés sont délaissés par non choix, la terre, seigneurie, domaine et vassaux de Chanceaux « de présent en ruisne », avec les bois, taillis et hautes futaies qui y sont plantés, à l'exception du droit

(1) Louis de Fontenay, prieur de Louye, à La Fresnaye, et ensemble de Saint-Michel-de-la-Villechastre, dès 1632, de Louye et Château-du-Loir en 1657, était fils de Anselme, seigneur de la Heurtaudière, de Soisay et de la Châtellenie et de Marie de la Martellière, dame de la Guyardière, à Pervençères. En 1646, par devant Saillant, notaire à La Fresnaye, Anne de Fontenay, sa sœur, épouse de Guillaume de la Mondière, écuyer, seigneur de Lignéres et de la Cormière, demeurant à Macé, en la vicomté d'Essai, lui vend pour 7000 l. sa part de la Guyardière, qu'ils avaient partagée à la mort de Marie de Fontenay, leur sœur, mariée en premières nocces à Claude du Portail, seigneur de Montgazon, et en deuxièmes, avec Jean Guillerm, écuyer, seigneur de Foy.

de terrage sus énoncé, et le moulin des Aulneaux. Mais en réalité cette succession était beaucoup plus onéreuse que profitable, puisque ces derniers prenaient l'engagement d'acquitter 7104 l. de dettes, alors que leur aîné devait rapporter à la masse 157 l. 10 s. de rentes diverses, et une somme de 420 l., représentant le prix de vente du lieu des Boulleaux, à Marguerite Casselin (1). Il était tenu en outre de payer 960 l. aux Religieuses de Notre-Dame d'Alençon, 400 l. au seigneur de Pescoux, 40 l. de rente au profit de Antoine de Barville, son oncle, au chapelain de la Gastine, 900 l. que lui avaient léguées son père, et de restituer 11461 l. 11 s., qu'avait prêtées *Anne Rossignol*, son épouse, fille de M^e François Rossignol, procureur au parlement, pour fondation de la Chapelle de la Gastine.

Celle-ci dicta son testament le 16 avril 1687, en présence de M^e Marin Besnard, notaire à Roullée, et mourut peu de temps après, laissant dans le plus grand embarras financier François-Joseph de Barville qui, après avoir été obligé, pour éviter la saisie, de vendre pour 300 l. ses récoltes sur pied et de céder Frisleux à M^e François Fouet, curé de Louzes, convola en secondes noces avec *Marie Fouet*, sœur de ce dernier (2).

Le 27 novembre 1696, il conclut avec ses enfants, un accord, en vertu duquel, ceux qui étaient issus de sa seconde alliance se partageraient la Gastine, « se consistant en maison, cour, jardin, douves, fossez, avec le circuit dudit logis, » les pâturages, la Petite-Vigne, la Petite-Noiraye, l'étang » de la Grande-Porte, le réservoir, le clos à pépignière du

(1) Marguerite Casselin était la sœur de M^e Jacques Casselin, bachelier en théologie, qui, après avoir été curé de Vezot, prit possession de la cure des Aulneaux, le 16 juillet 1666.

(2) Marie Fouet avait une sœur nommée Madeleine, mariée à Louzes, à Marin Duval. Marin Duval, leur fils, se maria, par contrat du 20 février 1711, devant Charles Guilloreau, notaire à Roullée, avec Marie Marye, fille de feu René, sieur de la Renoudière et de Madeleine Guimard, et cousine de M^e Luce, curé de Contilly.

» Verger, du Pavillon, celui proche de ladite pépinière,
» les pièces de terre appelées des Houx, du Vieux-Verger,
» des Vieux-Guérets, avec les grands prés de la Gastine, le
» tout du revenu d'environ 200 l. ; item, la garenne dudit
» lieu étant à présent en taillis, du revenu d'environ 10 l. ;
» item, les taillis de Bretaignolles, contenant environ 10 ar-
» pents, du revenu d'environ 40 l. ; item, l'advenue tendant
» au bois de Pescoux et les deux pièces de terre des Ecotres,
» du Milieu et du Petit-Bois, dépendant autrefois de la Tui-
» lerie, qui contiennent 20 arpents ou environ de la valeur
» de 40 l. environ ; item, le taillis de Bois-Feillard, conte-
» nant 4 arpents, presque tous à cercle, d'un revenu d'en-
» viron 20 l. ; le moulin de la Gâtine, avec le domaine d'ice-
» luy, l'étang, rivages et pesches d'iceluy, d'un revenu
» d'environ 50 l. ; le fief de la Gâtine s'étendant en Louzes,
» Les Aulneaux et Contilly, d'un revenu d'environ 30 l. ;
» l'étang de la Motte, rivages et pesche d'un revenu d'envi-
» ron 30 l., le fond et propriété de la terre en haut bois,
» de la Motte de la Gâtine, contenant 7 arpents, d'un revenu
» d'environ 30 l., lorsqu'il sera mis en taillis, ainsi que le
» bois qui est sur la pièce du Houx ».

En plus des droits honorifiques en l'église de Louzes, devaient revenir aux enfants du premier lit : La Tuillerie, la Feuillardière, l'herbage du Grand-Parc, les héritages et la grange de Barville, le Parc-Bonhomme, à Viday, un pré aux Aulneaux et l'Aître-Dargent, mais ils seraient tenus de payer 740 l. au sieur Le Rouilly, 1000 l. au prieur de Louye (1), 400 l. à Alexandre Juchereau de la Roiserie-Monhinot, 21 l. 2 s. 6 d. de rente foncière au sieur de Beaurepaire, 180 l. au

(1) Ce prieur était M^e Pierre Lèvesque, ci-devant conseiller et secrétaire de Jean-Casimir, roi de Pologne et de Suède. Il résigna en faveur de M^e François Beauvoir, du diocèse de Paris, chanoine de Saint-Pierre-de-Saveuse, au diocèse d'Amiens, dont la prise de possession est du 21 juillet 1701.

sieur Gouaux (1), de Blèves, 50 l. pour la capitation, y compris celle de Julien de Barville, et 25 l., avec les deux sols pour livres, montant de la taxe de l'arrière-ban où, lors de sa comparution, leur père avait déclaré n'avoir que 150 l. de revenu, toutes charges déduites, et ne pouvoir servir, à cause de son peu de bien et de ses infirmités.

Le 16 novembre 1700, François-Joseph de Barville achète de son beau-frère, le curé de Louzes, une maison située rue de la Cave-aux-Bœufs, à Alençon, joignant celle de Madeleine Fouet, épouse de Marin Chapelier. Il fut enterré le 19 juillet 1702, en l'église de Louzes où le corps de sa seconde femme avait été déposé le 18 juin de l'année précédente.

Trois enfants étaient nés de sa première union.

1^o *Jacques*, écuyer, seigneur de Barville et de la Feuillardière, garde du corps de Sa Majesté en 1691, puis commandant de la citadelle de Villefranche, en Roussillon. Il était plongé dans une si grande misère que, Odet de la Tousche, seigneur de Montigny, le menaçait de saisie, en 1692, pour recouvrer le prix du cheval qu'il lui avait vendu à son départ pour l'armée.

Jacques de Barville, céda la Haye-Boisdé à Abraham Caillard d'Aillières et mourut sans postérité.

2^o *Julien-René*, écuyer, seigneur de la Gastine, marié par contrat du 30 septembre 1696, devant Tabur, notaire à Blèves, avec Marguerite Le Masson (2), fille de défunt hono-

(1) François Gouaux, sieur de la Croix, brigadier en la compagnie de M. de Martigny, au régiment de Berry, en 1703, était le père de François Gouaux, étudiant au collège de Caen en 1698, et de Françoise Gouaux, épouse, en 1704, de Jacques Legendre, sieur de Glatigny. — Etat civil de Blèves.

(2) Marguerite Le Masson était assistée en cette circonstance, de René Marye, sieur de la Renoudière, son oncle, marchand à la Perdrillière, à Roullée. de Madeleine Guymard, femme de René Marye, aussi marchand et son cousin-germain, et encore de Anne et Renée Marye, de Louzes, ses cousines-germaines. •

nable Michel Le Masson, en son vivant marchand, et de Françoise Marye, veuve en premières noces de M^e René Auvray, greffier des rôles et tailles de Vidai, office qu'elle céda pour 95 l., le 28 décembre suivant.

Marguerite Le Masson « étant au lit malade », fit appeler Marin Besnard, notaire à Louzes, le 8 février 1697, et lui dicta ses dernières volontés, léguant à la chapelle Saint-Claude de la Gastine 20 l. de rente, sur une maison sise à Mamers, à la charge de deux messes par mois, et laissant à son mari ses meubles et effets mobiliers, de quelque nature qu'ils soient, ne dépassant pas à l'estimation la somme de 1429 l.

Le 26 mai 1703, le seigneur de la Gastine rend aveu à Perseigne, pour sa ferme des Genets, et demande en même temps à M^e Étienne Pissot, religieux de cette abbaye, de lui donner main-levée de la saisie effectuée sur ce lieu par les moines. Il fait bail de la Feuillardière pour 180 l., le 7 novembre 1704 et, le 6 janvier 1706, il appose sa signature au procès-verbal dressé par Jean Bugleau, syndic des Aulneaux, à l'effet de constater qu'au mépris de l'invitation qu'il a régulièrement adressée aux jeunes gens de l'endroit, « pour tirer au sort, comme soldard de milisse, s'est absentée la plus grande partie d'iceux garçons et les présents n'ont voulu tirer au sort, encore bien que ledit Bugleau leur aye proposé qu'il allait faire tirer pour les absents, et qu'en cas que le sort leur tombast, qu'il était prest de les prendre comme déserteurs et de les conduire au Mans. » Enfin, le 12 mars 1720, il cède au prix de 300 l., le fief de la Sardinière, avec celui et l'hommage de la Gastine, qu'il avait acquis de Gallois de Barville, son oncle, à messire Jean-Baptiste-Gaston Périer, seigneur de la Chevalerie et de Villiers, et à noble René Baril, écuyer.

Marguerite Le Masson fut inhumée dans l'église de Louzes, le 19 décembre 1725 et, quatre jours après seulement, son

époux qui n'avait pu supporter ce nouveau malheur, allait la rejoindre dans la tombe.

3^o *Juliette-Anne*, mariée le 18 février 1677, à Jacob de Semallé, sieur de Belair, qui, par cette union, devint seigneur de la Gastine.

De son second mariage François - Joseph de Barville avait eu :

1^o *Marie-Marguerite*, épouse de Louis-Auguste de Guérout, seigneur de la Giroudière.

2^o *Françoise*, enterrée dans le chœur de l'église de Louzes le 25 avril 1711, à l'âge d'environ seize ans, par son oncle curé de cette paroisse, mais cette sépulture, déclarait-il, ne s'est faite en cet endroit « que par tolérance et non » par entreprise ny autorité, s'enchant bien que le seigneur » en est le maistre, et renonçons ma sœur et moy à rien » prétendre dans les honneurs du chœur, mesme sépulture » pour ceux de nostre famille, sinon moy curé, qui m'a » réservé les droits que j'ay en ma calité de curé. »

3^o *Renée*, inhumée en la même église le 6 août 1702, à l'âge de cinq ans.

4^o *Louise*, qui ne vécut que deux ans et mourut à la Gastine, le 9 août 1702.

5^o *François-Pierre-Joseph*, écuyer, sieur de la Giroudière, né à Louzes le 15 juin 1702. Il entra dans les ordres, mais sans recevoir la prêtrise, prit le titre de chapelain de la Gastine (1) à partir du 5 juin 1717, décéda le 31 octobre 1724 et fut enterré au même lieu que ses deux sœurs.

LA RUE-DU-CLOS

La Rue-du-Clos, précédemment appelée *le Verger*, appar-

(1) Il avait remplacé M^e François Fouet, en qualité de chapelain et eut pour successeur M^e Jacques Lécuyer, prêtre de Mamers.

tenait dès la première moitié du XVII^e siècle, à de riches tanneurs de Mamers, les **MERCENT** (1).

Le 12 novembre 1644, *Jacques-Nicolas Mercent*, vend pour 1380 l., sa part d'héritage en la succession de *Jean Mercent*, son grand-père, sieur des Cuërets, marchand tanneur, époux de Sainte Noël.

Noble *Jean Mercent*, sieur du Pont-d'Aulne, à Suré, huissier de salle en la maison du roi était marié en 1641 à Madeleine Fleurye, héritière à cette époque de Pierre Fleurye, sieur de la Boullaye.

Pierre Mercent contracta alliance avec Barbe Truelle, qui lui donna *Jean*, né à Mamers, le 14 juillet 1651.

Jacques Mercent, sieur de Lauberdrye, avocat au siège de Mamers, eut de Anne Trouillet : *Pierre Mercent*, né à Mamers, le 8 septembre 1649. En 1700, leurs biens étaient passés par héritage à Madeleine Chenon, femme de René Fouasnon, sieur de la Marre, avocat, procureur au siège de Sonnois, et Louise Chenon, mariée à Pierre Chouin, sieur de la Bajollière, de la paroisse de Chemiré-le-Gaudin.

Demoiselle *Claude Mercent*, femme de Jean Gillet, bourgeois de Paris, délivre quittance de 291 l., le 27 novembre 1654, à Denis de Frébourg, pour amortissement d'une rente constituée par son père, lorsqu'il fit l'acquisition de la Noë-Guillotin, à Contilly.

Marie Mercent, épouse de M. de la Varenne, rend son âme à Dieu, le 4 avril 1659. *Madeleine* était unie en 1671 à Pierre Quelquejeu, sieur de Vignolles. *Catherine*, épousa M^e Michel Martin, avocat au Mans. *Anne* était veuve en 1693 de M^e Bougis, avocat. *Françoise* avait comme époux en 1703 M^e Jean Le Vanyer, sieur de Grandchamps. *François Mercent*, sieur de la Gobillonnière, époux de Marguerite Le Royer, fait bail en 1640, du temporel du prieuré de Mamers, pour 1200 l.

(1) Etat civil de Mamers. Dossier de M. le comte de Semallé.

Noble *Jean Mercent*, son fils, né le 4 novembre 1634, sieur de la Gobillonnière et du Pont-d'Aulne (1), huissier de salle chez le roi, loue la Rue-du-Clos, à Marin Prunyer, de Contilly, le 6 mai 1648, sous réserve « du grand logis » dudit lieu, avec la cour et enclos d'iceluy et le jardin du » devant la grange ». Il se maria en premières noces, à Vallon, avec Marie Garreau, sœur de M^e Michel Garreau, curé de Contilly et doyen de Saosnois, et en secondes noces avec Michelle Brossard.

Marie Garreau lui donna cinq enfants : *René*, baptisé à Contilly le 16 mai 1676 ; *Marie*, épouse en 1696 de François Jardin, avocat au siège présidial du Mans ; *Jean*, possesseur de Jaillé, à Mamers, qui devint curé de Contilly ; *Marguerite* et *Jeanne*. Ils se partagèrent les biens de leur père devant Maisonnier, notaire au Perche, en février 1699 (2).

Claude Mercent, sieur du Pont-d'Aulne et de la Rue-du-Clos, officier poursuivant d'armes chez le roi, acquiert, le 3 juin 1668, de Jacques Godineau, marchand à Thoré, en Vendômois, cinq sols tournois de rente foncière à prendre sur les héritiers de feu Gallois de Barville, seigneur de la Gastine. Ayant comparu en 1666 devant la commission chargée des recherches sur la noblesse du Maine, il avait déclaré « qu'il a pris la qualité d'écuyer, du temps qu'il » était pourvu de la charge de gendarme de la compagnie » du roi et que depuis qu'il s'est deffect de ladite charge, il

(1) La terre du Pont-d'Aulne passa par héritage à Pierre-Jean du Mesnil, écuyer, seigneur patron de Saint-Didier et de Longuenoë, de la Plesse et autres lieux, demeurant en 1757 à Saint-Didier, en Normandie, et marié à cette époque à Renée-Catherine de Quelquejeu, nièce de René-François Quelquejeu, sieur des Aîtres, conseiller du roi, lieutenant de robe longue de la maîtrise particulière des eaux et forêts de Perseigne, Beaumont, Sainte-Suzanne et autres lieux, époux de Catherine Jarry.

Jacques-Abraham de Semallé la possédait en 1766.

(2) Minutes du notaire de Vallon-sur-Gée.

» ne l'a jamais prise et ne l'entend prendre à l'avenir » (1).

Demoiselle Anne Foussard, son épouse, en eut : 1^o *Anne Mercent*, qui contracta alliance à Mamers, le 3 juillet 1663, avec Jean Quillet, sieur des Roches, gendarme de la compagnie de Sa Majesté, conseiller du roi, grainetier et contrôleur en l'élection et grenier à sel d'Alençon, père de Louis et André Quillet, nés à Contilly (2) ; 2^o *Françoise Mercent*, mariée à René Quelquejeu, avocat.

Anne et Françoise Mercent partagèrent les biens de leur père le 15 octobre 1693.

Mais, en convolant en secondes noces par contrat passé devant Cuinière, notaire à Mamers, le 4 avril 1691, avec JEAN-ANTOINE DE BARVILLE, écuyer, seigneur de la Chausserie, à Pervençères, fils de François, seigneur de la Lambonnière et de Marie Le Baleur, veuf de Madeleine Guestre, Anne Foussard lui avait apporté en mariage la Rue-du-Clos.

ANTOINE DE BARVILLE, seigneur de Beaurepaire, en fit bail le 23 mars 1696, moyennant 286 l. par an. Nous avons déjà dit qu'il y mourut le 10 juillet 1703.

Ce lieu appartenait en 1792, à JEAN-BAPTISTE-JACQUES DE FRÉBOURG, seigneur des Mottais. A cette époque, la « maison de maître se composait d'une maison, avec salle » à côté, un fournil, deux chambres hautes, le tout à feu, » quatre écuries, un bâtiment pour le pressoir, un cellier, » une grange, deux cours, deux jardins et un petit clos à » chanvre », d'une valeur approximative de 247 l. de revenu.

(1) *Recherches de la noblesse dans la généralité de Tours, en 1666*, p. 521.

(2) Louis Quillet fut tenu sur les fonts baptismaux le 17 juin 1668, par Louis Quillet, sieur de Grougnault, président au grenier à sel d'Alençon et chambre de Carrouges, et Marie Garreau, épouse de Jean Mercent. Son frère eut pour parrain, le 16 avril 1671, M^e Brice Quillet, curé de Champfleur.

AIGREFIN

L'une des fermes situées au hameau de l'Aigrefin (1) appartenait dès 1637, à la famille GUESTRE, dont l'un des membres, noble *Jacques Guestre*, sieur de Courteilles, à Suré, était président au grenier à sel de Mamers en 1641.

Philippe Guestre, sieur de la Gimberdière, eut de Marie Bordin, *Louise* et *Jacques*, baptisés à Contilly, les 23 septembre 1638 et 6 mars 1641.

Jacques Guestre, sieur du Parc, époux en premières noces de Françoise Martin, vivant encore en 1661, était remarié en 1678, à Marguerite Hennequin.

Le 26 octobre 1668, *Jean Guestre*, sieur du Parc, de Champeaux et de l'Aigrefin, époux de Marguerite Drouin, Jacob Bordin (2), écuyer, sieur des Jariez, et François Martin (3), consentent à payer 400 l. à François Laudier, écuyer, seigneur de Carrouges, et à ses co-héritiers en la succession de feu Mathurin Laudier, seigneur de la Fontaine, en son vivant lieutenant-général en la vicomté d'Alençon, et avocat au bailliage de cette ville, au nom de

(1) Le hameau de l'Aigrefin ou des Aigrefins, formé par les Grand et Petit-Aigrefin, se composait autrefois de huit feux.

(2) Jacob Bordin, époux de Gabrielle de la Rivière, fille de Jacques et de Gabrielle du Bois-des-Cours, vendit pour 5.500 l., le 3 juillet 1662, à René de Barville, seigneur de Saint-Germain, le lieu de la Bonneville, en Normandie, dans le but de s'acquitter de 2.400 l. envers Jacques du Bois-des-Cours, seigneur de l'Etang, à Saint-Cosme-de-Vair, et de 1500 l. qu'il devait à M^e Michel Rippier, avocat au siège présidial du Mans. — Minutes de Clément Saillant, notaire à La Fresnaye.

(3) François Martin était marié à Anne des Poteris, fille de Antoine, sieur des Poteris et de Marie Martin, fille elle-même de Jacques, sieur de l'Épine, et de Marie Guestre, de la paroisse de Roullée.

Les Martin qui habitaient dans la partie du Perche avoisinant Contilly, étaient sieurs de Longpré, l'Ardrillé, les Gastines, le Fay et Rougemard.

M^e Laurent de la Tousche (1), écuyer, sieur de l'Isle, prieur de Notre-Dame de Meslay qui, se trouvant dans l'impossibilité d'acquitter cette dette contractée depuis un certain temps, avait déjà subi l'humiliation de voir saisir « sa cavale ».

Le sieur du Parc et Sainte Abot, veuve de Thomas Caigné, de Mamers, font aveu dans la même année, à Colbert, seigneur de Pescoux, pour leurs biens situés à l'Aigrefin.

Jacques Guestre, fils du précédent, conseiller du roi, receveur au grenier à sel de Mamers, baille l'Aigrefin, moyennant 120 l. par an, à Jean Chapelle, de Contilly, le 8 octobre 1696. Il possédait encore à cette époque, le bordage de la Mesnagerie, sur le territoire de Blèves.

Léonard Guestre, sieur de Clervant, prend à ferme le 17 mars 1677, de Pierre de Prulay (2), sieur de Moire, demeurant à Contilly, le lieu de la Rivière, en Saint-Quentin-de-Blavou.

Le 2 octobre 1677, *Madeleine Guestre*, sa fille, mariée à Jean-Antoine de Barville, écuyer, sieur de la Chausserie, signe une reconnaissance de 23 l. de rente, au profit de Jacob de Vallée (3), écuyer, seigneur du Tertre et de la Guilloisière (4), à Vidai.

(1) Laurent de la Tousche, fils de Laurent, écuyer, sieur du Parc, et de Marguerite Le Maistre, fut baptisé à Saint-Paul-le-Vicomte, le 22 avril 1622. — Etat civil de Saint-Paul.

(2) Le sieur de Moire possédait encore la Mérenne, à Saint-Hilaire de Soisay, la Gilbonnière et la Chapelle-aux-Roseaux, en Pervençhères. Elisabeth du Chesnay, sa veuve, demeurant à Marollette avec Charlotte-Madeleine de Prulay, sa fille, fait bail, en 1691, du bordage de Bois-Hébert, d'un revenu annuel de 40 l., et du lieu de la Gouttière, à Montgaudry, valant 300 l. de rente.

(3) Jacob de Vallée, mari de Suzanne de Martel, fille de François, seigneur de Montpinçon, demeurait à Semallé. Louise de Vallée, sa fille, se maria avec Charles Le Sueur, seigneur de Petitville.

(4) Cette métairie avait été cédée pour 180 l. de ferme, le 27 janvier 1766, par M^e Jacques Paris, sieur de la Guilloisière, marchand à Contilly, et Abraham de Guilloray, seigneur des Longs-Champs, l'un des 96 gentilshommes de Monseigneur le duc d'Orléans, demeurant à

Le 10 février 1691, le seigneur de la Chaussérie, qui était veuf et avait la tutelle de Jean-Antoine et Jeanne de Barville, ses enfants mineurs, fait bail, en leur nom, de la Brosse, en Pervenchères. Le 13 mai suivant, il rend aveu pour cette ferme à Claude Le Febvre, écuyer, médecin à Châteauroux, de Son Altesse sérénissime Madame la princesse de Condé, douairière, seigneur de Montécoulard, à cause de Catherine Le Geay, son épouse. Dans le même temps, il reconnaît qu'en leur qualité d'héritiers de M^e *François Guestre*, mort curé de Saint-Sauveur de Bellême, ses enfants doivent 315 l. à Renée Godefroy, veuve du sieur Jean Collet. Nous avons rappelé précédemment qu'il se remaria le 4 avril 1691, avec Anne Foussard, veuve de Claude Mercent.

Marguerite Guestre était unie en 1696 à Jean Davoust, sieur d'Hirbonde, à Chemilly, au Perche, conseiller du roi et contrôleur de la marine à Nantes.

Enfin, demoiselle *Marie Guestre*, épouse de M^e Hiérosme Gueau, sieur de Fontenay, receveur général des tabacs à Nantes, loue la Petite-Huchère, à Saint-Julien-sur-Sarthe, le 11 mai 1703, et l'Aigrefin, le 2 juillet suivant, au prix de 135 l.

Le 13 mai 1670, GUILLAUME BOUGIS, conseiller du roi, avocat à Mamers, mari de Jeanne Le Vannier, rend aveu à Pescoux, pour son lieu de l'Aigrefin.

Ce domaine appartenait en 1750 à *Jean-Jacques Bougis*, avocat en la même ville, et à *Jeanne-Renée Bougis*, qui eut de son mariage avec Pierre Thibault, officier chez le roi, une fille nommée Cécile, enterrée à Contilly le 20 avril 1752, à l'âge d'environ douze mois.

Longny, comme tuteur de Marie de Guilloray, née de son premier mariage avec défunte Marie Paris.

Au commencement du siècle dernier, M. LE PRÉVOST, seigneur de la Blosserie, à Beauvoir, était possesseur de deux autres fermes à l'Aigrefin, et du champ des Trois-Croix, situé en Contilly, près de la Gasnerie.

JOSEPH VAVASSEUR.

(A suivre).

MÉMOIRE HISTORIQUE
SUR
LA GUERRE DES CHOUANS
DANS
LE DISTRICT DE CHATEAU-GONTIER

(Suite)

Arrivée du général Le Blay. Déroute des Républicains à Houssay. — Alors le général Le Blay avait succédé à Varins qui commandait à La Flèche ; il avait commandé un détachement assez nombreux du bataillon de Saint-Paul pour escorter un gros convoi venant de Saint-Sulpice. Ce bataillon de nouvelle formation était arrivé, la veille, de Rennes, d'où il était venu à grandes journées. La majeure partie, excédée de fatigue, était montée sur les voitures du convoi, lorsque tout à coup les Chouans, embusqués comme à l'ordinaire, les surprirent, firent un feu soutenu et le tumulte occasionna une déroute complète, d'autant plus funeste que ces militaires ne connaissant pas le pays, se jetaient d'eux-mêmes entre les mains de leurs ennemis. Ceux qui réussirent à gagner la ville y arrivèrent dans un désordre qui jeta partout l'épouvante. Un nouveau détachement, à la tête duquel se mit le général, partit incontinent, mais il ne servit qu'à favoriser la retraite du premier. Quarante chevaux étaient alors au pouvoir des Chouans et toutes les voitures du convoi restaient brisées. Ces cons-

tans avantages des Chouans leur gagnèrent des prosélites, et grand nombre de soldats se joignirent à cette bande de coquins dont les succès presque constans alarmaient les patriotes.

Arrivée du général Hoche. — Ce fut à cette époque que le général Hoche, chargé de l'expédition contre les Vendéens et les Chouans, arriva dans nos murs. Il se fit donner tous les renseignements relativement au nombre et à l'état actuel des Chouans ; leur situation était vraiment imposante. Il repartit de suite, visita les districts de Segré, Châteaubriant, Pouancé, et se rendit à Rennes.

Pacification de la Mabilais. — Bientôt, on annonça des dispositions pacifiques qui se concertaient au camp de la Mabilaye. Les chefs des Chouans du canton de Segré et les nommés Scépeaux et Dieusi, ex-nobles, qui semblaient de ce temps être les chefs supérieurs de notre pays, s'abouchèrent avec le général Le Blay, et étant venus le trouver ici sur la fin de ventôse (mars 1795), avec le syndic du district de Segré, firent à notre administration la déclaration de leur soumission aux lois de la République. On verra bientôt que cette fausse et hypocrite démarche n'avait pour but qu'une organisation mieux liée que celle qu'ils avaient eu jusqu'alors. L'administration du district donna à cette occasion un banquet qui fut suivi de danses ; on appela cette fête « fête de la Réunion ». Les Chouans marquants qui y assistèrent furent Dieuzi, Sans-Peur, Pique-en-Bois, et plusieurs autres du district de Segré ; Coquereau, Pimousse, Mocquereau, Mousqueton et une trentaine d'autres de notre district s'y trouvèrent aussi.

Dès le matin de cette journée mémorable, les patriotes avaient vu avec peine que le général Le Blay avait fait passer la garnison en revue devant ces hommes pervers, qui, au cri de *Vive la République*, se contentèrent de ne pas crier *Vive le Roi*. Notre garnison était alors composée de grenadiers et canonniers des Ardennes. Ces braves frémi-

rent de se voir toiser de l'œil par ces rebelles dont plusieurs, les pistolets à la ceinture, parcoururent les rangs qui leur furent ouverts. Cette perfide apparence de reddition fut encore fortifiée par celle de deux de leurs prêtres, qui vinrent s'établir en notre commune et y exercer leurs fonctions.

Beaucoup d'autres firent au district leur déclaration qu'ils rétractèrent aussitôt que leur parti fut réorganisé plus solidement que jamais. On engagea les militaires à suivre les exercices religieux et le général Le Blay en donna l'exemple.

Approvisionnement sous la protection des Chouans. — Pendant le cours des conférences de la Mabilais, les Chouans ne cessèrent pas de tenir leurs postes comme à l'ordinaire, avec cette seule différence que les massacres n'étaient plus à l'ordre du jour. Les approvisionnements ne s'exécutaient que par leur ordre, et les autorités constituées s'étudiaient à nommer des commissaires de leur goût pour obtenir de leur toute puissance les provisions de première nécessité. La troupe n'avait pas permission de sortir au delà des murs et c'était au nom du roy qu'on envoyait du pain aux Républicains. Pendant ce temps, les Chouans, tranquilles sur tous les points, avaient des correspondances journalières avec leurs chefs qui étaient à la Mabilais, et profitant de cette inaction de notre part, ils s'organisèrent si bien que depuis le général en chef jusqu'aux caporaux, ils se formèrent et reconnurent des chefs dans tous les grades militaires ; ils ne négligèrent pas un point très avantageux, celui d'établir des aumonniers par chaque compagnie ; ils en avaient assez abondamment.

Arrivée de l'adjudant général d'Halancourt, le 19 floréal an 3. — Le traité traîtreusement proposé ayant été rompu par la cessation des conférences de la Mabilais, les hostilités recommencèrent. Heureusement la ville de Château-Gontier avait refusé de se soumettre à l'insinuation qui lui fut faite d'évacuer les troupes qui ne seraient restées qu'au nombre de 300 hommes pour l'étendue du district.

Les Chouans bien organisés, bien munis de tout ce qui leur était nécessaire, bien armés, ne tardèrent pas à gagner de nouveaux avantages.

Ce fut à cette époque que le général Le Blay ayant été appelé à une autre destination, fut remplacé par l'adjutant général d'Halancourt qui prit le commandement de notre arrondissement au commencement du mois de floréal an 3^e, il arriva le 19. A cette époque les magasins de subsistances civils et militaires étaient vidés ; depuis la rupture de l'armistice, les Républicains toujours vaincus par les Chouans, n'avaient pu suffire à relever des campagnes les provisions nécessaires. Le premier soin de l'adjutant d'Halancourt fut donc de parer à la disette réelle. D'un autre côté la troupe manquait de tout ; il prouva à sa troupe que le courage et l'énergie républicaine aurait bientôt tout réparé. Il dit, et cette brave garnison, qui n'avait besoin que d'un chef digne d'elle, obtint les succès les plus constans.

Dispositions militaires de d'Halancourt. — Les Chouans, jusqu'alors maîtres des occasions d'attaque, se virent forcés de combattre ou de fuir. D'Halancourt ayant reconnu que les plans de ses prédécesseurs étaient peu convenables aux circonstances se forma une marche différente. Après avoir animé sa troupe, il lui fit faire des marches et des contre marches dans lesquelles les Chouans furent battus toutes les fois qu'ils acceptèrent le combat ; il ne tarda pas à leur inspirer une telle frayeur qu'ils fuyaient toutes les fois qu'ils n'étaient pas en nombre de trois contre un ; puis il profita de cet avantage pour opérer des approvisionnements qui, en peu de temps furent tels, que Laval et Sablé vinrent puiser dans nos magasins, ainsi que le district de Craon. Pour disposer de ses forces avec plus de secret et de facilité, il réunit sa troupe jusqu'alors logée chez le particulier et la divisa en trois petits camps, dont l'un fut établi dans l'enclos des ci-devant Ursulines, le second sur une

éminence dite le Bout du Monde, et l'autre sur la grande route de Bazouges.

Dès lors, il y eut de l'ensemble, et la confiance du soldat doubla ses forces. Pour faciliter les approvisionnements il se forma un fond de charrettes et de bœufs qu'il fit amener et entretint dans nos murs et eut à sa disposition tous les chevaux de colliers qui étaient en petit nombre après les nombreuses captures que les Chouans avaient ci devant fait.

La garnison était alors composée du régiment de Salm-Salm, dont un des capitaines, le citoyen Poivet, brave républicain, commandait la place ; du 3^e bataillon de la 7^{eme}, commandée par le citoyen Bourdit ; enfin des canonniers des Ardennes qui sont restés jusqu'à la pacification générale.

Toutes les opérations militaires étaient concertées et exécutées dans le secret. On partait à petit bruit, et on rentrait aux acclamations dues aux vainqueurs. Sur les indices de rassemblement des Chouans, un détachement partait d'abord avec ordre de prendre une position, et quelque tems après un second se portait directement au lieu du rassemblement, livrait le combat et poussait l'ennemi entre deux feux ; souvent un troisième détachement était expédié pour soutenir en cas de nécessité les deux premiers et assurer l'arrivage des convois.

Affaire d'Ampoigné. — La première affaire eut lieu entre Moussay et Quelaines ; Jambe d'Argent, chef de division, resta sur la place avec beaucoup d'autres Chouans. Cette expédition déconcerta l'ennemi qui s'aperçut que nos plans étaient plus funestes pour eux ; ils furent donc obligés de changer leur marche. Ayant été instruits que le district avait acheté la récolte de la prée et de l'étang d'Ampoigné, les Chouans se préparèrent de longue main à en empêcher l'enlèvement. Ceux du district de Craon furent appelés en renfort. Depuis plusieurs jours ils étaient tous postés.

D'Halancourt envoya d'abord un détachement avec les voitures ; il n'éprouva aucune rencontre et protégea les ouvriers dans le chargement ; un second détachement chargé de faire une battue était parti deux heures après, avec ordre de rejoindre le premier sur le midi. Un troisième avait encore été expédié pour protéger l'arrivage. Le convoi en marche, un nombre prodigieux de Chouans commandés par un nommé Le Compte, chef de division du Craonnais, paraît rangé en bataille, attaque sur tous les points, pendant que beaucoup d'autres, embusqués derrière les hayes, faisaient un feu continu. Cette époque est la première où les Chouans se fussent présentés en bataille. Le Citoyen Bourdit, chef du 3^e bataillon de la 7^{me}, qui commandait le détachement, forma sur le champ sa troupe, et après une courte fusillade fit forcer à la bayonnette. Cette manœuvre fut toujours celle de d'Halancourt, et c'est elle qui lui a assuré de constans succès. Les Chouans prirent la déroute en laissant beaucoup de morts sur le champ de bataille. Notre dernier détachement n'arriva que pour compter et voir les débris des vaincus ; nous vîmes arriver avec joie le convoi complet et on n'eut à plaindre que quelques blessés, nous n'avions pas perdu un seul homme.

Affaire de Saint-Laurent. Mort de Dulac. — La satisfaction des Républicains ne fut pas si complète, le 9 prairial, à l'arrivée d'un convoi considérable de grains de la commune de Saint-Laurent. Les Chouans y furent défaits, mais nous eûmes à regretter le capitaine Dulac faisant les fonctions d'adjoint à l'adjudant général d'Halancourt dont l'intrépidité sauva le convoi.

Affaire de Bazouges, le 27 prairial. — Le divisionnaire Le Compte, irrité de ses défaites à Ampoigné, convoqua tous les Chouans du pays, ceux du district de Segré et beaucoup d'autres du canton de la Guierche et Pouancé pour prendre sa revanche : il crut en avoir trouvé l'occasion le 27 prairial.

Les Chouans étaient instruits que ce même jour la majeure partie de la troupe sortait pour favoriser un convoi considérable du côté de Grez ; ils se portèrent donc sur le bourg de Bazouges sur les deux heures après midi. S'étant fait voir à la garde, la sentinelle, homme courageux, ferme la barrière, se tapit derrière le retranchement en criant aux armes, le corps de garde sort, et le bruit de cette attaque étant à l'instant parvenu à l'adjudant d'Halancourt, il monte à cheval, traverse la ville au galop et a le bonheur de rencontrer le détachement qui rarivait de Grez, et n'était qu'à une demie lieue de la ville. Il fait ensuite sonner le pas redoublé et traversant la ville au pas de charge, il arrive près le bourg de Bazouges où s'était ci devant rendu le peu de troupe restée pour la garder et qui, conjointement avec l'intrépide factionnaire, tenait tête à l'avant garde des Chouans. Alors d'Halancourt dispose ses forces sur trois colonnes, dont deux sur les côtés du bourg et lui, restant à la tête de celle du centre, ayant fait ouvrir la barrière, s'élance au grand galop, accompagné de deux gendarmes dont l'un était le lieutenant des Fontaines et suivi de quatre chasseurs, parcourt la grande route au milieu d'une grêle de mousquetterie des Chouans embusqués sur les deux côtés. Le nommé Basset, chasseur, reçoit une balle à la cuisse. D'Halancourt, suffisamment instruit de la position et du nombre de l'ennemi, revient sur ses pas avec la même promptitude et le même danger : il dispose son attaque, fait approcher un aubus qu'il avait fait amener, et à la tête de sa valeureuse troupe, il fonce sur l'ennemi à la bayonnette, et en peu de temps, il met en déroute le rassemblement formidable qu'on a su depuis être au nombre d'environ 5000. Il les poursuit deux lieues, espérant les rejoindre dans les landes de Laigné où il comptait qu'ils auraient dû se rallier, mais le désordre fut tel qu'ils se dispersèrent sans ordre et il ne fut plus possible de les atteindre. La nuit commençant à paraître

ramena dans nos murs nos Républicains victorieux, chargés des dépouilles sanglantes de leurs ennemis.

L'espoir des Chouans était si grand dans leur entreprise, que chacun d'eux avait déjà fixé son logement dans la ville ; le but principal était d'extraire des prisons plusieurs de leurs camarades, qui avaient ci-devant été pris et dont la justice a fait droit. Les patriotes prononcés et les fonctionnaires publics étaient destinés à leur vengeance. Mais, grâce à la bravoure et au génie qui protège la liberté, ils n'eurent pour toute consolation que quelques messes noires, qui furent dites par leurs prêtres pour le salut des âmes de leurs défunts. Il est à remarquer que la contenance ferme et hardie de la sentinelle de Bazouges en a tellement imposé à l'avant garde des Chouans que pendant plus d'une demie heure elle les a retenus, les provoquant d'avancer, en [raillant] *leur Roi de Carte*, ce qui donna un temps précieux pour les dispositions militaires.

Projet d'assassinat contre d'Halancourt. Supplice de Dessendeau. — Cette victoire mémorable acheva de déconcerter les Chouans et les aristocrates du pays. D'Halancourt devint pour eux un objet de terreur : n'ayant plus l'espoir de le vaincre, ils formèrent le projet de s'en débarrasser par les mains d'un assassin stipendié. Un nommé Dessendeau, garde magasin, encore malade d'honorables blessures reçues au service de la République, ayant été corrompu dans cette ville, devint traître. Il a été prouvé qu'il correspondait avec les Chouans et notamment avec un nommé Mercier, dit Frédéric, capitaine de la compagnie de Fromentières, comme l'annonce une lettre trouvée sur un Chouan qui fut arrêté dans une patrouille de nuit. Cette lettre était adressée à M. Mercier, dit Frédéric, capitaine des Chouans de la commune de Fromentières ; elle était ainsi conçue :

« Notre Charlatan (on parlait de d'Halancourt), va tous les soirs visiter le camp de la route de Sablé, il rentre en ville par tel chemin (la lettre désignait le chemin) qui

» tend à la route de Fromentières, il est facile, par sur une
» haye, de lui faire descendre la garde. »

Ce Dessendeau fut jugé par une commission militaire et ayant été convaincu d'assassinat prémédité, de liaisons directes avec les Chouans, d'avoir trahi la République, fut condamné à être fusillé, et le jugement eut son exécution ici, dans le délai de la loi.

Activité de la garde soldée. — Jamais le nombre des Chouans ne fut plus grand dans le pays qu'à cette époque ; aussi le citoyen d'Halancourt redoubla d'activité pour les travaux de retranchemens et fortifications de la ville ; il activa tellement la garde soldée qu'il la mit au pair des meilleurs grenadiers pour la bravoure et l'intrépidité ; c'est ce motif qui la fit tant calomnier des malveillans, elle était employée à tous les détachemens, et comme guides certains et comme militaires éprouvés.

Affaire de la Barre, le 13 Messidor. 40 Chouans tués et 19 chevaux pris. — Le 12 Messidor, an 3, il partit une colonne pour aller chercher des grains sur les communes de Boëre et Bierné ; le chef avait ordre de cerner le château de la Barre, ce qui fut exécuté. Mais par hasard, il fut tiré un coup de fusil qui avertit grand nombre de Chouans qui s'y trouvaient alors, et dont la plus part eut le temps de se sauver. Quarante périrent et on prit dix neuf chevaux de leur cavalerie, qui furent amenés ici, tous équipés.

Affaire de Saint Loup. Dardanne tué. — Il était très rare qu'un détachement sorti n'eut une ou plusieurs attaques à soutenir, ce qui prouvait l'organisation régulière des Chouans sur tous les points. Un fort détachement des Ardennes, venant de Sablé, où il était en garnison, fut attaqué entre St-Loup et le bourg de Grez. La riposte fut aussi vive que prompte, et malgré l'avantage de la position et de l'embuscade, l'ennemi fut mis en déroute. Nous eûmes à regretter dans cette rencontre plusieurs républicains et surtout le citoyen Dardanne, capitaine des canonniers du

même nom, militaire qui joignait au civisme la bravoure et une profonde tactique dont il avait fait preuve, en fait d'artilleur, aux lignes de Wissembourg. Il fut atteint d'une balle qui lui traversa le crâne, étant à côté du citoyen Miquet, chef distingué d'un des bataillons des Ardennes. Le détachement resta maître du champ de bataille et prouva son estime pour le citoyen Dardanne en lui rendant, sur le lieu même, les honneurs funèbres militaires : il fut remplacé par son lieutenant, le citoyen Deléant, qui joint le patriotisme à la bravoure. Sa moralité et bonne conduite l'ont fait entrer dans une famille distinguée de cette commune, quelques jours après sa nomination à la place de capitaine ; il eut des occasions de se signaler et prouva qu'il était digne de son nouvel emploi.

Mort de Coquereau. — Ce fut dans ce temps que le trop célèbre Coquereau, ayant été surpris par une colonne de Château-Neuf, ne fut pas soutenu par les siens. Tous moyens de fuite lui étant ôtés, il resta avec quelques-uns de ses chefs et fut tué par des chasseurs qui s'étaient acharnés à le poursuivre. La vigueur de son coursier ne put le préserver et il finit son abominable carrière le jour anniversaire du premier massacre qu'il avait fait exercer sur les citoyens de Daon. En vain, il avait compté ralentir l'ardeur des chasseurs qui le poursuivaient en détachant dans sa fuite une valise qui semblait précieuse. Nos braves passèrent par dessus, et ne furent occupés que du projet de détruire ce fléau de son pays. La mort de ce scélérat repandit une joie universelle dans le cœur des patriotes et jeta la consternation dans son parti. Il n'eut d'autre mérite que d'être déhonté. Il fut immoral sous tous les rapports ; il commanda le meurtre et fut aussi lâche que sanguinaire. Il avait cependant acquis une telle célébrité que sa mort fut insérée dans tous les papiers nouvelles. En effet, c'était lui qui avait organisé la Chouannerie dans notre district ; il avait pris sur ses pareils un tel ascendant, qu'il les tint

toujours dans l'obéissance la plus servile. Il dicta et fit exécuter de son propre mouvement plusieurs sentences de mort contre des Chouans subordonnés.

Dans le même temps, il y eut différentes affaires et surtout une très marquante sur la commune de Châtelain, où les Chouans furent mis en déroute ; mais les Républicains eurent à regretter plusieurs de la garde territoriale. Ce combat eut lieu le 9 prairial, à l'occasion d'un convoi de grains qu'on avait recueilli sur la commune de St Laurent.

Cependant le général d'Halancourt, instruit que les chefs des Chouans se rassemblaient sur les communes de St Laurent et de St Michel, médita une expédition contre eux et saisit adroitement le jour de la célébration de la fête anniversaire de la chute de la Bastille. La veille, on affecta dans la ville des préparatifs extraordinaires ; le soir la fête fut annoncée aux campagnes par de fréquentes décharges d'artillerie, la retraite fut faite au bruit de tous les tambours de la garnison et de la musique, tant militaire que bourgeoise. Ce bruyant extérieur était concerté avec la municipalité. Mais pendant la nuit, l'adjoint du général, chargé du plan d'expédition, partit avec toute la troupe et écrivit qu'il ne croyait pas être de retour pour assister à la fête. L'ordre fut donné au canonnier de tirer au point du jour des salves de canon, ce qui fut exécuté avec tant d'avantage que les émissaires des Chouans, n'ayant eu aucune connaissance du départ de la troupe pendant la nuit, ceux-ci restèrent dans la plus grande sécurité, persuadés que le militaire allait employer toute la journée de la fête au plaisir.

Mort de Dieuzi, de Moquereau et autres chefs. — Ce fut au premier coup de canon du matin que la maison de la Grailleraie où était le rassemblement fut investie, ainsi que toutes ses avenues. Dieuzi, ex noble, fils d'un ex-constituant et l'un des principaux chefs de la Chouannerie de tout le pays, fut surpris avec Moquereau, autre chef, fils

d'un notaire, ainsi que beaucoup d'autres divisionnaires et capitaines qui s'étaient rassemblés pour méditer leurs plans. Les deux premiers furent tués en fuyant dans une charmille, et plusieurs autres de leurs camarades eurent le même sort.

On doit rapporter un trait du désintéressement qui caractérise le soldat républicain. Un de ceux qui poursuivaient Dieuzi étant prêt de l'atteindre, celui-ci lui jette sa montre et son portefeuille, mais le brave de la 76^{me} Demi-brigade, dédaignant la fortune, redouble de vitesse, atteint son ennemi et le tue, sans porter envie à ceux qui avaient recueilli l'appât qui ne l'avait pas séduit. Dans cette même journée, les Chouans furent battus sur différents points par plusieurs colonnes républicaines.

Ce fut à cette époque que le général d'Halancourt, excédé de ses courses et fatigues continuelles, fut pris de la fièvre ; il n'en continua pas moins avec vigueur ses expéditions militaires qu'il dirigea souvent lui-même, quoiqu'en fièvre.

Expédition de la diligence d'Angers. — Le 12 thermidor an 3, la messagerie de cette commune à Angers, qui était continuellement escortée, avait sans doute été dénoncée aux Chouans comme étant richement chargée ce jour-là. Malgré la nombreuse escorte, elle fut attaquée à la hauteur de St-Martin, à la distance de 3 lieues de cette commune, par un nombre considérable de Chouans, que l'appât d'un gain conséquent avait fait rassembler de toutes parts. Ils avaient bien médité leur embuscade de manière que le détachement, passant entre deux feux, essuya un feu terrible avant de pouvoir riposter, et l'effroi s'étant répandu dans toute la troupe, la déroute devint générale, à l'exception d'un petit nombre qui, s'étant réunis, protégèrent les fuyards par une retraite bien entendue.

Mort de Jeannet et de plusieurs autres citoyens. — Plusieurs de nos concitoyens, qui profitaient de l'escorte pour se rendre à Angers avec sûreté, perdirent la vie dans cette

attaque, et notamment le nommé Jeannet, qui allait à Saumur pour échanger des assignats de 10000 f. et qui restèrent au profit des Chouans à la somme de trois cent mille francs. Des chasseurs faisant partie du détachement vinrent à toute bride instruire le général de cette fâcheuse catastrophe. Il était alors dans la sueur de la fièvre ; sur le champ il donne l'ordre de faire assembler sans bruit toute la troupe, sur la place d'armes. Pendant ce temps, s'étant levé malgré son état, il part à la tête du peu de cavalerie qui lui restait, et ordonne à une partie de son infanterie de suivre avec vitesse, avec les canonniers des Ardennes, dont il connaissait la bravoure et l'intrépidité. Arrivé au lieu du combat, il n'y trouve que les cadavres des malheureuses victimes. La voiture est enlevée et nombre de marchands, qui y avaient la majeure partie de leur fortune, se croient ruinés sans ressources.

Quant à la voiture, elle était expoliée et les ravisseurs l'avaient emmenée du côté de Segré par des chemins affreux. Le jour alors commençait à tomber. Cependant, d'Halan-court, à force d'observer, suit à la trace, aidé de brandons de paille allumés, et quoique les brigands eussent masqué leur route en déviant par les chemins les plus tortueux, il suivit le train jusqu'au bord d'une petite rivière éloignée de la grand'route d'environ 3 lieues. Alors, ne doutant pas que la voiture ne fut de l'autre bord, il harangue sa troupe, si facile à s'enflammer à sa voix, et de suite, prenant en croupe un volontaire, il passe le premier à la nage ; son exemple est suivi par les autres cavaliers et surtout par le citoyen Desfontaines, lieutenant de gendarmerie, qui passa et repassa huit fois la rivière avec un volontaire en croupe. Cette troupe animée du désir de vaincre se jette à l'eau et atteint l'autre rivage sans perte d'aucun homme. Ce passage s'opéra au lieu nommé le *Port des Anglais*.

A quelque distance d'Halan-court, s'apercevant, malgré l'obscurité de la nuit de la présence de quelques postes avancés

des Chouans, fait battre la charge ; mais à sa voix l'ennemi à qui il avait l'habitude d'inspirer de la terreur prend la fuite, refusant le combat, malgré l'avantage de l'embuscade de nuit. Dans la poursuite que les Républicains firent des fuyards, ils apperçurent la diligence, encore intacte, à demi renversée dans un fossé. Quelques heures plus tard, les brigands se seraient partagés la fortune de nos concitoyens, mais la valeur, excitée par une rare intelligence, la conserva et la voiture fut ramenée dès la pointe du jour au Lion, d'où elle fut conduite à sa destination, sans qu'il en eut été distrait aucune chose.

Maladie grave de d'Halancourt. — Ce succès inespéré modéra la peine que nous avions éprouvée à la nouvelle de la mort de plusieurs de nos frères ; mais le retour de notre bienfaiteur nous prépara de nouveaux chagrins. Le général, animé par son ardeur naturelle pour le bien public, n'ayant consulté que ce sentiment, fut obligé de se mettre au lit dès son arrivée ; une fièvre violente se manifesta, la suppression de la sueur occasionna différens accidens plus ou moins graves, et la maladie, s'aggravant de plus en plus, fit craindre pendant longtemps pour ses jours si précieux. Pendant environ trois mois que d'Halancourt garda la chambre il ne cessa pas, malgré les douleurs inouïes qu'il ressentait à la tête et qui étaient encore augmentées par un vomissement continuel, de s'occuper des moyens de fournir au besoin des subsistances. Plusieurs fois le jour, il était seul avec son adjoint et son secrétaire, et il vacquait à sa correspondance, et donnait les ordres nécessaires pour les expéditions militaires qu'il avait médité. Il n'avait en vue que deux objets d'utilité publique également précieux, l'approvisionnement de la ville et la destruction des Chouans, et nous aisons dire avec vérité que si ces lâches assassins eussent eu le courage d'accepter plus souvent le combat, il en eut purgé le pays en bien peu de temps. Quant aux subsistances, Laval, Craon, Segré et Sablé, sont dans le cas

de publier les avantages de d'Halancourt, à cet égard, puisque ces communes sont plusieurs fois venues puiser abondamment dans nos magasins. Jamais sous le commandement de ce brave militaire, les Chouans malgré leur nombre et leurs réunions préméditées, n'ont réussi à exposer aucun des convois escortés par nos troupes.

Depuis la mémorable affaire de la messagerie, il n'y eut aucune expédition marquante jusqu'au 3^e jour complémentaire suivant.

Convoi de 80 voitures arrivé de la Barre. Combat de 2000 Chouans contre 500 Républicains. — Les greniers du château de la Barre, en Bierné, offraient aux Républicains de grandes ressources en grains, mais on savait que les Chouans avaient des dispositions sérieuses pour en empêcher l'enlèvement. Cependant, d'Halancourt, désireux de l'effectuer, ayant bien médité son plan, fait partir tout ce qu'il a pu rassembler de voitures ; il les fait escorter par ses braves auxquels se réunissent environ 150 citoyens qui profitent de l'occasion pour s'approvisionner eux mêmes, de sorte que l'escorte était en tout d'environ 500 hommes. On arrive sans obstacle à la Barre et le chargement des grains s'opère avec tranquillité ; mais le convoi, qui fut le plus considérable qui soit jamais entré en cette commune et qui comprenait 80 voitures, étant heureusement parti et ayant fait environ une lieue de chemin, fut attaqué dans un chemin creux et très difficile, entre St-Aignan et Gennes, par un des plus grands rassemblements de Chouans qui se soit fait dans le pays. On estima qu'il était environ de 2000. Leur première décharge fut d'autant plus terrible qu'ils avaient l'avantage de la position ; on a su dans la suite qu'ils avaient employé plusieurs jours pour se rassembler et concerter leur plan d'attaque. Le désavantage de la position, le nombre prodigieux de l'ennemi, la difficulté de sauver ce précieux convoi, qui tenait environ une demie lieue de chemin, tous les obstacles presque insurmontables balancèrent pen-

dant quelque tems la victoire, mais le génie protecteur des Républicains excita de tels prodiges de valeur de la part des nôtres, que l'ennemi fut mis en pleine déroute, et le convoi arriva tout entier en cette commune, aux cris mille fois répétés de : « Vive la République » ! Nous perdîmes dans cette affaire, qui a été la plus sérieuse de notre pays, 15 ou 20 hommes tués ou morts des suites de leurs blessures ; 10 autres se sont entièrement rétablis. La perte des Chouans fut plus considérable, et si les nôtres n'eussent pas été obligés de veiller à la sûreté du convoi, ils auraient fait un grand carnage des fuyards.

Fameux combat à Boëre, dirigé par Le Nud, de la 76^{me} Demi-brigade. — Environ quinze jours après cette dernière expédition, un fort détachement partit de cette commune ; il se divisa en plusieurs colonnes pour réunir au chef-lieu grande quantité de grains que ces différentes colonnes devaient lever sur les différents points de la commune de Boëre, connue depuis le commencement de la Révolution pour être une des plus anti-républicaines. Cette expédition était dirigée par le citoyen Le Nud, chef du premier bataillon de la 76^{me} Demi-brigade, digne de commander à de tels braves. Ce chef qui voulait se concerter avec le commandant de Sablé, qui n'est distant de Boëre que d'environ une lieue, s'y porta avec un peloton de sa troupe. Les Chouans toujours bien instruits, s'étaient rassemblés comme en masse, bien persuadés que dans cette occasion ils se vengeraient amplement de leur dernière défaite et de la perte du fameux convoi de la Barre, sur lequel ils avaient tant compté. En effet, instruits de l'absence du citoyen Le Nud dont ils redoutaient la valeur, instruits par leurs vedettes que le convoi se disposait à partir du bourg, ils le cernèrent en un instant malgré sa grandeur, leur nombre suffisait pour cela. Ils commencèrent une fusillade sur tous les points, mais nos braves, accoutumés au feu, ripostèrent avec vigueur, montrèrent une attitude héroïque et débusquèrent

les Chouans malgré leur triple nombre. Ceux-ci, au lieu de dérouter comme ils le faisaient si souvent, se rallièrent sur le champ et se formèrent en bataille ; aussitôt nos braves suivent cet exemple ; le combat se soutint avec acharnement pendant fort longtemps, par la précaution que les chefs des Chouans avaient eu de placer sur leur derrière la cavalerie qui, à grands coups de sabre, tenait au feu ceux des leurs qui annonçaient le dessein de fuir. Mais le citoyen Le Nud qui rarivait avec son peloton, accourant au bruit du feu, se porta à l'endroit de la fusillade et prit en arrière la colonne des Chouans, qui trouvèrent leur perte dans la terreur qu'il leur inspira, par l'idée qu'ils se formaient que ce peloton était aussi nombreux que la ligne qu'ils combattaient en face.

Déjà Goslier, dit Grand Pierre, avait fui à la tête de 800 hommes. La déroute devint tout à coup générale ; les Républicains, irrités par la première résistance, poursuivirent sur quelques points les fuyards, l'espace d'environ deux lieues. Jamais les Chouans ne perdirent plus de monde que dans cette affaire ; on rapporta que le nombre des morts était de 150 à 200 hommes, y compris leur perte dans un détachement qui avait été placé entre Grez et Gennes pour prendre le convoi en front et qui fut rencontré, après la déroute, par une partie des grenadiers de notre garde nationale et de la garde territoriale, qui formaient une avant garde à l'escorte. Mais ces brigands, surpris de voir la contenance des nôtres et jugeant bien que leur corps d'armée avait été mis en déroute, prirent la fuite et cependant perdirent des leurs dans la déroute. Le convoi continua sa marche et arriva dans la ville sur les 10 heures du soir. Nous perdîmes dans cette affaire peu de monde, en comparaison du danger ; les prodiges de valeur de la part de nos volontaires de la garde territoriale et grenadiers de la garde nationale furent en cette occasion au dessus de tous éloges.

Convoi reconquis à Quelaines par le général d'Halan-court. — Ces deux dernières affaires, si bien méditées par les Chouans et sur lesquelles ils fondaient de si grandes espérances, ralentirent tellement leur audace, que dans la suite ils évitèrent toujours le combat en forme, et s'en tinrent à des embuscades partielles qui ne furent pas moins dangereuses et funestes à nos ordonnances et voyageurs isolés.

Cependant, vers la fin de vendémiaire an 4, un détachement étant allé à Quelaines, pour chercher des grains et en même tems faire une battue dans les environs conjointement avec la troupe stationnée à Craon, fut mis en pleine déroute, étant obligé de céder au nombre, et le convoi restait au profit du Chouan vainqueur. A peine la nouvelle de ce revers est arrivée ici, que le général d'Halan-court, qui gardait encore la chambre et n'avait pas encore sorti, monte à cheval, accompagné seulement de dix chasseurs du 14^e régiment de Chasseurs, court à toutes brides à Quelaines, y rencontre la colonne sous ses ordres, qui s'étant ralliée faisait encore sur l'ennemi un feu de retraite, mais ranimée par la présence de ce chef qui n'avait jamais manqué de la conduire à la victoire, elle charge de nouveau sous son commandement. L'ennemi étonné prit aussitôt la fuite et abandonna le convoi de grains qui arriva dans cette commune sans obstacle.

Affaire du Bois de Bergault. — D'Halan-court ne pouvant plus joindre les Chouans en masse, désolé des assassinats journaliers qu'ils commettaient sur les grandes routes et sur les personnes des patriotes qu'ils rencontraient ou pouvaient surprendre, employa tous les moyens pour découvrir leurs repaires. Il apprit que l'un de leurs rassemblemens était dans le bois de Bergault, situé entre les communes de Villiers et Maisoncelles, marquantes par leur aristocracie ; il entreprit donc de les surprendre, et le 7 brumaire an 4, n'étant point encore remis de sa maladie, il se mit à la tête

de 300 hommes au milieu de la nuit, cédant son vrai projet à ses plus grands amis (il n'en avait point pour ses plans militaires, quand il pouvait s'en passer) ; il arrive à l'entrée du bois avant le jour, et attend, avec le plus grand silence, le moment où l'ennemi l'apercevant dirigerait son premier mouvement. En effet, au point du jour, quelques uns des Chouans allant à la découverte pour régler leurs incursions, s'aperçurent de l'embuscade, mais les Républicains, sans leur donner le tems de la réflexion, les attaquent par un premier feu et, sans consulter le danger de s'engager dans le bois, ils franchissent à l'envie les hayes et les fossés, ils s'élancent à la bayonnette sur les Chouans réunis au bruit de la première fusillade. Le combat fut d'autant plus terrible que les Chouans ne pouvaient dérouter avec aisance et les Républicains, les tenant la bayonnette au corps, au mépris de leur fusillade, en firent un grand carnage. On n'a jamais su le nombre des morts, mais il fut tué plusieurs prêtres et beaucoup d'étrangers qu'on présumait être des émigrés rentrés.

Le 12 ventôse suivant, une colonne de Laval qui était venue à Meslay pour y chercher des grains ayant été mise en déroute, le convoi resta à la discrétion des Chouans. D'Halancourt eut l'ordre de se porter sur Meslay, Ballée et Bazougers, pour opérer sa jonction avec la colonne de Laval et faire un nouvel enlèvement de grains.

Combat de la forêt de la Chapelle. Mort de Taillefer.
— La réunion étant faite, d'Halancourt prit le commandement ; il divisa ses forces sur plusieurs points, Meslay, Boëre et Ballée, et se rendit en cette dernière commune si recommandable par son patriotisme constant. Il y trouva tous les citoyens dans la consternation, moins encore du défaut de subsistance que de la perte de leur cantonnement que le général Jency leur enlevait. D'Halancourt, partageant les vraies craintes de ces braves, écrivit en vain au général Jency, mais il s'occupa de suite de les approvi-

sionner et donna les plans nécessaires pour des fortifications qui, grâce à la valeur des habitans, ont été respectées par l'ennemi. De suite il se porta sur Bazougers, et les Brigands, chassés et harassés sur tous les points, se jetèrent dans la forêt de la Chapelle. Ils y furent poursuivis et vivement chargés par la troupe de notre garnison. Trente Chouans furent tués dans cette affaire et de ce nombre fut le fameux Taillefer, chef de division.

D'après ces avantages si souvent répétés à la gloire des Républicains, les Chouans perdirent enfin courage, et quoiqu'ils restassent encore en nombre pendant quelque tems dans notre pays, ils n'osèrent plus entrer en lisse ; ils se contentèrent de vexer les campagnes pour extorquer leur nourriture et faire contribuer les plus aisés pour entretenir leurs excès. Ils évitèrent toujours la rencontre des colonnes qui vquaient aux approvisionnemens de la ville. Sans cesse harassés par le général d'Halancourt, qu'ils craignaient seul autant qu'un bataillon, ils prirent le parti de passer sur le ci-devant district de Segré, ou leurs camarades, qui n'avaient pas eu de d'Halancourt à combattre, s'étaient soutenus avec beaucoup plus d'avantage. Mais cet ennemi implacable de la horde Chouanique ne tarda pas à les y joindre.

Avantages du général d'Halancourt dans le district de Segré. — Il serait hors des bornes de notre projet de détailler les prodiges de valeur et les succès étonnans que le général d'Halancourt eut dans le ci-devant district de Segré. Il s'y rendit le 10 pluviôse, avec la majeure partie de la garnison de cette commune ; dans la route, il fut arrêté entre Saint-Quentin et les Angers par un parti de Chouans qui avaient déjà été instruits de sa marche et qui avaient formé leur embuscade. Après trois quarts d'heure d'une vive fusillade, ils furent débusqués et mis en déroute ; environ quarante restèrent sur le champ de bataille. L'avant-garde républicaine entra à Segré, sur les sept heures du

soir, et le chevalier Turpin, qui tenait cette place avec cinq cents hommes, l'évacua pour se retirer à Sainte-Gemmes où il se fortifia. L'inondation et le pont que les Chouans avaient coupé rendaient aux nôtres l'entrée en ce bourg très périlleuse.

Le 11, les Chouans qui étaient en grande force essayèrent de surprendre les Républicains dans Segré, mais la bravoure de ceux-ci reçut et soutint avec avantage trois combats dans ce même jour ; les brigands, forcés de se reployer, perdirent plusieurs des leurs qui furent ou noyés ou tués.

Le 12, pendant que trois cents volontaires du cantonnement du Lion d'Angers prenaient S^{te} Gemmes par derrière, d'Halancourt l'attaqua de front ; il emporta la place de vive force après une heure et demie de combat. Plus de cent cinquante Chouans périrent dans cette affaire et deux chefs furent trouvés au nombre des morts. Malgré la vigueur de ces différents combats, nous ne perdîmes que trois hommes et nous n'eûmes que sept blessés.

En quinze jours le général d'Halancourt réussit à balayer les Chouans du district de Segré, aussi exactement qu'il avait fait dans le nôtre ; il était accompagné du citoyen Déléant, capitaine des canonniers des Ardennes, qui dirigea si bien un aubus aux affaires de S^{te} Gemmes qu'il contribua puissamment aux succès merveilleux que nous venons de décrire et qui découragèrent tellement les Chouans qu'ils ne furent plus tentés de soutenir ni sièges ni batailles.

Enfin, les chefs ayant perdu la confiance de leurs Chouans, ceux-ci se voyant sans ressources, résolurent de se rendre, ce qu'ils effectuèrent en masse au mois de floréal an 4.

Le général Delaage succède au général d'Halancourt. — A cette époque l'adjudant général Delaage avait succédé au général d'Halancourt dans le commandement de notre arrondissement. Malgré le vœu général des Chouans pour la reddition, plusieurs d'entre eux accoutumés à ne vivre que de vols et de rapines, meurtriers par caractère, ne

se présentèrent point devant le citoyen Delaage pour déposer leurs armes et obéir aux conditions de l'annistie. De sorte que cette paix si désirée, ramenant un calme salutaire dans notre pays, ne fut jamais sans crainte par le séjour de cette poignée de bandits, toujours prêts à entreprendre de nouvelles hostilités.

Telles sont en raccourci les causes et les effets de la guerre civile dite des Chouans. Un volume suffirait à peine pour tracer tous les traits héroïques de nos soldats républicains. On placerait en opposition les cruautés et les massacres des Chouans, aussi lâches dans un combat réglé, qu'ils étaient terribles et cruels dans leurs vengeances particulières.

Nous ne pouvons cependant dissimuler que nos volontaires, continuellement au combat, s'étant accoutumés à regarder nos paysans en ennemis du gouvernement et comme presque tous espions ou complices des Chouans, se permirent bien des actions indignes d'eux. Nous eûmes souvent à gémir sur les fréquentes plaintes de pillage et de violences exercées sur les femmes. L'homme de bien gémit sur ces excès qui sont comme inséparables du tumulte de la guerre, et les mal intentionnés s'en servent avantageusement pour diffamer toute une brave troupe qu'ils rendent responsables des fautes de quelques individus.

Nous devons ici faire l'éloge des habitans de la commune de Ballée. Leur civisme et leur courage les ont constamment préservés des incursions des Chouans. Très longtems livrés à eux mêmes, ils ont conservé leur commune intacte, et ils n'ont jamais été attaqués qu'une seule fois, et sans aucune perte de leur part.

Quant à la commune de Château-Gontier, elle a marqué un zèle constant pour soutenir le gouvernement et comprimer tous les contre-révolutionnaires. Dès les commencemens de la guerre de la Vendée, elle offrit des secours à la commune d'Angers, qui les agréa, et, dès le mois de mars

1793, elle fournit des détachemens de citoyens pour la Vendée, qui se relevaient de mois en mois, jusqu'au moment du passage de l'armée Vendéenne à Varades.

Lorsque la guerre des Chouans commença, notre garde nationale eut un service continu, tant à pied qu'à cheval. Ils servaient les correspondances, entretenaient des vedettes continuelles, et souvent avec le plus grand danger.

Quand cette guerre funeste eut pris un caractère imposant, notre compagnie de grenadiers, toujours en halène, se distingua par son zèle et son courage, en marchant de front avec les meilleures troupes de notre garnison. La compagnie de garde territoriale fut aussi l'effroi de l'ennemi et des malveillans qui ne purent que la calomnier.

Je désire, citoyens, avec cette narration fidèle, avoir atteint le but que je m'étais proposé et que vous désiriez ; je n'ai pas plus exagéré les malheurs que les traits heureux de courage qu'a fournis la guerre déplorable des Chouans.

CHRONIQUE

Depuis la publication de la dernière livraison, la Société vient encore de perdre prématurément deux de ses membres les plus anciens et les plus fidèles :

Monsieur Geoffroy-Marie de la Croix, comte de Beaurepos, chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand, décédé à Rennes le 8 avril, à l'âge de 50 ans. M. Geoffroy de Beaurepos avait bien voulu remplacer parmi nous son très regretté père, entré dans notre Société dès la deuxième année de sa fondation, en 1877. Il possédait dans la Sarthe, près de Fresnay, l'intéressant château de Cérissay dont les riches archives ont fourni jadis à notre confrère, M. Moulard, les plus précieux éléments de sa monographie d'Asséle-Boisne. De tout temps, la famille de la Croix de Beaurepos a occupé un rang important dans l'histoire de notre région et encouragé nos études par son sympathique concours. Nous espérons que les traditions se perpétueront, et nous prions M^{me} la comtesse de Beaurepos, ainsi que son fils, M. René de Beaurepos, d'agréer l'hommage de nos bien sincères condoléances.

Monsieur l'abbé Alma, curé-doyen de Mayet, décédé le 18 mai, dans sa 63^{me} année. Ancien zouave pontifical, Monsieur Alma avait fait bravement la campagne de 1870-71 dans les rangs des Volontaires de l'Ouest. Depuis, il avait été successivement vicaire à Pontvallain et à Fresnay, curé de Saint-Pavin au Mans, et doyen de Mayet. Les anciens combattants de 1870, avec leur drapeau, ont tenu à honneur

de se joindre à la foule nombreuse et recueillie qui a conduit au cimetière le corps de ce respectable prêtre, profondément regretté de tous.

L'Exposition artistique et industrielle du Mans ouverte à la fin de mai, est désormais entièrement terminée.

La section des Beaux-Arts, qui présente bon nombre d'œuvres vraiment remarquables et sur laquelle nous reviendrons, est, entre autres, d'un très réel intérêt. Nous espérons que nos confrères voudront bien aussi jeter un regard, dans le pavillon de l'Enseignement, sur l'exposition spéciale de notre Société ; ils y trouveront, en outre d'une collection complète de la *Revue*, les originaux de nos projets de dégagement de l'Enceinte gallo-romaine du Mans et les plans d'ensemble des découvertes faites pendant la reconstruction de l'église Saint-Benoit.

Ajoutons que le *Guide illustré*, publié à l'occasion de l'Exposition par l'*Automobile-Club* de la Sarthe, contient un plan nouveau d'excursion dans le Vieux Mans, et que cette exposition de 1914 va attirer à notre Société, de très agréables visites : Mardi 20 juin, *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine* ; dimanche 2 juillet *Société des Arts de Laval* ; jeudi 6 juillet, *Société historique et archéologique de l'Orne*, etc.

Nous apprenons avec une vive satisfaction que les efforts dévoués de nos amis et confrères de Laval, en ce qui concerne leur vieux château, viennent d'être couronnés d'un succès inespéré.

Non-seulement le château de Laval, déjà si heureusement dégagé, va être entièrement restauré, mais il va être transformé en musée archéologique et recevoir dans sa grande

salle du premier étage (longue de 37 mètres, large de 12^m 50 et haute de 10 mètres), les célèbres tombeaux de l'ancienne abbaye de Clermont.

La ville de Laval possèdera ainsi un monument archéologique et architectural de premier ordre, que bien des villes considérables lui envieront et qui lui attirera de nombreux visiteurs.

Nos meilleurs compliments à tous ceux qui ont contribué à cette belle œuvre.

La ville du Mans, pour sa part, vient d'achever le dégagement d'une première tour de l'enceinte gallo-romaine, la tour *dite du Tunnel*.

Bien que cette tour, très mutilée et qui a perdu une grande partie de son parement extérieur, soit loin de présenter l'intérêt de ses deux voisines, la *Tour Magdeleine* et la *Tour de Tucé*, sa silhouette méritait d'être mise en relief et nous applaudissons chaleureusement à un premier effort qui permet d'en espérer bientôt de plus importants.

De son côté, la Société historique et archéologique du Maine a définitivement assuré, de concert avec la ville, la conservation de la jolie niche sculptée du XV^e siècle, rue du Bouquet au Mans, et son président vient d'acheter personnellement la maison renaissance *dite d'Adam et Ève*, Grande-Rue, 69, dont la précieuse façade allait être démolie et transportée à l'étranger.

Faute de place suffisante dans cette chronique, nous devons ajourner à la prochaine livraison les détails relatifs à ces deux intéressants « sauvetages ».

On vient de découvrir par hasard, dans une sablière située sur le territoire d'Aubigné, non loin du théâtre romain bien connu, deux sarcophages en grès coquillier reposant horizontalement sous une épaisseur de 30 à 40 centimètres de gravier.

L'un était à peu près intact et contenait des ossements humains ayant appartenu à un adulte.

Aujourd'hui les ossements sont dispersés et les sarcophages réduits en morceaux ; ce qui prouve que beaucoup de curieux ont passé par là depuis huit jours, qui n'ont pas hésité à emporter un souvenir de leur visite.

La liste commence à s'allonger des localités de notre contrée où l'on a trouvé, depuis vingt ou trente ans et plus, des spécimens plus ou moins bien conservés de ces sarcophages.

Nous citerons dans nos environs, au hasard de nos souvenirs : *Vaas*, dans un terrain voisin de la gare ; *Luché* ; *Thorée*, dans un jardin, non loin de la gare ; *Le Lude*, dans le parc du château ; *Châlonnes-sous-le-Lude*, *Noyant* et *Méan* (Maine-et-Loire).

A *Châlonnes-sous-le-Lude* et dans le parc du château du *Lude*, le nombre de ces sarcophages était assez considérable pour constituer de véritables cimetières, analogues à ceux de nos agglomérations actuelles.

Tous ceux que nous avons eu l'occasion de voir présentaient des grandeurs différentes, mais une même forme et une même matière.

On a beaucoup discuté sur leur provenance ; nous nous garderons bien de prendre parti dans le débat, laissant à de plus compétents le soin d'éclairer cette intéressante question.

Dr CANDÉ.

L'ÉGLISE DE SAINT-MARTIN DE MAYENNE, par A. Grosse-Duperon, Mayenne, imprimerie Poirier frères, 1910.

A la liste déjà considérable de ses ouvrages sur la ville et le pays de Mayenne, M. Grosse-Duperon vient d'ajouter un nouveau volume : il s'agit cette fois de l'église de Saint-Martin de Mayenne.

Dans le premier chapitre, le savant historien local nous explique les origines fort anciennes de cette église, origines qui remontent à une charte de Charlemagne. Possédée d'abord par les prêtres et chanoines du Mans, puis, au XI^e siècle, par Hamelin de Lévaré, donnée enfin par celui-ci à l'abbaye de Marmoutier non sans le consentement de Geoffroy de Mayenne, l'église en question, devenue alors chapelle d'un prieuré, fut desservie par deux religieux et tint la place d'église paroissiale pour les habitants de la rive gauche de la Mayenne. En 1220, le petit-fils de Geoffroy, Juhel I, transféra les moines de Marmoutier, du prieuré de Saint-Martin au château même de Mayenne, en leur concédant un petit territoire près de la forteresse, du côté des buttes. Cependant, le prieur du nouvel établissement, appelé depuis Saint-Etienne de Mayenne, n'en resta pas moins curé de Saint-Martin, et transmit ce titre à ses successeurs.

C'est ainsi que M. Grosse-Duperon, en historien consommé qu'il est, a su faire à nos yeux la lumière sur ces obscures origines de la paroisse et de l'église Saint-Martin. Il énumère ensuite les différents curés qui se sont succédé à la tête de cette paroisse depuis le XIII^e siècle jusqu'à la Révolution. Une des figures ecclésiastiques les plus intéressantes pour nous, parmi celles qui sont ainsi évoquées tour à tour, est assurément celle de Macé de l'Estang qui avait, en 1584, pris possession de la cure de Saint-Martin. Contemporain des guerres de la Ligue, ce dernier avait eu soin de consigner, dans les registres confiés à sa garde, les

principaux événements qui s'étaient passés sous ses yeux, ou même ceux qui lui avaient été simplement rapportés par des témoins oculaires, comme ayant eu lieu à Lassay, à Alençon ou à Sainte-Suzanne. Or, ces précieux renseignements dus à Macé de l'Estang, M. Grosse-Duperon a été bien inspiré en les reproduisant dans sa publication. Une autre figure non moins intéressante, évoquée par cet historien, est l'abbé Barbeau du Bourg qui, au XVIII^e siècle, lutta si énergiquement contre l'abbé Bouessay, le fameux curé janséniste de Notre-Dame de Mayenne. Ce premier chapitre se termine par la liste des procureurs de fabrique de la paroisse Saint-Martin depuis 1455.

Le chapitre II est consacré aux trois cimetières de Saint-Martin, à la description intérieure de l'église, d'après d'anciens inventaires de 1543 et 1606, découverts par M. Grosse-Duperon ; à la façon dont étaient tenus les registres paroissiaux, façon par fois un peu trop négligente, etc. Toutefois, il y a dans ce chapitre autre chose que des documents de ce genre. On y trouve aussi la part de l'imagination, et l'auteur du livre que nous analysons y prouve ce que nous savions déjà, qu'en lui le grave historien est doublé d'un fin littéraire ; c'est ainsi qu'il reproduit, mêlées à son récit, la charmante chanson locale du Noël au Rossignolet et la pathétique légende de la recluse.

Le chapitre III a pour objet les droits curiaux de Saint-Martin dans le château de Mayenne et ses environs. Ces droits, comme bien on pense, avaient été de tous temps des causes de conflits entre les curés des deux paroisses de Notre-Dame et de Saint-Martin ou leurs représentants. Ce sont ces conflits dont nous trouvons ici le curieux historique. Il faut lire dans ces pages, pleines d'un piquant intérêt, d'abord les démêlés survenus en 1463 entre Pierre d'Origny, alors prieur de Fontaine-Géhart, et en cette qualité curé primitif de Saint-Martin, et Guillaume Guillart, fermier du curé de la paroisse de Notre-Dame ; puis en 1713-1714 les violents

incidents du procès soutenu par François Gestière, avocat à la barre ducale, procureur de la fabrique de Saint-Martin, contre un clerc tonsuré, nommé Rocher, qui, soutenu par le parti janséniste, sollicitait, bien qu'indigne, la place de sacriste en l'église de Saint-Martin ; enfin et surtout les scandaleuses obsèques de Françoise Bonvoisin, morte en novembre 1735 gouvernante de l'Hôtel-Dieu, et dont les deux curés de Saint-Martin et de Notre-Dame se disputaient le droit de sépulture ecclésiastique.

Dans le chapitre IV, M. Grosse-Duperon s'occupe successivement des fondations diverses attachées à l'église Saint-Martin en suivant l'ordre chronologique des fêtes en vue desquelles ces fondations avaient été établies ; des orgues qui y existaient dès le milieu du XVI^e siècle ; des testaments d'anciens habitants de cette paroisse, où on est frappé de la foi qui s'y révèle chez leurs auteurs et aussi du caractère tout intime qui en fait parfois presque des confessions, tel celui de Michel Laurent, sieur de Launay, licencié ès-droits, avocat au siège du duché de Mayenne (1638) ; des pèlerinages qui étaient trop souvent accompagnés de véritables désordres, si bien que l'autorité laïque avait été plus d'une fois obligée d'intervenir et, sinon de les empêcher, du moins de les régler ; des chapellenies desservies en cette église ; des corporations et communautés d'artisans ; des processions trop souvent en ces temps là plus pittoresques qu'édifiantes ; des reliques tant anciennes que nouvelles, conservées dans les reliquaires de l'église, etc.

Le chapitre V traite des diverses confréries attachées à l'église Saint-Martin et de leurs procureurs, et le chapitre VI des biens de la fabrique ou dépendant des fondations. C'est à la fin de ce dernier chapitre que M. Grosse-Duperon place la jolie légende de la petite fontaine de Jouvence, située au sud du faubourg, aux Vallées.

Le chapitre VII, par lequel prend fin l'histoire de Saint-Martin de Mayenne, est un recueil de notes sommaires, par

ordre chronologique, de quelques événements intéressant la paroisse, de 1789 à nos jours.

Comme toutes les publications antérieures de l'érudit vice-président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne, celle que nous venons d'analyser ne laisse rien à désirer, soit comme composition claire et méthodique, soit comme perfection typographique. Au point de vue de la composition, ceux des documents utilisés par l'auteur qui n'ont pu trouver place dans le cours du récit sont reproduits par lui à la fin du volume sous forme d'appendice, et ils sont suivis d'une excellente table alphabétique. Quant à la typographie, il suffira, pour faire le meilleur éloge de cette dernière publication de M. Grosse-Duperon, de dire qu'elle sort des presses de Messieurs Poirier frères, imprimeurs à Mayenne.

M^{is} DE BEAUCHESNE.

M. le vicomte Ch. de Montesson a bien voulu envoyer à la bibliothèque de la Société deux nouvelles plaquettes récemment publiées : *Montauban-Castle*, résumé aussi intéressant que précis de l'histoire de ce château qui a appartenu, au XVII^e siècle, à la famille Denizot, et a été reconstruit en 1853 par M. Charles-Raoul, comte de Montesson ; *Comment on créait des généraux en 1870*, épisode *pittoresque* et humoristique d'histoire contemporaine. Nous prions M. le vicomte de Montesson d'agréer l'expression de nos remerciements.

TABLE DES MATIÈRES

DU SOIXANTE-NEUVIÈME VOLUME

	Pages
Liste des Membres de la Société.	5
Un Médecin pédagogue au XVIII ^e siècle : Jean Verdier, par le docteur Delaunay.	32, 131, 243
Contilly seigneurial, par M. l'abbé Vavasseur.	60, 166, 279
Héros obscurs, par M. Alexandre Bezard.	89
Le dogme de l'Eucharistie dans le Maine, avant le XIV ^e siècle, par M. l'abbé Louis Calendini.	105
L'hérésie dans le Maine, par M. Roger Luzu, archiviste-paléographe.	190
Mémoire sur la Chouannerie dans l'arrondissement de Château-Gontier, publié par M. J. Pallu du Bellay.	196, 303
Le vitrail de sainte Madeleine, de l'ancienne église de Sablé, par M. Robert Triger.	217
La paroisse d'Amné, de 1585 à 1590, par M. le chanoine Louis Froger.	233

CHRONIQUES ET LIVRES NOUVEAUX

Admission de nouveaux Membres.	95
M ^{gr} de Durfort, évêque de Langres.	95
M. Pascal Vérité et son œuvre architecturale.	96
Service anniversaire de M. A. Singher.	100
M. R. Luzu, archiviste-paléographe.	101

Acquisition, par M. Dolbeau, d'une ancienne tour de l'enceinte de Sablé.	101
Le nouveau Musée-bibliothèque du Mans . . .	102
<i>Esquisse d'une histoire de France</i> , par M. E. Cavaignac.	103
<i>La famille de Voltaire</i> , par M. J. Pallu du Bellay	103
Note de Bibliographie.	104
Les premiers classements et la conservation des églises.	223
Transfert des Archives départementales de la Sarthe à l'ancienne abbaye Saint-Vincent. . .	224
Recherche et inventaire des richesses artisti- ques de la Sarthe.	224
Projet de loi sur les fouilles archéologiques.	225
Cérémonie patriotique à Ardenay.	226
Nomination d'un nouvel architecte départe- mental des monuments historiques.	227
Nécrologie, M. de Vaissière.	227
Le château et les peintures murales des églises de Laval.	227, 327
Vente du taillis du <i>Temple</i> , à Jublains. . . .	228
<i>L'histoire des comtes de Vendôme</i> , par M. L.- A. Hallopeau.	229
<i>La troupe de Scarron à Arçonnay</i> , par M. l'abbé Legros.	229
<i>Voyage en Espagne</i> , par M. Rebut.	229
<i>Cartulaire de Saint-Sulpice de Rennes</i> , par dom Anger.	230
<i>Cartulaire de Saint-Pierre-la-Cour</i> , par M. le vicomte d'Elbenne.	230
Pétitions en faveur des églises.	231
M. Léonce Celier, lauréat de l'Institut. . .	232
Nécrologie, M. E. Desclès.	232
Le comte de Beaurepos et l'abbé Alma. . .	326

Exposition du Mans	327
Dégagement d'une tour de l'enceinte gallo-romaine du Mans.	328
Deux sauvetages archéologiques au Mans.	328
Découverte de sarcophages à Aubigné.	329
L'église Saint-Martin de Mayenne, par M. A. Grosse-Duperon.	330
Publications nouvelles de M. le vicomte de Montesson.	333

PLANCHES ET GRAVURES

Jean Verdier.	32
Ancienne église de Sablé, vitrail de sainte Madeleine.	218

NOMS D'AUTEURS

MM.		MM.	
M ^{is} de Beauchesne.	330	L. Froger.	233
A. Bezard.	89	R. Luzu.	190
L. Calendini.	105	Pallu du Bellay.	196, 303
D ^r Candé.	329	R. Triger.	95, 217, 223, 326
D ^r Delaunay.	32, 131, 243	J. Vavasseur.	60, 166, 279

Le Gérant : G. FLEURY.

MAMERS. — IMPRIMERIE FLEURY. — 1911.





The Ohio State University

3 2435 05439407 7

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY

D AISLE SECT SHLF SIDE POS ITEM C
8 03 36 27 8 12 014 3